PROMENADE

EN AMÉRIQUE.

NEW-YORK.[1]

COLLECTION D'ANTIQUITÉS AMÉRICAINES. — ÉCOLE DE MÉDECINE. — GRANDS TRAVAUX D'UTILITÉ PUBLIQUE. — SOCIÉTÉ HISTORIQUE. — M. BANCROFT. — OPÉRA. — CURIEUSE TRAGÉDIE SUR SAVONAROLA. — DE LA LITTÉRATURE AUX ÉTATS-UNIS. — SOCIÉTÉS DE TEMPÉRANCE. — INCURIE AMÉRICAINE. — DE LA PEINTURE AUX ÉTATS-UNIS. — INSTRUCTION PUBLIQUE. — DÉMOCRATIE.

26 septembre, New-York.

Je suis revenu directement de Cincinnati par Cleveland, le lac Érié et Dunkirk. J'ai de nouveau traversé en chemin de fer d'immenses forêts dont l'étendue paraît encore plus grande, quand on songe à la rapidité avec laquelle on les parcourt. Aller comme la foudre pendant trente-six heures, presque sans voir autre chose que des arbres, parmi lesquels on découvre de loin en loin une ville, un village ou un défrichement, et recommencer le lendemain, cela donne l'idée de l'immensité. Du lac Érié à New-York, le chemin traverse le prolongement de la chaîne des Alleghanys; des deux côtés du chemin, on voit des montagnes couvertes de forêts, des vallées remplies de forêts; même dans les régions plus rapprochées de la partie anciennement cultivée des États-Unis, combien il y a encore de terrain à défricher et d'espace à peupler!

J'arrive à New-York un dimanche. La tristesse ordinaire du dimanche aux États-Unis est augmentée par un temps sombre et froid. Quelle différence de ce jour avec le jour éblouissant de mon arrivée! C'est une autre saison, un autre ciel. Je suis souffrant, malade même. Dans cette disposition, j'apprends une nouvelle qui m'afflige profondément. Il y a de rudes momens dans la vie du voyageur. . . . . .

(1) Voyez les livraisons des 1er et 15 janvier, des 1er et 15 février.

J'ai été plusieurs jours presque sans sortir et sans chercher à voir personne. Il ne faut pas me laisser aller à cet abattement; il faut tâcher de me ranimer, de reprendre courage. L'étude est dans certains momens une distraction bien incomplète, mais c'est encore la seule qu'on veuille admettre. Le travail est parfois l'unique consolateur dont on puisse supporter la présence.

Ma première pensée, après ce triste intervalle d'abattement, est d'aller chercher M. Davies et les antiquités trouvées par lui dans ces singuliers monumens dont j'ai visité quelques-uns en revenant de Cincinnati. M. Davies m'a montré sa collection dans le plus grand détail et avec une extrême obligeance, prenant la peine de déballer pour moi les principaux objets dont elle se compose, et me faisant part d'une foule de renseignemens aussi précieux que les objets eux-mêmes. Ce qui domine dans cette collection, ce sont des pipes; mais ces pipes sont fort curieuses. Le fourneau représente ordinairement un animal, quelquefois une figure humaine. Les animaux sont sculptés d'une manière très remarquable; la physionomie de l'espèce est en général fort bien saisie, ainsi qu'on le remarque dans les sculptures égyptiennes et que je l'ai observé à Leyde, dans la belle collection japonaise de M. Siebold. La figure de l'animal est plus aisée à rendre que celle de l'homme. Ici les artistes indiens ont réussi admirablement à reproduire le caractère des quadrupèdes et des oiseaux dans une action conforme à leurs habitudes : un faucon déchire sa proie, une loutre saisit un poisson avec une grande réalité d'attitude et d'expression; le faucon déchire, la loutre mord véritablement. Le héron, *avec son long bec emmanché d'un long cou*, a été aussi naïvement et aussi fidèlement représenté par le sculpteur inconnu que par le grand poète. Les articulations de ses longues jambes, les écailles et les ouïes du poisson qu'il a saisi sont exprimées avec une extrême finesse; il en est de même des reptiles, de la forme de la tête d'un serpent à sonnettes, des rugosités de la peau d'un crapaud. On trouve là une véritable ménagerie américaine : l'écureuil, la tortue, le castor, l'aigle, l'hirondelle, le perroquet, le toucan, le lamantin, etc.; ce n'est pas une sculpture fantastique comme celle des Mexicains (1), ni grossière comme les dessins informes des Peaux-Rouges; c'est un art différent et supérieur, suivant de près la nature et sachant la rendre sans la défigurer. Il y a aussi des têtes d'hommes d'un travail remarquable; l'une d'elles, ayant un caractère bien individuel, représente un chef dont le visage est tatoué; une autre semble figurer la mort. Un homme à quatre pattes et versant des larmes est probablement un ennemi

(1) Depuis, j'ai vu dans le musée de Mexico des animaux et même des figures humaines sculptés avec une assez grande vérité.

ainsi représenté pour que son vainqueur pût se donner le plaisir de fumer à travers l'image de sa personne en signe de triomphe.

Ce grand nombre de pipes prouve que l'usage de fumer remonte, comme les monumens dans lesquels on les a trouvées, au moins à un millier d'années. La surprise que pourrait causer l'abondance de ces pipes disparaîtra, si l'on réfléchit que l'action de fumer a été chez diverses nations de l'Amérique une cérémonie religieuse, et qu'elle forme encore aujourd'hui, chez plusieurs d'entre elles, la portion la plus essentielle du cérémonial dans les assemblées où l'on délibère et où l'on ratifie les traités. J'ai recueilli un assez grand nombre de passages qui montrent qu'aspirer le tabac était un acte religieux, et le brûler un hommage à la Divinité. Quoi qu'il puisse y avoir à cela d'étrange pour certaines personnes, le tabac était un encens. Ainsi il y a encore aujourd'hui des peuplades dans le sud-ouest qui ont coutume de monter sur un tertre, au lever du soleil, pour lancer une bouffée de fumée vers le zénith, et une dans la direction des quatre points cardinaux; d'autres tribus disaient avoir reçu le tabac, comme le maïs, d'un messager céleste du Grand-Esprit, auquel elles offraient la fumée de leurs pipes, et cette cérémonie précédait toutes les solennités.

Une tradition singulière existe chez les sauvages qui habitent entre le Haut-Mississipi et le Haut-Missouri. Là, sur le *coteau des prairies*, se trouve une pierre rouge qui sert à faire des pipes. Toutes les tribus du voisinage s'y rendent en temps de guerre comme en temps de paix, car, disent-elles, le Grand-Esprit veille sur ce lieu, et la massue des combats aussi bien que le couteau à scalper n'y frappent jamais un ennemi. Quelques-uns des Sioux racontent que « le Grand-Esprit envoya un jour ses coureurs pour convoquer toutes les tribus dans la carrière de la pierre rouge; il prit un morceau de cette pierre, en fit une pipe, la fuma sur les Indiens rassemblés, et leur dit que, bien que se faisant la guerre, ils devraient toujours être en paix en ce lieu, qu'il appartiendrait aux uns comme aux autres, et que tous devaient fabriquer leurs pipes avec cette pierre. Ayant ainsi parlé, un énorme nuage, sorti de sa grande pipe, roula sur leurs têtes, et il disparut dans ce nuage. Les rochers furent enveloppés dans un torrent de feu, de sorte que leur surface en fut fondue. Deux femmes, alors atteintes par les flammes, tombèrent sous deux rochers sacrés, et personne ne peut enlever de la pierre rouge de cet endroit sans leur consentement. » Il y aurait plusieurs choses à remarquer dans cette légende : une sorte de trève de Dieu, le souvenir de quelque éruption volcanique. Je me borne à attirer l'attention sur le caractère religieux de l'action de fumer attribuée ici à la Divinité elle-même. D'après ce qui précède, on ne s'étonnera pas que des pipes se rencontrent avec une telle profusion dans les tertres de l'Ohio, dont la

destination paraît avoir été religieuse autant au moins que funéraire. En effet, on trouve des autels dans un grand nombre de ces tertres, et, dans quelques-uns seulement, des ossemens humains.

Dans la collection de M. Davies est un crâne américain provenant d'un grand tertre qui s'élevait sur une hauteur, à quelques milles de Chilicothe, et semblait de là dominer tout le pays. C'était probablement le tombeau d'un chef célèbre de ces populations inconnues. Ce crâne offre, selon M. Morton, qui était bon juge en cette matière, le type le plus parfait de la race américaine.

Outre les pipes et les autels, M. Davies a rassemblé dans sa collection, provenant de la même origine, beaucoup d'objets très intéressans. D'abord on y voit des instrumens de combat, des pointes de javelot ou de lance en silex, comme on en rencontre dans beaucoup de pays. Ce qui est plus particulier à l'Amérique, ce sont de pareilles pointes de lance en quartz laiteux ou en cristal de roche. Les unes et les autres semblent une imitation d'un modèle fourni par la nature dans les dents fossiles des requins. Les tertres fournissent en grand nombre ces dents, aussi bien que celles de l'ours et de l'alligator : elles paraissent avoir été employées pour former des espèces de colliers, comme certaines tribus sauvages le pratiquent encore aujourd'hui. Quelques outils semblent indiquer chez le peuple qui les employait un certain degré d'habileté. Les ciseaux en pierre ont été polis avec du sable; une espèce de roue qui présente une rainure à l'extérieur paraît avoir reçu dans cette rainure un fil peut-être métallique, au moyen duquel on pouvait faire tourner une vrille; des fils métalliques étaient aussi employés à rajuster les objets en pierre fracturés; des plaques percées de trous, dont l'intérieur va s'évasant d'un côté à l'autre, servaient peut-être de filière. Des poteries de formes variées et parfois assez gracieuses, quelques-unes présentant à leur surface des festons et des ornemens, sont, comme les pipes, très supérieures à ce que fabriquent en ce genre les races indigènes qui ont vécu depuis dans les mêmes contrées. On a trouvé aussi des coquilles entassées en monceaux, de manière à donner l'idée qu'elles servaient peut-être de monnaie. On sait qu'il en est ainsi dans l'Inde, et que le même usage existait chez certains peuples sauvages de l'Amérique septentrionale.

Il n'y a dans tout cela ni or ni fer. L'emploi du fer est postérieur à celui du cuivre. Les armes des héros d'Homère sont en bronze, et l'on n'a découvert jusqu'ici que bien peu d'objets en fer dans les tombeaux égyptiens. L'ordre des âges fabuleux de l'humanité est l'ordre historique de la découverte des métaux d'après lequel les âges ont été désignés. L'or est le premier : on rencontre ce métal à la surface de la terre ou dans le lit des fleuves. L'argent est plus enfoui, et son exploitation est difficile; aussi l'hiéroglyphe égyptien qui dé-

signe l'argent veut-il dire *or blanc*. L'âge de bronze ou de cuivre vient après l'âge d'argent, puis l'âge de fer. Ceux qui ont élevé les tertres n'en étaient pas encore à cet âge; ils employaient surtout le cuivre, et, en petite quantité, l'argent, qui accompagne le cuivre dans beaucoup de gisemens. M. Davies a cru reconnaître dans des masses de grès compacte une espèce d'enclume sur laquelle on battait le cuivre. De même que plusieurs nations de l'antiquité, ce peuple sans nom a touché de bien près à la découverte de l'imprimerie, si, comme le pense M. Davies, il avait des dessins tracés en relief, qui, enduits d'oxyde de fer pulvérisé, servaient à imprimer sur des peaux divers ornemens; mais M. Davies ne croit pas que certains tubes creux aient pu servir, comme on l'a dit, à des observations astronomiques. C'étaient plus vraisemblablement et plus simplement des tuyaux de pipe. Ces antiquités offrent ceci de singulier, c'est qu'en général chaque tertre contient une classe particulière d'objets qui y sont entassés à l'exclusion des autres : ici des pipes, là des pointes de flèche en quartz, ailleurs un amas de ces plaques de mica, qui servaient probablement d'ornemens ou d'insignes. M. Davies pense que chaque sorte d'objets était consacrée, ainsi que le tertre et l'autel, à une divinité spéciale, et que les ossemens qui les accompagnent quelquefois appartenaient à un chef ou à un prêtre particulièrement attaché au culte de cette divinité, et qu'on ensevelissait auprès de l'autel.

Les autels ont été trouvés enterrés. Plusieurs des objets déposés anciennement sur ces autels portent visiblement la trace du feu. Comment expliquer ce fait? Ces objets servaient-ils d'offrande? Les autels ont-ils été enfouis pour être mis à l'abri des vainqueurs, quand le peuple inconnu fuyait devant des populations plus barbares qui l'auraient anéanti? Ce qui est certain, c'est que ce peuple, quel qu'il fût, était en relations avec des points très divers et très distans de l'Amérique septentrionale. Il fabriquait des ornemens en os ou en coquilles, et les recouvrait de cuivre et d'argent; il avait des couteaux d'*obsidienne*, pierre volcanique très dure employée par les anciens habitans du Mexique et du Pérou; les yeux des animaux sont souvent figurés par des perles. Or le cuivre ne pouvait guère venir d'ailleurs que des bords du Lac Supérieur, l'obsidienne du Mexique, les perles du golfe auquel ce pays a donné son nom. En somme, la collection de M. Davies, unique dans son genre, — car aucune collection en Europe ne possède rien qui appartienne à cette classe d'antiquités, — serait une acquisition précieuse pour un musée européen. Je la voudrais pour la France.

M. Davies n'est pas seulement un archéologue passionné pour cette antiquité mystérieuse qu'il a contribué, plus que personne, à

découvrir; il est en même temps professeur de matière médicale dans une des écoles de médecine de New-York.

Ici une école de médecine n'est point l'œuvre du gouvernement, c'est une corporation libre qui, dès qu'elle a obtenu sa charte, se gouverne à sa manière et fait comme elle l'entend concurrence à ses rivales. Il peut y avoir autant de *colléges médicaux* que d'autres colléges. Voici comment a été fondé le *medical college* dont M. Davies fait partie. Un certain nombre de particuliers ont mis en commun 50,000 dollars (250,000 francs), et ont fait cette entreprise en commandite. Les professeurs sont des associés. Ceux qui n'ont pas le capital nécessaire pour fournir leur quote-part en paient l'intérêt, qui est retenu sur leurs appointemens, c'est-à-dire sur la rétribution de 15 dollars que donne chaque élève, plus 40 dollars pour le diplôme. On voit que c'est tout à fait une affaire commerciale : — mise de fonds pour établir les bâtimens de fabrique, une somme fournie par les associés sous forme de capital ou d'intérêt, chance de bénéfice, — le prix de la marchandise fournie, qui est la science et les diplômes, — produit net de la fabrique, mise en circulation chaque année d'un certain nombre de docteurs (1). Le public ne semble avoir d'autre garantie que l'intérêt de la manufacture à donner des produits de bon aloi pour entretenir la demande. Cela n'empêche pas qu'il n'y ait des médecins et des chirurgiens fort distingués aux États-Unis. Il est vrai que plusieurs d'entre eux ont étudié en Europe, ont suivi les cours de notre école de médecine et la clinique de nos hôpitaux. Parmi les médecins éminens que j'ai rencontrés ou dont j'ai entendu parler, je citerai M. Warren, possesseur du fameux mastodonte de Boston et portant le nom du général Warren, qui le premier mourut à Bunkershill pour la cause de la liberté américaine, et qui était aussi médecin; M. Green, qui a inventé un instrument pour introduire le nitrate d'argent liquide jusqu'au fond des bronches, et qui a guéri ainsi beaucoup d'affections graves du larynx et de la poitrine; M. Hunter de Philadelphie. M. Drake a écrit un ouvrage très estimé sur les maladies de la vallée du Mississipi. La médecine, comme l'astronomie des États-Unis, a déjà son histoire (2).

Comme j'ai eu occasion de le remarquer, le seul genre d'architecture qui mérite une sérieuse attention aux États-Unis, ce sont les grands travaux d'utilité publique, et particulièrement ceux qui ont pour but de fournir de l'eau aux habitans des villes. L'architecture

(1) Un collége médical de femmes établi à Philadelphie il y un an vient de tenir sa première séance publique annuelle. Les jeunes gens étaient d'abord disposés à rire; mais le sérieux a pris le dessus, et une douzaine de femmes ont reçu le titre de docteur.

(2) Elle a été écrite par un homonyme de M. Davies.

romaine en ce qu'elle a d'original était aussi surtout une architecture utile. Les théâtres et les temples romains n'offraient qu'une reproduction inférieure des théâtres et des temples grecs un peu modifiés; mais ce qui était vraiment romain, c'étaient les égouts comme la *cloaca maxima*, les émissaires comme ceux du lac Albano et du lac Fucino, enfin les aqueducs qui, suivant la belle expression de Chateaubriand, apportaient aux Romains l'eau sur des arcs de triomphe. Il y avait aussi les véritables arcs de triomphe et les amphithéâtres, dont l'origine et le caractère étaient purement romains. Aux États-Unis, on ne s'attend pas à trouver des arcs de triomphe, et grâce au ciel les peuples chrétiens ne connaissent pas les amphithéâtres (1); mais New-York a son aqueduc appelé *High-Bridge* et ses vastes réservoirs. Ce sont de magnifiques travaux qu'on peut admirer même après avoir vu les ouvrages des Romains.

L'aqueduc traverse la rivière de Harlem, comme le pont du Gard traverse le Gardon. Les environs d'Harlem sont très agréables. La rivière coule entre des pentes boisées. Sur la route, de jolis jardins et des maisons de campagne semées au milieu des arbres rappellent un peu l'aspect tranquille et gracieux de l'Harlem hollandais. Cependant il n'y a rien près de l'Harlem américain d'aussi charmant que cette vallée pleine de touffes de roses, et qui mérite si bien son nom de *Rosen-Dale*. L'aqueduc est en granit et fait un bel effet, jeté hardiment d'un bord à l'autre, au-dessus des arbres au feuillage empourpré et de l'eau verte qui glisse paisiblement sous les arcades élancées. Quand on le compare aux aqueducs romains, on est frappé d'une différence : les piliers sont moins majestueux parce qu'ils sont plus minces. Les Romains mettaient dans toutes leurs constructions le luxe de la force; ici on n'a fait, selon l'usage, que le nécessaire; on n'a employé que ce qu'il fallait pour la solidité du monument. L'aspect de High-Bridge est moins imposant, il a moins de masse et de grandiose; mais l'ensemble du travail est gigantesque. On est allé chercher l'eau de la rivière Craton à près de quinze lieues pour la conduire, en passant au-dessus de la rivière de Harlem, à un premier réservoir (*receiving reservoir*) qui contient 150 millions de gallons d'eau. En vingt-quatre heures, il s'écoule 16 millions de ces gallons. Ce premier réservoir couvre un espace de trente-cinq acres. C'est peu de chose en comparaison du lac Mœris, qui couvrait tout un pays; mais je ne sais rien en ce genre d'aussi vaste depuis les Égyptiens. Le réservoir est divisé en deux parties pour qu'on puisse se servir de l'une quand on répare l'autre. On a réservé un terrain égal à celui qu'il

(1) Il faut excepter le petit amphithéâtre de Doué, où il paraît que les rois mérovingiens ont fait combattre des animaux. Il y a aussi les cirques espagnols pour les combats de taureaux, lesquels sont assez semblables pour la barbarie aux jeux sanglans des Romains.

couvre pour l'époque, déjà prévue, où il faudra le doubler. C'est une œuvre pleine de grandeur et d'une parfaite simplicité. Imaginez une immense caisse de granit pleine d'eau. L'eau est amenée ensuite dans un autre réservoir (*distributing reservoir*) moins étendu, divisé de même en deux parties. Celui-ci est aussi d'un grand aspect, mais on y a cédé à la faiblesse de l'imitation en lui donnant des portes égyptiennes. Du reste l'architecture égyptienne est mieux placée en ce lieu qu'au tribunal d'instruction, qu'on appelle *les tombes égyptiennes*. Ici le style égyptien ne jure pas trop avec le caractère du monument, et j'en préfère l'emploi à celui des créneaux, qui seuls gâtent un peu la majesté sévère du réservoir de Boston; mais j'aimerais encore mieux que nul ornement emprunté à un art étranger ne vînt altérer la simplicité du réservoir de New-York. On n'a pas besoin d'imiter le style des œuvres égyptiennes, quand on en reproduit si bien la solidité et la grandeur.

En revenant, je suis frappé d'une autre grandeur. Longtemps avant d'arriver à la ville, je vois se diriger en tous sens de longues allées éclairées au gaz, où s'élèvent çà et là des maisons, et qui seront bientôt des rues. La nuit et les lumières éparses en accroissent encore l'étendue. Plusieurs fois je crois être arrivé à la ville actuelle, quand je ne suis encore que dans la ville future. Enfin j'entre dans les interminables rues qui traversent New-York, et, suivant ce courant d'hommes et d'omnibus qui roule dans Broadway à travers la clarté du gaz et des magasins, j'arrive à l'hôtel de Delmonico. Il est moins splendide que l'hôtel d'Astor, où j'étais descendu en arrivant, mais on y est mieux soigné. On y vit à la française. J'ai le plaisir de dîner seul, à la carte, à mon heure, et ma santé se trouve très bien de ce régime, dont elle avait grand besoin.

New-York offre plus de ressources que je n'aurais cru à un homme qui, comme moi, a besoin de livres pour exister. Il y a d'abord la bibliothèque d'Astor, fondée par le riche particulier de ce nom, qui avait fondé aussi dans l'Orégon cet établissement dont Washington Irving a écrit l'histoire dans son curieux livre d'*Astoria*. La bibliothèque d'Astor est destinée à être une bibliothèque utile et non pas une bibliothèque de luxe. Cependant elle possède un certain nombre de beaux livres à planches et à gravures, entre autres un exemplaire du magnifique ouvrage de lord Kinsborough sur les antiquités du Mexique, et, ce qui étonne davantage, un antiphonaire, avec des vignettes du XVIIe siècle, qui a servi au sacre de Charles X.

Un autre établissement littéraire de New-York est le *Library Society*, où l'on trouve une grande quantité de *revues* et de journaux avec une bibliothèque assez considérable. Seulement les journaux français n'y sont représentés que par *la Presse*, qu'on n'y reçoit que tous les mois. C'est une véritable et impardonnable lacune. En gé-

néral, les journaux français sont très rares aux États-Unis, d'où il résulte que les Américains sont souvent aussi mal renseignés sur nos affaires que nous le sommes sur les leurs, ce qui est beaucoup dire.

Enfin il y a la bibliothèque de la *Société historique;* celle-ci est véritablement importante, car elle contient une collection très considérable de tous les ouvrages qui se rapportent à l'histoire des États-Unis. On est étonné que ce pays nouveau ait déjà tant de matériaux d'histoire. La société possède un certain nombre de manuscrits et une grande quantité de journaux anciens publiés avant, pendant et depuis la guerre de l'indépendance. Les journaux sont pour l'histoire des siècles modernes ce que sont les chroniques pour l'histoire du moyen âge, et, comme elles, ils sont souvent plus instructifs encore par le tableau des opinions et des passions d'un temps que par les faits qu'ils racontent; les faits sont altérés par l'esprit de parti, mais l'esprit des différens partis est lui-même le fait le plus important à étudier pour l'historien d'un peuple libre. Nulle part les journaux ne renferment plus d'exagérations et de mensonges qu'aux États-Unis; mais ces exagérations sont la représentation exacte, ces mensonges sont la peinture vraie des préjugés d'un grand nombre d'hommes. On a dit que l'histoire des erreurs serait la plus intéressante des histoires, et je le croirais volontiers, car l'erreur tient dans ce monde infiniment plus de place et joue un beaucoup plus grand rôle que la vérité. Bayle avait conçu le plan d'un *Dictionnaire des Erreurs;* mais le sujet lui sembla trop vaste, et il désespéra de l'embrasser. Il faut reconnaître qu'à côté de toutes les inexactitudes qui remplissent les journaux américains, il s'y trouve un assez grand nombre de renseignemens positifs. Je n'en ai presque jamais ouvert un sans y apprendre quelque chose. D'ailleurs les anciens journaux des colonies anglaises sont plus véridiques, et offrent souvent la peinture naïve des mœurs et de l'opinion d'alors. On en est si convaincu ici, qu'il est question en ce moment de faire pour les journaux, qui sont les chroniques et parfois les légendes du passé américain, ce qu'on fait en Europe pour les chroniques ou les légendes de notre passé. On propose, et cette proposition ne me semble pas déraisonnable, de rédiger une table méthodique des journaux réunis dans la bibliothèque de la *Société historique,* travail de bénédictin appliqué à ces archives d'un nouveau genre, et très propre à faciliter les recherches d'où pourront sortir les annales complètes d'une nation qui commence, et qui, pour se connaître, a déjà besoin d'érudition. Les matériaux de ces annales sont épars dans une quantité innombrable d'histoires locales d'états, de villes, d'institutions, dans des biographies, des mémoires, des correspondances, et cet ensemble n'est pas sans importance et sans intérêt, depuis les conjectures sur les anciens habitans de l'Amérique du Nord qui avaient disparu entièrement à la

venue des Européens jusqu'au spectacle, perpétuellement renouvelé sous nos yeux, d'états qui se fondent, de villes qui naissent, de peuples qui périssent comme les nations sauvages, de religions qui s'établissent comme la secte des mormons, toutes choses que nous sommes accoutumés à voir dans le passé et qui sont ici le présent. Ailleurs on lit dans l'histoire ce qui fut; aux États-Unis, l'histoire se fait chaque jour, et il faudrait une main bien agile pour sténographier cette improvisation continue sous la dictée rapide des faits.

En parcourant tous les documens de l'histoire des États-Unis, auprès desquels on a placé une collection d'armes, de vêtemens, de vases, d'ustensiles indiens, vrai musée de la vie sauvage, — en embrassant ainsi, comme d'un seul regard, tous les âges de cette contrée extraordinaire, depuis le casse-tête du Mohican jusqu'au journal imprimé ce matin là où s'élevait, il y a trois siècles, la hutte de ce Mohican, — on comprend merveilleusement la grandeur et la promptitude du développement de la société américaine.

L'historien des États-Unis est M. Bancroft, qui a représenté son pays à Londres et vécu à Paris, et dont nos hommes d'état les plus distingués ont conservé le meilleur souvenir. Ce qu'il a publié de son *Histoire des États-Unis* porte l'empreinte de qualités qui lui sont propres. Ce n'est pas l'allure paisible, le langage soigné et un peu étudié d'Irving ou de Prescott : c'est une ardeur, une véhémence de récit qui remue le lecteur et l'entraîne. M. Bancroft appartient au parti démocrate, on sent, en le lisant, le souffle de l'esprit démocratique; mais rien ne ressemble moins aux idées que ce mot réveille chez nous que les manières et le salon de M. Bancroft.

J'ai rencontré M. Bancroft à l'opéra. L'aspect de la salle a de l'élégance, mais n'a rien de monumental. Ce n'est pas assez pour une ville comme New-York. Il a été question d'ouvrir une souscription pour avoir une plus belle salle et une troupe supérieure. On ne l'a pas pu, parce que la moitié des plus riches négocians de New-York réprouve le théâtre comme une chose profane. Un professeur de l'université de New-York m'a dit que, s'il allait trop souvent au théâtre, il pourrait perdre sa place. On sait combien les puritains étaient opposés aux plaisirs de la scène, et que les théâtres furent fermés à Londres pendant la révolution. A Boston, la première représentation dramatique fut donnée en 1750, vers le temps où parut *Zaïre*. Cette représentation était clandestine et eut lieu dans un café. L'autorité en ayant eu connaissance défendit que cette impiété se renouvelât. Dans le Connecticut, le premier théâtre s'est ouvert en 1807. Comment s'étonner qu'il en ait été ainsi dans la Nouvelle-Angleterre, quand à New-York, ville où le puritanisme n'a jamais dominé aussi exclusivement, les scrupules d'une classe qui ne passe pas en général pour très austère ne permettent pas qu'on

ait un bon opéra? Je sais bien qu'on vantait beaucoup les chanteurs italiens que j'ai entendus ce soir; mais ma sincérité ne me permettait pas de m'associer à la louange, ce qui paraissait étonner un peu. En vérité, j'admire assez de choses aux États-Unis pour avoir le droit de ne pas tout admirer. En général, les théâtres ne sont pas ce qu'il y a de plus remarquable dans ce pays. On cite cependant avec éloge une tragédie, *Witchcraft*, de M. Cornélius Mathews. On représente quelquefois sur les théâtres à New-York des farces fort gaies, d'un comique local, telles qu'*une Famille sérieuse,* raillerie assez amusante des prétentions à l'austérité et à la philanthropie, un des travers du pays. On rit beaucoup de cette *Famille sérieuse*, dont la partie féminine passe son temps à coudre des habits pour les petits nègres, ce qui est pourtant une très bonne action; mais tout cela ne mérite guère qu'on s'en occupe. Pour les tragédies, un seul fait montrera où en est ce genre de production dramatique aux États-Unis. J'ai toujours lu sur l'affiche, avec grand renfort d'éloges immodérés, le nom de l'acteur ou de l'actrice qui jouait le principal rôle, et jamais le nom de l'auteur. Cela suffit à prouver que la tragédie n'a pas aux États-Unis d'existence littéraire. J'ai vu jouer par M. Forrest, le tragédien le plus en vogue, une pièce dont le héros était ce chef sauvage appelé par les Anglais le roi Philippe, l'un des premiers qui ait fait une guerre sérieuse aux colons de la Nouvelle-Angleterre. C'était un mélodrame fort ordinaire, dans lequel M. Forrest fut très applaudi. Je ne pus m'empêcher de trouver à l'acteur une certaine énergie violente, mais souvent forcée, et un certain talent pour reproduire le caractère féroce du sauvage. Du reste, l'impression était pénible, et la dignité de l'art entièrement absente. M. Forrest a dans le public des amis et des adversaires pour une cause étrangère à son mérite comme acteur. A la suite de démêlés avec mistress Forrest, qui ont produit un procès scandaleux dont les tribunaux sont saisis en ce moment, il a imaginé, dans un discours prononcé sur le théâtre, de mettre le public dans le secret de ses infortunes domestiques. L'intérêt et la passion du public se sont partagés entre lui et Mme Forrest, qui vient de choisir pour débuter sur le théâtre le moment où son nom a retenti dans une cause d'adultère. Tout cela est assez grossier selon nos idées européennes, et ne tend pas beaucoup à relever la scène américaine. Le préjugé d'une partie respectable de la société contre le théâtre est, je pense, une des causes qui l'empêchent de s'élever à la dignité qu'il peut atteindre. Frappé d'une sorte de réprobation morale, il est contraint de s'adresser à la foule : un art est comme un homme, il a besoin d'être respecté pour s'honorer lui-même.

Le hasard fait tomber sous mes yeux une tragédie intitulée *Savo-*

narola, d'après laquelle je ne veux point juger celles que je ne connais pas, et qui, j'espère, n'est point faite pour en donner une idée exacte. Cette idée serait trop défavorable. Le noble et malheureux enthousiaste de Florence est représenté d'abord comme le dernier des misérables, vivant au sein de la plus abjecte infamie, indigne complaisant des grands seigneurs, et en rapport avec des brigands de la famille de Rinaldo-Rinaldini. Puis le malheur produit en lui une révolution subite; il s'élève par une exaltation imprévue au dessein de donner à Florence la liberté; il soutient mal ce nouveau personnage, car il parle comme un démagogue de bas étage et agit de même. La réception qu'il fait à l'envoyé de Charles VIII est un modèle de non-sens et de *bombast.* Ce qui n'est pas moins ridicule, c'est l'amour sentimental de l'austère dominicain pour une jeune patricienne de Florence à laquelle il propose de l'enlever et de la conduire en Amérique. « L'ouest nous appelle! lui dit-il; on assure que les aventuriers y prospèrent. O ma bien-aimée, fuyons de cette Europe misérable et usée vers quelque doux Éden du Nouveau-Monde! » En 1495, trois ans après la découverte de l'Amérique, on ne pensait guère à aller dans le *far west,* et Savonarola y pensait moins que personne. Il finit par se battre en duel sur la scène avec Jean de Médicis qu'il désarme, et qui le tue d'un coup de stylet. Le stylet, les moines corrompus, les brigands de mélodrame, voilà tout ce que l'auteur a compris de la Florence du XVe siècle, et il a fait d'un des personnages les plus extraordinaires de ce temps un assassin, un jacobin (dans le sens politique du mot), un drôle et un niais. Je cite cette monstruosité comme un exemple de l'espèce d'extravagance à laquelle on peut arriver en Amérique au sujet de l'Europe, et qu'il serait impossible de trouver ailleurs au même degré, sans rendre au reste le moins du monde la littérature des États-Unis responsable d'une pareille œuvre.

Il y a donc une littérature aux États-Unis. On dit quelquefois en France, avec cette légèreté tranchante à laquelle nous sommes trop sujets : « Les États-Unis sont un pays où l'on ne pense qu'à faire fortune, où il n'y a point de littérature, où il ne peut point y en avoir. » Tout au plus fait-on une exception pour les romans de Cooper, parce qu'on les a rencontrés dans les cabinets de lecture. D'abord, et j'en parle d'une manière fort désintéressée, je ne trouve pas qu'il soit si mal de faire fortune quand on ne sacrifie pas à ce but sa dignité et son indépendance. C'est en tous pays le mobile de presque tous ceux qui ne trouvent pas une existence toute faite, ce qui est toujours le grand nombre. Napoléon dit bien dans ses mémoires, en parlant de lui-même et des autres généraux de l'armée d'Italie : « Nous avions notre fortune à faire. » Je ne remarque point qu'en France et en An-

gleterre l'argent soit si dédaigné de nos jours. J'ai vu la cheminée d'une scierie à la vapeur s'élever à côté des tourelles féodales du manoir des Bedford. Nos grands seigneurs sont à la tête des chemins de fer, et font bien. Quant à mes confrères les auteurs, ils n'ont point horreur du gain, et l'exemple de La Bruyère donnant le manuscrit de ses *Caractères* à la petite fille de son éditeur, enfant qui l'amusait par son babil, n'a pas eu, que je sache, beaucoup d'imitateurs.

D'ailleurs sur ce mot *littérature* il faut s'entendre : parle-t-on seulement des odes, des tragédies et des poèmes épiques? Oh! pour cette littérature-là, je n e dirai pas que son temps est passé : de grands talens existent, d'autres peuvent paraître encore; mais évidemment le monde ne va pas de ce côté. La littérature est aujourd'hui quelque chose de plus vaste et de plus compréhensif; il y a une foule d'ouvrages qui ne peuvent se classer dans aucun des genres littéraires admis, qui cependant peuvent être des chefs-d'œuvre immortels, et même, quand ils n'auraient pas cette gloire, attestent la culture d'un peuple et le mérite de leurs auteurs. Études sur un temps, sur un pays, sur un homme, sur une question de philosophie, d'art, d'histoire ou de politique, exposition des résultats de la science, voyages, considérations, que sais-je?... c'est ce que j'appellerais la littérature présente, celle qui crée des cadres et des moules nouveaux d'ouvrages, et dans laquelle surtout se produit la vie intellectuelle du temps. L'Angleterre possède une grande quantité de ces sortes de livres où l'*information* se joint au talent. L'Amérique n'en est point dénuée, et surtout rien n'empêche qu'elle n'en voie naître un grand nombre. Je crois fort que l'Amérique n'aura ni un Milton ni un Shakspeare, et je n'en prévois pas beaucoup pour l'Europe; mais qui empêche qu'il ne se produise aux États-Unis un chef-d'œuvre de discussion et de philosophie politique comme *le Fédéraliste?* qui empêche un autre Franklin de naître pour mettre sous une forme piquante des vérités pratiques? Je n'ai pas parlé des romans, et il y a d'excellentes peintures de mœurs dans les récits de Paulding, de mistress Sedgwick, d'Hawthorne, ce dernier comme romancier bien supérieur à Cooper. On connaît les contes humoristiques d'Egar Poe, dont on a souvent parlé ici même. Depuis Patrick Henry, le tribun virginien, jusqu'à M. Clay et M. Webster, les États-Unis ont eu des orateurs, et leurs mœurs politiques leur sont une garantie qu'ils n'en manqueront jamais; car partout où vit la liberté, il y a chance pour l'éloquence. L'Amérique est donc déjà et sera toujours de plus en plus dans des conditions littéraires peu dissemblables de celles de l'Europe.

Mais, dit-on, un pays commercial et démocratique n'est point propre à la littérature et aux arts! — Quant à la première de ces objections, sans parler d'Athènes, qui était la ville la plus commerçante

et la plus industrielle de la Grèce, on oublie Florence, dont la prospérité et presque l'existence reposaient sur le commerce; on oublie que c'est la corporation des marchands de laine qui a élevé la cathédrale de cette ville, où les lettres comme les sciences ont fleuri sous une dynastie de marchands, et que les vaisseaux des Médicis rapportaient avec les épices de l'Orient les manuscrits et les marbres de la Grèce. Les communes commerçantes des Pays-Bas ont bâti ces cathédrales et ces maisons de ville qui sont des chefs-d'œuvre d'architecture.

La démocratie n'offre pas non plus un obstacle invincible aux lettres. Certainement elle combat par ses tendances l'inégalité qui produit le loisir et le raffinement favorables à la culture délicate de l'esprit; mais, et c'est un des principaux résultats de mes observations sur l'Amérique actuelle, la civilisation, en se développant, corrige naturellement et corrigera toujours plus à cet égard les inconvéniens que la démocratie entraîne. Ceux qu'elle avait introduits ici s'atténuent graduellement par le progrès de la sociabilité, et des peintures qui furent vraies peut-être de l'état général des mœurs peuvent s'appliquer à peine aux nouveaux établissemens de l'ouest. Partout ailleurs, et surtout dans les grands centres, il s'est formé une société cultivée, européenne par les habitudes, par les communications aujourd'hui si fréquentes avec le vieux monde parce qu'elles sont si rapides, — société qui ne diffère pas essentiellement des classes moyennes de l'Europe. C'est pour cette classe, toujours plus nombreuse, qu'écrivent les auteurs américains; ce n'est point pour la majorité sans doute, toute souveraine qu'elle soit. En Europe aussi, qui écrit pour la majorité? En France, la majorité ne sait pas lire ou ne comprend guère ce qu'elle lit. Ce qui est vrai, c'est que la littérature des États-Unis n'est à proprement parler ni américaine ni démocratique. Elle préfère sans doute prendre ses sujets dans l'histoire de l'Amérique, elle emprunte volontiers ses tableaux à la nature et aux mœurs américaines; mais elle procède même alors comme les littératures de l'Europe, et particulièrement comme la littérature anglaise, sa sœur aînée. Elle peut être démocratique par les sentimens, elle n'est point démocratique par la forme, c'est-à-dire violente, inculte, négligée, car elle cesserait d'être une littérature. En tous pays, ce qui s'écrit pour les masses est nécessairement mal écrit. Les masses en Amérique ont une presse pour leur usage : c'est la presse quotidienne, infiniment utile au point de vue politique, mais que je ne compte pas dans la littérature, bien qu'il s'y dépense une grande activité d'esprit. La littérature véritable des États-Unis n'est point si pauvre, puisqu'elle compte dans son sein des prosateurs tels que Prescott, Irving, Everett, Bancroft, Emerson, des poètes tels que Dana, Longfellow et Bryant.

M. Bryant est le poète démocrate et le poète de New-York, comme M. Longfellow est le poète whig et le poète de Boston. Chacun d'eux a ses partisans enthousiastes, qui sont parfois injustes pour le rival de leur favori. Je tâcherai de me défendre de ces préventions et de demeurer impartial. Où l'impartialité se réfugierait-elle, si elle n'avait pour asile le jugement d'un critique transatlantique? Comme M. Longfellow, M. Bryant est un poète anglais né en Amérique. Je dirais que, pour la forme poétique, M. Longfellow est plus européen, et M. Bryant plus anglais. Le premier a reçu l'empreinte de toutes les littératures de l'Europe, et en particulier de la littérature allemande; le second est plus exclusivement dominé par l'ascendant de la littérature anglaise. Il n'a pas cette sorte d'originalité que donne à son rival le commerce des poésies les plus diverses. M. Bryant, bien qu'il ait traduit des poésies espagnoles, portugaises, françaises et allemandes, n'a devant les yeux que les modèles de la mère-patrie. Il semble qu'il ait voulu lutter avec les poètes contemporains de l'Angleterre et faire place parmi eux à un poète américain. Dans son poème des *Ages*, il a employé la vieille strophe de Spencer, telle qu'elle a été rajeunie par Byron pour *Childe-Harold;* mais si, comparé à M. Longfellow, M. Bryant est plus exclusivement anglais par la forme, il est peut-être plus américain pour le fond. Il traite plus souvent des thèmes nationaux et patriotiques. Ce poème des *Ages* par exemple, après une vue rapide et sans beaucoup de nouveauté de l'histoire successive des empires, aboutit à l'empire nouveau qui grandit de ce côté de l'Atlantique, empire dont l'auteur salue, en les affirmant avec une confiance tout américaine, les brillantes et immortelles destinées :

« Ici l'esprit de l'homme enfin libre secoue et rejette ses derniers fers. Et qui posera une limite à la force déchaînée du géant? qui limitera sa vitesse dans la carrière du progrès? car, comme la comète plonge sa course lumineuse dans l'immensité de l'espace, ta route lumineuse, et que nul n'a parcourue, s'enfonce dans la profondeur des âges! Nous pouvons seulement suivre dans le lointain l'éclat toujours croissant dont ta marche s'illumine jusqu'au point où les rayons de l'astre s'évanouissent pour les yeux mortels.

« L'Europe est livrée en proie à des destins plus sévères; elle se tord dans ses chaînes. Puissans sont les bras qui enchaînent à la terre ses peuples, qui se débattent en vain; elle aussi est forte et ne s'irritera pas toujours contre eux d'une vaine colère, mais elle jettera à terre ceux qui la foulent, et brisera le filet de fer. Oui, elle verra de meilleurs jours; elle fera de meilleures choses. Le moment qui doit la délivrer et la relever viendra; mais il n'est pas venu.

« Pour toi, ô mon pays, tu ne tomberas qu'avec tes enfans. Tes soins maternels, ton prodigue amour, tes bienfaits répandus sur tous, ce sont là tes chaînes; tes frontières ont pour les garder la mer et la tempête; derrière ces remparts défendus par tes braves enfans, tu te ris de tes ennemis; qui osera

assigner un terme à ta puissance solidement fondée, ou dire à quelle félicité les fils des hommes ne parviendront pas dans ton sein? »

La nature américaine n'inspire pas moins heureusement M. Bryant que la grandeur et l'avenir de son pays. Il a écrit des vers délicieux sur l'aspect automnal des forêts américaines. En les lisant, je me retrouve au bord du Sciotto; si je les avais eus alors sous la main, j'aurais cité, je n'aurais pas décrit. Son poème sur *les Prairies* est une peinture simple et vraie de ces régions qui ont inspiré tant de peintures fantastiques. Tandis qu'il est perdu dans la contemplation de la nature, dans une rêverie mélancolique sur le sort des races qui ont disparu, en entendant le murmure de l'abeille qui accompagne les colons en Amérique, qui les devance et les guide au désert, l'auteur, ramené au présent et à l'avenir, s'écrie : « J'écoute longtemps ce bruit domestique, et il me semble ouïr l'approche d'une multitude qui bientôt remplira les solitudes. Le rire des enfans, la voix des jeunes filles, la prière douce et solennelle du dimanche montent vers moi; le mugissement des troupeaux se mêle au frémissement du blé mûr balancé sur les noirs guérets. Tout à coup un vent plus vif s'élève, emporte mon songe, et me voilà de nouveau dans le désert seul! » Ce n'est pas uniquement au sein des forêts et dans les solitudes vierges du Nouveau-Monde que M. Bryant trouve des inspirations poétiques. Dans la ville agitée, affairée, au sein de laquelle il mène une vie agitée, affairée comme elle, il aperçoit une poésie à travers l'activité de l'homme, comme à travers le calme de la nature il aperçoit Dieu.

« Ce n'est pas seulement dans la solitude que l'homme peut entrer en commerce avec le ciel, ce n'est pas seulement dans le bois sauvage ou la vallée éclairée par le soleil que Dieu est présent; je n'entends pas sa voix là seulement où les vents murmurent et où les vagues se réjouissent : ici même je reconnais, ô Tout-Puissant, la trace de tes pas, — ici, au milieu de cette foule roulant à travers la grande cité, avec ce grave murmure qui éternellement retentit, encombrant les rues qui serpentent à travers les bâtimens, orgueilleux ouvrages de l'homme.

« Ton soleil brille pour eux du haut du ciel; sa clarté repose sur leurs demeures et éclaire leurs foyers. Tu répands l'air qu'ils respirent dans les vastes espaces. Tu leur donnes les trésors de l'océan, les moissons de ses rives.

« Ton esprit les enveloppe, animant cette masse qui marche sans relâche; le bruit sans fin des voix, des pas de l'innombrable multitude, aussi bien que la mer résonnante et la tempête, parle de toi.

« Et lorsque vient l'heure du repos, comme un calme survient en pleine mer et fait tomber les vagues, le moment de ce repos est encore ton ouvrage. Ce repos annonce aussi celui qui garde cette vaste cité tandis qu'elle dort. »

M. Bryant est un poète sérieux, moral, inclinant à la tristesse, non

à cette mélancolie rêveuse, maladie de l'oisif, mais à cette tristesse mâle, épreuve de l'homme énergique aux prises avec la destinée et soutenant cette lutte dont il a dit avec amertume : « Les soins sordides au milieu desquels je vis consument mon cœur et le racornissent ainsi que le feu racornit le papier. » Il aime à parler de la mort, à la regarder en face, comme un voyageur résolu attache un œil ferme sur le larron qui l'attend au bout du chemin, et vers lequel il marche sans joie, mais sans peur. La contemplation de la mort ramène toujours le poète américain à la moralité de la vie. « Vis, dit-il à la fin du poème intitulé *Thanatopsis* (vue de la mort), vis de telle sorte que, lorsque tu seras requis à ton tour de rejoindre la caravane qui est en marche vers ce mystérieux royaume où chacun prendra sa chambre dans la demeure silencieuse de la mort, tu n'y ailles pas comme le condamné employé aux carrières se traîne le soir vers sa prison, mais que, soutenu et consolé par une indomptable confiance, tu approches de ton sépulcre semblable à un homme qui s'enveloppe dans les draps de sa couche et s'endort pour faire un beau rêve. » Ce même sentiment de tristesse forte et résignée, mêlée d'une consolation, s'exprime ainsi dans ces vers suggérés au poète à la vue des étoiles qui disparaissent dans les lueurs du matin, et qui sont pour lui un symbole de l'oubli appelé à effacer toutes les renommées :

« Ainsi les ombres de l'oubli, du sein desquelles nous sommes sortis, glissent sur nous lorsque le crépuscule de la vie est terminé, et la foule des noms qui resplendissaient dans le ciel de la renommée pâlit et disparaît à mesure que s'écoulent les années. Que nos noms s'effacent! Mais nous, prions que cet âge dans lequel le souvenir de nous et de nos amis doit périr se lève sur le monde dans la joie et la lumière, comme cette aurore qui, en ce moment, éteint les étoiles dans les cieux. »

Il y a là un sentiment qui m'émeut. Bénir l'oubli qui nous enveloppera, pourvu que le temps qui amènera cet oubli amène la félicité des générations qui naîtront alors, cela est beau et touchant, et rappelle l'excellent Chamisso contemplant en souvenir le château de ses pères sur lequel la charrue a passé, puis se réveillant de son rêve féodal par ce cri d'humanité : « Sois bénie, ô charrue, et bénie soit la main qui te conduit! »

J'ai rencontré M. Longfellow et M. Bryant dans des circonstances bien différentes. M. Longfellow m'a reçu, avec une gracieuse hospitalité, dans un intérieur élégant, au milieu d'objets d'art et de souvenirs de tous les pays. J'ai entrevu M. Bryant au bureau de son journal, poudreux, l'air affairé comme un homme qui est dans la lutte. Ce hasard peignait les deux destinées et les deux tendances poétiques : le whig, professeur et homme du monde, conservant au

sein d'une vie reposée la sérénité qui respire dans ses vers; le démocrate, publiciste honorable et convaincu, mêlé à l'action, au combat; l'un plus européen, plus complet; l'autre plus américain, plus concentré; l'un original par la diversité des inspirations, l'autre puissant par l'intensité d'un petit nombre de sentimens jetés dans un moule moins nouveau, mais peut-être plus personnels; le premier cosmopolite un peu comme un Allemand, le second national comme un Anglais; tous deux Américains par le cœur et par la popularité.

M. Bryant a fait aussi le voyage d'Europe; il a écrit ce voyage. J'en traduirai le début : il est curieux parce qu'il fait sentir l'impression que notre vieux monde peut produire sur les habitans du nouveau. Nous sommes pour eux, à notre tour, quelque chose de nouveau, de singulier, et il est assez piquant de voir notre vie d'Europe, nos souvenirs, notre avenir, notre civilisation si ancienne à leurs yeux par comparaison, toutes ces choses qui sont pour nous la réalité quotidienne, et qui ne nous frappent point, prendre tout à coup dans leur imagination l'aspect du lointain, de l'antique, de l'extraordinaire. C'est comme si nous pouvions nous apercevoir de loin nous-mêmes dans un mirage. M. Bryant est frappé d'abord des vieilles églises de Rouen et du costume des paysannes normandes, puis il ajoute : « Nous rencontrâmes des femmes sur des ânes, cette bête de somme de l'Ancien-Testament, avec des paniers de chaque côté, ce qui était la coutume il y a cent ans. Nous vîmes de vieilles femmes sur leur porte, filant avec des quenouilles et formant le fil en le roulant entre leur pouce et leur index, comme dans Homère. Un troupeau de moutons broutait au penchant d'une colline, gardé par un berger et un couple de chiens aux oreilles dressées qui les défendaient des étrangers, ainsi qu'on faisait il y a mille ans. » Une coutume qui dure depuis cent ans semble au poète, fraîchement débarqué dans l'ancien monde, quelque chose d'incroyable; filer avec une quenouille, en tordant le fil entre l'index et le pouce, est un procédé homérique curieux par son antiquité. Cependant ce n'est que de nos jours que la quenouille a pu être remplacée, et l'auteur aurait pu se souvenir que l'on doit au génie d'un Français, M. Ph. de Girard, la découverte de la machine à filer le lin, qui permet de se passer du procédé primitif dont il s'émerveillait.

J'ai visité aussi M. Washington Irving. Les ouvrages de M. Irving sont trop connus en Europe pour que j'aie besoin de faire autre chose que de les rappeler. Historien solide et agréable de Colomb et des premiers *conquistadores*, conteur aimable sous le nom de *Geoffrey Crayon*, il a familiarisé l'Europe, où il a vécu et dont il sait reproduire le langage, avec les scènes de la *prairie*, avec les Indiens des Montagnes-Rocheuses. Il a écrit un charmant volume sur *l'Alhambra*. Il est, comme

M. Longfellow, moitié Américain, moitié cosmopolite; il représente comme lui cette alliance avec l'Europe, qui est le trait toujours plus dominant des mœurs et de la littérature des États-Unis. Je l'ai trouvé dans une belle maison qui avait presque l'air d'un palais. Sa conversation est comme son style, facile et polie. D'un âge déjà avancé, m'a-t-on dit, il paraît encore jeune, et s'animait en parlant de son excursion dans la *prairie*, que des circonstances l'avaient obligé de terminer plus tôt qu'il n'aurait voulu. Une fois lancé, disait-il, je serais allé toujours devant moi. Ainsi, évoqué par les souvenirs du désert, se réveillait, chez l'écrivain formé par l'Europe, chez le diplomate accoutumé à nos mœurs, l'instinct aventureux de l'Américain.

Mon introducteur auprès de M. Washington Irving, M. H. Tuckerman, est lui-même un homme de talent et d'esprit. Il offre encore un exemple de cette culture européenne dont je parlais tout à l'heure. M. Tuckerman est un voyageur et un *essayist* : il a raconté son *tour* en Italie, a écrit sur la vie des poètes anglais, les voyages, la conversation, les arts, la promenade, des essais qui rappellent un peu les délicieux vagabondages de Ch. Lamb, tout en ayant leur physionomie propre. Certes, rien n'est plus différent du mercantilisme affairé qui domine aux États-Unis, mais, grâce à Dieu, n'y est pas tout à fait universel, que cet esprit ingénieux et un peu subtil qui caresse paisiblement et gracieusement des sujets d'art, des données de l'observation ou de la fantaisie.

Ce soir, je suis allé entendre prêcher *la tempérance*. Ce n'était pas un sermon par un prêtre sur une vertu chrétienne, c'était un discours prononcé par un jeune homme qui a dévoué sa vie à aller de ville en ville, à travers l'Union, exhorter le public, qui se presse pour l'entendre, à l'abstention des liqueurs spiritueuses : apostolat volontaire, et je crois purement laïque. Le père Mathew, moine irlandais bien connu en Europe, quitte en ce moment l'Amérique, emportant les bénédictions de tout le monde, sans différence de sectes, et un témoignage assez considérable de la reconnaissance publique, pour avoir, par ses infatigables prédications, enrôlé, dit-on, plusieurs millions d'hommes sous la bannière de la tempérance, c'est-à-dire pour leur avoir fait prendre l'engagement solennel de renoncer à l'usage de toutes les liqueurs fermentées. Le mouvement des sociétés de tempérance a commencé en Amérique, à Boston, en l'année 1826, et cinq ans après en Angleterre. Son progrès a été immense dans les deux pays. Le gouvernement de l'Union s'y est associé en supprimant les distributions d'eau-de-vie aux soldats et en interdisant l'usage des liqueurs fortes aux marins; mais ce qui a agi surtout comme toujours, c'est le principe volontaire. En 1836, il y avait déjà 8,000 sociétés de tempérance dans les États-Unis, comprenant environ

1,500,000 membres; les femmes, les jeunes gens ont formé des sociétés de tempérance. Enfin la volonté générale sur ce point s'est manifestée par des actes législatifs. Ainsi dans l'état du Maine la vente des spiritueux est absolument interdite, sauf, en cas de maladie, sur une ordonnance de médecin, ou pour servir dans les arts. Rien ne montre mieux l'empire absolu de la majorité sur l'individu. Dans son organisation spartiate de Salente, Fénelon a placé une disposition pareille parmi beaucoup de lois somptuaires et d'autres règlemens en matière d'industrie et de commerce, tous très restrictifs de la liberté. Mettre un peuple à l'eau peut être une tyrannie salutaire; mais, à coup sûr, c'est une tyrannie qu'aucun souverain absolu de l'Europe ne pourrait se permettre.

Ce qui est bien digne de remarque, c'est que ce soit dans un pays où le grand nombre règne qu'on ait ainsi interdit l'objet de la passion du grand nombre. Du reste, on s'y est parfaitement soumis, et le maire de Portland, capitale de l'état du Maine, félicite en ce moment ses concitoyens des bons effets de la loi, qui a diminué les crimes et le paupérisme dans la cité. A Bangor, seconde ville du même état, un *watchman* a déposé que, depuis que la loi est en vigueur, c'est-à-dire depuis trois mois, le *violon* (*watch-house*) et la prison sont presque vides, que la police n'a pas fait une seule arrestation, et cet état de choses forme le contraste le plus parfait avec les scènes de violence qui troublaient sans cesse les rues de la même ville l'hiver dernier.

Il y a un parti considérable qui travaille à introduire la même interdiction dans l'état de New-York. On avait déjà essayé de l'y établir, à l'exception des villes; mais l'influence des négocians intéressés au commerce des liqueurs l'a emporté sans décourager leurs adversaires. Voilà où en est cette campagne contre l'ivrognerie, entreprise il y a moins de trente ans, et qui a déjà fort entamé l'ennemi, car en 1836 on comptait douze mille ivrognes notoires qui s'étaient corrigés. M. Gough a prononcé un discours qui contenait beaucoup de bonnes choses, mais qui auraient gagné, ce me semble, à être dites plus simplement, avec moins d'éclats de voix et moins de contorsions. On ne saurait employer à prêcher la tempérance une éloquence moins tempérée, et véritablement on aurait cru parfois l'orateur sous l'empire du poison qu'il maudissait. A travers toutes ces violences, il y a eu des momens d'un grand effet, quand le Bridaine américain a parlé de ceux qui croient qu'on peut s'arrêter sur la pente de l'ivrognerie. Amenant là une image qui était peut-être disproportionnée au sujet, il a dit : « C'est comme un homme qui descendrait les rapides au-dessus de la chute du Niagara, auquel on crierait : Arrête! arrête! et qui répondrait : Je m'arrêterai plus loin.» Et

l'orateur, par sa pantomime, représentait la scène qu'il décrivait : il élevait les bras pour retenir la malheureuse victime entraînée par le courant, et enfin un geste terrible a exprimé le moment où elle s'engouffrait dans l'abîme.

Il serait mal de traiter légèrement une question qui intéresse autant la moralité et la prospérité publiques; mais n'y a-t-il pas quelque chose d'immodéré dans cette proscription absolue de toutes les liqueurs fermentées, y compris le vin, la bière et le cidre? Peut-on mettre sur la même ligne le whisky, qui contient cinquante-quatre parties d'alcool sur cent, avec le vin de Bordeaux, qui en contient en moyenne douze, le vin de Bourgogne, qui en contient en moyenne quatorze, et la bière, qui n'en contient pas deux? La guerre à l'eau-de-vie sous tous ses noms me paraît une bonne guerre, et il faut dire que c'est elle surtout que les sociétés de tempérance avaient à combattre en Amérique; mais pour les autres boissons moins funestes, l'abstinence absolue que prêchent les sociétés ne pourrait-elle être remplacée par ce que leur nom semble promettre, la tempérance, mot qui signifie, ce me semble, usage modéré? J'avoue que j'incline assez à croire que la véritable tempérance aura triomphé le jour où ceux qui boivent aujourd'hui de l'eau-de-vie et ceux qui ne se permettent de boire que de l'eau seront réunis autour d'une table sur laquelle il y aura, comme sur une table européenne, du vin et de l'eau, en tâchant toutefois de ne pas tomber dans le Niagara. On commence à faire du vin avec les vignes de l'Ohio. Si cette culture se développe, c'est peut-être à elle qu'est réservé l'honneur de porter le coup fatal à l'eau-de-vie, et de réhabiliter la cause de la vraie tempérance, c'est-à-dire de la modération.

Je rentre ce soir très en colère contre l'incurie américaine. En me promenant dans cette magnifique rue de Broadway, j'ai manqué deux ou trois fois me rompre le col; tantôt c'étaient les matériaux d'une maison en construction entassés en désordre et près desquels on n'avait eu garde de placer un lampion; tantôt c'étaient de grandes excavations qu'il fallait traverser sur une planche étroite et mal assise, poussé par les piétons qui franchissaient au pas de course ce pont périlleux, ou bien une trappe s'ouvrait sur mon passage le long des maisons. J'ai vu dans le journal qu'une vieille femme était tombée hier par une de ces trappes et s'était tuée. On remarquait que la police avait *prévenu* ces jours derniers celui qui la tenait ouverte du danger qui en pourrait résulter; il eût mieux valu prévenir l'accident. L'autre jour, à midi, l'étage supérieur d'une maison située dans Broadway est tombé dans la rue. *Le Courrier des États-Unis*, journal français qui se publie à New-York, a présenté à ce sujet des observations fort sages sur la témérité des entrepreneurs en bâti-

mens qu'il compare aux capitaines des bateaux à vapeur du Mississipi; en fait de témérité et d'imprudence, c'est tout dire. « Ici, le premier venu, un gâcheur de plâtre un peu plus hardi que ses camarades se fait entrepreneur, et prend de sa propre autorité le titre d'architecte; il soumissionne au plus bas prix possible des travaux qu'il exécute avec des matériaux d'une qualité inférieure; les ouvriers qu'il a engagés élèvent des murs qui sont aussi minces que possible, jettent à travers quelques poutres qui tiennent tant bien que mal, y clouent au hasard quelques châssis de portes et fenêtres, surmontent tout cet échafaudage sans aplomb d'un toit dont on n'a calculé ni la pesanteur ni la puissance, et voilà une maison qui s'écroule. » Hélas! en ce moment la ville est en deuil par suite d'un désastre douloureux qu'un peu de précaution eût fait éviter. Dans une école où s'assemblent plusieurs centaines d'enfans, une maîtresse qui se trouvait mal a demandé un verre d'eau; ce mot d'eau a fait naître parmi les enfans la crainte d'un incendie, aussitôt plusieurs voix ont crié : Au feu! et la panique est devenue générale. Les enfans se sont précipités vers l'escalier; la rampe, que, malgré quelques réclamations, on avait négligé d'affermir, a cédé, et une épouvantable catastrophe a suivi. Les malheureux enfans sont tombés les uns sur les autres, et se sont entassés à une hauteur de plusieurs pieds; cent ont péri, et cinquante ont été blessés. Puisse ce terrible événement servir de leçon!

Il est rare que la journée se passe à New-York sans qu'un incendie éclate quelque part. On m'en donne plusieurs raisons : d'abord pas assez de surveillance de la police, ensuite le bas prix du combustible, qui multiplie les feux; la manière dont les maisons sont bâties, qui les rend très inflammables, et enfin, — ceci est fâcheux à dire, mais paraît vrai, — les assurances. J'ai entendu un magistrat soutenir que, pour diminuer le nombre des maisons brûlées, on devrait supprimer les assurances sur les maisons. Il faut dire aussi qu'il y a un zèle extrême dans le peuple pour aller éteindre les incendies. Dans toutes les villes sont organisés des corps de pompiers volontaires (*firemen*): ce sont des hommes très intrépides, quelquefois un peu turbulens.

Rien ne montre mieux la différence d'un gouvernement où le peuple est tout et d'un gouvernement où le peuple n'est rien que l'empressement général de ces pompiers volontaires et de tous les autres citoyens, comparé à l'indifférence que la population romaine montre en pareille circonstance, et dont M. Bunsen me racontait à Rome, où il était alors ministre de Prusse, un singulier exemple. Un soir, se promenant aux environs du Forum, objet de ses savantes recherches, il vit que le feu avait pris dans une rue pleine de granges à foin, et qui, pour cette raison, porte le nom de rue des *Fenili*. M. Bunsen avisa en même temps un homme à sa fenêtre, qui regar-

dait paisiblement brûler la grange de son voisin. Avec beaucoup de peine, il décida cet homme à descendre pour donner l'alarme. Celui-ci ne concevait rien à l'empressement de M. Bunsen, et lui demandait s'il était donc parent de la veuve une telle, chez qui s'était déclaré l'incendie. Comme le diplomate prussien traversait rapidement la place du Capitole pour aller chercher du secours, il fit rencontre de trois bourgeois romains, qui se promenaient au clair de lune, et leur demanda s'ils n'avaient rien vu. Alors l'un d'eux s'arrêta et dit avec tranquillité : — Ce sera le feu que nous avons aperçu il y a une demi-heure. — Eh quoi! vous avez aperçu le feu, et vous êtes là? — Ah! monsieur, cela regarde le gouvernement, *tocca al governo.*

J'aime beaucoup un pays où ce qui arrive à un citoyen ne regarde pas le gouvernement, mais regarde tout le monde, et c'est là le beau côté du caractère américain, car on est si accoutumé à se passer ici en toute chose du gouvernement, que, de même qu'on a des écoles volontaires, des églises volontaires, des pompiers volontaires, on a aussi une police volontaire, qu'on préfère à celle de la ville. Cependant ce que le gouvernement s'est réservé, il devrait le bien faire, et c'est ce qui ne lui arrive pas toujours. Le service des postes s'exécute avec inexactitude. Il n'y a pas assez d'employés. Dans les comptes-rendus des postes, l'administration fait un tableau très brillant de ce service, et passe trop légèrement sur les méprises (*mistakes*), méprises très fréquentes, comme je l'ai entendu dire à plusieurs personnes, et comme je l'ai souvent éprouvé moi-même.

Il arrive quelquefois aux Américains de me dire d'un air béat : « Nous n'avons pas de police. » Je leur réponds : « Vous en avez une et même plusieurs, en quoi je vous approuve. Seulement, chez vous, la police est mal faite, et il faudrait la faire mieux. »

Dans une ville de cinq cent mille âmes comme New-York, par laquelle il passe chaque jour plus d'un millier d'émigrans, la population flottante et par conséquent dangereuse atteint nécessairement un chiffre considérable. Elle aurait besoin d'une surveillance municipale très exacte. Évidemment cette surveillance n'est point ce qu'elle devrait être. Le soir, certains quartiers sont infestés par des bandits déterminés nommés *rowdies* qui semblent avoir le goût non-seulement du vol, mais de la violence et de l'assassinat. L'autre jour, quelques-uns de ces misérables sont entrés chez un Français et l'ont tué par un pur caprice de férocité.

On parle beaucoup en ce moment à New-York d'un tableau dont l'auteur est un peintre américain, M. Leutze, et qui représente Washington passant la Delaware. Ce moment est bien choisi dans l'histoire de la guerre de l'indépendance. Après le désastre de Long-Island et ceux qui suivirent, Washington, qui avait été obligé de se

replier jusque sur la rive droite de la Delaware, reprit l'offensive, et, traversant le fleuve, qui charriait des glaces, vint sur la rive gauche frapper un coup décisif. Les débris d'une armée de volontaires et de milices mal disciplinées, mal armées, à peine chaussées et vêtues, battirent trente mille hommes de troupes régulières.

Dans le tableau, Washington, sur une barque, au milieu du fleuve, qu'enveloppe à demi la brume et dont on brise la glace, a l'œil fixé sur la rive où il va attaquer l'ennemi; il la regarde bien. Seulement j'aurais mieux aimé qu'on ne le vît pas de profil. Les hommes qui poussent la barque à travers les glaçons sont réellement à l'œuvre; leur action est vraie. Autour de la figure principale se pressent quelques officiers. Celui qui porte un uniforme blanc et un bonnet m'a frappé par l'énergie que son visage exprime. L'effet de brume m'a semblé un peu fantastique; mais l'ensemble du tableau est bien composé, et je le trouve peint avec une certaine vigueur. C'est en somme un estimable tableau d'histoire. Jusqu'ici, je n'en ai pas vu beaucoup en Amérique, j'ai même le malheur de ne pas avoir infiniment admiré West en Angleterre. Ce qui, dans la peinture aux États-Unis, excite surtout mon intérêt, c'est le paysage; c'est là que je trouve le plus de tentatives originales, et il doit en être ainsi. En effet, les Américains ont à peindre une nature à part. Les formes de leurs montagnes ont quelque chose de singulier; la végétation est très riche et très différente de toute autre végétation; les teintes que les feuilles prennent en automne produisent des aspects entièrement nouveaux pour un Européen. Enfin la lumière a dans ce pays une vivacité, et l'air une transparence que j'ai eu souvent occasion d'admirer, et en même temps cet air, cette lumière sont de telle nature que les contours des objets apparaissent avec une précision un peu dure. Les artistes indigènes ont cherché à rendre ces particularités du paysage américain, et me semblent avoir quelquefois réussi. Ces particularités mêmes de la nature transatlantique offraient aux peintres qui voulaient la reproduire un écueil, et ils ne l'ont pas toujours évité. Certains tons rouges et sanglans que j'ai bien reconnus, pour les avoir vus dans les couchers de soleil à mon arrivée en Amérique, devaient être rendus, mais sans exagération. Il ne fallait pas les outrer, et peindre, par exemple, des vaches qui ressemblent à des écrevisses. En général le rouge domine dans beaucoup de ces tableaux. Voici une chasse de buffles dans la prairie : le ciel est rouge, la terre est rouge, les buffles sont rouges. La couleur des Peaux-Rouges a déteint sur le paysage.

Ce n'est pas tout de copier exactement la nature, il faut savoir l'interpréter. Le peintre, en imitant, doit choisir et conserver le caractère du paysage en l'embellissant. Eh bien! il arrive aux paysagistes amé-

ricains de s'attaquer de préférence, pour les rendre, à des effets bizarres plus que beaux, qui étonnent l'œil, mais ne le charment point. Quelquefois ils peindront les contrastes les plus heurtés que présentent en automne les couleurs vives et tranchées des feuilles, au lieu de préférer les combinaisons harmonieuses que le même feuillage présente aussi quelquefois. Même dans des vues d'Italie ou d'Allemagne, les artistes américains transportent quelquefois une certaine crudité de ton, une certaine âpreté de couleur, une certaine dureté de lumière, reproduction trop fidèle de ce qui s'offre à eux dans leur patrie. Je signale ces erreurs, parce qu'elles dérivent d'un bon principe, et que, corrigés à propos, les défauts qu'elles enfantent peuvent devenir des qualités. Que les paysagistes américains s'attachent, comme l'ont fait avec succès plusieurs d'entre eux, à retracer les aspects de la nature et de la lumière qu'ils ont sous les yeux, — c'est là ce qui donnera de l'originalité à leurs tableaux; mais qu'ils ne se plaisent pas à rendre ce qu'il y a de plus insolite et de plus disparate dans cette nature et cette lumière. Qu'ils peignent ce qu'ils voient, mais qu'ils choisissent parmi les objets qu'ils voudront imiter, et que dans cette imitation le sentiment de l'harmonie et de la vraisemblance ne les abandonne point.

Les Américains me paraissent avoir des illusions sur l'avenir de la peinture dans leur pays, et ne pas prendre les meilleurs moyens pour en favoriser les progrès; ils disent souvent qu'il faut laisser leur société s'établir, et que le développement des arts viendra avec le temps : je n'en suis pas, pour ma part, entièrement convaincu. Ce n'est pas la maturité, mais la jeunesse des nations qui est favorable à l'imagination. En Europe, cette fleur de jeunesse dans laquelle s'épanouit le beau semble déjà passée, ou bien près de l'être, et les États-Unis sont nés mûrs. C'est une année qui n'a pas pas eu de printemps. Les riantes heures du printemps viendront-elles après les heures sévères de l'automne? J'en doute. Il ne me paraît pas impossible que ce peuple cultive les arts avec un certain succès et à peu près comme ils sont cultivés en Europe; mais je n'espère pas pour lui ce que je n'espère guère pour elle, — une nouvelle aurore du beau, — et pour lui encore moins que pour elle, précisément parce qu'il est à quelques égards plus avancé dans la voie d'une civilisation qui ne conduit pas au beau dans l'art. Quand le peuple américain se flatte que l'ère du développement artistique viendra, il me semble entendre un homme de trente ans qui n'a pas été amoureux à vingt dire : « Je le serai à quarante. »

Tout cela ne s'oppose pas, je le répète, à un certain développement des arts et de la peinture en particulier. Bien que les conditions de la société actuelle en Europe ne soient pas favorables à la peinture,

la peinture n'y est point morte; mais pour avoir quelque chance de ce genre de succès qui est encore possible, il faut que les Américains changent leur méthode d'encourager les arts. La société de New-York qui porte le nom d'*Art-Union* emploie un revenu considérable, que lui fournissent des souscripteurs nombreux, à fonder des écoles de dessin et à acheter des tableaux exécutés par des peintres américains vivans; elle en a acheté à deux cent cinquante-sept artistes : c'est dire qu'elle a dû en acheter de bien mauvais. Fonder des écoles de dessin est nécessaire, acheter des tableaux aux peintres vivans est fort utile; mais quand on a tant d'argent, il faudrait en garder une partie pour se procurer en Europe des chefs-d'œuvre qui pussent servir de modèles. Tant qu'il n'y aura pas aux États-Unis un musée contenant un certain nombre d'ouvrages d'art excellens, bien choisis dans les différentes écoles, il sera impossible que la peinture fasse de véritables progrès. Que la société achète quelques tableaux de moins aux deux cent cinquante-sept artistes qu'elle encourage, que ses membres renoncent à quelques gravures, à quelques statuettes auxquelles ils ont droit d'après le règlement actuel; qu'elle acquière tous les ans trois ou quatre tableaux des grands maîtres, dans dix ans le goût sera fondé, et il y aura chance pour une école américaine.

Dans une exhibition de tableaux qui n'appartenait pas à l'*Union des Arts,* et qui porte le nom de *Galerie des Beaux-Arts,* j'ai remarqué cinq tableaux de Cole, qui sont destinés à représenter les phases de la civilisation. Dans le premier, le soleil se lève sur de grandes forêts; quelques sauvages se combattent, ou poursuivent leur proie : c'est l'âge de la chasse et de la guerre. Dans le second, des bergers sont assis dans un lieu tranquille, parmi de beaux arbres d'un aspect plus riant que les sombres forêts du premier paysage; l'agriculture commence. Le troisième tableau représente une ville opulente remplie d'édifices magnifiques; l'or brille partout; de grands navires y apportent les richesses du monde. C'est, si l'on veut, l'ère actuelle des États-Unis traduite en poésie orientale. Dans le tableau suivant, on voit cette ville magnifique livrée aux barbares. Dans le dernier, il n'y a plus que des ruines au-dessus desquelles s'élève une grande colonne et que la lune éclaire. La composition de ce drame en cinq actes est poétique : depuis deux siècles, les trois premiers actes ont été joués en Amérique, celui des barbares n'est pas à craindre; mais le dernier est toujours possible, et qui sait si la lune ne se lèvera pas un jour sur les débris de la grande cité où je contemple aujourd'hui ce tableau, inspiré peut-être par un poème de M. Bryant, qui a pour titre *la Source,* et dans lequel l'auteur, se livrant à une rêverie ou plutôt à une méditation pleine de grandeur, trace l'histoire des âges

successifs d'une forêt d'abord habitée par les sauvages et les bêtes féroces, puis défrichée, puis devenue siége florissant du bien-être et de la civilisation! Prophète comme le peintre et perçant encore plus loin dans l'avenir, le poète se demande en finissant si l'homme n'altérera pas encore ces beaux lieux, et si la nature elle-même ne changera pas leur forme par une de ces révolutions qu'elle subit dans la suite des âges.

Le collége de New-York appelé *Columbia-College* est un des plus anciens établissemens de ce genre qu'on trouve aux États-Unis. Sa charte lui a été donnée par le roi d'Angleterre en 1754; elle a été modifiée depuis. J'y ai visité un professeur de littérature qui ne m'a pas caché une certaine antipathie pour le côté démocratique des institutions américaines. Les lettrés se sentent un peu isolés et coudoyés dans cette foule dont les préoccupations sont si ardentes et si différentes des leurs; ils s'en vengent en relisant Aristophane. M. ..... me disait qu'il y trouvait la démocratie des États-Unis traitée comme elle le mérite. Du reste, c'était sans humeur et avec une bonhomie narquoise de très bon sens et de très bon goût. Le Columbia-College a l'inconvénient très ordinaire aux États-Unis d'embrasser dans le cours des études qu'il donne un trop grand nombre d'objets en trop peu de temps. Là comme à Cambridge, comme dans l'université de Philadelphie, l'enseignement ne dure que quatre années, ce qui tient à ce qu'on ne peut plus garder les jeunes gens quand le moment est venu pour eux de gagner de l'argent, et ce moment vient de bonne heure aux États-Unis. Or, comment feraient-ils pour apprendre dans ces quatre ans tout ce que le règlement veut qu'on leur enseigne? Outre l'explication de quelques parties des classiques grecs et latins, le programme contient, entre autres choses, les antiquités grecques et romaines, un abrégé de l'histoire ancienne et moderne, une histoire générale des littératures anciennes et modernes de l'Europe, la philosophie, l'histoire de la philosophie, l'économie politique, la physique, et de plus un cours complet de mathématiques commençant à la géométrie élémentaire, se terminant au calcul intégral et à l'astronomie *selon les méthodes de Newton, de Laplace et de Lagrange* (1). Voilà pour le collége de New-York. Il en est de même pour l'université de Philadelphie, avec la minéralogie et la géologie par-dessus le marché. Je n'ai pas besoin d'assister à un examen des élèves à leur sortie de ces établissemens pour être convaincu qu'ils ne peuvent, au bout de quatre ans, savoir et surtout bien savoir tout cela.

C'est un article de foi aux États-Unis que l'instruction est la condition de la moralité. Ailleurs on l'a révoqué en doute, et les États-

(1) *Statutes of Columbia-College*, p. 12-14.

Unis eux-mêmes ont fourni des objections. MM. de Beaumont et de Tocqueville, dans leurs recherches sur le système pénitentiaire en Amérique, ont cité l'exemple du Connecticut, où l'instruction est répandue très libéralement, et où, à l'époque de leur voyage, les crimes avaient augmenté. On a dit dans le parlement britannique que, malgré l'essor imprimé à l'instruction du peuple, le chiffre des crimes s'était rapidement accru à New-York. Des anomalies pareilles ont été signalées dans plusieurs états de l'Europe. Le traducteur américain de l'ouvrage des deux publicistes français que j'ai nommés plus haut, M. Lieber, a examiné aussi la question, et, après avoir indiqué comment des circonstances particulières pouvaient modifier l'influence habituelle de l'éducation, il a établi que l'instruction n'était pas bonne d'une manière absolue. « L'arithmétique, dit-il, sert au fripon autant qu'à l'honnête homme qui travaille pour sa famille; un couteau sert au meurtrier aussi bien qu'à celui qui l'emploie à couper un morceau de pain pour un mendiant. » Puis M. Lieber ajoute à ces observations des considérations ingénieuses et vraies sur l'utilité indirecte que l'éducation en commun a pour l'enfant. Il remarque que rien n'est plus dangereux qu'un homme qui ne sait pas lire dans une société civilisée. Je trouve que M. Lieber a raison. En effet, cet homme est en quelque sorte en dehors de la société; une foule d'avenues lui sont fermées; il a comme un sens de moins; de là une humiliation et un obstacle perpétuel dont le sentiment doit le pousser au vice et au crime.

Il y a encore un autre motif aux États-Unis pour apprendre à lire à tout le monde : c'est que dans ce pays, où toutes les carrières et toutes les chances sont ouvertes à tous, personne ne veut donner à ses enfans la seule infériorité radicale que cette société admette, et créer pour eux l'unique incapacité qui puisse les empêcher d'arriver à la fortune et au pouvoir. Je crois qu'une partie de la reconnaissance qu'on professe aux États-Unis pour les bienfaits moraux de l'instruction s'adressent tout bas à l'utilité qu'on en peut retirer. C'est un motif très avouable de répandre l'instruction élémentaire, seulement il faudrait l'avouer davantage.

Les écoles publiques sont établies et entretenues, tantôt par des fonds que chaque état fournit, tantôt par des taxes que votent les villes et les communes. Le système le plus généralement adopté est celui de New-York, qui consiste dans une combinaison des deux autres. Le principe général est que la ville s'impose également ou proportionnellement à ce que lui donne l'état aux termes de sa constitution. L'état de New-York s'est réservé à perpétuité pour les écoles le produit de toutes les terres qui lui appartiennent, et un capital appelé *fonds des écoles*.

Dans la ville de New-York, les écoles ont considérablement augmenté relativement à la population. Celle-ci était, en 1831, d'environ 170,000 âmes, maintenant elle dépasse 500,000, elle a plus que triplé; mais le nombre des enfans instruits, qui est aujourd'hui de 120,000, a quintuplé. Le personnel des instituteurs est de plus de 12,000. En 1852, seulement pour les écoles du soir, on a dépensé une somme de 80,000 francs. Les écoles de l'état de New-York se distinguent aussi de celles de plusieurs autres états en ce qu'il n'y a pas d'écoles pour les enfans pauvres. Nulle distinction n'existe entre ceux-ci et les enfans riches. L'impôt qu'on prélèverait sur les parens aisés au profit des petits indigens, ils le paient pour l'école, dont ces derniers profitent avec leurs propres enfans. Le déboursé est le même, et la dignité de tous est mieux respectée. Il s'est fait depuis une douzaine d'années une *révolution* dans l'organisation des écoles à New-York, et M. Hughes, archevêque catholique de cette ville, car les Américains ne sont pas si chatouilleux à l'endroit du *papisme* que les Anglais, a amené ce changement. Il existait une ancienne corporation qui était en possession de créer et de gouverner les écoles. Cette corporation, dans laquelle se trouvait un certain nombre de quakers, laissait l'enseignement religieux à la famille et aux écoles du dimanche, seulement on lisait dans l'école la Bible sans commentaires; mais comme c'était une bible protestante, les catholiques avaient des scrupules : ils demandèrent qu'une partie du fonds des écoles leur fût attribuée. L'archevêque plaida cette cause avec beaucoup d'éloquence. Par respect pour le principe de ne rien faire qui favorise une communion chrétienne en particulier, principe qui est très dominant dans la république, l'état de New-York n'a pas cru pouvoir affecter aux églises catholiques une portion du fonds commun. Néanmoins, tout en respectant le droit de l'ancienne corporation à laquelle on a laissé le gouvernement de ses écoles, l'état en a créé de nouvelles gouvernées par des préposés (*trustees*) qui sont nommés par des hommes choisis dans chaque division de la ville, et on a formé un collége pour l'enseignement supérieur gratuit sous le nom de *Collége libre* (*Free Academy*).

Ce collége ne s'est pas établi sans difficulté. Ici tout se discute au point de vue politique; les uns approuvaient, comme très conforme à l'esprit républicain, que des enfans placés dans les situations les plus diverses fussent ainsi admis à suivre un enseignement supérieur par le seul droit de la capacité. Les autres, dans l'excès de leurs susceptibilités démocratiques, s'élevaient contre un enseignement supérieur donné gratuitement, comme créant dans la jeunesse une sorte d'aristocratie au profit de laquelle seraient détournés l'argent et les maîtres, au détriment des écoles primaires, utiles à tous. Il a fallu l'autorisa-

tion de la ville de New-York. Le consentement de la ville a été décidé par une majorité seulement de 20,000 voix, environ un dixième. La ville ayant consenti à l'établissement du nouveau collége, elle a dû demander à l'état de lui accorder par une loi la permission de se taxer pour cet objet.

Cet établissement m'a semblé très bien conçu et très bien organisé. Remarquons d'abord qu'en France il n'y a rien de pareil à cet enseignement des colléges donné gratuitement. Il va sans dire qu'on est admis d'après des examens, qui portent sur la lecture, l'écriture, l'arithmétique, le latin, la géographie, l'histoire des États-Unis. Tout élève des écoles publiques ayant plus de douze ans est admissible; les candidats sont examinés sur les différens chefs par des professeurs qui ne connaissent pas leurs noms, et écrivent, quand il y a lieu, *bon* (*good*) sur une carte anonyme qui leur est présentée par le candidat. Il faut pour être reçu un *bon* de chaque professeur. Il y a en ce moment 280 élèves. L'intention est d'obtenir ainsi un choix parmi le grand nombre d'enfans auxquels les écoles donnent l'enseignement indispensable. Les châtimens n'existent presque pas; on cherche à développer le ressort moral, et on accoutume les enfans aux procédés expéditifs qu'ils rencontreront partout sur leur chemin. Quand l'un d'eux commet une faute, on lui adresse des observations; s'il y retombe, on lui dit froidement : Vous ne pouvez plus être associé aux autres élèves de ce collége, — et on le renvoie.

Deux choses m'ont paru caractéristiques dans la visite que j'ai faite au *Collége libre*, dont l'organisation m'a été très nettement expliquée par le principal, M. Webster. D'abord, c'est la manière dont la surveillance du principal est facilitée et simplifiée par des dispositions matérielles. Dans un gros volume tout semblable au livre de comptes d'un négociant est une table construite comme une table de multiplication, et qui permet de voir sur-le-champ ce qu'à une heure donnée fait un élève, dans quelle classe il se trouve; c'est la perfection de la tenue des livres appliquée à l'administration d'un collége. L'autre trait de mœurs qui m'a frappé, c'est que les élections des *trustees* ou préposés au gouvernement du collége ont un caractère politique. Quand les démocrates sont en majorité, il est à peu près impossible qu'un whig soit nommé; mais vu la nature des partis américains, dont la diversité de tendances ne se porte que sur un petit nombre de points déterminés, l'ascendant d'un parti ou d'un autre est sans importance pour le collége. On m'a conduit dans une grande salle où a lieu tous les mois une *déclamation*. Le but de ces récitations solennelles est de donner aux élèves de bonnes habitudes oratoires, partie de l'éducation qui n'est pas à négliger dans un pays où, comme en Angleterre et encore plus, tout le monde peut être appelé

à délibérer sur les affaires publiques. La puissance de la parole est toujours en proportion de la liberté.

Je reviens très content de ma visite au *Collége libre* avec le colonel ...., qui a bien voulu m'accompagner. Il y a, dit-on, aux États-Unis plusieurs milliers de colonels, et quand au parterre on appelle quelqu'un par ce titre, vingt personnes se lèvent. On le conçoit quand on sait comme un régiment de milice s'organise. Des *gentlemen* se réunissent et se distribuent les grades, quelquefois le colonel n'accepte qu'à la condition qu'il nommera ses officiers, puis on recrute des volontaires; mais le colonel .... avait un avantage hors ligne : il est sorti de West-Point, l'école polytechnique des États-Unis, qui, sans égaler son modèle, est l'établissement de haute instruction de beaucoup le plus remarquable de l'Union, et le seul qui relève du gouvernement central. Maintenant le colonel .... a quitté les armes pour les affaires et s'est fait avocat (*lawyer*). Je crois que sa fortune le dispensait d'exercer aucune profession, que celle-ci ne l'occupe pas beaucoup, et qu'il a obéi à une exigence de l'opinion qui, contrairement à l'ancien préjugé des peuples aristocratiques, fait ici du travail un honneur et un devoir. Comme un gentilhomme eût autrefois caché qu'il était intéressé dans une entreprise commerciale, un citoyen des États-Unis déguise son loisir pour ne pas déroger à la dignité du travail : démocratie oblige.

A propos de démocratie, je revenais avec le colonel .... en suivant une rue qui s'appelle *Bowerie-Street*. Il m'a dit : — Vous voyez bien cette rue; c'est elle qui, à New-York, divise la société en deux classes : ceux qui n'ont pas fait fortune demeurent à l'est de Bowerie-Street, ceux qui ont fait fortune passent à l'ouest. — Et si l'on est ruiné? — Eh bien! on repasse à l'est.

J'irai demain à West-Point, chargé de lettres de recommandation par l'obligeant colonel ...., et de là jusqu'à Albany, chef-lieu politique de l'état de New-York, le tout sur un de ces grands bateaux à vapeur qui remontent l'Hudson, et en contemplant les bords de ce fleuve, qui est, dit-on, le Rhin des États-Unis.

J.-J. Ampère.

LA MONARCHIE

DE 1830.

PREMIÈRE PARTIE.

Nous avons exposé dans ce recueil notre pensée sur le gouvernement de la restauration (1); nous voudrions faire suivre aujourd'hui cet aperçu sur la monarchie de 1815 d'un travail analogue sur la monarchie de 1830, afin d'éclairer l'étude de ces deux époques par les similitudes organiques qui les rapprochent et les différences d'esprit qui les séparent. Nous avons mesuré d'avance, on peut le croire, toutes les difficultés d'une pareille tâche. Sans les méconnaître, nous ne les croyons de nature à enchaîner ni la liberté de la pensée, ni même celle de la parole. Sorti d'une immense acclamation populaire, le gouvernement de notre pays veut être fort; il doit donc permettre d'être juste, — quand d'ailleurs on ne demande que le droit d'apprécier avec une impartialité respectueuse les actes d'un pouvoir qu'on a servi, et dont la chute a laissé au cœur de ceux qui l'ont aimé plus de regrets que d'espérances. Si nous ne trouvons pas d'obstacles au dehors, nous osons affirmer que nous en rencontrerons moins encore en nous-mêmes. Qui que nous soyons, acteurs illustres ou obscurs de ce drame dénoué par une catastrophe dont la soudaineté a confondu toutes les sagesses et humilié toutes les présomptions, il ne reste plus rien entre nous des rivalités et des misères d'un temps dont un abîme nous sépare. Conservateurs et opposans, broyés ensemble sous le char dont le roulement lointain

(1) Voyez les livraisons du 15 mai et du 1er juin 1852.

n'avait point frappé nos oreilles, soyons modestes en présence d'une catastrophe que les uns n'ont pu prévenir, et que les autres ont peut-être provoquée sans la vouloir, et puissions-nous nous entendre du moins pour faire prévaloir en commun le seul intérêt qui survive aux révolutions, celui de la vérité dans l'histoire!

De quelles circonstances impérieuses est sortie la révolution de juillet, comment est-elle parvenue à conquérir sa liberté d'action, et quel a été son véritable caractère? — Quel jugement faut-il porter au point de vue des intérêts permanens de la France sur les principales transactions politiques intervenues de 1830 à 1848? — Dans quelles régions s'est formée la tempête sous laquelle a sombré cette monarchie au moment où, voguant avec le plus de confiance, elle paraissait avoir doublé tous les écueils? — A ces trois questions correspondront les trois parties de ce travail.

I.

Le gouvernement de la restauration avait honorablement vécu durant quinze années par une transaction habilement ménagée entre son propre principe et le principe contraire. Du moment que, par la fatalité des événemens et la témérité des hommes, le pouvoir constituant et la souveraineté parlementaire se trouvaient conduits à se heurter, et qu'une lutte était substituée à un compromis, l'imminence d'une révolution était manifeste. Celle-ci pouvait s'opérer sans doute, ou par une insurrection soudaine dans Paris, ou par un système de résistance organisé dans les départemens; les ordonnances de juillet pouvaient venir expirer en trois jours devant les barricades, ou en trois mois sous les refus d'impôt et les arrêts des cours de justice; mais, pour aucun esprit sérieux, l'illusion n'était possible sur le résultat définitif: il n'était donné à la pensée politique qui avait inspiré ces actes ni de vaincre ni même de prolonger longtemps le combat.

Assurée que l'opposition était d'avance de sa victoire, lui aurait-il été donné d'ouvrir à la crise un cours moins violent et plus régulier? Commencée au nom du droit constitutionnel violé par le pouvoir, la résistance aurait-elle pu s'arrêter à son tour à la limite de ce droit même, et la France était-elle en juillet 1830 en mesure de donner au monde le grand exemple d'un peuple soulevé pour défendre ses lois, et s'arrêtant, par respect pour ces lois elles-mêmes, devant un berceau? Enfin la question dynastique aurait-elle pu rester en dehors du conflit si malheureusement engagé? — Je ne le crois point, et j'alléguerai bientôt les motifs de mes doutes; mais, ce que je n'hésite point à affirmer, c'est que si des circonstances plus impé-

rieuses que les volontés avaient alors permis de respecter le droit monarchique reposant sur une tête innocente, aucune classe de la société française n'y aurait eu plus d'intérêt que la bourgeoisie, car celle-ci aurait consacré par le principe successorial sa propre victoire et son avénement au pouvoir.

En respectant l'hérédité monarchique, en restant dans les termes des actes portant retrait des ordonnances, la révolution de juillet 1830 conservait le caractère pacifique et régulier que les passions démagogiques furent si près de lui faire perdre, et qu'il fallut des efforts surhumains pour lui maintenir. La monarchie légitime, en quelques mains que le gouvernement en fût passé, restait, en communion avec toutes les monarchies européennes; sa liberté d'action lui demeurait entière, et tout le système de ses alliances était maintenu; elle n'aurait point eu ces terribles combats à livrer pour échapper à la guerre qui, durant trois longues années, sembla l'inéluctable fatalité de la monarchie de juillet. La bonne harmonie conservée avec l'Europe arrachait au parti républicain ses armes les plus redoutables, car, de 1830 à 1833, les questions extérieures qui rendaient la paix si incertaine furent, chacun le sait, pour la dynastie nouvelle, l'épreuve la plus périlleuse et la plus redoutée. Représentées au pouvoir par les chefs de l'opposition, les classes industrielles et lettrées se fussent trouvées dans la situation la plus favorable pour résister aux seuls ennemis qui les menaçassent alors dans une suprématie manifestement acquise, car, contre le parti républicain, elles auraient rencontré le concours des hommes de la droite : ceux-ci, de leur côté, forcément rejetés hors des affaires par la victoire de l'opposition sur une doctrine dont ils avaient dû accepter la responsabilité, se fussent trouvés placés, comme ils l'avaient été depuis l'ordonnance du 5 septembre 1816 jusqu'à la chute du ministère Dessolles, dans la position la plus profitable pour le pays et la plus honorable pour eux-mêmes; ils fussent restés en dehors du pouvoir sans le tenir pour ennemi, se retrempant ainsi dans l'opposition sans s'exposer à contracter des habitudes factieuses. En respectant l'hérédité monarchique après le retrait des ordonnances de juillet, la bourgeoisie aurait donc acquis les deux forces qui lui manquèrent le plus durant dix-huit années : un lien avec l'Europe, un point d'appui contre la révolution.

Si donc il n'avait dépendu que de cette classe, à laquelle l'instinct de ses intérêts ne manque pas, de donner aux événemens la direction la plus sûre pour elle-même, elle en aurait probablement restreint la portée au lieu de l'étendre. Aux derniers jours de la restauration, un changement de dynastie n'était guère plus dans les vœux que dans les intérêts des classes moyennes, quelque engagées qu'elles pussent

être dans les voies de l'opposition. Si l'érection d'un nouveau trône pouvait caresser l'orgueil de certains Warwick de bourse, aspirant à faire un roi après avoir fait fortune; si de rares esprits, fascinés par une date, désiraient d'appliquer à la France démocratique et catholique le programme de l'Angleterre aristocratique et protestante, ni ces rêves d'une vanité dorée, ni ce goût des imitations étrangères, n'avaient altéré sur ce point la rectitude du sens national. Après le retrait des ordonnances et l'abdication du roi Charles X, la bourgeoisie aspirait à rentrer dans la légalité bien plus qu'à en sortir, et elle aurait accepté avec joie une solution qui lui aurait apporté des inquiétudes de moins et des gages de sécurité de plus. Quiconque a suivi de près les transactions politiques de la première semaine d'août 1830 ne peut ignorer que tel aurait été le sentiment dominant parmi les députés réunis au Palais-Bourbon, si ceux-ci n'avaient pas dû compter avec d'autres passions que celles qui les inspiraient eux-mêmes, et s'ils n'avaient pas subi la pression d'une force qui leur laissait les apparences bien plus que la réalité du pouvoir.

Les ordonnances de juillet avaient blessé au plus vif de leurs croyances politiques les classes auxquelles la charte de 1814 avait attribué la puissance électorale; mais quelque ardentes que fussent ces colères, elles n'auraient pu prévaloir qu'après un certain temps contre la force militaire dont disposait le gouvernement royal, et elles étaient trop impatientes pour ne pas se chercher immédiatement des auxiliaires et des vengeurs, au risque de voir la pensée qu'elles exprimaient elles-mêmes promptement travestie et dépassée. La bourgeoisie appela donc le peuple dans la rue sans soupçonner qu'il y tiendrait bientôt plus de place qu'elle. Le peuple y descendit avec ses instincts, ses souvenirs, ses symboles, et, sans s'inquiéter de l'idée au nom de laquelle on l'avait d'abord provoqué au combat, il n'entendit servir que la pensée baptisée de son sang, et qu'il saluait obscure, mais puissante, dans les enivremens d'une lutte à mort. A peine l'insurrection eut-elle revêtu ce caractère, que la bourgeoisie en perdit la direction. Dès la seconde journée, il s'agissait beaucoup moins pour celle-ci d'en finir avec les vaincus que de contenir les vainqueurs, et si le gouvernement provisoire menaçait Rambouillet, c'est qu'il craignait l'Hôtel-de-Ville. Les membres de la commission siégeant au palais municipal disposaient dans Paris de forces bien autrement formidables que celles qui suivaient l'impulsion des députés délibérant au palais législatif. Un fait provoqué on ne sait par qui, accompli on ne sait comment, était venu tout à coup changer le caractère de l'événement. Un drapeau qui n'avait point paru depuis le jour de nos grands revers venait d'être hissé sur Notre-Dame, et une commotion électrique avait fait tressaillir aussitôt la ville, l'Eu-

rope, le monde. Quel était le sens précis de cette redoutable apparition? Était-ce l'empire avec ses conquêtes, ou la république avec ses échafauds? Rejetait-elle la France vers 1792 ou vers 1804? Nul ne l'aurait pu dire; mais ce qu'elle signifiait trop clairement pour le peuple, qui, prêt à mourir, se drapait dans ses couleurs retrouvées, c'était l'exclusion de la dynastie dont ses poètes, ses orateurs et ses maîtres lui avaient enseigné si longtemps à confondre le retour avec le triomphe de l'étranger. L'incompatibilité de la maison de Bourbon et du drapeau tricolore était, en juillet 1830, pour les combattans des faubourgs, une sorte de dogme indiscutable contre lequel se seraient brisés tous les raisonnemens et tous les efforts. L'apparition des trois couleurs ôtait toutes leurs chances aux combinaisons intermédiaires. En transformant la résistance légale en agression révolutionnaire, elle rendait impossible la royauté d'un jeune prince contraint de porter au front le signe fatal à sa race. Qui ne voit point cela ne comprend rien à ces secrètes harmonies des choses, qui, dans leur indéfinissable puissance, constituent les lois mêmes de l'histoire.

Lorsqu'on impute à crime aux fondateurs de la monarchie de 1830 la violation du principe d'hérédité monarchique, on oublie très gratuitement quelle force dominait Paris dans la fiévreuse semaine qui commença par la prise du Louvre et s'acheva par l'acclamation du Palais-Royal. On perd le souvenir de ces journées sanglantes et de ces nuits dont la canonnade et le tocsin interrompaient seuls les longs silences. Quel esprit était alors pleinement maître de lui-même et pouvait dire avec certitude d'où viendrait le salut? Où était le pouvoir au milieu de tant d'élémens confondus? Était-il sous les uniformes de la garde nationale ou sous les haillons populaires? Les manifestations de l'Hôtel-de-Ville ne faisaient-elles point pâlir alors celles du Palais-Bourbon, et les 219 députés qui avaient l'air d'y disposer de la couronne de France n'étaient-ils pas eux-mêmes à la disposition des clubs et de l'émeute? Quelle puissance égalait en ces jours-là celle du vieux général devenu le porte-étendard de la république, et qu'entouraient de jeunes séides suppléant au nombre par l'audace? Ne fallait-il pas compter avec Lafayette? était-il possible de proclamer un gouvernement sans son aveu et sans celui des hommes dont il se croyait le chef, quoiqu'il n'en fût que l'esclave? Or croit-on de bonne foi que M. de Lafayette eût abdiqué sa dictature devant le jeune représentant de la branche aînée des Bourbons, et que les hommes de l'Hôtel-de-Ville eussent subi la royauté légitime, lorsqu'il fallut prendre tant de peine pour les amener à accepter une royauté élective intronisée sous l'étiquette de *la meilleure des républiques* et sous le couvert des souvenirs de 92? Si le duc d'Orléans fut choisi par les uns comme petit-fils d'Henri IV, il fut

un moment supporté par les autres comme fils d'un conventionnel, et la fatalité des circonstances rendait le concours au moins temporaire de ces hommes-là indispensable à la fondation d'un gouvernement régulier. La responsabilité des hommes politiques se mesure à leur part de liberté, et celle des fondateurs de la dynastie nouvelle fut bien plus restreinte qu'il n'est habituel de le reconnaître et de le confesser. Le petit-fils du roi Charles X patroné par un général républicain, porté aux Tuileries sur les bras de sa courageuse mère parée des couleurs nationales et sous l'escorte des héros des trois journées, ce rêve-là a pu défrayer quelques imaginations, mais il ne saurait devenir un texte sérieux d'accusations contre personne. La proclamation de M. le duc de Bordeaux n'était malheureusement possible, en face du gouvernement de l'Hôtel-de-Ville, qu'à la condition de livrer un combat dont l'issue était trop incertaine pour qu'il y ait lieu de s'étonner que la bourgeoisie ait préféré une transaction à une lutte, et cherché dans un changement de dynastie un moyen d'échapper à la république. Des Vendéens, sans doute, auraient affronté le péril devant lequel des marchands ont reculé; mais il ne fallait pas s'attendre à ce que les croyances du Bocage animassent la rue Saint-Denis. L'avénement de la maison d'Orléans, érigé en théorie après la révolution consommée, n'a été au fond qu'un expédient sorti des terreurs d'un peuple aux abois. Le chef de la branche cadette fut préféré au représentant de la branche aînée non parce que cela agréait au salon de M. Laffite et aux rancunes de quelques personnages politiques, mais parce que la royauté de l'un fut jugée plus facile à faire accepter aux hommes de juillet que celle de l'autre, et parce que le combattant de Valmy sembla moins dépaysé sur un trône ombragé des couleurs de 92 que le petit-fils du vieux monarque qui emportait alors l'oriflamme dans l'exil. Si la France a ratifié l'acte de la capitale, c'est parce que, également alarmée de la perspective d'une longue régence et d'une crise sans issue, elle s'est plus inquiétée des périls du jour que des difficultés du lendemain. Sortie d'une délibération pleinement libre de la bourgeoisie, nous avons montré qu'une pareille résolution aurait été une grande faute politique; — provoquée par la volonté du chef de la branche cadette, la révolution de juillet aurait été un odieux crime personnel, car l'usurpation réfléchie et spontanée de la couronne eût impliqué la violation flagrante de sermens cimentés par la reconnaissance et par le sang; — mais pour peu que, répudiant les injustices comme les illusions des partis, on se replace par la pensée sous le coup des terribles nécessités du temps, on est, ce semble, conduit à reconnaître que les événemens exercèrent alors une pression égale, et sur la nation qui offrait la couronne, et sur le prince qui en acceptait le poids.

Lorsque le roi Charles X quittait le royaume, et que des masses armées s'abattaient sur Paris moins pour continuer la lutte que pour partager la victoire, le débat n'était plus entre deux monarchies, il était tout entier entre la monarchie et la république; il était entre une société qui voulait vivre et une anarchie qui déjà la possédait à moitié. Cette monarchie ne sortit point d'un conciliabule de conjurés, mais de l'effroi de tout un peuple, dont le premier besoin, dans les grands périls publics, est de se chercher à tout prix un sauveur. La royauté fut acceptée par le prince dans le sens où elle lui avait été déférée par la nation, comme un service à rendre, un combat à livrer, une vie tout entière à dévouer aux soucis et aux poignards; elle fut acceptée pour retarder de dix-huit ans un spectacle de honte et de douleur, en empêchant que le 28 juillet ne fût suivi d'un 24 février.

Sous la protection d'une légalité à grand'peine rétablie, la royauté de 1830 a été poursuivie, de son établissement à sa chute, par les hommes qui avaient poussé le roi Charles X à des témérités impossibles, en le laissant désarmé contre les suites inévitables de leurs folies. Ces inexorables accusateurs, que n'a désarmés ni l'exil ni la mort, ont dédaigné de tenir compte des extrémités où leurs propres théories avaient conduit la France, jetée par la crise de juillet entre les appréhensions d'une république qu'entouraient tous les souvenirs de la terreur et de la guerre — et l'impuissance traditionnelle d'un gouvernement de minorité dont leurs soupçons auraient bientôt fait un supplice au prince chargé de l'exercer. Vingt fois, durant le cours de dix-huit années, ce prince a déclaré à l'Europe et à la France qu'il n'avait jamais aspiré à la couronne, et qu'il ne l'avait acceptée que forcé et contraint par l'imminence du péril : n'y avait-il donc pas, du moins dans ces affirmations réitérées, matière à quelque hésitation et à quelque doute? Lorsque, renversé par la tempête du trône sur lequel la tempête l'avait porté, le vieux roi de 1830 proclamait hautement que son droit, sorti d'un fait impérieux, mais transitoire, ne pouvait survivre aux circonstances qui l'avaient créé, et qu'il disparaissait avec elles, cette confession monarchique, répétée au seuil de l'éternité, ne devait-elle désarmer aucune haine, ni modifier aucun jugement? Et fallait-il qu'entre deux interprétations possibles d'un grand événement historique, certains hommes persistassent à préférer celle qui sert leurs passions à celle qui servirait leurs doctrines et leurs intérêts?

II.

La monarchie de 1830 n'est sortie d'aucun principe : elle n'appartient pas plus à la théorie de la souveraineté du peuple qu'à celle de la tradition héréditaire; ce fut une œuvre de transaction entre des combattans qui se redoutaient les uns les autres. La royauté nouvelle eut à la fois les avantages et les inconvéniens d'un compromis entre les classes bourgeoises, qui avaient commencé la révolution, et les classes populaires, qui l'avaient achevée : ce compromis, par sa nature même, laissait toutes les questions incertaines. Si une monarchie entourée d'institutions républicaines était quelque chose d'assez difficile à définir, il faut bien reconnaître que cette formule était l'expression strictement exacte des faits qui avaient présidé à l'érection de ce pouvoir hybride, royauté singulière qui méditait le raffermissement de la paix du monde au chant de la *Marseillaise*, et qui choisissait M. le prince de Talleyrand pour la représenter au dehors, tandis qu'elle était encore gardée dans son palais par des ouvriers en carmagnole.

Tous les contrastes du présent, toutes les incertitudes de l'avenir venaient se résumer dans le premier cabinet formé par le nouveau roi et dans l'administration bigarrée organisée au lendemain de la victoire moins pour en assurer les résultats que pour en partager les profits. A côté d'hommes préparés au gouvernement par la pratique antérieure des affaires, et qui aspiraient à la sévère application des principes constitutionnels, se groupaient des débris vivans de l'empire tout pleins de ses dédains pour les théories parlementaires, et pour lesquels la seule mission de la révolution de juillet était de laver la honte des traités de 1815, de rendre à la France la situation prépondérante que la coalition lui avait arrachée. Entre de jeunes esprits dévoués à la liberté constitutionnelle, à la paix, et ces vieux adorateurs des « jeux de la force et du hasard, » se groupait une masse nombreuse et bruyante qui dissimulait sous la confuse abondance de formules empruntées à la lecture des journaux l'étique pauvreté de ses pensées et l'amertume de ses petites jalousies. Nourrie des doctrines de la *Minerve*, inspirée par les chansons de Béranger, elle avait longtemps pourfendu jésuites et missionnaires au nom de la tolérance, et confondu dans une admiration moins logique qu'exaltée les souvenirs de 91 et ceux de 1812, la dévotion de la Bastille et celle de la colonne Vendôme. Pour cette école-là, toute la politique consistait à faire échec au pouvoir, qui était à ses yeux un mal nécessaire dans les sociétés constituées, à peu près comme la mort dans l'économie animale. Il fallait donc s'engager avec lui le

moins possible, lors même que par le jeu subit des révolutions on se trouvait participer à ses faveurs, prendre sa part à son budget et concourir personnellement à son action. C'était cette sorte d'hommes sceptique et hargneuse que la monarchie nouvelle se trouvait contrainte d'appeler pour une large part à l'exercice des fonctions publiques dans son administration et dans ses parquets; c'était elle qui s'abritait dans le conseil sous le nom de certains personnages fort incapables d'imprimer par eux-mêmes une direction à la politique, mais plus propres que des révolutionnaires de profession à la maintenir dans cette situation équivoque qui livre un pays à toutes les tentatives de l'audace et à toutes les surprises du hasard.

Ces hommes-là répugnaient à la violence et plus encore à la faction; mais leurs secrètes sympathies en rendaient le triomphe assuré. Personnellement honnêtes, ils réclamaient des mesures odieuses et ne protestaient contre aucun cynisme. Ils avaient l'instinct confus de l'incompatibilité de la guerre avec la liberté, et, sans la vouloir, ils rendaient la guerre inévitable par le concours qu'ils laissaient d'avance pressentir à tous les agitateurs européens. Sans force pour aider au bien, il en avaient moins encore pour résister au mal, et leur attitude déplorable préparait à la monarchie de 1830 la pire de toutes les situations, — celle où les gouvernemens s'affaissent moins sous les coups de leurs ennemis que sous leur propre faiblesse. Au ministère, des hommes antipathiques entr'eux par toutes leurs tendances; en dehors des conseils, une sorte de lord-protecteur sous l'aile duquel se réfugiait la royauté sitôt que l'émeute hurlait aux portes de son palais, tel fut d'abord l'étrange gouvernement auquel les hommes de l'Hôtel-de-Ville permettaient à peine de s'appeler une monarchie.

Cependant, tandis que ces élémens inconciliables s'agitaient en se paralysant les uns les autres, la pensée destinée à préserver la société française se formulait nettement dans l'esprit du prince que la nécessité venait de sacrer roi. Un centre de gravité se préparait pour toutes les forces conservatrices et pacifiques, et le germe d'un pouvoir fort et régulier allait se développer au sein de cette dissolution universelle. Dès les premiers jours, Louis-Philippe avait perçu avec une pleine lucidité d'esprit le but à atteindre, et découvert à la fois les moyens et les obstacles. Des deux forces qui s'étaient un moment associées pour ériger un trône avec les débris des barricades, il en était une contre laquelle son règne ne pouvait être qu'un long combat. La faction populaire issue des souvenirs si bizarrement associés de la république et de l'empire n'avait alors qu'une seule croyance : la force; qu'une seule aspiration : la guerre; c'était à cette époque un parti de soldats bien plus que de démagogues. En 1830, le peuple

ne connaissait aucune des formules économiques que la révolution de 1848 devait un jour mettre en circulation pour son usage. La crise le saisissait beaucoup plus sain d'esprit, mais aussi bien plus énergique de cœur. Il ne savait en ce temps-là qu'une chose, la seule d'ailleurs qui lui eût été enseignée : c'est que la France vivait depuis Waterloo dans une paix humiliante; il ne demandait au gouvernement qu'il avait fait que de rouvrir devant lui la carrière des batailles pour y recommencer ces merveilleuses fortunes dont les épiques récits défrayaient les ateliers et les chaumières. La guerre extérieure était donc pour le parti démocratique le dernier mot de la révolution de juillet.

Dans la paix se résumaient, au contraire, tous les besoins de la bourgeoisie, encore que, par l'effet de déplorables habitudes, son langage ne fût pas toujours sur ce point en parfait accord avec ses vœux, et qu'il y eût une contradiction sensible entre ses allures menaçantes et ses désirs plus que modestes. Les classes lettrées voyaient fort bien que la première conséquence de la guerre aurait été l'organisation d'un régime militaire incompatible dans son esprit et dans sa forme avec les institutions politiques dont elles venaient de revendiquer si vivement l'intégrité. Les capitalistes n'ignoraient pas davantage que la guerre aurait porté un coup mortel aux intérêts industriels et financiers, auxquels le gouvernement de la restauration avait donné un vaste développement. Si la guerre était heureuse, la nation revenait au système de conquêtes; si ses débuts étaient signalés par des revers, la méfiance publique emporterait le pouvoir; un recours aux passions révolutionnaires était inévitable, et c'en était fait dans tous les cas du gouvernement constitutionnel et de la prépondérance politique de l'intelligence et du talent. Sous le coup des événemens de 1830, entre l'insurrection de septembre à Bruxelles et celle de novembre à Varsovie, au moment où le carbonarisme soulevait la Romagne et où la démagogie allemande évoquait sur les collines de Hombach le nom de Sand et l'ombre d'Arminius, la guerre entreprise pour déchirer les traités en vertu d'un droit supérieur aux conventions écrites, ce n'était rien moins qu'une lutte furieuse contre tous les gouvernemens soutenue par un appel désespéré à toutes les vengeances et à toutes les cupidités, c'était un champ de bataille vaste comme le monde, ardent comme une fournaise, où la France fût descendue pour mettre son or et son sang au service de toutes les folies écloses au-delà du Rhin et des Alpes, dans l'ivresse des ventes et des tabagies. Les sympathies qui, dans une partie notable de l'Europe, accueillirent l'érection de la monarchie nouvelle auraient partout manqué à ce gouvernement, s'il s'était proclamé solidaire de toutes les agitations extérieures, ou s'il avait paru cacher des ambi-

tions territoriales sous le couvert de son drapeau. L'irrésistible entraînement de l'opinion contraignit en Angleterre le ministère même du duc de Wellington à accueillir avec faveur les ouvertures que M. le comte Molé faisait à l'Europe au nom de la monarchie nouvelle; mais à coup sûr l'Angleterre aurait pris vis-à-vis d'un gouvernement dont M. Dupont (de l'Eure), alors collègue de M. Molé dans le cabinet, aurait représenté la pensée intime, une attitude toute différente, et personne ne peut douter qu'aux premiers coups de canon tirés sur le Rhin ou sur la Meuse, la Grande-Bretagne ne fût passée à une hostilité implacable. L'alliance anglaise, assurée d'avance à tous les pouvoirs conservateurs et pacifiques, aurait été un non-sens avec un gouvernement résolu à changer l'état territorial de l'Europe.

C'était donc une guerre de propagande entreprise contre tous les gouvernemens, sans un seul allié, qu'on prétendait imposer à une monarchie à peine assise, sans finances, sans crédit, et alors presque sans armée; c'était à ce but qu'allaient et les divagations de l'opposition parlementaire et les manœuvres beaucoup plus habiles de l'émeute, qui, descendant chaque jour dans la rue, couverte par la tribune comme des assaillans par la tranchée, sommait un gouvernement dont elle se considérait comme la source, soit de réunir la Belgique à la France, soit d'intervenir en Italie contre l'Autriche, soit de protéger la Pologne contre trois grands états, affrontés avec une héroïque imprudence. Ce qu'on demandait en ce temps-là à une monarchie naissante, c'était ou de conquérir l'Europe, ou de disparaître devant la révolution. On la plaçait entre le suicide et la folie, et cette stupide alternative aurait été subie, si un prince ne s'était rencontré pour opposer sa pensée au désarroi de l'opinion, et s'il n'avait trouvé un ministre pour en devenir l'instrument résolu.

Il a fallu répéter à satiété ces vérités trop évidentes, il a fallu longtemps redire sur tous les tons à un pays dont on mettait une si triste persistance à fausser la conscience et la pensée, que les engagemens internationaux survivent aux gouvernemens qui les contractent, et que les révolutions honnêtes ne dispensent pas plus des traités qu'elles ne dispensent de la justice. Aujourd'hui ce soin pourrait paraître superflu. Nous avons vu, en effet, un gouvernement venu au monde pour prendre sur toutes les questions le contrepied de celui qu'il avait renversé, et qui se donnait la mission de réhabiliter l'honneur national sacrifié, dépasser, en fait d'avances empressées et d'exigences douloureusement consenties, une mesure qui n'avait jamais été atteinte : nous avons vu la république, pour écarter le fléau de la guerre, laisser succomber, sans une seule tentative pour les secourir, toutes les insurrections suscitées par son exemple. Il y aurait donc quelque ridicule à défendre désormais la monarchie

contre des reproches destinés à retomber d'un poids si lourd sur la tête de leurs auteurs. La royauté, entrée deux fois en Belgique, n'a pas rassemblé une grande armée au pied des Alpes pour assister l'arme au bras à l'invasion du Piémont; on l'a vue à Ancône quand l'Autriche était à Bologne, et il a été donné à ses flottes d'assister à d'autres bombardemens qu'à celui de Palerme. Après que la révolution de 1848 a donné de tels gages de ses résolutions pacifiques, le système extérieur de la monarchie de 1830 est définitivement jugé : il reste constaté qu'en détournant par son habileté persévérante une guerre qui menaçait l'ordre social tout entier, Louis-Philippe a pris place, à son heure, parmi ces hommes suscités pour détourner le cours de calamités imminentes, et que l'immuable pensée de son règne fut la pensée même de son siècle.

Cette base posée emportait tout un système politique. Jeté en pleine bourgeoisie, le gouvernement recevait charge d'initier aux affaires des hommes plus accoutumés à blâmer le pouvoir qu'à l'exercer, et sa préoccupation la plus constante allait être de combattre dans les masses l'esprit militaire en leur procurant et plus d'habitudes d'aisance et de plus grandes facilités de travail. Provoquer tous les intérêts pacifiques pour les opposer aux instincts belliqueux de la nation, continuer les traditions extérieures de l'antique monarchie avec des instrumens nouveaux, accepter toutes les conditions du gouvernement représentatif quant aux personnes, mais en donnant pour contre-poids à l'inexpérience et à la mobilité de celles-ci l'action personnelle de la royauté dans la sphère de ses attributions constitutionnelles : tel fut le difficile programme que se traça le duc d'Orléans au moment même où une extrémité terrible le plaçait sur un trône érigé par deux partis à la veille d'engager l'un contre l'autre une lutte à mort.

Ces partis comprenaient en effet d'une manière diamétralement opposée le rôle du gouvernement issu de leur union fortuite. — Le droit de ce pouvoir était, pour l'un, dans une insurrection triomphante, et son œuvre était la guerre, comme son titre était la force. L'autre s'efforçait de justifier l'origine de la royauté nouvelle par une sorte de droit résultant de la violation des lois fondamentales; il lui assignait pour mission le maintien de la paix du monde et le développement régulier de la liberté constitutionnelle en Europe, et répudiant comme un non-sens et un mensonge la souveraineté numérique, il s'efforçait de lui opposer, en même temps qu'à la doctrine du droit inamissible des dynasties, un droit fondé sur l'intérêt national et proclamé par les interprètes légaux de cet intérêt même.

III.

Arrêtons-nous quelques instans sur les principaux obstacles élevés, jusqu'à la décisive intervention de Casimir Périer, sur les pas de ce gouvernement débile par le contre-coup de la révolution de juillet en Europe, et par les machinations des partis qui, durant cette période d'hésitation et de faiblesse, durent se regarder comme assurés de la victoire.

Le premier en date comme en importance fut le mouvement national de la Belgique, qui renversait par sa base la combinaison fondamentale des traités de Vienne, l'établissement d'une puissance du second ordre entre la France et l'Allemagne, garde avancée de celle-ci contre celle-là. La séparation administrative entre les deux moitiés du royaume des Pays-Bas, qui s'agitait au début de l'insurrection belge, aurait pu rester une question locale; mais sitôt que la séparation politique fut consommée, et que la déchéance de la maison d'Orange eut été prononcée à Bruxelles, l'affaire revêtit un caractère européen, et rendit inévitable l'intervention de toutes les grandes cours qui avaient concouru aux arrangemens de 1815. En prenant sous son patronage l'indépendance de la Belgique, la France allait donc rencontrer immédiatement devant elle ou les armes des grandes puissances qui avaient réglé l'état territorial du monde, ou une offre de négociation collective, alors sans issue probable, et qui semblait devoir ajourner la guerre sans la détourner. Une lutte générale ou un concert diplomatique dans lequel la France se présenterait suspecte et isolée contre des cabinets unis par les souvenirs du passé et par les appréhensions de l'avenir, le renouvellement du traité de Chaumont ou l'immixtion de la monarchie de juillet dans la politique de Laybach et de Vérone : telle était l'alternative qui semblait se présenter en novembre 1830, au moment où se formait le cabinet de M. Laffitte. Les deux chances n'étaient guère moins périlleuses, car si l'une conduisait à une lutte sanglante, l'autre paraissait devoir aboutir à une nouvelle crise révolutionnaire, tant elle contrariait l'impulsion imprimée à l'opinion publique depuis les événemens de 1830.

Le nouveau gouvernement s'était à peine décidé à prendre place dans l'alliance d'Aix-la-Chapelle pour y continuer avec les quatre grandes puissance la série des transactions collectives de l'époque antérieure, que la Pologne préludait par une nuit funeste à l'audacieuse tentative de sa régénération politique. Ce fut au moment où les bulletins de Grochow, de Waver et d'Iganie exaltaient les imaginations jusqu'au délire, que les premiers protocoles de la conférence de Londres vinrent tomber comme des montagnes de glace sur cette

bourgeoisie parisienne dont l'uniforme du garde national avait momentanément fait un peuple de soldats.

Des tempêtes soufflaient de toutes les extrémités de l'horizon contre cette humble royauté du Palais-Royal, point de mire de toutes les attaques, jouet de tous les dédains, et qui n'avait encore à son service ni une renommée éclatante, ni un seul dévouement éprouvé. La France était contrainte au même moment de refuser l'incorporation de la Belgique et de laisser périr la Pologne. Pendant que Varsovie l'appelait dans un dernier cri de désespoir, Bruxelles offrait vainement la couronne du nouveau royaume à un prince français, et sous le coup d'une irritation fort naturelle, le congrès belge faisait un choix que l'opinion prévenue réputait hostile à la France. Vers le même temps, l'Italie fermentait du pied des Alpes aux rives des deux mers, et la cour de Vienne, s'appuyant sur la réversibilité que lui réservaient les traités pour certains territoires, sur le droit plus général encore de sauvegarder ses propres possessions, se résolvait à une intervention armée qui de Parme et de Modène pouvait bientôt après la conduire à Turin : complication plus redoutable pour la paix que le différend hollando-belge lui-même, car dans les affaires italiennes le contact était direct entre la France et l'Autriche, et nulle intervention diplomatique n'était possible entre les deux cabinets qui représentaient alors dans toute leur énergie la révolution et la contre-révolution en Europe.

La guerre, ou immédiate, ou ajournée, apparaissait donc comme le dernier mot de l'obscur problème de juillet, et la dynastie d'Orléans semblait assiégée par l'Europe monarchique non moins que par la démagogie républicaine. Les pouvoirs étaient sans action et les partis pleins d'espérances; chacun s'emparait de l'avenir en daignant à peine compter avec le présent. La pairie, condamnée par la charte de 1830 à une mortelle transformation, n'avait plus qu'une existence provisoire; la chambre élective, qui, sans mandat, avait constitué un gouvernement, épuisée dans un effort que l'effroyable extrémité du moment pouvait seule justifier, n'avait plus ni force ni prestige à prêter à la royauté qu'elle avait faite. Le spirituel et bienveillant financier placé à la tête des affaires voyait avec effroi s'évanouir dans les orages la popularité facile dont il avait contracté la douce habitude. Courtisan novice et libéral émérite, il s'inspirait de la pensée politique du monarque parfois jusqu'à l'exagérer, et dans ses incurables faiblesses d'opposition il tendait la main aux hommes les plus connus pour en poursuivre une autre. Par ses contradictions et ses incertitudes, M. Laffitte était bien d'ailleurs le premier ministre naturel de ce gouvernement aux abois, pour lequel le commandant général des gardes nationales traitait à Paris avec les envoyés de

toutes les insurrections, au moment où son ambassadeur à Londres stipulait avec l'Europe le maintien des traités auxquels il avait attaché son nom. C'était pis encore dans la sphère administrative. Les préfets résistaient aux ministres, et les fonctionnaires députés menaçaient du haut de la tribune les dépositaires du pouvoir de leur retirer le concours d'une popularité dont ils voulaient bien consentir à leur faire une aumône conditionnelle. Fidèles à des habitudes invétérées, ils faisaient des proclamations en style de premiers-Paris, tantôt pour désavouer leurs supérieurs hiérarchiques, tantôt pour blâmer les résolutions législatives. Si l'on montrait quelque fermeté devant l'émeute lorsqu'elle menaçait les palais, on lui laissait le champ libre quand elle se ruait sur les temples. L'on estimait habile de détourner sur Notre-Dame l'orage qui grondait sur le Palais-Royal; il n'en coûtait point de conjurer le désordre par le sacrilége, et de faire reculer la contre-révolution en évoquant la barbarie. La funeste journée de Saint-Germain-l'Auxerrois sortit de la conspiration des susceptibilités administratives avec les calculs d'un machiavélisme de carrefour. On mesurait son langage et son attitude moins sur l'importance de ses fonctions que sur celles qu'on s'attribuait dans la lutte contre le gouvernement antérieur. Les écoles étaient aussi devenues des puissances politiques; on les flattait et l'on traitait de pair avec elles, heureux lorsque les étudians ne repoussaient pas avec dédain les remerciemens qui leur étaient votés par les chambres! Les passions qui hurlaient sur la place publique étaient moins menaçantes et moins immorales que les égoïsmes hautains par lesquels s'énervaient tous les pouvoirs. Les périls étaient partout, dans les hommes comme dans les choses; le courage, le dévouement, la résolution, ne commençaient à poindre nulle part.

Cependant la misère, inséparable compagne de toutes les révolutions, grandissait à pas de géant au milieu de l'anarchie qui semblait porter dans ses flancs la banqueroute et la guerre. Le luxe avait suspendu ses commandes, l'industrie ses travaux; les ateliers étaient vides, et pour oublier la faim assise à son foyer, l'ouvrier courait s'enivrer du tumulte de la place publique. Les éloges intéressés prodigués à son héroïsme contrastaient douloureusement avec des privations rendues plus poignantes encore par ces glorifications journalières. Sous la double inspiration de son orgueil et de ses souffrances, il se livrait à ceux qui promettaient de lui payer le prix de son sang stérilement répandu en juillet pour la patrie comme pour lui-même. Aussi les sociétés secrètes allaient-elles se grossissant d'heure en heure de ces recrues ameutées par l'espérance et par la faim; elles minaient le sol sous les pas d'un pouvoir qui n'osait ni s'asseoir ni s'affirmer, et devant cet abandon de lui-même, on pouvait calculer

avec une certitude presque entière l'instant où il s'abîmerait sous ce travail souterrain.

On était à la veille d'une crise dans laquelle allaient se concentrer tous les dangers et se coaliser toutes les colères auxquelles la chancelante monarchie de juillet n'avait opposé jusqu'alors que des flatteries et des sourires. Le procès des ministres allait devenir pour elle une épreuve solennelle et définitive. La Providence lui envoyait une occasion de donner au monde la juste mesure d'elle-même, soit qu'elle demeurât enchaînée aux passions qui hurlaient sur son berceau, soit qu'elle osât les répudier en s'exposant à périr pour la justice. Ce jour-là déciderait si la royauté des barricades n'était qu'une variété de plus des pouvoirs révolutionnaires, ou si, par une courageuse et sociale inspiration, elle transformerait son titre et s'élèverait jusqu'à l'état d'autorité régulière. Livrer ces têtes au bourreau, c'était commencer par un acte de lâcheté, suivant la formule invariable de toutes les révolutions, une carrière où les crimes s'engendreraient bientôt les uns par les autres. L'inviolabilité de la vie des ministres signataires des ordonnances était en effet, pour tout esprit droit et tout cœur honnête, la conséquence même de la violation de l'hérédité monarchique. Les agens d'une royauté déclarée irresponsable ne devaient plus rien à la justice du pays du moment où celui-ci était allé frapper au-dessus d'eux. Leur rançon était écrite dans l'exil de trois générations royales, et les atteindre en vertu d'une charte qu'on avait déchirée soi-même dans sa disposition fondamentale, c'était une de ces sanglantes parodies juridiques dont il est toujours demandé un compte redoutable aux nations.

Toutefois la ferme résolution de lier au salut des accusés le sort du pouvoir impliquait pour celui-ci des chances si terribles, qu'il se trouvait dans l'une de ces situations où l'accomplissement d'un strict devoir devient presque de l'héroïsme. Les sociétés secrètes, faisant crier le sang versé dans les trois journées, échauffaient toutes les colères au cœur de ces masses plus capables de générosité que de justice. Par une fascination dont de trop fréquens exemples se rencontrent dans son histoire, la bourgeoisie parisienne se mettait à la suite de ses adversaires implacables, et partageait le vœu cruel dont l'accomplissement aurait transformé d'une manière si funeste pour elle-même la monarchie qu'elle avait acclamée. Affamée d'ordre, la garde nationale poussait en majorité à un acte qui aurait été le prélude certain de l'anarchie, et qui eût entraîné sa propre abdication devant la démagogie alléchée par le sang. Lutter contre celle-ci sans le concours moral de la bourgeoisie armée était une entreprise qui, aux derniers jours de septembre 1830, pouvait à bon droit être estimée téméraire et d'un succès impossible.

Force resta pourtant à l'honnêteté et au droit, grâce à l'énergique initiative du prince, dont la pensée personnelle s'était peu dessinée jusqu'alors. Sitôt qu'elle se fut résolument produite, cette pensée trouva un chaleureux écho dans la chambre des députés, qui, par sa proposition sur l'abolition de la peine de mort, voulut partager une responsabilité dangereuse autant qu'honorable. Le parti républicain, dans sa portion la plus généreuse, suivit l'impulsion de son chef. Le général Lafayette, au terme de sa carrière, conquit, en répudiant la popularité, une gloire moins équivoque que celle qu'il avait acquise en poursuivant la triste idole de sa vie. A partir de ce jour, l'action personnelle du roi Louis-Philippe fut plus nettement marquée, et des serviteurs nouveaux, compromis dans sa courageuse tentative, vinrent grossir le noyau de ce parti conservateur destiné à se recruter par la lutte et à disparaître un jour dans la sécurité du succès.

Cette épreuve une fois traversée, et les premiers engagemens pris avec la conférence de Londres pour le règlement en commun des affaires belges, il était moins difficile à la royauté de chercher des instrumens plus sympathiques à ses desseins, car sa liberté grandissait dans la mesure de sa force. Elle avait dû d'abord ne décourager aucun parti ni aucun homme parmi tous ceux qui, avec des vues très diverses, avaient concouru à la transaction du 9 août soit en la provoquant, soit en se bornant à la subir. Au début, le parti démocratique avait fourni à son gouvernement un contingent tout aussi considérable que le parti bourgeois, et les noms de ses principaux chefs étaient alors un talisman plus souverain pour conjurer la multitude que ceux des hommes politiques qui envisageaient la révolution de juillet comme une déviation nécessaire, mais regrettable, aux principes et aux engagemens du gouvernement antérieur. Une fois les pouvoirs constitutionnels mis hors de page par une éclatante victoire remportée sur l'émeute, ils profitèrent sans retard de la liberté qui leur était rendue pour briser le pouvoir semi-dictatorial et semi-révolutionnaire du commandant général des gardes nationales du royaume. Une habileté remarquable fut déployée par la chambre comme par la royauté pour mettre cette mesure, dans laquelle on pouvait voir quelque ingratitude, sous le couvert d'un grand principe de liberté et de droit commun. Le général Lafayette fut destitué non par le prince, mais par la loi. M. Dupont (de l'Eure) le suivit bientôt dans sa retraite, et la monarchie reconquit l'administration de la justice en même temps qu'elle reprenait la direction de la force armée. En faisant cesser la confusion dans les personnes, on se préparait à l'attaquer dans les choses, et les hommes que la surprise d'un jour avait plutôt juxtaposés que réunis s'armèrent pour la lutte parlementaire en attendant la guerre civile. M. Laffitte avait

été le représentant naturel et presque nécessaire du gouvernement de juillet à cette première période; par ses sentimens personnels, il donnait des gages à une royauté qu'il affectait de présenter comme son ouvrage, et par ses relations il en offrait de plus sûrs encore aux hommes qui l'avaient embrassée moins comme une institution définitive que comme une machine de guerre dressée contre l'ordre politique européen. Toutefois, du moment où la monarchie de 1830 avait conquis assez de force pour engager résolûment la lutte contre les tendances contraires aux siennes, le ministère du 3 novembre devait disparaître par un double motif : il avait en effet cessé d'être utile, et il n'était plus assez fort pour s'imposer. Les acteurs changeaient avec la scène; les événemens se pressaient, et l'on passait à la seconde phase, qui, sans être encore l'ère organique de la victoire, fut celle d'une lutte acharnée engagée avec confiance et conduite avec un infatigable courage.

Les grandes situations sont fécondes, et n'avortent jamais faute d'un homme. Rétablir en France la vie près de s'éteindre, arracher la nation à un parti qui ne proclamait pas même une idée pratique, et dont la seule pensée était, au fond, de la traîner frénétique et sanglante sur tous les champs de bataille de l'Europe, une telle œuvre ne pouvait être accomplie que par un bras fort, et réclamait encore plus de résolution que d'intelligence. Ce n'était pas là sans doute l'éclatante mission dévolue à ces êtres puissans qui ouvrent devant les peuples des horizons nouveaux, et les précipitent dans leurs destinées. En mars 1831, il ne s'agissait de fonder ni l'unité française avec Suger, Philippe-Auguste ou saint Louis, ni l'unité monarchique avec Richelieu, ni l'unité civile avec Napoléon : il s'agissait, pour la France, de reprendre plus que de changer le cours de sa vie, et de faire fonctionner avec sincérité les institutions politiques auxquelles l'avait accoutumée le gouvernement précédent. Hormis la propagande et la guerre qu'elle n'osait avouer, l'opposition ne possédait pas en propre une idée; ses orateurs comme ses journaux étaient des outres dont les vents pouvaient déborder en tempête. Le parti gouvernemental n'était guère plus riche en théories originales et en nouveautés. Il laissait d'ailleurs, et ce fut son incurable infirmité, en dehors de ses préoccupations habituelles, certains intérêts moraux de l'ordre le plus élevé. Le côté religieux des questions politiques était à peine soupçonné dans ce temps-là; atteinte et glacée par le scepticisme, la pensée politique ne s'agitait que dans une sphère restreinte, mais c'était assez pour stimuler des hommes de cœur qu'une tentative du résultat de laquelle dépendait le salut de la fortune publique et des fortunes privées, la reprise des transactions commerciales et du crédit, la sécurité rendue à tous les intérêts matériels,

œuvre moins vaste que hardie, dont le couronnement était la consécration de la paix du monde après des épreuves sans exemple.

Un homme se rencontra pour prendre l'anarchie corps à corps, à la tribune et dans la rue, et pour faire remonter le courant à ce gouvernement en dérive. Inférieur à son prédécesseur par la culture de l'esprit et l'agrément du commerce habituel, il le dominait de toute la distance qui sépare les convictions viriles des velléités impuissantes — et l'ambition de la victoire de la vanité du succès. Souverainement dédaigneux des applaudissemens populaires, ce qui lui plaisait dans le pouvoir, c'était la lutte, et il mettait toutes ses passions au service de ses desseins. Dans l'implacable ardeur avec laquelle il poursuivit les ennemis de la paix publique, on sentait se mêler aux héroïques colères de l'homme d'état quelque chose de l'âpreté du banquier et des angoisses du négociant. Il fut l'homme d'une crise plutôt que d'un système politique; sa main pesa durement sur la royauté chaque fois qu'il crut y trouver un obstacle. On aurait dit qu'il mettait en état de siége tous les pouvoirs en même temps que toutes les factions. Peu préparé par sa vie antérieure aux spéculations diplomatiques, son esprit dépassait rarement la frontière; mais lorsqu'il venait à soupçonner qu'on pouvait dédaigner à l'étranger le gouvernement qu'il couvrait de son corps, il ne s'inquiétait plus de faire courir des chances à la paix, quoiqu'elle fût sa pensée la plus constante. Il entrait en Belgique en face de la Prusse, il s'emparait d'Ancône contre l'Autriche, tout prêt à fondre sur l'Europe comme sur l'émeute. Casimir Périer voulait la paix de toute l'énergie de son âme, parce que, ministre d'une monarchie, il ne se croyait pas obligé de faire les affaires de la république en engageant son pays dans des entreprises dont l'issue probable aurait été l'établissement d'une dictature démocratique et militaire; mais il avait en même temps une idée si haute du service qu'il rendait à l'Europe en imprimant un cours régulier à la révolution de juillet, qu'il croyait la France en mesure de vendre la paix plutôt que de l'acheter.

« Les principes que nous professons, disait-il en abordant la tribune après la formation du ministère du 13 mars, et hors desquels nous ne laisserons aucune autorité s'égarer, sont les principes même de notre révolution. Or ce principe, ce n'est pas l'insurrection, mais la résistance à l'agression du pouvoir. On a provoqué la France, on l'a défiée, elle s'est défendue, et sa victoire est celle du bon droit indignement outragé. Le respect de la foi jurée, le respect du bon droit, voilà donc le principe du gouvernement de juillet, voilà le principe du gouvernement qu'elle a fondé, car elle a fondé un gouvernement, et non pas inauguré l'anarchie. Elle n'a pas bouleversé l'ordre social, elle n'a touché qu'à l'ordre politique. La violence ne

doit être ni au dedans ni au dehors le caractère de ce gouvernement. Au dedans tout appel à la force, au dehors toute provocation à l'insurrection populaire est une violation de son principe. Voilà la règle de notre politique intérieure et de notre politique étrangère. A l'intérieur, notre devoir est simple : nous n'avons point de grande expérience constitutionnelle à tenter; nos institutions ont été réglées par la charte de 1830. Nous imposerons aux autorités qui nous secondent l'unité que nous avons voulue pour nous-mêmes. L'accord doit régner dans toutes les parties de l'administration; le gouvernement doit être obéi et servi dans le sens de ses desseins. »

Ce programme donnait enfin au gouvernement de 1830 ce qui lui avait manqué jusqu'alors, un sens précis et nettement déterminé. Au dedans, il arrêtait la longue anarchie des prétentions administratives et circonscrivait l'action du pouvoir dans la lettre de la constitution; au dehors, il proclamait sans arrière-pensée l'acceptation de tous les traités qui régissaient, depuis 1815, l'état territorial de l'Europe. Cette politique avait, sans nul doute, des côtés très faibles et des lacunes considérables. Elle restait trop systématiquement en dehors de toutes les idées morales par lesquelles vivent les nations et de toutes les aspirations généreuses par lesquelles elles grandissent, pour être en mesure de compter sur un long et brillant avenir. Cependant, au lendemain du sac du 13 février, entre l'insurrection de Varsovie et celle de la Romagne, une revendication aussi nette du principe d'autorité devenait pour la France et pour le monde un gage précieux et presque inespéré de sécurité. En prononçant ces paroles, le premier ministre de la monarchie nouvelle la remettait en communion avec tous les gouvernemens européens; elle passait officiellement de l'état révolutionnaire à l'état régulier, et le fait enfantait le droit.

La pensée politique du 13 mars, continuée par le ministère du 11 octobre, fut appliquée dans sa modération intelligente avec une vigueur qui permit à la France de se montrer aussi résolue dans la paix qu'elle aurait pu l'être dans la guerre. Un rapide aperçu suffira pour le constater aux yeux de tous les hommes sincères, aujourd'hui que les passions ameutées font silence.

IV.

Des trois questions qui ébranlaient si profondément l'Europe lorsque Casimir Périer prit les affaires, celle de Pologne, encore que la plus douloureuse, était au fond celle qui pouvait provoquer le moins d'hésitation. Par la violence imprimée à sa révolution, la Pologne semblait avoir elle-même renoncé à provoquer le concours

régulier des cabinets. Si, en prodiguant son noble sang, elle avait su limiter ses espérances dans la sphère des choses possibles, si, échappant, comme le voulaient ses plus illustres citoyens, à la pression des sociétés secrètes, elle eût réclamé la sérieuse exécution des dispositions diplomatiques par lesquelles le bénéfice d'un gouvernement national et distinct lui était garanti, la France, qui subissait les traités de Vienne dans leurs stipulations les plus onéreuses, n'aurait pu se refuser à en réclamer l'accomplissement littéral. Sous le coup des premiers succès de la Pologne, une telle négociation aurait été d'autant moins impossible, que l'Angleterre aurait puisé le même droit dans les traités, et que cette puissance eût été stimulée dans ses réclamations contre la Russie par une rivalité plus vive encore que la nôtre. Les sympathies universelles de l'Allemagne, très prononcées, après 1830, en faveur de la Pologne, auraient d'ailleurs servi d'une manière très efficace en ce moment la sainte cause du bon droit et du malheur. L'insurrection polonaise, dans les limites où voulait la maintenir Chlopicki et où la diète elle-même paraissait d'abord désirer la circonscrire, était en mesure de susciter dans l'opinion européenne un mouvement assez puissant pour devenir irrésistible. En isolant, dans cette question, la Russie de la Prusse et de l'Autriche et en ménageant surtout l'honneur dynastique de la famille impériale, ce pays était alors en mesure d'imposer le patronage de sa révolution aux deux grands gouvernemens constitutionnels avec plus d'autorité et probablement avec moins de périls que la Belgique elle-même; mais, après la déchéance de la maison de Romanoff, accordée aux clameurs de la démagogie beaucoup plus qu'à l'intérêt national, aucune intervention régulière n'était désormais possible : il fallait s'engager dans une lutte à mort contre le système européen tout entier, et, pour donner une chance incertaine à la Pologne, courir le risque certain de transformer la monarchie constitutionnelle de 1830 en une démocratie militaire. Cette monarchie devait vouloir la paix, par l'excellente raison que tous ses ennemis voulaient la guerre. Pour peu qu'on étudie en effet les griefs accumulés par l'école républicaine contre le gouvernement de 1830, on verra qu'ils se réduisent presque toujours à reprocher à ce gouvernement de n'avoir point fait ce que cette école aurait estimé très profitable pour elle-même (1).

La question italienne, mille fois plus délicate, devait être résolue par des considérations plus complexes. Les traités de Vienne avaient fondé l'état politique de la péninsule sur une sorte d'équilibre d'in-

(1) Voyez l'*Histoire de dix ans*, par M. Louis Blanc, et l'*Histoire de huit ans*, par M. Élias Regnault.

fluence entre la maison d'Autriche et la maison de Bourbon. Au royaume lombard-vénitien se trouvait opposé celui des Deux-Siciles, et une branche de la maison de France était placée à Lucques, avec future succession à Parme, pour contrebalancer quelque peu l'action des branches impériales régnant à Florence et à Modène. Sans être de tout point satisfaisant, cet état de choses ne créait aucun péril sérieux pour les intérêts français au-delà des Alpes, à la condition toutefois que le cabinet de Paris maintînt dans une entière et constante indépendance les deux grands gouvernemens indigènes de la péninsule. Si l'influence autrichienne dominait à Rome, les premiers intérêts moraux de la France seraient menacés; si elle dominait à Turin, la sécurité de nos frontières serait compromise.

La branche cadette de la maison de Bourbon avait sur ce point les mêmes devoirs et les mêmes moyens d'action que la branche aînée, et quelles que fussent les complications révolutionnaires en Italie, la monarchie de 1830 ne pouvait permettre à l'Autriche d'étendre et de fortifier des positions déjà si nombreuses dans l'Italie centrale, et surtout de s'établir dans le nord de la péninsule, sans manquer à l'un de ses premiers devoirs envers la France. La bourgeoisie peut bien n'avoir ni le génie de la guerre, ni le goût des conquêtes : c'est là une disposition d'esprit dont le siècle présent se montre fort empressé à l'absoudre; mais si, durant sa présence au pouvoir, elle avait laissé déchoir la France de sa situation antérieure, elle aurait signé par ce seul fait l'irrémédiable arrêt de sa propre déchéance. S'il est licite à une génération de ne rien ajouter à l'œuvre des ancêtres, elle ne saurait, sous peine de forfaiture, consentir sans résistance à son amoindrissement. L'attitude de la monarchie de 1830 dans les affaires de l'Italie ne provoqua point ce reproche : cette attitude ne manqua ni de fermeté ni de clairvoyance, et les événemens ne tardèrent pas à le constater. Au lendemain de la révolution de juillet, le gouvernement français avait proclamé le principe de non-intervention, doctrine absolue, incapable de résister à l'épreuve des événemens, et qui, prise au pied de la lettre, aurait été pour la France une source d'embarras non moins sérieux que pour l'Europe. Si ce principe faisait en effet nos affaires en Italie, il ne les aurait faites ni en Espagne, ni en Belgique. En empêchant les Autrichiens d'intervenir à Modène au printemps de 1831, il nous aurait interdit d'intervenir nous-mêmes, six mois plus tard, à Bruxelles, pour protéger les Belges contre la victorieuse invasion des Hollandais. Chaque souveraineté est sans doute parfaitement indépendante en droit public, comme en droit privé chaque domicile est sacré. On ne saurait cependant refuser absolument aux citoyens le droit de pénétrer chez leurs voisins en cas d'incendie, lorsqu'il est évident que les flammes

sont sur le point d'atteindre et de dévorer leurs propres demeures; si l'on intervient en une telle extrémité, ce n'est aucunement pour préjudicier à autrui, mais pour se défendre soi-même contre un préjudice certain. La faculté éventuelle d'intervention n'est donc pas contestable en fait, lorsqu'il y a péril imminent pour l'état qui intervient; mais elle demeure subordonnée à la double condition qu'elle ne deviendra pas pour un tiers une cause de préjudice semblable à celui qu'on veut éviter pour soi-même, et qu'elle ne se prolongera jamais au-delà du terme strictement nécessaire. Ces principes furent appliqués par M. Laffitte, lorsque, modifiant avec sagacité ce que la doctrine de non-intervention offrait de trop absolu, il divisa l'Italie par zones politiques, en déclarant nettement que la guerre deviendrait ou possible, ou probable, ou certaine, selon que l'action armée de l'Autriche s'exercerait ou dans les duchés, ou dans les légations, ou dans les états sardes. Il répugne en effet au bon sens de mettre sur la même ligne l'occupation momentanée de quelques points du territoire romain et l'établissement d'une armée autrichienne à Turin, poussant des avant-postes jusqu'à Chambéry. La France pouvait, sous des garanties formelles, tolérer pour quelques mois en Romagne ce qu'elle n'eût pu admettre un seul jour pour le Piémont sans un danger véritable et sans une profonde atteinte à son honneur. L'indépendance absolue de l'état piémontais est en effet la base de toute politique française en Italie, et nous sommes en mesure de constater que la dernière monarchie, au moment même où elle s'engageait le plus étroitement avec les cours continentales, ne laissa fléchir ce principe dans aucune circonstance, ni devant aucune insinuation (1).

L'insurrection de 1831 amena l'occupation successive de Modène, de Parme, de Bologne et d'Ancône. Au mois de mars, les Autrichiens passèrent le Pô pour arrêter un mouvement qui, laissé à lui-même, aurait en quelques semaines enlevé à la cour de Vienne son dernier coin de terre en Italie; mais à cette occupation que justifiait l'imminence du péril correspondirent des assurances simultanées d'une prompte évacuation. Le 17 juillet de la même année, les troupes autrichiennes quittaient en effet les états du pape, conformément aux engagemens pris avec la France. Si une seconde insurrection les ramena quelques mois plus tard à Bologne, aux instantes prières du gouvernement pontifical, personne ne peut avoir oublié que cette interven-

(1) Voyez spécialement, dans les remarquables études de M. le comte d'Haussonville, publiées ici même, sur la *Politique extérieure de la monarchie de* 1830, les dépêches de M. le duc de Broglie, ministre des affaires étrangères, du 6 novembre et 7 décembre 1833, et celle de M. le comte de Saint-Aulaire, ambassadeur à Vienne, en date du 20 novembre. (Livraisons du 1er mai 1849 et du 15 février 1850.)

tion nouvelle provoqua l'audacieuse occupation d'Ancône par une division française. Entrer de nuit dans une place de guerre en en brisant les portes à coups de hache, c'était faire une diplomatie dont les moindres défauts étaient à coup sûr la complaisance et la faiblesse. Durant sept ans, la France, maîtresse de la plus redoutable position de l'Italie, contint et troubla profondément l'Autriche. Avant que le drapeau tricolore cessât de flotter sur les rives de l'Adriatique, les Autrichiens avaient évacué tous les points qu'ils occupaient en dehors de leur propre territoire, et la France, ainsi mise en demeure, était contrainte ou de se retirer elle-même ou de déchirer les traités. Avec quelque sévérité qu'ait été appréciée l'évacuation d'Ancône, opérée en 1838 par le ministère du 15 avril, il est impossible de méconnaître qu'elle ne fût la conséquence absolue de conventions formelles dont le cabinet de Vienne ne réclama l'accomplissement qu'après une complète et préalable exécution des engagemens pris par lui-même. Refuser de retirer les troupes françaises du cœur de l'Italie au mépris d'une stipulation écrite, afin de s'y réserver une grande position militaire et une puissante action politique, c'était substituer à la politique des traités celle des convenances, et détruire par sa base l'œuvre du 13 mars, dont tous les cabinets conservateurs acceptaient l'héritage; c'était faire ce que n'a pas depuis tenté la république, et le demander à une monarchie pacifique, c'était réclamer des ministres de 1830 ce qu'on n'a point exigé des ministres de 1848. Le cabinet du 15 avril n'était pas plus obligé que le gouvernement provisoire de servir la révolution italienne.

En appréciant d'ailleurs les actes par leurs résultats, comment méconnaître les heureux effets de la politique suivie en Italie pendant le cours des dix-huit années? Si Grégoire XVI ne réalisa qu'incomplétement, par ses édits du 5 octobre et du 8 novembre 1831, les réformes que lui conseilla la France dans un document solennel, il était écrit que toutes ces réformes seraient bientôt accomplies et dépassées, comme pour déplacer tous les torts, en les transportant du souverain aux sujets. Les généreux essais du successur de Grégoire sortirent d'une inspiration toute française. Pie IX valait pour nous deux cent mille hommes au-delà des Alpes, et son avénement consomma pour la France la conquête morale de l'Italie. Au moment où tomba la monarchie de 1830, elle voyait des institutions calquées sur les siennes établies à Turin, à Florence, à Naples, et prêtes à s'essayer là même où elles étaient d'une application impossible; l'Autriche était traquée sur tous les points de la péninsule, et la fortune de la France semblait lui préparer entre l'ordre ancien et l'ordre nouveau, entre les institutions décrépites et les périls révolutionnaires, un rôle de salutaire et suprême médiation. Les populations italiennes

l'imploraient contre les soldats du maréchal Radetzky, les cabinets contre les trames de lord Minto. La paix avait fait dépasser à la France les plus brillantes perspectives de la guerre, et sa pensée politique avait vaincu sans combat.

Dans la principale négociation entamée et si longtemps suivie par la France pour la conduite des affaires belges, le gouvernement de 1830 peut, avec une confiance égale, défier la controverse et arguer des résultats. La France de juillet, profitant de la révolution consommée à Bruxelles, avait déclaré qu'elle couvrirait la nationalité belge, et que, si elle renonçait à une extension de son propre territoire, elle ne permettrait à aucun prix le rétablissement de l'ancien royaume des Pays-Bas, élevé contre nous au jour de nos désastres. C'était imposer à l'Europe, sous la menace de la guerre, l'exclusion d'une dynastie encore désirée même en Belgique par un parti fort nombreux, et qui tenait par les liens les plus intimes aux trois maisons de Prusse, de Russie et d'Angleterre; c'était exiger de plus, aux lieu et place de la barrière élevée avec tant d'art par les négociateurs de 1815, l'érection d'un état faible, satellite obligé de la France, parlant sa langue, vivant de sa foi, s'inspirant de sa pensée, régi par les mêmes institutions, et manifestement appelé, en cas de collision européenne, à lui remettre les clefs des places formidables construites contre elle-même.

De tels avantages égalaient ceux qu'en d'autres temps on aurait pu se promettre d'une guerre heureuse. Ont-ils donc perdu leur prix parce qu'ils ont été conquis et sanctionnés par la paix? La Belgique, liée à la France par une jeune dynastie qu'une sainte princesse avait faite française, n'a-t-elle pas gravité durant dix-huit ans dans notre sphère politique? N'était-elle pas, au nord, l'avant-garde du système constitutionnel dont la France était l'âme, et sa neutralité sympathique n'était-elle pas pour les éventualités de l'avenir le gage de la sécurité de nos propres frontières? Enfin ne s'était-elle pas liée à nous par deux conventions commerciales dont il est juste de reconnaître que la France a plus profité qu'elle-même? Si jamais combinaison politique était en voie de répondre pour l'avenir aux espérances conçues, c'était assurément l'érection de cette libre et sage monarchie qui survit à celle qui l'enfanta, comme un honorable et consolant souvenir. Que si des résultats politiques amenés par cette combinaison elle-même on passe aux détails des longues négociations dont elle sortit, il faudra bien reconnaître que l'intérêt de la Belgique triompha de celui de la Hollande dans la plupart des transactions qui s'échelonnent durant une période de six années, depuis les *bases de séparation* et le traité du 15 novembre 1831 jusqu'à l'acte définitif signé, le 19 avril 1839, entre les plénipotentiaires belges et néerlan-

dais. Ceci a pu être méconnu dans l'ardeur et l'iniquité des luttes parlementaires, mais la vérité demeure acquise à l'histoire. Les Belges se sont plaints beaucoup, c'était peut-être leur droit; nos tribuns leur ont toujours donné raison, c'était certainement leur métier; mais, en dernière analyse, sur quelles bases s'est opérée la dissolution de cette communauté, qui soulevait tant de problèmes? Quel a été le résultat définitif de l'intérêt si chaleureux témoigné à la maison de Nassau par les principales dynasties de l'Europe? La Hollande, à laquelle les anciennes provinces autrichiennes des Pays-Bas avaient été attribuées en 1814, en échange de ses plus florissantes colonies, a perdu la totalité de ce riche territoire, et, relativement à l'état territorial existant en 1790, elle n'a reçu que quelques accroissemens sans importance dans le Limbourg. La Belgique a conservé la majeure partie du Luxembourg, province de la confédération germanique attribuée en 1815 à la maison de Nassau à titre de souveraineté particulière, en échange des quatre principautés nassauviennes cédées à la Prusse. Elle a obtenu de plus l'ancienne principauté ecclésiastique de Liége, à laquelle elle n'avait aucun droit, en partant de l'état antérieur à la révolution française. Enfin, pour prix de l'acquittement d'une portion de la dette hollandaise, la Belgique a reçu, sur le territoire et sur les eaux intérieures de la Hollande et dans ses colonies, des droits destinés à maintenir à son profit une grande partie des avantages attachés pour elle à l'établissement de l'ancien royaume des Pays-Bas.

A qui donc est demeuré le succès dans le cours de ces laborieuses négociations, interrompues par l'invasion hollandaise et l'anéantissement de presque toutes les forces militaires de la Belgique? Quoique ce pays, brusquement surpris par l'ennemi, n'ait dû son salut qu'à l'entrée d'une armée française, décidée et accomplie en vingt-quatre heures; quoique depuis cette funeste journée il ait vécu sous les perpétuelles menaces de la Hollande et par la protection de nos baïonnettes, a-t-il, dans la conférence de Londres, vu disparaître ses avantages dans la proportion de ses échecs? Que l'on compare les *bases de séparation* des 20 et 27 janvier 1831 acceptées sans observations par M. Laffitte et le traité du 15 novembre 1831 négocié sous l'administration de M. Casimir Périer, et l'on verra tout ce que la Belgique avait gagné, malgré les malheurs de ses armes et les imprudences de sa tribune, par le persistant patronage du pouvoir énergique et réparateur qui rassurait l'Europe depuis la date du 13 mars. Accuser de timidité le gouvernement qui, au mois d'août 1831, lançait une armée en Belgique sans consulter ses alliés, et qui la renvoyait l'année suivante pour opérer le siége d'Anvers; accuser d'impuissance le cabinet qui assura à la Belgique une situation assez favo-

rable pour que la Hollande persistât sept années à refuser d'accéder aux vingt-quatre articles, et pour qu'elle ne s'y décidât en 1838 que sous le coup d'une ruine imminente, — c'est assurément faire preuve, ou de beaucoup de mauvaise foi, ou de beaucoup d'ignorance. Et, lorsqu'on songe à la carrière diplomatique que la Providence gardait aux hommes desquels émanaient alors ces reproches, on céderait vraiment à la tentation de les écraser sous ce contraste, si la pensée de leurs malheurs ne devait les protéger contre le souvenir de leurs injustices.

La résolution au service d'une pensée pacifique et l'audace dans la modération, tel fut le caractère constant de la politique d'un ministre qui, sans avoir ni l'instinct ni la mission des grandes choses, eut du moins l'inappréciable fortune de préserver son pays de grandes calamités. La même inspiration qui jetait une armée française en Belgique pour y prévenir un incendie européen, et qui plaçait le drapeau de la France à Ancône pour contenir l'Autriche sans l'attaquer, amenait sa flotte à forcer à coups de canon la barre du Tage. En Portugal, comme en Italie, la France imposait l'observation du droit des gens et des traités, sans dépasser même contre dom Miguel, malgré les incitations violentes de l'opposition, la mesure commandée par le respect des nationalités étrangères et des gouvernemens indépendans.

Mais c'était surtout dans l'administration intérieure que cette politique se déployait avec une fière rudesse. Toujours renfermé dans la légalité constitutionnelle, sachant demander néanmoins à la répression et à la loi tout ce qu'elles pouvaient donner, Casimir Périer renvoyait enfin aux perturbateurs du repos public la terreur qu'ils avaient si longtemps inspirée à la France. A Lyon, il mitraillait l'émeute qu'avait laissée grandir la complaisance d'une administration inspirée par l'esprit du cabinet précédent; à Paris, il jetait résolument sa démission à la chambre qui, dans la nomination de son bureau, avait paru hésiter entre lui et M. Laffitte; puis, sur l'annonce de l'entrée du prince d'Orange en Belgique, il reprenait spontanément son portefeuille, et conquérait, par ce double témoignage de désintéressement et d'énergie, une indestructible majorité. C'était là le gouvernement représentatif dans sa vérité et dans sa grandeur, tel que les deux Pitt l'ont montré à l'Angleterre, et tel qu'il nous est donné de l'y revoir encore lorsqu'un péril public y surexcite le sentiment national. Casimir Périer conquit l'opinion à sa pensée politique comme il avait reconquis le territoire à l'ordre et à la loi : il ne prit des armes que dans la constitution, mais il n'hésita pas à en faire un usage parfois terrible, ne redoutant point les haines et paraissant quelquefois les rechercher. S'il mourut à la peine, il mourut vainqueur, mépri-

sant dans le cours de sa lente agonie les clameurs d'une tribune qu'il avait su dompter moins par sa parole que par ses actes, quoique les niais y vinssent opiniâtrément faire la courte échelle aux factieux. Aux violences de la presse et aux prédications incendiaires, il opposa la loi sur les crieurs publics et l'action des tribunaux; aux déclamations parlementaires, il opposa de grossières et perpétuelles contradictions entre les discours et la conduite; il montra l'opposition condamnée par le sentiment public à professer le respect de la paix, lorsqu'elle réclamait chaque jour des mesures dont la guerre était la manifeste conséquence, et son brusque bon sens plaça des adversaires plus habiles, mais moins convaincus que lui-même, dans l'alternative de nier le but auquel ils tendaient pour ne pas alarmer le pays, ou de le confesser audacieusement avec la certitude de provoquer contre eux une réaction universelle.

Lorsqu'au mois de mai 1832, Casimir Périer mourut épuisé de colère et de lutte, la monarchie de la branche cadette était fondée, et la bourgeoisie française avait enfin pris possession incontestée de cette puissance publique à laquelle elle aspirait avec une ardeur si impatiente depuis la première assemblée des notables. Tenant l'ancienne aristocratie pour anéantie et la démocratie pour impuissante, en pleine jouissance des formes politiques proclamées par elle comme les meilleures, la bourgeoisie n'allait plus avoir à combattre que contre elle-même, car l'opposition parlementaire représentait en réalité les mêmes intérêts sociaux que ceux de l'opinion dominante, et il n'y avait guère de différence entre l'éducation du parti conservateur et celle du parti qui aspirait alors à la dénomination de progressiste. Ici s'ouvrait donc une phase toute nouvelle dans l'existence politique de cette classe puissante et nombreuse. La bourgeoisie allait exercer le pouvoir avec les habitudes d'esprit que le scepticisme philosophique avait imprimées à la génération antérieure, et que l'ère révolutionnaire avait renforcées pour la génération présente; elle allait tenter l'établissement d'un gouvernement libre sans croyances religieuses, sans traditions domestiques, sans indépendance personnelle, et aborder la vie publique sous l'influence des vanités jalouses qui, chez ses chefs même les plus illustres, s'élevaient rarement jusqu'à la hauteur de l'ambition. A défaut d'ennemis, elle allait rencontrer devant elle ses propres faiblesses, épreuve nouvelle dont nous aurons à retracer les phases diverses et les périlleuses difficultés.

LOUIS DE CARNÉ.

UN ROMAN PROTESTANT

ET

UN ROMAN CATHOLIQUE

EN ANGLETERRE.

Villette, by Currer Bell.[1] — *Lady-Bird*, by lady Georgiana Fullerton.[2]

Un critique anglais d'un goût très délicat, sir James Mackintosh, observait, il y a longtemps, qu'une des influences les plus intéressantes du roman a été d'ouvrir au génie des femmes une sphère élevée dans la littérature. Comme les romans sont lus surtout par les femmes, il paraît d'abord fort juste qu'elles fassent un peu, pour leur part, les frais de ce genre d'amusement. D'ailleurs les femmes sentent beaucoup, ou observent beaucoup : nous sommes les prétextes de leurs passions, ou nous leur donnons la comédie; or la sensibilité et l'observation sont les deux principales qualités du romancier. Enfin les femmes qui ont de l'esprit s'ennuient immensément. L'ennui est un des grands moteurs des actions humaines; l'ennui fait souvent les héros. Mais que peuvent faire les femmes qui ont de l'esprit, qui ont connu la passion, qui ont observé et qui s'ennuient?

Et que faire en un gîte à moins que l'on ne songe?

Écrire un roman est une assez agréable songerie. Il n'est donc point surprenant de voir aujourd'hui les femmes s'emparer du ro-

(1) 3 vol. London, Smith, Elder et Cº, 65, Cornhill.
(2) 2 vol. in-18, Paris, Reinwald, rue des Saints-Pères, 15.

man, et y régner en plus grand nombre au moins, sinon avec plus d'éclat, qu'aux jours de Mlle Scudéry et de Mme de La Fayette.

Voici, par exemple, deux œuvres remarquables qui viennent de paraître en même temps à Londres, *Villette* et *Lady-Bird*. Elles ont pour auteurs deux femmes qui se sont placées depuis plusieurs années au premier rang parmi celles qui écrivent des romans : l'une, la mère de *Villette*, se cache sous le pseudonyme de Currer Bell; est-il trop indiscret de l'appeler une fois en public par son nom, miss Bronty? L'autre, lady Georgiana Fullerton, fille du comte Granville, qui a occupé si longtemps à Paris l'ambassade d'Angleterre, était bien connue de la société en France avant d'avoir attaché à son nom la célébrité littéraire. Currer Bell est l'auteur de *Jane Eyre* et de *Shirley*, dont nous avons rendu compte ici même; les œuvres antérieures de lady Fullerton sont *Ellen Middleton* et *Grantley Manor*, qui ont été traduits en français. Ces deux romans, *Villette*, *Lady-Bird*, sont donc chacun le troisième ouvrage de dames dont les productions méritent d'éveiller la curiosité; c'est là tout ce qu'ils ont de commun.

Il ne saurait y avoir en effet de plus complet et de plus piquant contraste que celui que présentent *Villette* et *Lady-Bird*, le talent de Currer Bell et le talent de lady Fullerton. Le contraste est partout, dans le fonds et les situations des deux romans, dans la manière, le style, l'esprit et les tendances des deux écrivains. Currer Bell affecte de placer ses romans dans la vie bourgeoise, elle recherche les réalités arides et grises de la vie, elle retrace les accidens des existences mal loties, médiocres, laborieuses; c'est un romancier des classes moyennes. Sans y mettre de prétention, lady Fullerton prend ses héros et promène ses aventures dans les régions élevées et brillantes de la société; elle reste, malgré le but religieux qu'elle poursuit, un romancier de *high life*. La manière de Currer Bell est âpre, tourmentée, un peu sauvage; l'auteur de *Villette* est minutieux dans les détails, quoique brusque et fantasque dans la façon dont il les groupe; son récit est haché, les scènes de son drame sont disposées avec une habileté qui se déguise sous le dédain du lieu commun et du convenu, et par l'art des combinaisons, des contrastes, il sait répandre sur les accidens les plus vulgaires de la vie réelle une couleur étrange et romanesque. Lady Fullerton n'a aucune de ces singularités préméditées, aucun de ces parti-pris; elle ne court pas après des effets nouveaux; elle se laisse aller sans effort au courant d'une imagination facile et gracieuse, échauffée d'une sensibilité expansive. Currer Bell a la phrase brisée, capricieuse; sa langue, suivant le mot anglais, est plus *idiomatique*, c'est-à-dire plus saxonne par les mots et les tournures. Lady Fullerton a la période unie, har-

monieuse et coulante; sa langue et sa phrase se rapprochent davantage du génie français. La différence est plus saisissante encore dans la nature et les tendances morales de ces deux femmes distinguées. Currer Bell a un mélange d'ardeur contenue et d'ironie, une sorte de force virile; les luttes où elle se plaît sont celles où l'individu abandonné à lui-même, seul, n'a pour se défendre que son énergie intime; elle ne raconte que les combats de la volonté et les victoires de la liberté; elle prêche avec un orgueil de Titan la force morale de l'âme humaine; il y a dans ses livres la vigueur et l'originalité, jamais les larmes; elle étonne, elle intéresse, mais elle n'attendrit pas; elle est protestante jusqu'à la dernière fibre du cœur. Lady Fullerton est au contraire une âme féminine; elle est de celles qui ont été transpercées par le glaive des tendresses religieuses, *cujus animam gementem pertransivit gladius*. Elle connaît, on le voit bien au charme avec lequel elle sait les peindre, les curiosités fiévreuses de la jeunesse et de la beauté qui aspirent en un seul désir tous les enchantemens de la vie, et ces novices ambitions de l'âme qui croit pouvoir conquérir ici-bas le bonheur; mais elle ne raconte que les catastrophes tragiques de la présomption humaine : elle humilie et attendrit l'orgueil, la volonté et la liberté de l'homme sous la main de Dieu, pour relever l'homme par la religion; les héros superbes de ses romans, elle les brise par le malheur, elle les transforme par l'aveu de leur erreur et le repentir; elle est, sans affectation et sans bigoterie, toute pénétrée de la grâce du prosélytisme catholique.

On va suivre ce contraste dans l'analyse des deux romans. Je commence par *Villette* et par Currer Bell.

I.

On est dans une petite ville d'Angleterre. L'héroïne de *Villette*, Lucy Snowe, est venue passer quelques mois chez sa marraine, Mme Bretton. Lucy Snowe est une jeune fille silencieuse, qui couve en dedans ses impressions. Elle aime la calme maison de sa marraine : vastes et paisibles appartemens, meubles bien en ordre et bien tenus, grandes fenêtres aux vitres claires et luisantes, un balcon qui s'ouvre sur une belle rue antique, sans bruits, et dont le pavé a ce lustre particulier de propreté qui fait qu'à voir les rues des petites villes, on croirait qu'il y règne un perpétuel dimanche. Mme Bretton est une veuve aisée, une matrone toujours bonne et encore fraîche et belle; son fils unique, Graham Bretton, est un grand, robuste et jovial garçon qui est en train de terminer ses études. Lucy Snowe vient deux fois par an chez sa marraine, et c'est pour elle un temps

de fête, quoiqu'il soit visible à sa modeste réserve qu'elle se sent là dans un milieu plus élevé que sa condition ordinaire. Ce tranquille intérieur reçoit un beau jour une nouvelle hôtesse. Un M. Home, qui a récemment perdu sa femme, une femme dissipée, folle de plaisirs, et qui va partir pour un voyage, vient confier sa petite fille à son amie, Mme Bretton. Curieux et intéressant petit être, cette enfant!

— Comment vous appelle-t-on?

— Missy.

— Mais vous avez un autre nom?

— Papa m'appelle Polly.

Polly est une petite enfant jolie, délicate, frêle, une miniature. Elle a un sérieux d'intelligence et de manières et une précocité de sentiment qui amusent et qui touchent. C'est une charmante poupée sentimentale, avec des airs de petite femme. Elle aime passionnément son père, et l'on croit qu'elle ne se consolera jamais de son départ; mais peu à peu elle reporte sur John Graham le trésor d'affection et de sensibilité qui échauffe son petit cœur. Elle sert de joujou à l'écolier rieur, qui la lutine et qui la caresse. Graham l'enlève comme une plume, la fait pirouetter ou la balance au-dessus de sa tête; Graham lui prête ses livres illustrés et lui fait réciter des vers; Graham la fait monter sur son poney. Polly a mille gentilles sollicitudes pour Graham, auxquelles souvent l'insouciant garçon ne prend pas garde; alors Polly est malheureuse, et, quand Graham travaille le soir au salon, elle se blottit à ses pieds comme un épagneul, épiant un regard sans l'obtenir. Enfin, lorsque M. Home vient enlever sa fille pour la conduire sur le continent, la douleur de Polly, plus contenue, n'est pas moins vive au fond que lorsqu'on l'a amenée dans cette maison, qui n'est plus pour elle étrangère. Lucy Snowe a vu et compris seule peut-être ces scènes de sentimentalité enfantine. Elle n'y joue d'autre rôle que de consoler cette singulière et gracieuse Polly; mais ces souvenirs restent dans sa mémoire comme les plus frais tableaux de son enfance, et c'est par là qu'elle commence son récit, car *Villette*, comme la *Jane Eyre* du même auteur, est une autobiographie.

Huit années après, Lucy Snowe entre dans les épreuves de la vie. Par un accident qu'elle n'explique pas, elle se trouve réduite à se suffire à elle-même. Elle est seule depuis longtemps; des circonstances indépendantes de sa volonté ont interrompu ses relations avec Mme Bretton. Elle a d'ailleurs entendu dire que Mme Bretton et son fils, qui a pris une profession libérale, ont quitté leur petite ville pour Londres. Dans sa pénurie, Lucy Snowe est forcée d'accepter une place de demoiselle de compagnie ou plutôt de garde-malade auprès d'une riche vieille fille. C'est une triste existence que mène

là Lucy, attelée à la vieille demoiselle souffrante et maniaque. Une nuit, la malade sembla comprendre ce qu'il y avait de cruel et de misérable dans la vie de la jeune fille qu'elle faisait esclave de ses maux : elle en eut comme un repentir et promit à Lucy d'assurer son avenir; mais le lendemain la malade fut trouvée morte dans son lit. Lucy resta sans place, et pour toutes ressources avec quinze guinées, montant de ses économies. Sans parens, sans amis, que faire? Lucy a d'abord l'idée d'aller chercher fortune à Londres. Arrivée dans la grande ville, étourdie du mouvement et du bruit de la Cité, où elle est descendue, une pensée plus audacieuse lui traverse l'esprit. Elle a entendu dire que, sur le continent, les familles riches prennent des bonnes anglaises pour apprendre l'anglais à leurs enfans; Lucy ne sait que sa langue; n'importe, elle arrête sa place sur un paquebot et se jette dans l'inconnu, confiant sa vie au hasard. Il y a du sang de Robinson Crusoé chez tous les Anglais.

Où va Lucy Snowe? à Bouemarine : c'est le nom que Currer Bell donne à Ostende. Elle appelle la Belgique Labassecour, les Belges Labassecouriens, et Bruxelles Villette, genre de plaisanterie d'un goût très contestable, mais accepté en Angleterre. Il faudrait passer sur la traversée de Lucy et sur les premiers incidens de son arrivée, si elle ne faisait sur le paquebot une rencontre qui se lie à la suite du roman. C'est une jeune fille qui voyage seule, comme Lucy, Mlle Ginevra Fanshawe, jolie étourdie de dix-sept ans, type assez vrai. Parmi les jeunes Anglaises qui courent le continent, il y a beaucoup de ces Ginevras. Les jeunes Anglaises de moyenne condition qui viennent vivre parmi nous font parfois un singulier mélange de la liberté que les mœurs accordent aux jeunes filles en Angleterre et des amusemens qu'offre le continent; Ginevra en est un exemple. Elle appartient à une famille qui, sans fortune, mène grand train à Londres, et qui cherche à bien marier ses filles sans les doter. Un oncle, homme du monde, M. de Bassompierre, s'est chargé de pourvoir à l'éducation de Ginevra. La jeune évaporée a été déjà dans je ne sais combien de maisons d'éducation étrangères. Elle a tour à tour passé par la France, l'Allemagne, la Belgique. « Avec tout cela, je ne sais rien, dit-elle à Lucy Snowe avec sa légèreté ingénue, rien au monde : je joue du piano et je danse bien, voilà tout; ah! je parle l'allemand et le français, mais j'écris si mal l'anglais! Par-dessus le marché, j'ai oublié ma religion. On m'appelle protestante, vous savez, mais je ne suis pas sûre de l'être. Je ne sais pas bien quelle est la différence entre le catholicisme et le protestantisme; mais je m'en moque. J'étais luthérienne à Bonn, — la chère ville, la charmante ville! — où il y a tant de beaux étudians. Toutes les jolies filles dans notre pensionnat avaient leurs admira-

teurs. Ils savaient les heures où nous sortions, et à la promenade, quand ils passaient près de nous : *Schönes Mädchen*, disaient-ils. J'étais excessivement heureuse à Bonn! » Ginevra retourne, moitié plaisantant et moitié maugréant, dans son nouveau pensionnat à Villette. « Le pensionnat est affreux, dit-elle; mais il y a quelques familles anglaises distinguées à Villette, et je sors tous les dimanches. J'envoie les maîtresses et les professeurs *au diable* (vous savez, ça ne se dit pas en anglais; mais en français ça fait très bien). » Elle ne rêve que bals, soirées, grand monde et amoureux. Parmi son babil, elle dit à Lucy Snowe qu'une dame de Villette, Mme Beck, cherchait dernièrement une bonne anglaise pour ses filles. Lucy Snowe a retenu ce nom; à son arrivée à Villette, elle va frapper à la porte de Mme Beck, où elle est admise.

C'est ici que le roman commence véritablement. La maison de Mme Beck, qui tient un des premiers pensionnats de la ville, en est le théâtre. Quel monde que ce pensionnat! Je n'aurais point cru, avant de lire le roman de Currer Bell, qu'il fût possible d'intéresser pendant plusieurs heures avec des salles d'étude et leur affreux parfum de papier et d'encre, des dortoirs de pensionnaires et un jardin de récréation pour fond de tableau, avec des sous-maîtresses et des professeurs de littérature pour personnages.

Il faut d'abord se bien représenter le monde où vient tomber la jeune et pauvre Anglaise, et où va se développer son âme et se heurter son caractère. Le premier personnage de la maison est naturellement Mme Beck : une veuve encore d'âge à prétention et de figure avenante, avec des qualités de gouvernement qui en feraient une parfaite abbesse; douce et ferme, pleine de ménagemens, de réserve et de politique; rompue à cette diplomatie de directrice de jeunes filles qui subordonne l'éducation des enfans qui lui sont confiées aux goûts, aux préjugés, aux vanités des parens; vigilante et discrète, ayant l'œil ouvert pour tout voir, l'oreille tendue pour tout écouter, le génie du mystère pour tout voiler; partout invisible et présente, apparaissant toujours aux momens délicats en glissant sur ses pantoufles enchantées de la magie du silence; épiant sans cesse et ne heurtant jamais, enveloppant et liant ses sous-maîtresses de sa surveillance, en leur laissant les apparences de la liberté. A côté de Mme Beck est un de ces personnages à moitié disgracieux, attrayans à demi, à contrastes et à surprises comme les aime Currer Bell : c'est Paul Carlos Emmanuel, *Monsieur*, comme on l'appelle avec terreur ou avec respect dans la maison. *Monsieur* est le cousin de madame; il est le ministre de l'instruction publique dans le gouvernement de Mme Beck, un vrai despote, Napoléon maître d'étude. C'est un petit homme de quarante ans, au front large et blême, carrément dessiné par ses che-

veux ras, à la joue amaigrie, au regard vif et plongeant, aux allures brusques et dominatrices : nature de travail, de lutte, éclatant de feu sous sa rude écorce, dont l'abord provoque à la révolte, et dont l'ascendant s'impose. Parmi les pensionnaires de Mme Beck, Lucy Snowe retrouve sa connaissance du paquebot, la jolie et folle Ginevra Fanshawe. Lucy Snowe est la confidente amusée et grondeuse des caquets et des amourettes de la mondaine pensionnaire : la coquette a deux amans, un Anglais, bon et beau jeune homme, qui la protége de ses sollicitudes, mais qu'elle n'aime pas parce qu'il n'est pas noble, qu'il est médecin et s'appelle le docteur John tout court; elle lui préfère un jeune colonel, dandy de Labassecour, qui se nomme le comte du Hamal, et qui jette à Ginevra, par-dessus les murs du jardin, des lettres où il appelle Lucy «une véritable bégueule britannique, brusque et rude comme un vieux caporal de grenadiers et revêche comme une religieuse.» Les vanités étourdies de sa compatriote aident Lucy à s'acclimater dans le pensionnat de la rue Fossette. Elle a bientôt appris le français, et Mme Beck la charge de l'enseignement de l'anglais, et l'élève à la dignité de sous-maîtresse.

Pendant les premiers mois de son séjour à Villette, Lucy n'a guère le temps de retomber sur elle-même et de ressentir sa solitude morale. Elle est occupée de toutes façons : par les travaux qu'elle fait sur elle-même pour s'instruire, par la nouveauté du petit monde si extraordinaire pour elle où elle est obligée de vivre, par l'animation de ces jeunes et jolies têtes qui s'ébattent autour d'elle. Elle observe avec une curiosité surprise le gouvernement de cette communauté enfantine et féminine; elle y découvre à mille détails l'influence d'un esprit religieux tout opposé à celui qui a formé son âme. M. Emmanuel, avec ses brusqueries impérieuses et ses interrogations soudaines par lesquelles il semble vouloir fouiller le secret de son cœur protestant, lui semble représenter le génie du catholicisme dominateur; la vermeille Mme Beck, avec son souriant et discret espionnage, lui apparaît comme une émanation du génie jésuite. Tout cela étonne, révolte et intéresse son esprit. Les coquetteries et les intrigues de Ginevra, les visites d'un des amoureux de Mlle Fanshawe, le docteur John, qui s'introduit comme médecin dans la maison, la mission affectueuse que le docteur John lui donne avec prière de veiller sur la belle enfant et de la défendre contre ses étourderies, récréent son imagination. Dans le jardin réservé, tout paré des verdures et des fleurs de l'été, sous les vieux arbres et les tonnelles de jasmin et de vignes, le long des allées sablées, qui s'arrêtent aux grands murs couverts de plantes échevelées, elle promène ses méditations et ses rêveries; puis sur cette maison, qui a été autrefois un couvent, plane une légende de nonne voilée qui pique en elle le sentiment du mer-

veilleux, car elle a cru entrevoir elle-même une fois le fantôme de la nonne. Lucy avait eu aussi son succès mondain : dans une fête, donnée par Mme Beck, elle a joué un rôle dans un vaudeville aux applaudissemens d'un public d'élite; mais les vacances arrivent. Tout ce monde se disperse : Ginevra part pour le midi de la France avec une famille de touristes; Mme Beck va aux eaux. Lucy reste seule dans la maison de la rue Fossette. L'isolement la rejette dans les réflexions amères sur sa destinée. Elle a peur, elle a froid au cœur; elle s'abat, elle se désespère. Ce néant d'affections, cette sécheresse morale dans lesquels ses nerfs se déchirent, et son jeune sang fermente, lui donnent par momens des fièvres, des délires, des frénésies. C'est une de ces crises qu'elle décrit de la façon suivante :

« Un soir, et ce soir-là je n'avais pas le délire, j'étais dans mon bon sens, — je me levai, je m'habillai moi-même, faible et chancelante. Je ne pouvais supporter plus longtemps la solitude et l'immobilité du long dortoir. Les lits blancs prenaient des airs de spectres et de fantômes, les couronnes qui les surmontaient ressemblaient à des têtes de mort énormes desséchées et blanchies par le soleil, — des rêves morts d'un ancien monde et d'une race plus puissante étaient gelés dans leurs grands orbites ouverts. Ce soir, plus fortement que jamais éclatait dans mon âme la conviction que le destin était de pierre, et l'espérance une fausse idole, — aveugle, insensible, au cœur de granit. Je sentais aussi que l'épreuve à laquelle Dieu m'avait soumise était arrivée à sa dernière crise, et devait être renversée par mes mains brûlantes, faibles, tremblantes qu'elles étaient. Il pleuvait encore, et le vent soufflait, mais avec moins de rage, il me semblait, que durant la journée. Le crépuscule tombait, et son influence me paraissait compatissante; de la croisée, je voyais venir les nuages de la nuit, roulant bas comme des drapeaux dont les plis retombent mollement gonflés; il me semblait qu'à cette heure il y avait affection et tristesse là-haut dans le ciel pour toute peine soufferte en bas sur la terre. Le poids de mon horrible rêve s'allégea; cette insupportable pensée de n'être plus aimée, de n'être plus réclamée de personne céda presque à l'espérance contraire. J'étais sûre que cette espérance brillerait plus claire, si je sortais de dessous ce toit qui m'étouffait comme le couvercle d'une tombe, et si j'allais me promener hors de la ville, dans les champs. Couverte d'un manteau, je sortis. En passant devant une église, les cloches m'arrêtèrent; elles semblaient m'inviter au *salut*, et j'entrai. Un rite solennel, le spectacle de tout culte sincère, un appel quelconque à Dieu, venaient à moi en cet instant comme la nourriture à un affamé. Je m'agenouillai avec les autres sur la pierre. C'était une vieille église dont la lumière du soir, filtrée par les vitraux, empourprait les ombres.

« Il y avait peu de fidèles assemblés, et quand le *salut* fut fini, la plupart s'en allèrent. Je m'aperçus bientôt que les autres restaient pour se confesser. Je ne bougeai pas. Les portes de l'église furent soigneusement fermées, un saint repos descendit sur nous, et une ombre solennelle nous entoura. Après un moment de recueillement et de prière, une pénitente s'approcha du con-

fessional. J'observais. Elle murmura son aveu, elle revint consolée. Une autre entra, puis une autre. Une dame pâle, agenouillée près de moi, me dit à voix basse et avec douceur : — Allez maintenant, je ne suis pas encore prête.

« Machinalement obéissante, je me levai et j'allai. Je savais ce que j'étais sur le point de faire; ma pensée, rapide comme l'éclair, en vit la portée. Cette action ne pouvait me rendre plus malheureuse, elle pouvait me soulager.

« Le prêtre dans le confessional ne tourna pas ses yeux sur moi, seulement il inclina son oreille vers mes lèvres. Ce pouvait être un brave homme, mais ce devoir était devenu pour lui une sorte de forme, il l'accomplissait avec le flegme de l'habitude. J'hésitai, j'ignorais les formules de la confession. Au lieu de commencer par le prélude ordinaire, je dis : — Mon père, je suis protestante.

« Il se retourna droit vers moi. Ce n'était pas un prêtre du pays. Ceux-là ont presque toujours quelque chose de bas dans la physionomie. Je vis à son profil et à son front qu'il était Français. Quoique gris de cheveux et avancé en âge, il ne manquait, me semblait-il, ni de sensibilité ni d'intelligence. Il me demanda avec bienveillance pourquoi, étant protestante, je venais à lui.

« Je lui dis que je périssais faute d'un mot d'avis et d'un accent de consolation. J'avais vécu quelques semaines presque seule; j'avais été malade; j'avais eu un poids d'affliction sur l'âme dont je ne pouvais plus supporter l'accablement.

« — Est-ce un péché, un crime? demanda-t-il en sursaut.

« Je le rassurai sur ce point, et je lui montrai aussi bien que je pus ce que mon âme avait éprouvé.

« Il paraissait assiégé de pensées, surpris, embarrassé.

« — Vous me prenez à l'improviste, dit-il; je n'ai jamais eu à considérer de situation comme la vôtre. Dans les cas ordinaires, nous savons notre routine et nous sommes préparés; mais ceci fait une grande brèche dans la voie habituelle de la confession. Je n'ai pas d'avis prêt pour cette circonstance.

« Je m'attendais à cela; mais le simple soulagement d'avoir pu m'épancher dans une oreille humaine et sensible, d'avoir pu répandre au dehors une portion de la peine depuis si longtemps accumulée et fermentée dans un cœur où elle ne pourrait plus se refouler, m'avait fait du bien. J'étais déjà consolée.

« — Dois-je m'en aller, mon père? lui demandai-je, le voyant silencieux.

« — Ma fille, me dit-il avec douceur (et je suis sûre que c'était une âme tendre, il avait la compassion dans le regard), pour le moment, il vaut mieux que vous alliez; mais je vous assure que vos paroles m'ont frappé. La confession, comme toute chose, est exposée à devenir une formalité triviale. Vous êtes venue et vous avez répandu votre cœur, chose rare. Je voudrais réfléchir à votre position et la méditer dans la prière. Si vous étiez de notre foi, je saurais ce que j'aurais à vous dire. Une âme si agitée ne peut trouver le repos qu'au sein de la retraite et dans les pratiques ponctuelles de la piété. Les saints ont conduit dans la voie de la perfection des âmes comme la vôtre par la pénitence, le renoncement de soi et les bonnes œuvres. Les larmes leur sont données ici-bas pour nourriture et pour breuvage, le pain et l'eau de l'affliction. Leur récompense est après cette vie. Je suis convaincu que les impressions qui vous torturent sont des messagers de Dieu pour vous rame-

ner à la véritable église. Vous étiez faite pour notre foi; croyez que notre foi seule peut vous secourir et vous guérir. Le protestantisme est trop sec, trop froid, trop prosaïque pour vous. Plus j'envisage cette affaire, mieux je vois qu'elle sort de la règle commune des choses. Pour rien au monde, je ne voudrais vous perdre de vue; allez, ma fille, quant à présent, mais revenez me voir.

« Je me levai et le remerciai. Je me retirais, lorsqu'il me fit signe de revenir.

« — Vous ne viendrez pas dans cette église, me dit-il, je vois que vous êtes malade, et cette église est trop froide. Venez me voir chez moi. Je demeure (et il me donna son adresse). Soyez-y demain à dix heures.

« Je ne répondis à ce rendez-vous qu'en m'inclinant. Je baissai mon voile, je rassemblai mon manteau et je partis. Avais-je l'intention, supposez-vous, de m'aventurer encore une fois auprès du digne prêtre? Pas plus que de traverser la fournaise de Babylone. Ce prêtre avait des armes qui pouvaient agir sur moi : il était tendre d'une sentimentalité française, à la douceur de laquelle je savais n'être point impénétrable. Il n'y avait rien en moi qui eût pu me donner la force de résister. Si j'étais allée à lui, il m'aurait montré tout ce qu'il y a de tendre, de consolant et de gentil dans l'honnête superstition papiste; puis il aurait essayé de me lier, de me pousser, de m'éperonner au zèle des bonnes œuvres. Je sais comment tout cela aurait fini. Si j'étais allée rue des Mages, n° 10, le jour convenu, il se pourrait bien qu'aujourd'hui, au lieu d'écrire ce récit hérétique, je fusse à compter les grains de mon chapelet dans la cellule d'un certain couvent de carmélites, sur le boulevard de Crécy, à Villette.

« Le crépuscule s'était éteint dans la nuit, les réverbères avaient été allumés avant que je ne sortisse de la sombre église. Il m'était possible maintenant de retourner à la rue Fossette; mais je m'étais engagée dans une partie de la ville qui m'était inconnue : c'était le vieux quartier, plein de rues étroites, bordées de maisons pittoresques, anciennes, effondrées. J'étais trop faible pour réagir, trop insouciante de ma santé pour être prudente. Je m'embarrassai et me noyai dans un réseau de tours et retours inconnus. J'étais perdue, et je n'avais pas assez de résolution pour demander mon chemin à un passant.

« La tempête, qui s'était un peu ralentie au coucher du soleil, rattrapait maintenant le temps perdu. Le vent courait et tonnait horizontalement du nord-ouest; il emportait la pluie comme une poussière, et lançait par moment des grêlons comme les plombs d'un fusil. Il était froid et me perçait. Je baissais la tête pour l'affronter, mais il me repoussait. Le cœur ne me manqua pas dans cette lutte; j'aurais voulu pouvoir voler et monter sur l'ouragan, étendre et reposer mes ailes sur sa force, aller à sa course et m'emporter où il se précipitait. Au milieu de ce rêve, je me sentis tout à coup froidir et faiblir de plus en plus. J'essayai d'atteindre le porche d'un grand édifice tout près de là; mais la massive façade et la tour géante s'obscurcirent et s'évanouirent à mon regard. Au lieu de tomber sur les marches, comme je voulais, il me sembla que je plongeais, la tête en bas, au fond d'un précipice. Je ne me souviens plus du reste. »

Lucy se réveille de son évanouissement dans une jolie chambre où

tout lui rappelle, comme en un rêve, d'anciens et heureux souvenirs, au milieu des douces visions du temps passé, *auld lang syne*. Elle a été ramassée évanouie par le docteur John, qui l'a fait transporter dans la belle maison de campagne qu'il habite à une lieue de la ville. Or le docteur John n'est autre que Graham Bretton, le camarade d'enfance de Lucy. Mme Bretton, toujours bonne, toujours fraîche, a quitté aussi l'Angleterre, et est venue tenir la maison de son fils. La reconnaissance a lieu à travers de gracieuses scènes. Lucy est entourée de soins. La convalescence de sa santé et de son âme se fait à la campagne entre la bonne Mme Bretton et l'affectueux et brillant docteur. Lucy renaît et reverdit, non pas comme une catholique dans le confessionnal qui mène aux carmélites, mais dans un intérieur riant qui réconcilie avec la vie. « Lorsque j'eus dit mes prières, dit-elle, et lorsque je me fus déshabillée et couchée, je sentis que j'avais encore des amis, des amis qui n'étaient pas, il est vrai, animés pour moi d'un attachement véhément, qui ne m'offraient pas la tendre consolation d'une union tout à fait assortie, desquels il ne fallait par conséquent attendre qu'une affection modérée, mais vers qui mon cœur s'attendrissait et s'emportait en élans de reconnaissance que je priais parfois ma raison de tempérer. « Faites, la suppliais-je, que je ne pense pas trop à eux, trop souvent, avec trop de tendresse; que je me contente de quelques gouttes de cette onde vivante, que je ne me plonge pas, trop altérée, vers ces eaux bien venues, que mon imagination ne se trompe pas à y chercher une saveur plus douce qu'on n'en peut trouver aux sources terrestres. Oh! plaise à Dieu que je puisse me sentir assez soutenue par des rapports avec eux, accidentels, rares, courts, tranquilles! » Et, en répétant ce dernier mot, je me retournai sur mon oreiller, et, en le répétant encore, j'arrosai mon oreiller de larmes. » Curieuse résistance de cette âme souffrante aux premières brises du bonheur! Il y a là un singulier phénomène de psychologie protestante que je laisse encore exposer à Currer Bell. « Ces combats avec le caractère naturel, l'inclination forte et native du cœur, peuvent sembler futiles et stériles, mais à la fin ils font du bien. Ils tendent, quoique lentement, à donner aux actions, à la conduite le tour que la raison approuve, et auquel trop souvent le sentiment s'oppose; ils font certainement une différence dans la tenue générale de la vie, et contribuent à la rendre mieux réglée, plus égale, plus tranquille à la surface, et c'est sur la surface seule que tombe le regard humain. Quant à ce qui est dessous, abandonnez-le à Dieu. L'homme, votre égal, faible comme vous et qui n'est pas fait pour être votre juge, n'a rien à y voir; portez-le à votre Créateur, montrez-lui les secrets de l'esprit qu'il vous a donné, demandez-lui la façon de supporter les peines auxquelles il vous a soumis, age-

nouillez-vous en sa présence, et demandez-lui avec foi la lumière dans vos ténèbres, la force dans vos pitoyables faiblesses, la patience dans vos peines extrêmes. Il viendra certainement une heure, quoique peut-être ce ne soit pas la *vôtre,* où les eaux suspendues couleront, où, sous une forme qui ne sera peut-être pas celle que vous aviez rêvée, que votre cœur aimait et pour laquelle il avait saigné, l'ange de la guérison descendra vers vous. Le paralytique et l'aveugle, le muet et le possédé seront conduits à la sainte piscine. Messager du ciel, viens vite! » C'est ainsi que cette jeune âme, qui veut arriver au gouvernement d'elle-même, proteste contre l'agonie de délaissement et les spasmes de désolation qui l'ont jetée un soir haletante et fiévreuse dans un confessionnal. Tu te trompais, vieux prêtre, quand tu croyais à ses agitations qu'elle était de ces grandes désespérées qui ne trouvent le repos que dans l'humilité et l'obéissance catholiques : elle est pour cela trop savante à s'analyser, trop habile à se discipliner par la raison, trop fière et trop ferme dans sa frêle enveloppe de jeune fille; elle est protestante, elle ne peut être autre chose.

Le roman n'est plus, à partir de ce moment, que l'histoire de la végétation et de la floraison laborieuse de cette âme protestante. L'époque la plus agréable de cette histoire est celle qui suit le renouvellement des relations de Lucy avec la famille Bretton. Lucy est comme un garçon pour Graham; il la traite en camarade, la récrée, la conduit dans les musées, au concert, au théâtre, a des entretiens virils et fantasques avec elle; mais Lucy se laisse gagner par un sentiment plus vif. Quand elle rentre au pensionnat de Mme Beck, elle demande à Graham de lui écrire pour la garder contre l'isolement de la pensée et du cœur. Graham lui écrit des lettres dont Lucy se fait un trésor, — où elle court dans ses momens de solitude et dont elle compte et savoure les paroles affectueuses avec une sournoise passion d'avare. Tous ces manéges se passent sous l'œil inquisiteur, pénétrant, sarcastique de M. Paul, dont Lucy prend plaisir à braver le despotisme. Lucy pouvait encore se laisser aller à une illusion qu'elle n'osait pas s'avouer, tant qu'elle n'avait pour rivale dans le cœur de Graham que la coquette et superficielle Ginevra : Graham avait reconnu le vide de cette jolie poupée, et s'en était détaché; mais voilà qu'arrive à Villette la petite Polly du commencement, devenue une ravissante fée de dix-huit ans. Graham et Polly recordent promptement leur jeunesse à leur enfance, et sont vite amourachés l'un de l'autre. A ce moment, Lucy ressent encore la poignante morsure de la solitude morale; entre le délicat et gracieux amour de Polly et de Graham et l'amourette écervelée de Ginevra et de du Hamal, Lucy retombe un instant dans l'abandon : elle enterre dans le jardin du

pensionnat, scellées dans une boîte de plomb, les lettres de Graham, et avec elles elle croit ensevelir son cœur; mais en ce moment le caractère de M. Emmanuel se dessine et s'éclaire pour elle d'une façon étrange. Elle admire l'intelligence de M. Paul, sous l'influence de laquelle son propre esprit se développe; elle apprend que la vie strictement et fortement laborieuse de M. Paul est une vie de sacrifice, de sacrifice au souvenir d'un amour sublime. M. Paul, avec son travail, nourrit la mère, autrefois opulente, d'une jeune fille qu'il avait aimée, et qui est morte dans un couvent. Ces deux natures, celle de Lucy et celle d'Emmanuel, la protestante et le catholique, la rebelle et l'autocrate, se repoussent et pourtant s'attirent tour à tour, toutes deux sincères, vigoureuses et originales. Lucy et Emmanuel font une sorte de traité de fraternité. Lucy s'est accoutumée à cette étrange amitié, lorsqu'après bien des complications qu'il serait trop long de suivre, M. Emmanuel quitte Villette, et va aux colonies recueillir un héritage pour Mme Walravens, la vieille femme à laquelle il se dévoue. Encore une fois, Lucy se croit délaissée et se désespère; mais l'amoureux bourru, sublime et napoléonien, a pourvu à l'avenir de Lucy. Il a loué pour elle une charmante maison dans un faubourg de Villette; il y a installé le matériel d'un pensionnat; puis, au moment où on le croit déjà parti, il va chercher Lucy Snowe, et la conduit dans son petit palais de maîtresse de pension, où elle doit, en l'absence de Paul, vivre et assurer son indépendance. Graham Bretton et Polly, qui est la riche fille unique d'un comte, se sont mariés, cela va sans dire; Ginevra s'est laissé enlever par le fringant colonel du Hamal, et il n'y a rien là de surprenant; enfin, comme on le devine, Paul, après trois ans d'absence aux colonies, épouse Lucy, qui a prospéré dans sa maison d'éducation, et qui reste Anglaise et protestante. C'est ainsi que Lucy, demeurée maîtresse d'elle-même, est l'artisan de son bien-être et de son bonheur. Il est vrai que, suivant la réflexion de Currer Bell, le bonheur ne lui arrive pas à l'heure qu'elle aurait choisi, ni sous la forme qu'elle aurait rêvée.

Tel est le profil de ce long roman. Au point de vue littéraire, les qualités qui le distinguent sont précisément ce qui échappe à l'analyse. Ce sont les scènes, détaillées avec minutie, qui donnent aux caractères une vivante et piquante réalité; c'est le faire de l'auteur, qui relève d'un trait personnel, d'une touche originale et imprévue, les sujets qui paraîtraient les plus vulgaires. Ce sont ces ardeurs d'esprit et de plume qui éclatent à travers le prosaïsme systématiquement choisi des incidens et des situations. Mais j'ai hâte de mettre, en regard du roman de Currer Bell, l'œuvre de lady Fullerton.

II.

Lifford-Grange est un de ces manoirs d'aspect féodal, demeurés depuis plusieurs centaines d'années dans la même famille, reconstruits d'âge en âge, et qui, ayant conservé à chaque transformation une portion de l'ancien édifice, ressemblent à une lente pétrification des siècles. Le corps de logis le plus récent de Lifford-Grange, celui qu'on appelle le château neuf, mérite son nom à la façon du Pont-Neuf de Paris. Une froide tristesse enveloppe cette antique résidence. Les grandes salles, les immenses escaliers, les chambres dans chacune desquelles on bâtirait une maison, les cheminées faites pour chauffer des rondes de géans, tout ce vaste intérieur a des dimensions de hauteur et d'étendue que peut seul remplir à son aise le fantôme solennel de l'ennui. Rien à l'entour n'égaie les façades massives; aucune de ces végétations qui aiment les vieux murs n'attache ses vrilles aux lourds pignons qui surplombent. Dans la cour carrée, où la chaussée des voitures sépare deux bandes de gazon, d'un côté se dresse un cadran solaire qui ne voit jamais le soleil, et de l'autre une fontaine où quatre hideux tritons semblent chercher, avec une soif et des contorsions de damnés, une eau toujours absente. On arrive au château par une avenue d'arbres verts dont on a si bien nommé le sombre feuillage la parure de l'hiver et le deuil de l'été. Devant la façade opposée s'étend un jardin sans fleurs, bordé par une petite rivière qui passe d'un air de mauvaise humeur à travers ce paysage plat et morne, et s'enfuit à toute hâte vers un fourré d'arbres à l'extrémité du parc.

L'aspect de Lifford-Grange représente fidèlement le caractère du maître de cette maussade résidence. M. Lifford descend d'une famille catholique aussi ancienne que le château, et qui a traversé les siècles de persécution sans renier sa foi. L'orgueil de son vieux blason et de son antique noblesse est son unique passion. Cet orgueil l'absorbe et l'isole; il vit sans relations avec les opulentes familles du voisinage, hautain et obstiné dans une morgue d'hidalgo. Il a épousé dans sa jeunesse une noble Espagnole; mais son mariage n'a fait qu'ajouter une tristesse de plus aux tristesses de Lifford-Grange. Sa femme, après lui avoir donné un fils et une fille, a été frappée d'une paralysie qui la cloue pour la vie à la chaise longue. Le troisième hôte du château n'est pas moins assorti à ces froides murailles : c'est le père Lifford, prêtre et oncle du châtelain. Le père Lifford ne pousse pas, comme son neveu, l'orgueil de son nom jusqu'au délire irréligieux; mais il est entaché du préjugé de sa famille, et la mansuétude

du prêtre est cachée en lui sous l'écorce rébarbative de la vieillesse et de l'austérité.

Une fleur sauvage s'épanouit dans ce lugubre manoir et dans cette morose famille : Gertrude, la fille de M. Lifford et de cette mère de douleurs qui portait dans son nom, Angustia, les pâles désolations de sa vie. Gertrude s'éleva seule : son père avait toujours été négligent et dur pour elle; son oncle l'effarouchait; sa mère, éteinte par la souffrance et la résignation, n'avait pu la réchauffer de sa tendresse, la couver de sa vigilance et de ses sollicitudes. Gertrude était une vivante révolte contre ce qui l'entourait. Elle avait les fermentations du sang espagnol et l'obstination inflexible des Liffords. La prison où s'étouffait sa jeunesse lui soufflait de fougueux désirs de liberté; la solitude où bouillonnaient ses pensées allumait en elle des curiosités infinies. Pendant une maladie de son enfance, ses parens, pour unique distraction, la rapprochèrent d'une modeste famille catholique du village voisin. La maison de Mme Redmond fit un suave contraste aux tristesses de Lifford-Grange. C'était un petit cottage posé sur une corbeille de fleurs. Mme Redmond, veuve une première fois, avait eu une fille de l'âge de Gertrude, Mary Grey. Son second mari, qui la laissa veuve encore, avait eu, d'un premier mariage avec une cantatrice italienne, un fils, Maurice Redmond, pour lequel Mme Redmond fut une autre mère. Gertrude ne toucha au monde que par ses jeux d'enfant et ses longs entretiens de jeune fille avec Mary et avec Maurice, passant avec bonheur de ses insatiables lectures dans la vaste bibliothèque du château, de ses ardentes rêveries au chevet de sa mère, à la cabane verdoyante des Redmonds. Ses jeunes amis aimaient et admiraient la belle, pétulante, fantasque et bonne prisonnière de Lifford-Grange, et c'est pour la consoler d'une mutinerie charmante que Maurice lui donna un nom devenu bientôt populaire dans le pays, le nom de l'insecte aimé qu'on appelle en anglais *Lady-Bird,* l'oiseau de la Vierge, et en français la bête à bon Dieu, l'oiseau du bon Dieu.

Maurice avait suivi la carrière de son père, la musique. Un Français, le comte d'Arberg, séduit par son talent, l'avait entraîné avec lui dans un voyage en Italie. Les lettres que le jeune artiste écrivait à sa sœur d'adoption, et que celle-ci montrait à son amie, étaient pour l'imagination excitée de Gertrude d'intarissables poèmes. Maurice était une de ces natures incomplétement organisées, avides d'émotions, mais manquant de force, qui sont les plus faciles à se laisser éblouir par la première vue du monde qui scintille et poudroie autour d'elles. Quand il fut revenu en Angleterre, ses conversations, ses récits enflammaient davantage encore les rêves de Gertrude. « Le monde doit être une chose si belle et si émouvante! disait-elle à Mary; le

monde que Dieu a fait, que l'homme a orné, que le génie décrit et que l'imagination rêve! Londres, non tel que vous l'avez vu, Mary, de la fenêtre d'une petite maison écartée, dans une rue solitaire, dans son habit de travail, mais Londres avec son luxe, sa richesse, sa cour, son parlement et ce que Charles Lamb appelle sa poésie; Paris avec son brillant éclat; l'Italie avec son ciel lumineux, ses tableaux et ses ruines; les Alpes avec leurs neiges, la mer avec ses tempêtes; la politique, la littérature, les théâtres, la société, et tout ce qui change, vit, respire, s'agite; ce monde — que j'entrevois dans mes lectures, que je poursuis de mes désirs, et dont, hélas! je ne jouirai jamais! »

Maurice avait payé sa bienvenue dans les châteaux par des leçons de chant et de piano. Grâce à l'intercession de sa mère, Gertrude avait obtenu de recevoir des leçons de Maurice. Pour Gertrude, l'artiste était un poète à l'aide duquel elle remplissait et colorait les esquisses qui flottaient sur son imagination ambitieuse. Pour Maurice, âme amoureuse de la beauté, Gertrude était une forme idéale qu'il contemplait et caressait comme un motif de poésie. « Est-ce que je t'aime? se demandait-il dans des vers familiers. Non, j'éprouve pour la terre et le ciel et la mer, et pour tout ce qui est beau dans la vie, le sentiment que j'ai pour toi. Est-ce que je t'aime? Non, je contemple une rose, un lis, du même regard d'enchantement que je jette sur toi. Est-ce que je t'aime? Non, mes oreilles au printemps sont aussi charmées du chant des oiseaux que de la musique de ta voix. Est-ce que je t'aime? Non, les étoiles, le murmure des vents, le bruissement des vagues le soir, — les bosquets de citronniers embaumés ont pénétré mon âme d'un sentiment de beauté et d'amour aussi vif que celui que m'inspirent tes yeux! » Maurice était indécis entre l'humble et douce Mary, cette sœur qu'il s'était accoutumé à regarder comme celle qui devait être un jour sa femme, et ce farouche et capricieux oiseau du bon Dieu que la société plaçait au-dessus de ses désirs; mais un jour que Gertrude chantait avec passion au piano une *bravura* italienne devant son maître, qui l'admirait, M. Lifford parut à la porte, jeta son regard froid et vitreux sur les deux jeunes gens, et le lendemain le professeur de musique fut congédié. Gertrude dévora cette mortification avec une sourde colère. L'heure de l'émancipation sonna bientôt pour elle.

Une des châtelaines du voisinage, Mme Apley, allait donner une fête en l'honneur de la majorité de son fils. Toute la *gentry* du voisinage y serait. Maurice et Mary Grey devaient s'y trouver. Gertrude, qui n'avait jamais vu de fête, résolut d'y aller. M. Lifford reçut une invitation. Gertrude le supplia de la conduire; il lui répondit par un refus ironique. Gertrude, désespérée, eut l'idée de recourir à sa mère.

La chambre de sa mère était au rez-de-chaussée du château; avec ses tableaux, ses draperies et ses crucifix, elle avait presque l'air d'une chapelle. Une croisée était entr'ouverte devant le lit de repos de la malade, et laissait venir avec un vent tiède les parfums des champs. Gertrude entra sans être entendue de sa mère, et s'assit au pied de la couche sur un tabouret.

« Elle leva la tête et regarda le visage de sa mère et s'aperçut pour la première fois qu'il était beau et ressemblait au sien; que le sien fût beau, elle ne le savait que trop. Elle pensait, comme si c'était pour la première fois, qu'elle était l'enfant de cette mère, que le même sang coulait dans leurs veines, que leurs traits avaient été formés dans le même moule. Leurs cœurs ne se ressemblaient-ils pas? Leurs âmes étaient-elles donc différentes? La main de fer de la souffrance avait-elle écrasé la puissance d'émotion dans ce cœur? Sa mère avait-elle éprouvé jamais un désir au-delà de cette couche où, aussi loin que remontaient ses souvenirs, elle l'avait toujours vue attachée? Ses yeux n'avaient-ils jamais étincelé de colère ou de joie, ses lèvres n'avaient-elles jamais prononcé que ces paroles brisées qui en tombaient maintenant? « O mère, mère, avez-vous jamais été jeune, jamais irréfléchie, jamais indocile comme moi? Avez-vous jamais eu des désirs pour le bonheur de la terre, comme vous en avez maintenant pour les félicités du ciel? »

« Ces paroles n'avaient été qu'un murmure, mais les derniers mots arrivèrent à l'oreille de Mme Lifford. Elle ouvrit les yeux et sourit, ce qui lui arrivait rarement. « Le ciel, dit-elle languissamment, le ciel est lent à venir. » Alors, s'éveillant comme d'un rêve, elle étendit la main et fit signe à Gertrude de venir plus près d'elle. Elle la regarda fixement, et il sembla qu'elle lût des choses nouvelles sur la figure de son enfant et qu'elle fût étonnée de ce qu'elle y voyait, car son regard l'interrogea avec anxiété. Gertrude détourna la tête et dit : « Vous allez beaucoup mieux aujourd'hui, maman. Je ne vous ai jamais vu si bon air; — vous avez des couleurs. » Sa mère sourit tristement. Elle sentait les taches rouges marquées sur ses joues et savait que c'était le feu de la maladie et non de la santé. Mais un redoublement de fièvre lui donnait plus de force que d'ordinaire, et pour cette fois elle parut disposée à parler; elle avait si peu l'habitude de soutenir une conversation avec sa fille au-delà des cajoleries maternelles, qu'elle ne pût que presser la main de Gertrude dans la sienne en l'appelant de noms de tendresse en espagnol, — jusqu'à ce que, se soulevant tout à coup et s'appuyant sur le coude, elle dit : — Gertrude, tu es heureuse, j'espère?

« Gertrude rougit, cacha son visage dans ses mains, et des larmes brûlantes débordèrent à travers ses doigts. C'était le moment de parler et de mettre sa mère dans ses intérêts; mais il y avait dans sa nature quelque chose qui la rendait prompte à la résistance, lente à la plainte. Cependant, après une lutte d'un instant, elle dit :

« — Maman, je me souviens qu'il y a douze ans j'avais une telle envie d'une poupée de cire, que je n'en dormais pas la nuit et que je pleurais en passant devant la boutique du marchand; mais je ne voulais pas la demander, par un sentiment d'orgueil et de dépit en pensant que personne n'avait songé à

me faire ce cadeau. Je parlai au père Lifford de ce dépit, et il me dit de venir vous demander la poupée. Ce fut à contre-cœur, mais je fus obligée d'obéir. J'ai souffert quand vous m'avez demandé si j'étais heureuse. Il m'en coûtait de dire que je ne le suis pas; mais je dirai la vérité : non, je ne suis pas heureuse.

« — Non! s'écria la mère, pas heureuse avec la jeunesse et la santé et la vie devant toi! O mon enfant, que ne puis-je t'enseigner à être heureuse! » Après une pause, elle ajouta avec une émotion touchante en mettant la main sur son front : « Mais il y a là tant de confusion! — Ici, dans mon cœur, je sens tout. O mon Dieu, apprends à mon enfant ce qu'est le bonheur! » Elle s'arrêta encore, et avec un léger sourire elle dit : « Qu'est-ce qui te rendrait heureuse, Gertrude? Ce n'est plus une poupée de cire à présent? »

« Gertrude se pencha sur sa mère et lui dit tout bas à l'oreille, comme si elle avait peur d'être entendue : « Si j'allais à la fête de Woodlands, je serais heureuse. J'y ai mis mon cœur autant qu'à la poupée de cire quand j'étais petite fille. »

« Mme Lifford parut surprise, perplexe. Elle pressa ses tempes dans ses mains comme pour recueillir ses idées. — Une fête, chérie! mais qui t'y conduirait? Ma Gertrude, c'est impossible.

« — Maman, on a invité le père Lifford : persuadez-lui d'y aller et de me mener.

« L'audace de cette idée frappa d'étonnement la mère muette; mais Gertrude continua : — Maman, il me faut du changement, des distractions. Je ne peux supporter plus longtemps la vie que je mène. Je suis sûre que papa me déteste.

« — Ma fille, ma fille, demande pardon à Dieu d'une telle pensée; il n'y a de refuge contre ces pensées que dans la prière. Mais que t'a fait ton père? C'est horrible! » Elle fit le signe de la croix sur le front de sa fille et poussa un profond soupir.

« — Ne vous effrayez pas, maman. Je n'ai pas dit que je le déteste, Dieu m'en préserve! J'ai tort peut-être, et il ne me déteste pas; mais il ne se soucie pas de moi, c'est certain. Personne ne s'intéresse à moi, excepté vous, maman, vous peut-être. Je ne l'ai pas toujours cru, mais aujourd'hui je ne sais comment je sens que vous vous intéressez à moi.

« — As-tu réellement supposé que ta mère?... Oh! mes longues et cruelles souffrances, mes membres engourdis, ma mémoire obscure et confuse, ma langue embarrassée, êtes-vous cause de cela? C'est juste, il devait en être ainsi; mais aujourd'hui je te remercie, mon Dieu, d'avoir écarté le voile et de lui avoir montré ce qu'il y a dans ce cœur qui bat sous le fardeau qu'il est obligé de porter, oui, qu'il aime à porter! s'écria-t-elle avec une énergie croissante et en parlant espagnol, comme elle faisait toujours quand elle était fortement émue. Elle retomba épuisée, et Gertrude fut obligée d'appeler la fille de chambre qui soignait sa mère. »

La pauvre mère gagna auprès de M. Lifford et du revêche abbé la cause de sa fille. Gertrude alla, sous la garde du père Lifford, à la matinée de Mme Apley, à Woodlands. Le grand souci de Ger-

trude fut sa toilette : elle ne connaissait rien des modes du jour. Sa mère voulut la parer. Elle ouvrit ses vieux écrins; elle lui mit aux oreilles des boutons de diamans, aux bras des bracelets moresques, à la main un précieux éventail richement colorié, et lui donna une leçon d'éventail à l'espagnole; elle plaça sur sa gracieuse robe de mousseline de l'Inde une mantille de dentelle, et ne la laissa partir qu'après l'avoir admirée dans sa pittoresque beauté. Mais le goût de sa mère, depuis si longtemps morte au monde, ne rassurait pas Gertrude. Je ne sais plus quelle est la femme qui aurait donné la moitié de sa vie pour la joie de se trouver belle devant sa glace. Gertrude aurait donné la moitié de sa beauté pour se savoir mise comme les autres. Enfin elle arriva moitié palpitante, moitié défiante. Elle fut vite rassurée : sa toilette, il est vrai, ne ressemblait pas aux autres, mais elle était dans l'harmonie de sa grâce. Gertrude sentit son âme fleurir dans cette élégante réunion de jeunes hommes et de jeunes filles. Le héros de la journée, le jeune Apley, s'empara de cette romantique sauvage comme du plus beau bouquet de sa fête. Les grands chanteurs italiens étaient venus de Londres pour le concert; Gertrude s'enivra de musique. Elle rendit le courage, par une de ces irrésistibles cajoleries, magie féminine dont le talent timide a souvent besoin, à Maurice, qui fut couvert d'applaudissemens. Pour comble de bonheur, le vieil abbé, appelé au lit d'un malade, fut obligé de confier *Lady-Bird* à la maîtresse de la maison, et par conséquent laissa la cage ouverte à l'oiseau du bon Dieu. Après le concert, le bal allait commencer. Apley papillonnait autour d'elle.

« — Voulez-vous valser avec moi, miss Lifford?

« La rougeur monta aux joues de la jeune Espagnole, et en colora les riches teintes olivâtres.

« — Je ne peux pas valser, dit-elle, je ne sais pas.

« — Quoi! n'avez-vous jamais essayé?

« — Non. Croyez-vous que l'on danse à Lifford-Grange?

« — Oh! vous danserez naturellement, j'en suis sûr, tout comme vos cheveux ondulent naturellement. Je le vois bien, car le vent, en les frappant, ne fait que les friser davantage. Ces boucles qui se sont échappées des nattes derrière votre tête n'étaient pas faites pour onduler; avouez-le.

« — Oh! rien ne va comme il faut en moi, répondit-elle, et saisissant les deux boucles rebelles, elle les tira comme pour les punir de leur inconduite, et les rejeta en arrière, les laissant flotter sur son cou. Allez danser, monsieur Apley. Je vous regarderai, et peut-être j'apprendrai.

« — Venez avec moi, lui dit-il avec vivacité; il n'y a personne dans la galerie. Je vous donnerai une leçon, ce sera l'affaire d'une minute.

« Il lui donna le bras, et ils s'envolèrent plutôt qu'ils n'allèrent à travers les salons jusqu'à celui où avait eu lieu le concert. Sur l'appui d'une croisée, Maurice était assis dans une attitude rêveuse. Il tressaillit quand ils

entrèrent dans le salon, et se remit sur ses pieds. Gertrude abandonna le bras de M. Apley et lui cria :

« — Ah! vous êtes ici. Vous vous reposez de vos succès, vous jouissez de votre triomphe.

« — Croyez-vous qu'il voudrait nous jouer une valse? dit Mark à voix basse; cela vous ferait apprendre deux fois plus vite.

« — Maurice, dit-elle d'un air pressé, jouez-moi cette valse allemande que j'aimais tant; M. Apley va m'apprendre à valser.

« — Il va? répondit froidement Maurice. Je ne sais si je pourrai me rappeler ce que vous me demandez.

— Oh! jouez n'importe quoi... seulement dépêchez-vous, parce que nous n'avons pas de temps à perdre.

« S'il y avait quelque chose d'impérieux dans son ton, c'était seulement l'étourderie d'un enfant gâté qui ne veut pas être contredit par quelqu'un qu'il a toujours vu céder à ses moindres désirs; mais Maurice était susceptible en ce moment : il fut blessé au fond du cœur. Il lui semblait que le monde agissait déjà sur la jeune fille, et qu'elle lui parlait d'un ton de supériorité offensante. Il rougit jusqu'aux tempes en s'asseyant devant le piano, et joua d'une façon brusque et rapide. Le motif n'était pas riant, ou, s'il l'était, il l'exécutait étrangement. Elle l'interpellait de temps en temps. — Pas si vite! — ou : — Vous ne jouez pas aussi bien que d'habitude, Maurice! — Et il se mordait les lèvres de colère.

« Et il est vrai qu'il ne jouait pas bien. Il y avait un accompagnement qui le mettait singulièrement hors de lui : le bruit des pas rapides, le frôlement de la robe de mousseline, les notes joyeuses du rire, le son de ces deux voix échangeant de gais reproches et des instructions. Une fois une exclamation : — Oh! arrêtez-vous, je suis si étourdie! — et la réponse : — Oh! non, non, ne vous arrêtez pas. — Mais la musique cessa tout à coup, et le musicien s'élança de sa place pour s'en aller. Qu'avait-il donc à faire? Il le sentit, et revenant aussi précipitamment il joua un air emporté de Strauss avec une véhémence fiévreuse, et puis la valse de *Robert-le-Diable*, qui entremêle des notes d'une douceur désespérante aux accens discordans de l'enfer. — « C'est bien, Maurice, je vous remercie beaucoup. J'ai appris ce que je voulais. » Et elle sortit de son pas léger, avec sa belle figure et ses yeux jaillissant de lumière, sans se douter de la douleur qu'elle laissait derrière elle. »

Maurice quitte la fête le cœur navré, emmenant Mary, dont la douce tendresse cherche à le consoler. Gertrude valse à corps perdu. Pendant la soirée, la chaleur devient étouffante dans les salons. Elle sort et se promène dans les allées du jardin avec ses nouvelles amies; elle pousse par curiosité jusqu'à une grotte au fond d'un bosquet et va y entrer, invitée par la fraîcheur et le bruit d'une fontaine, lorsqu'une voix l'arrête : « Pardonnez-moi cette liberté; mais, je vous en prie, vous avez chaud, n'entrez pas là. C'est dangereux. » Ces simples paroles étaient prononcées par une voix dont le timbre émut Gertrude. Elle se retourna. Elle n'avait jamais vu d'homme comme

celui qui était devant elle. Parmi les tableaux de la chambre de sa mère, il y avait une toile de Velasquez, le portrait du duc de Gandia, ce jeune soldat de Charles-Quint, qui abandonna le monde avant son maître et fut saint François Borgia. Depuis son enfance, cette tête du duc de Gandia, majestueuse et bienveillante, pleine d'expression et de calme, avait été pour elle le type de la beauté virile. Elle retrouvait l'image animée du héros pieux de Velasquez dans le jeune homme qui l'avait arrêtée : c'était la même élégance dans la taille, la même pureté dans la forme de la tête, un front pensif, un sourire étrange et beau, une attitude digne et aisée, la tête légèrement rejetée en arrière, la main gauche posée sur la hanche. « Je vous remercie, répondit-elle en s'inclinant avec une soumission instinctive. — J'espère, reprit l'inconnu, que vous ne m'aurez pas trouvé impertinent. » Elle sourit en lui répondant : « Oh ! non. » Elle rentra dans la salle du bal, et alla s'asseoir rêveuse dans un coin. Elle ne revit plus de la soirée ce mystérieux personnage, dont personne, sur ses indications, ne put lui apprendre le nom. Elle quitta Woodlands à minuit, et il lui semblait qu'elle avait vécu toute une vie depuis le matin. Mark Apley lui donna la main pour monter en voiture. Elle s'aperçut que Mark, debout sous le portique du château, la suivit du regard tant qu'elle fut en vue; mais au moment où elle posa sa tête sur son oreiller, une seule idée lui vint à l'esprit : « Demain je regarderai le portrait du duc de Gandia. » Le lendemain, après avoir regardé le portrait, elle prit le livre de Luigi da Porto, le roman de Roméo et de Juliette, et courut s'asseoir sous les grands arbres du parc; mais elle laissa tomber le volume sur ses genoux, quand elle lut ce beau salut, ce cri adorable de l'amour à première vue : *Benedetta sia la vostra venuta quì presso me, messer Romeo.*

Le nom qui manquait à son rêve, ce fut le vieil abbé qui le lui apprit. Le mystérieux personnage de Woodlands était le comte Adrien d'Arberg, un gentilhomme français dont la mère était Irlandaise, qui avait des propriétés en Angleterre, et qui était parent des Apleys. M. d'Arberg consacrait sa fortune aux nobles dévouemens de la charité chrétienne, et son talent à la défense des vérités catholiques. Le père Lifford avait le livre que venait de publier M. d'Arberg : Gertrude voulut le posséder, le lire. Elle le dévora avec enthousiasme. C'était de M. d'Arberg que Maurice avait été le compagnon en Italie. Elle se fit conter par Maurice mille détails sur son héros; elle se composait une légende d'Adrien, dont elle dessinait la tête d'après le portrait de Velasquez. Un accident la rapprocha une seconde fois du comte d'Arberg.

Un jour, Gertrude était montée à cheval avec son frère Edgar. Séparée de son frère, son cheval l'emporta. Renversée, évanouie, elle

se réveilla dans un château voisin de Lifford-Grange. Elle se trouvait à Audley-Park. C'était une riche et charmante résidence, placée dans un beau paysage, ornée et animée par une femme que M. Lifford avait voulu épouser dans sa jeunesse. Lady Clara Audley, imposante et belle personne, était de ces femmes que la passion n'a jamais émues, qui portent toute leur vie dans les amusemens mondains une sérénité innocente et superficielle, qui ont le don naturel de tourner en agrémens tout ce qu'elles effleurent, qui unissent la légèreté à la bonté, mêlent l'art au luxe, dispensent la grâce aux riens, et pour lesquelles ce monde serait resté un vrai paradis terrestre, s'il était possible que le bonheur des âmes ne fût qu'une sensation à fleur de peau. Il y a une petite colonie d'hommes et de femmes du monde à Audley-Park, et M. d'Arberg est du nombre. Gertrude, légèrement blessée, se remet et passe plusieurs jours au milieu de cette société élégante, heureuse, amusée. Lady Fullerton décrit avec un très spirituel enjouement ces jolis et honnêtes décamérons de société qui se groupent gracieusement, dans les salons et dans les avenues d'un château, autour d'une hôtesse aimable. Gertrude voit et respire enfin un de ces parterres du monde qu'elle a tant rêvés. Elle passe des heures lumineuses, elle s'abandonne avec espérance aux flatteries qui la bercent; elle laisse monter vers celui qui occupe ses pensées ces admirations muettes qui sont l'encens du cœur. D'Arberg a pour elle des attentions réservées et tendres qui l'élèvent et qui la protégent. Elle ne prend pas garde, absorbée dans sa joie, aux tristesses de Maurice, qui l'épie et murmure à l'écart dans son âme les vers de Métastase :

Di gelosia mi moro
E non lo posso dire.

M. Lifford avait été appelé en Espagne par des affaires de famille. Gertrude, plus libre, avait obtenu de sa mère la permission de faire un second séjour à Audley-Park. Elle s'oubliait dans ces mille petits incidens de la vie heureuse par lesquels se fait le mystérieux entrelacement des âmes, lorsqu'une lettre de son oncle la rappela à Lifford-Grange, d'où le vieil abbé allait partir pour prendre la place de M. Lifford, qui revenait. Il fallait quitter Audley-Park et se séparer d'Adrien. Elle le chercha pour lui dire adieu. Il écrivait dans un salon.

« Lorsque Adrien leva la tête et vit Gertrude qui regardait par la porte entrebâillée, il se leva en sursaut et alla vers elle : — Venez un moment, lui dit-il; voulez-vous? — Sa voix était émue; elle vint, et lui donna la lettre du père Lifford. Il la lut deux fois, et lui dit :

« — Je suis très heureux que votre père revienne si tôt.

« — Réellement? dit-elle d'un air abattu.

« — Cela ne vous fait pas plaisir? demanda-t-il.

« Elle ne répondit pas au premier moment, et fixa ses yeux sur le parquet, puis elle murmura à voix basse :

« — Je suis si triste de me séparer du père Lifford.

« — Les séparations sont toujours des choses tristes, reprit-il, et il sembla lire encore la lettre comme pour gagner du temps et la retenir. — Gertrude! commença-t-il enfin, et il s'assit près de la jeune fille tremblante; Gertrude, aussitôt que votre père sera de retour, je demanderai à le voir, et alors mon sort sera entre ses mains et dans les vôtres.

« Elle se retourna pâle comme la mort. Il y avait à la fois trop de joie et trop de crainte dans son cœur. Son sort entre les mains de son père, elle frissonnait à cette idée! mais elle n'osa exprimer ce qu'elle sentait, et ne répondit rien. Adrien fut embarrassé de sa pâleur et de son silence.

« — Gertrude, s'écria-t-il, me suis-je trompé? Ai-je trop espéré?

« Elle leva lentement les yeux vers lui. Son regard disait plus de choses que les paroles les plus éloquentes.

« — Comment pourriez-vous vous tromper? dit-elle faiblement. Oh! Adrien, est-ce bien vrai que vous m'aimez?

« — Tendrement, murmura-t-il, et il pressa la main de Gertrude sur ses lèvres.

« — Alors, s'écria-t-elle avec un mélange d'exaltation et d'émotion, alors la vie n'a pas de bonheur plus grand à me donner. Adrien, je ne mérite pas d'être votre femme. Je voudrais mourir à présent. N'est-ce pas assez pour moi d'avoir entendu ce que vous venez de dire? J'ai été heureuse. Adrien, mon âme est contente. Je n'ose rien espérer de plus dans l'avenir.

« — Chérie, cette méprise n'est-elle qu'un mouvement nerveux, ou prévoyez-vous des obstacles à mon désir?

« — Non, non, pourquoi des obstacles? Il ne peut pas en exister.

« — Je crois qu'au point de vue du monde il ne s'en élèvera point. Pour ce qui regarde ce dont vous et moi ne nous soucions pas, je pourrai satisfaire votre père. Gertrude, ma chère Gertrude, vous ne paraissez pas heureuse. Dites-moi ce que vous sentez et ce que vous craignez.

« — Je ne sais ce que je sens, ce que je crains. Je ne sens qu'une chose, c'est que je vous aime; je ne crains qu'une chose, c'est de vous quitter. Je le sens plus que je ne devrais ou du moins plus que je ne devrais le dire. — Elle avait prononcé ces derniers mots avec un tel mélange de tendresse et d'anxiété, qu'Adrien en fut profondément ému. Elle s'en apercut et s'écria : — Il y a des larmes dans vos yeux, Adrien! cela vous fait-il de la peine que je vous aime tant? Vous apitoyez-vous sur moi dans votre cœur? Vous avez raison, si ce rêve ne doit être qu'un rêve de bonheur. Si vous n'étiez pas ce que vous êtes, j'aurais honte d'avoir été si tôt vaincue; mais je n'ai pas honte, je suis fière de vous aimer, fière de voir vos yeux me regarder avec tendresse, fière d'être quelque chose pour vous, qui êtes tout pour moi. Que le ciel me pardonne si je vous aime trop!

« Adrien prit ses mains et les baisa avec feu. Elle ne les retira pas, mais tourna ses yeux vers le ciel, et, pour un instant, parut ne pas l'entendre, tan-

dis qu'il lui parlait de son amour avec des mots qui vibraient pourtant dans son cœur. Jamais il ne l'avait vue aussi belle; jamais il n'avait éprouvé pour une créature humaine un intérêt aussi profond, aussi absorbant, aussi pénible. Peut-être en ce moment un doute, léger comme l'ombre d'un nuage à la surface d'un lac, traversa son esprit : était-ce la femme telle qu'il l'avait autrefois rêvée? Mais ce qu'il ressentait n'était ni un désenchantement ni un regret. L'étrangeté de son caractère ne faisait que la lui rendre plus chère. Il y avait dans le ton dont il lui parlait du respect autant que de la gentillesse; il pressentait dans cette nature des vertus latentes et des dangers inconnus; il ne se demandait pas si c'était pour son bonheur à lui qu'il avait pris une telle influence sur ce cœur de feu et cette âme fougueuse. Son propre bonheur était toujours la dernière de ses pensées; il ne voyait qu'un nouveau devoir dans sa vie.

« — Il faut que je parte, dit-elle, et que je triomphe de cette folle crainte de l'avenir.

« — Puis-je, demanda-t-il, passer un autre dimanche à Lifford-Grange et voir votre mère une fois encore? J'irai ensuite en Irlande et serai de retour à l'arrivée de votre père.

« — Oui, oh! oui, un autre dimanche, une autre petite vie de huit heures. Adieu. Je vois lady Clara dans le jardin. »

Mais l'heure des orages qu'avait pressentis instinctivement Gertrude allait sonner. M. Lifford était revenu. Gertrude porta légèrement les premières semaines de l'absence d'Adrien. L'espoir, l'attente d'un événement si proche, d'un bonheur si enivrant, étaient assez pour occuper les bouillonnemens de son cœur et de son imagination, sans irriter encore son impatience. Un soir, elle entendit le roulement d'une voiture dans la cour du château; il y eut du mouvement dans la chambre de son père; une heure après, la voiture repartit. C'était Adrien sans doute. Gertrude alla frapper à la porte de M. Lifford, et, affrontant sa froideur ordinaire, le supplia de lui dire quelle visite il venait de recevoir. M. Lifford lui montra une carte sur laquelle elle ne lut qu'un nom indifférent. A partir de ce moment, l'anxiété, le doute, la terreur, le martyre des espoirs conçus à toutes les minutes et à chaque instant trompés torturèrent Gertrude. La maladie de sa mère s'aggrava. Elle saisit quelques mots du dernier entretien de la mourante et de M. Lifford. « Non, disait sa mère, non, ce n'est pas possible; dites-moi que vous n'avez pas fait cela. » Ou encore : « Je vous dis, Henri, que vous avez eu tort, très grand tort. » Puis elle entendit un long cri, arraché comme par une souffrance intérieure. La porte s'ouvrit : M. Lifford sortit pâle, et lui dit : « Allez vers votre mère, Gertrude, elle se meurt. » Elle mourut quelques instans après.

Gertrude restait seule avec ce père qui la détestait : sa mère était morte; d'Arberg la délaissait; le vieux prêtre était en Espa-

gne; la bonne Mme Redmond et sa fille allaient partir pour Londres avec Maurice. Il semblait que rien ne manquait à sa désolation, lorsque, moins d'un mois après la mort de sa mère, M. Lifford fit appeler Gertrude dans sa chambre. Il s'excusa légèrement sur la nature de la communication qu'il avait à lui faire si peu de temps après le malheur qui les avait frappés; mais des intérêts majeurs et pressans l'y obligeaient. Puis il lui annonça, de son ton sec et impérieux, qu'il avait accordé sa main à un noble espagnol, lequel arriverait le lendemain. Gertrude ne répondait pas. M. Lifford l'interrogea des yeux. « Voulez-vous avoir la bonté, lui dit-elle en le regardant fixement, de répondre à une seule question? N'avez-vous reçu pour moi aucune autre proposition de la même nature? — Aucune, répondit-il après avoir hésité un instant, qui méritât d'être prise en considération. — Vous avez donc reçu une demande, dit-elle avec le même calme affecté, d'Adrien d'Arberg? » M. Lifford l'avoua. Le cœur de Gertrude ne l'avait pas trompée; la voiture qu'elle avait entendue était bien celle d'Adrien, et M. Lifford eut la confusion de se voir forcé d'avouer qu'il avait trompé sa fille. Mais à quoi sert à Gertrude cette victoire qu'elle remporte sur M. Lifford? à quoi lui sert d'écraser un moment d'un regard de révolte et presque de dédain un père dénaturé par des calculs de vanité et d'intérêt? M. Lifford se venge d'elle. « Cet homme, lui dit-il, n'était pas digne de vous, et la preuve, c'est qu'au mépris des promesses dont vous parlez, il vous a abandonnée, » et il lui montre un passage d'un journal français qui annonce qu'Adrien d'Arberg est entré dans un séminaire.

Gertrude ne prononce pas un mot. Foudroyée par la douleur, une seule pensée survit en elle : fuir cette maison odieuse. Après une nuit d'insomnie, aux premiers bruits du matin elle croit entendre l'arrivée de l'homme auquel on veut l'enchaîner. Elle sort; elle court à la maison de Mme Redmond. La veuve était déjà partie pour Londres avec Mary Grey; il n'y restait que Maurice, sur le point de partir aussi. Au lieu des consolations protectrices qu'elle allait y chercher, elle ne trouve dans le cottage à moitié abandonné que l'amour de Maurice, qui accueille son malheur avec des larmes de tendresse, des spasmes de passion, des supplications ardentes. Maurice veut l'emmener à Londres. Si Gertrude part avec Maurice, il faudra qu'elle l'épouse. Abîmée dans l'angoisse du délaissement, elle se laisse aller à ce cœur malheureux qui l'a toujours aimée; puis, ce qu'il lui faut en ce moment, c'est une vengeance de la tyrannie de son père, c'est une rupture éclatante, éternelle, outrageante avec ces préjugés auxquels M. Lifford la sacrifie. La fille d'une race des croisades devenir la femme d'un artiste! quelle tache à l'écusson des Liffords! A moitié entraînée par l'amour de Maurice, à moitié emportée par la révolte,

elle se laisse conduire au chemin de fer. Elle arrive en quelques heures à Londres, non dans le Londres poétique de son imagination, mais dans le Londres lugubre de l'hiver, dans le Londres enseveli sous les brouillards et noyé dans la boue. Maurice la conduit à sa mère, à sa sœur, muettes de consternation et d'attendrissement, comme s'il l'avait enlevée. La triste famille, le fiancé fiévreux et troublé, la fiancée dévastée et inerte, montent dans une voiture de place et vont à la chapelle catholique, où se fait le mariage furtif. « Maurice, je tâcherai d'être pour vous une bonne femme. » C'est tout ce que Gertrude eut la force de dire au jeune homme à qui elle venait de donner le cadavre de son cœur.

Cette union, marquée dès le premier jour par la fatalité, fut une fièvre lente. Gertrude, lorsque le temps et la réflexion eurent passé sur son coup de tête, ne fut pas sévère envers Maurice. Elle ne se montra pas irritée de la surprise qu'il avait faite à sa douleur en délire; elle s'efforçait d'être bonne, mais elle portait en elle ce somnambulisme de l'âme, cette hallucination de l'idée fixe que laissent après eux les grands désespoirs. Maurice, nature faible et inquiète, sentait l'obstacle dressé entre Gertrude et lui. Parfois il se soulevait contre cette infranchissable barrière, et il s'y meurtrissait; parfois il s'apitoyait sur Gertrude comme sur sa victime. A la suite de ces torturantes alternatives de désirs et de colères refoulés et d'attendrissemens débordés, un jour, Maurice fit à Gertrude un effrayant aveu. Le matin même où il avait épousé Gertrude, avant le mariage, il avait reçu une lettre d'Adrien d'Arberg : les faux bruits répandus sur son compte y étaient démentis, et Adrien demandait avec sollicitude à Maurice des nouvelles de Gertrude. Après avoir eu la coupable faiblesse de cacher cette lettre à celle qui n'était pas encore sa femme, Maurice eut la cruelle imprudence de la montrer à Gertrude pour voir si le souvenir d'Adrien vivait encore en elle. L'impassibilité à laquelle la jeune femme avait, par l'héroïsme de sa volonté, plié son âme depuis un an ne put résister à cette affreuse révélation. Elle resta résignée à sa chaîne, mais se crut affranchie vis-à-vis de Maurice de la fidélité de ses pensées. Entre elle et lui, la séparation morale était irrévocable. Maurice désespéré ne fit plus dans sa maison que des apparitions courtes et silencieuses. Il avait abandonné peu à peu les leçons de musique au moyen desquelles il répandait autour de sa femme un dernier vestige d'aisance. Il voulut se créer des ressources plus faciles à son découragement et à sa morose indolence : il engagea son petit avoir dans des spéculations qui furent malheureuses et ne lui laissèrent que des dettes. Il fut arrêté. Gertrude, pour le tirer de la prison, donna presque tout le petit héritage que lui avait laissé en mourant le père Lifford. Quand il fut libre, elle

voulut quitter l'Angleterre, où ils ne pouvaient plus vivre, et elle décida Maurice à partir pour l'Amérique.

Ils s'embarquèrent sur un de ces immenses navires qui portent les émigrans par centaines aux États-Unis; mais au moment du départ, quand il était impossible de revenir en arrière, Gertrude, confuse, rencontra à bord son ancienne amie, lady Clara Audley, qui venait faire ses adieux à un passager monté sur le même navire : ce passager était Adrien d'Arberg. Adrien, en apprenant l'étrange mariage de Gertrude, avait abandonné sa fortune à son frère et à des fondations charitables; il était venu en Irlande, s'était mis à la tête d'une troupe d'émigrans, et allait la conduire et en diriger l'établissement dans le *far west*.

La crise inévitable était arrivée. Ces cœurs naufragés trouvaient le danger sur le vaisseau même où ils le fuyaient. Adrien restait avec ses Irlandais et ne venait pas sur la partie du navire réservée aux passagers aisés. Cependant Adrien et Gertrude se rencontrèrent. L'explication fut véhémente, quoique contenue de la part de Gertrude, tendre, douloureuse, résignée du côté d'Adrien. Gertrude en sortit non moins triste, mais plus calme. Maurice s'était aperçu plus tard de la présence d'Adrien. Il y eut en lui des combats déchirans entre la jalousie et le remords, entre l'amour et le repentir, des luttes qu'il ensevelit dans son sein, mais auxquelles succomba sa frêle constitution; il tomba malade. Gertrude, comme pour expier l'idée involontaire qui avait traversé un moment son esprit, qu'entre Arberg et elle la réunion était encore possible dans l'avenir, soignait Maurice avec une vigilance empressée et inquiète. Un soir, elle attendait le médecin du navire :

« Les heures s'écoulaient, et le médecin ne venait pas. Il était tard, Maurice allait plus mal. Ses douleurs augmentaient, sa respiration était oppressée. Elle était alarmée; mais elle n'osait le quitter pour aller chercher du secours. Un instant elle sortit à la hâte, aperçut un domestique et lui dit d'aller supplier le docteur de venir sur-le-champ. Quand elle rentra, Maurice l'appela à voix basse et la fit asseoir à son chevet.

« — Écoutez-moi, Lady-Bird, car à présent je peux parler, et c'est peut-être la dernière fois que je vous appellerai de ce nom. Pardonnez-moi tout ce que je vous ai fait souffrir. Il aurait mieux valu pour vous que je ne fusse pas né; mais si je meurs maintenant, alors ma vie ne vous aura pas fait beaucoup de mal, n'est-ce pas, Gertrude? Vous êtes très jeune encore, et vous pouvez être longtemps heureuse. Vous me pardonnerez, quand vous serez heureuse, de vous avoir tant aimée pendant ma courte vie, vous pardonnerez à mon amour de m'avoir rendu égoïste, méchant et fou. Ne pleurez pas, Lady-Bird; ne détournez pas votre face de moi. Voulez-vous me donner un baiser?

« Elle passa le bras autour de son cou, et, sur ses lèvres fiévreuses, elle lui donna un baiser comme il en avait rêvé, mais comme il n'en avait jamais reçu. Il fut saisi d'une soudaine faiblesse. Il ouvrit la bouche pour respirer.

« — Une de ces potions, dit-il, vite, j'étouffe.

« Elle avait les yeux pleins de larmes; un brouillard lui couvrait la vue. Elle versa la médecine dans un verre. Il l'avala et s'écria : — Quel goût étrange!

« Quelle horrible vision était passée devant elle? Quelle terreur subite blanchit ses joues, quand, agenouillée devant la lampe, elle lut sur l'étiquette de la bouteille : *Laudanum*, poison! Il y a une force miraculeuse dans l'effroi et dans l'angoisse, car elle ne trembla pas, elle ne s'évanouit pas; mais, se précipitant vers la porte, elle demanda le docteur avec un tel accent d'agonie, que deux ou trois personnes sautèrent de leur lit pour aller le chercher. Elle s'assit à côté du lit étroit, mit la tête de Maurice sur sa poitrine, et le contempla avec des yeux pétrifiés et le cerveau en feu. « S'il allait mourir, je serais libre. » Y eut-il dans l'enfer un démon assez féroce pour lui souffler en ce moment à l'esprit ces mots qui l'avaient fait trembler hier, et qui ressemblaient aujourd'hui au cri de désespoir du condamné entendant sa sentence? C'était une affreuse chose que son visage incliné sur celui de Maurice, de façon pourtant qu'il ne pût pas la voir. Il se plaignait de sensations étranges; elle sentait la mort dans son propre cœur, mais elle parlait avec calme, car elle éprouvait une puissance inconnue de souffrir. Elle sentait que, s'il mourait, sa vie, à elle, serait une incessante torture de remords, mais que, tant qu'il vivait, il y avait une espérance pour elle, et que la merci de Dieu était immense et infinie comme sa douleur.

Le docteur vint en homme dérangé, vexé. Il y avait beaucoup de malades et de mourans sur ce misérable navire, et l'on avait crié après lui toute la nuit.

« — M. Redmond, dit-il en entrant dans la cabine, ne peut aller beaucoup plus mal que la dernière fois que je l'ai vu.

« Elle avait pris le flacon; elle le plaça entre elle et lui et lui dit à l'oreille :

« — Je lui ai donné cela.

« Il fait un mouvement en arrière et mâche un juron entre ses dents :

« — Alors, pardieu, tout est fini pour lui.

« Elle ne s'évanouit pas, mais joignit ses mains crispées et lui dit :

« — Sauvez-le! sauvez-le! Essayez au moins!

« Elle est à côté de lui, tandis qu'il emploie tous les moyens et tous les expédiens auxquels on a recours en pareil cas; elle suit tous ses mouvemens en silence, retenant sa respiration entrecoupée, avec l'anxiété de la mort.

« — Je ne peux faire davantage, dit-il enfin, et je ne peux rester plus longtemps : on a besoin de moi ailleurs. Il faut que vous le teniez éveillé, si vous pouvez; tout dépend de là. Faites comme vous pourrez. Parlez-lui, remuez-le. Il faut que je m'en aille.

« Elle lui prit le bras, et, avec un regard qui émut même cette dure nature, elle lui dit :

« — Dites à Adrien d'Arberg de venir ici à l'instant. Dites-lui que Maurice Redmond se meurt, et que c'est sa femme qui l'a tué.

« Elle s'agenouilla devant son mari; elle ne lui cachait plus son visage. Elle lui parla avec une voix, elle le regarda avec des yeux qui semblaient

l'éveiller de la stupeur croissante qui engourdissait ses sens. Elle l'appelait à haute voix, elle soulevait ses mains et les pressait dans les siennes.

« La porte s'ouvrit : Adrien était à côté d'elle, pâle, ferme, maître de lui-même. Elle murmura sans tourner ses regards vers lui : « Que deviendrai-je s'il meurt? » Les yeux de Maurice se fermaient, il ne semblait plus entendre ni sentir. Elle se retourna alors du côté d'Adrien et jeta sur lui un regard si horriblement désespéré, qu'il devint encore plus pâle. Il lui mit la main sur l'épaule et lui dit :

« — Gertrude, priez, priez de toute la force de votre désespoir, et laissez-moi veiller à côté de ce lit. Cette nuit-ci, nous la passerons ensemble, et puis, quelle que soit la volonté de Dieu, quoi qu'il arrive...

« — Nous nous séparerons pour jamais, dit-elle lentement.

« — Ainsi soit-il.

« — C'est un vœu, ajouta-t-elle.

« — Aussi solennel que cette heure, répliqua-t-il. Maintenant allez, et priez Dieu d'avoir pitié de vous et de moi. »

Ce vœu, cette immolation à Dieu de son amour que fait cette femme qui croit avoir frôlé un crime, la métamorphose. Maurice est sauvé par les soins d'Adrien et de Gertrude. Quand il revient à lui, il voit devant lui sa femme et son ancien ami. Il indique d'un regard effaré Adrien à Gertrude. — « Autrefois, mais plus à présent, lui dit-elle à voix basse en répondant à sa pensée. Croyez-moi, cher Maurice, par tout ce que j'ai souffert cette nuit, par tout ce que nous avons souffert depuis notre mariage, vous pouvez me croire maintenant. Mon amour est à vous désormais, à vous seul. Je vous l'ai donné, Maurice, dans une heure terrible, et je n'ai pas traversé en vain la plus effrayante épreuve qui ait été infligée, pour l'écraser, à une âme endurcie. » Et Maurice voit dans les yeux de sa femme la vérité de ses paroles. Gertrude, épurée par le renoncement absolu et dévoué de la passion, qui était l'orgueil de sa volonté et la volupté de son cœur, se réconcilie avec le devoir et avec la vie. Elle est sereine, elle est pieuse, elle est heureuse. J'avoue qu'au point de vue du mouvement des passions autant qu'au point de vue religieux, ce miracle de la grâce me paraît une très belle et très émouvante péripétie.

Là est le dénoûment moral du roman; en voici la conclusion en deux mots. Maurice meurt à son arrivée en Amérique; Gertrude, laissée veuve, est bientôt mère; Adrien se fait missionnaire. Quelques années après, Gertrude reçut une lettre de son frère Edgar. Depuis les malheurs de sa maison, M. Lifford avait longtemps voyagé avec son fils, ensuite il était revenu à Lifford-Grange. Le vieil orgueilleux commençait à plier sous les catastrophes amenées par ses préjugés obstinés. Il reparlait de Gertrude, dont il n'avait plus prononcé le nom depuis sa fuite. Edgar pensait que le retour de Gertrude ren-

drait la paix de l'âme au triste vieillard. Gertrude rentra donc comme le pardon avec son fils Maurice dans la maison de son père. Edgar voulut se marier et craignit de blesser par son choix les vieilles préventions de M. Lifford. Ce fut Gertrude qui demanda le consentement de son père. M. Lifford lui montra le portrait de sa mère et le sien à elle. « Vous parlez à un homme dont l'orgueil a fait leur misère, lui dit-il. Edgar croit-il que j'adore encore les idoles qui les ont détruites? » Gertrude se jeta à son cou pour le remercier; mais M. Lifford la repoussa un instant avec un regard d'inquiétude et de défiance. « Croyez-vous que je ne sois pas heureuse? » lui dit-elle avec un de ces sourires persuasifs, expression d'une paix intérieure que le monde ne peut ni donner ni retirer. Alors il la pressa sur son cœur et la bénit. « Depuis ce temps, il y eut des fleurs dans les jardins et du bonheur dans le vieux château de Lifford-Grange. »

III.

J'ai peu d'observations à faire sur ces deux ouvrages. Analyser des romans, c'est presque s'enlever le droit de les juger. Quand on résume des volumes en quelques pages, quand on remplace l'action qui se déroule avec ses gradations naturelles par une analyse qui efface ce qu'on pourrait appeler le modelé de l'œuvre, et n'en rend tout au plus qu'un trait sec et cru, on aurait mauvaise grâce à signaler des défauts que l'on a soi-même nécessairement aggravés. L'abréviateur doit des excuses à l'auteur, car c'est surtout lui qui court le danger d'être plus *traditore* que *traduttore*.

Seulement, s'il y a une préférence à exprimer entre le roman de lady Fullerton et celui de Currer Bell, je n'hésite pas. Il a fallu peut-être plus de vigueur de talent pour écrire un roman comme *Villette* que pour composer *Lady-Bird*. L'avantage reste pourtant à lady Fullerton. Le sujet de *Villette* est terne et froid; l'action de *Lady-Bird* est émouvante, ou du moins lady Fullerton a dans le style une chaleur pénétrante qui se communique au sujet du récit, en redouble l'intérêt, et gagne la sympathie du lecteur. Quoique Currer Bell veuille ennoblir, en les amenant sous le jour de l'imagination, les incidens vulgaires des existences médiocres, son livre n'a guère chance d'intéresser la classe même à laquelle il est consacré; il n'y a que les lecteurs cultivés, les malins, qui prendront la peine d'étudier et d'apprécier le talent dépensé dans les détails de *Villette*. Le roman de lady Fullerton a sur celui de Currer Bell une supériorité décisive pour les ouvrages de ce genre : il est plus attachant.

Mais ce qui donne une valeur très haute à ces romans, c'est leur

inspiration morale. Ici encore, il va sans dire que je place *Lady-Bird* au-dessus de *Villette*. J'admire sans doute cette fière apologie de l'énergie intérieure de l'âme humaine dont *Villette* est remplie. S'il y a dans le monde beaucoup de natures qui se suffisent ainsi à elles-mêmes pour arriver à l'accomplissement du devoir et au repos du cœur, j'en suis bien aise pour elles, mais je ne leur porte pas envie. Je crains d'ailleurs que ces héroïsmes de la conscience individuelle, ces victoires stoïques soient fort rares, et que, sauf un très petit nombre d'exceptions, l'on ne puisse attribuer ces vertus-là qu'au tempérament et aux circonstances. La morale de lady Fullerton me paraît, dans son humilité, bien plus universelle et bien plus humaine. Les douleurs, les douleurs infinies où aboutissent l'orgueil et le désir, voilà le critérium de la vérité morale qui force les vrais romanciers et les grands poètes, et tous ceux qui ont étudié la pathologie des passions humaines, à conduire l'homme suppliant et humilié aux pieds de Dieu. Telle est la conclusion que lady Fullerton dégage de son œuvre avec une sincérité, une conviction, une ferveur entraînantes, et il me semble impossible de l'en louer suffisamment.

Je me trompe. Je me rappelle, dans *Lady-Bird*, une juste et fine réflexion sur les éloges, qui ne saurait venir plus à propos : « Il y a, dit lady Fullerton, une joie inspirée par l'éloge qui n'a rien à démêler avec la vanité; c'est une sorte de sympathie réclamée impérieusement par tous ceux qui sont doués de quelque génie : c'est la brise qui évente la flamme, l'huile qui nourrit la lampe. L'éloge, lorsqu'il est sincèrement donné et gracieusement reçu, produit souvent une sorte de bonheur humble et timide aussi éloigné de la vanité que l'exaltation d'une mère à la beauté de son enfant diffère du sentiment orgueilleux qu'elle aurait de la sienne. » Ce bonheur humble et timide, lady Fullerton doit l'avoir souvent éprouvé depuis la publication de *Lady-Bird*, car chacun de ses lecteurs serait heureux, j'en suis sûr, de pouvoir, comme moi, lui témoigner publiquement la sympathie reconnaissante qui suffit à sa modestie.

EUGÈNE FORCADE.

LA PHILOSOPHIE

ET

LA RENAISSANCE RELIGIEUSE.

On répète volontiers partout que la philosophie s'en va. S'agit-il de savoir si elle est plus ou moins coupable, on discute un peu; mais on ne discute pas pour déclarer qu'elle est désormais parfaitement inutile. Juste ou non, l'arrêt est spécieux pour qui n'observe l'esprit général de notre temps que dans ses manifestations les plus éclatantes. Quels sont en effet, depuis un demi-siècle, les phénomènes sociaux qui frappent tous les esprits? Le premier que je veux signaler, c'est l'immense développement des intérêts matériels, phénomène d'autant plus remarquable qu'il a sa racine dans les élémens mêmes de la société moderne, telle que l'a faite la révolution de 89. Oui, qu'on s'en afflige ou qu'on s'en réjouisse, il faut dire avec un illustre orateur de la restauration que la démocratie coule à pleins bords. A tous les degrés de la vie sociale, c'est une aspiration ardente, unanime, infatigable, vers le bien-être et l'aisance, vers la richesse et le luxe, vers l'influence et le pouvoir, en un mot vers tous les biens de ce monde. Voilà un premier fait, aussi manifeste que la clarté du jour, et qui semble indiquer dans l'âme de notre société moderne des dispositions peu philosophiques. Que faut-il à une société éprise de bonheur matériel, passionnée pour les travaux et les avantages de l'industrie? Des ingénieurs, des physiciens, des chimistes, tout au plus quelques mathématiciens : elle n'a que faire de philosophes. Voulez-vous vous enrichir? défiez-vous de la métaphysique. A quoi bon lire Platon? il ne vous apprendrait pas l'art d'amasser des richesses, et puis, prenez garde à cet enchanteur, il pourrait bien vous les faire mépriser.

Le second phénomène que j'ai dessein, non plus seulement de constater, mais d'approfondir, c'est ce besoin impérieux qui se manifeste surtout dans les âmes éprouvées par les mécomptes de la vie, — le besoin de trouver au-delà du monde visible l'objet d'une adoration sans trouble et d'un amour sans illusion, d'y chercher le secret de la destinée humaine, ou tout au moins de donner quelque pâture à l'imagination, saisie de curiosité et d'effroi en face des mystères de la mort. Qui ne connaît de telles inquiétudes? Elles se rencontrent dans les hommes de tous les temps, parce qu'elles sont la vie même de l'humanité; mais le sentiment qu'elles produisent a pris de nos jours un développement si puissant, qu'il n'y a pas un philosophe, pas un homme d'état, pas une tête pensante, qui n'en ait fait le sujet de ses réflexions. Ce phénomène social a pris un nom : il s'appelle la renaissance religieuse.

S'il s'agissait ici d'un accident fugitif, d'une de ces fièvres ardentes et passagères, trop communes en notre mobile pays, il n'y aurait pas à s'en préoccuper; mais non, le mouvement religieux n'est pas un événement d'hier : il ne date pas de la fin du dernier règne, il ne date pas de la restauration, il ne date même pas du concordat. Quand les mains du premier consul entreprirent de relever l'autel, il s'était déjà relevé tout seul dans le cœur des peuples, et du jour où la France put faire entendre une voix que la terreur avait glacée, elle invoqua Dieu.

Nous savons ce qu'on peut objecter; nous ne perdons pas de vue les oppositions que la foi renaissante a soulevées et les intermittences qu'elle a subies. L'empire, d'abord si favorable à l'influence religieuse et tant caressé par elle, finit par la traiter assez rudement, et après les ivresses et les folies des ultramontains de la restauration, un retour d'opinion très énergique parut envelopper la religion même dans le décri de quelques-uns de ses ministres; mais que signifient ces temps d'arrêt et ces déviations apparentes? Il en est du mouvement religieux de la société nouvelle comme de son mouvement démocratique. Quand vous voyez un fait se produire au sein d'une grande société, durer tandis que tout passe, croître alors que tout décline, survivre à dix révolutions politiques, tour à tour favorisé ou combattu par le gouvernement et les partis, mais toujours debout, et après les tempêtes les plus formidables reparaissant avec une puissance, une sève et une vitalité nouvelles, — tenez pour certain qu'un tel fait a sa cause plus haut que la volonté de l'homme, et qu'en nier la portée, c'est nier une loi du monde moral et s'inscrire en faux contre un arrêt de la Providence.

Nous aurions moins de peine à comprendre l'aveuglement de certains esprits, si le mouvement religieux était concentré dans les limites

d'un certain pays; mais point du tout : il ne se produit pas seulement en France et chez les nations catholiques; c'est un mouvement européen. Il change de noms suivant la diversité des peuples ou des communions religieuses; c'est le piétisme à Berlin, le puseysme à Oxford et à Londres, le méthodisme à Genève, et c'est trop souvent l'ultramontanisme à Paris. Toutefois, sous ces formes changeantes, vous trouvez le même esprit intérieur; je veux dire un retour général des âmes vers une autorité surnaturelle et infaillible, et par suite un espace de plus en plus étroit laissé à la raison et à la liberté humaines.

Je crois avoir décrit le mouvement religieux avec une parfaite sincérité. Reste à le comprendre.

Si on voulait en croire certains écrivains célèbres, rien ne serait plus simple : ils y voient la sentence capitale de la philosophie, et comme ces esprits ingénieux joignent à tous les dons brillans de l'imagination et de l'éloquence une remarquable force de logique, ils ont compris qu'étant si sévères pour la philosophie, ils ne pouvaient pas l'être moins pour la société moderne, qui en est l'ouvrage. De proche en proche, ils en sont venus à répudier en bloc les trois derniers siècles, de sorte qu'à les en croire, du jour où l'esprit nouveau a produit Raphaël et Michel-Ange, Shakspeare et Milton, Pascal et Bossuet, Corneille et Molière, Descartes et Leibnitz, le monde est entré en pleine décadence. Dans cette conviction commune, les uns, ne voyant pas de remède naturel au mal, ont pris le parti de désespérer de la civilisation et de soutenir qu'en ce monde de ténèbres, Satan, c'est-à-dire l'esprit philosophique, doit être vainqueur de Dieu. D'autres, d'une humeur moins chagrine, d'une logique moins inflexible, d'un esprit plus ouvert et plus généreux, se souvenant que leur ardeur pour la religion fut contemporaine de leur jeune enthousiasme pour la liberté, se sont détournés de ce pessimisme de théorie : inconséquence généreuse à laquelle nous ne pouvons qu'applaudir, en attendant avec patience qu'un goût si noblement persévérant pour la discussion ramène ces ennemis de la philosophie à des sentimens plus doux.

Au surplus, nous n'avons dessein de discuter avec aucun de ces esprits extrêmes, surtout quand l'éblouissement du paradoxe et les fumées de la passion les emportent jusqu'à soutenir par exemple que toute vérité philosophique est dans saint Thomas, qui, dans sa modestie, croyait la tenir d'Aristote, ou quand, plus mal inspirés encore, ils engagent une croisade burlesque contre les pères de la civilisation humaine, Homère, Pindare, Platon, Virgile, et travestissent en fléaux dévorans ces chantres divins dont le peintre de *l'École d'Athènes* associait les images aux plus sublimes symboles du culte chrétien dans les fresques immortelles du Vatican. Mais laissons ces enfans perdus de

la polémique s'acharner dans l'ombre sur les restes d'un scandale épuisé; laissons-les se mettre en règle, comme ils le pourront, avec leurs supérieurs, dont la sagesse sait au besoin les avertir et les châtier : aussi bien des plumes habiles et non suspectes de complaisance pour les philosophes ont récemment fait justice de ces témérités puériles avec une force de raison qui nous dispense de rien ajouter.

La renaissance religieuse a des interprètes plus traitables. Ce sont des esprits initiés par l'étude philosophique de l'histoire moderne ou par le gouvernement des grandes affaires aux besoins de notre société. Ils la connaissent trop bien pour ne pas savoir qu'en matière de croyances religieuses, la philosophie, sous le nom de liberté de conscience, s'est incorporée pour jamais à nos institutions et à nos mœurs. Ce ne sont pas eux qui regrettent que Luther et Calvin n'aient pas eu le sort de Jean Huss, ou Descartes la destinée de Giordano Bruno, et cependant à la suite de nos récentes agitations ces graves observateurs, épouvantés sans doute de la puissance de dissolution qui a été donnée aux abus de l'esprit, se sont laissés aller à penser et à dire que la philosophie, livrée à elle-même, n'enfante guère que doute, orgueil et anarchie, qu'inutile au service du vrai, désastreuse au service du faux, elle doit céder la place à la foi, seule capable de régénérer la société. A leurs yeux, la question se pose nettement aujourd'hui entre deux influences contraires, le surnaturalisme et le rationalisme : — d'un côté, toutes les communions religieuses, que ces vastes esprits couvrent d'une égale sollicitude, jusqu'au point même de paraître les envelopper (je demande pardon du mot à leur orthodoxie) dans une sorte d'éclectisme supérieur; — de l'autre côté, toutes les influences philosophiques, pyrrhoniens, athées, panthéistes, déistes, tout cela volontiers confondu, ou du moins condamné à une commune stérilité. Voilà où le spectacle des ravages de l'esprit de doute et de négation a conduit ces intelligences attristées, ces maîtres de la parole et de la science, qui formaient il y a vingt ans notre jeunesse au mâle exercice de la pensée libre. D'où vient donc l'ascendant mystérieux de ce courant qui entraîne et qui dompte les plus fermes esprits? Pour en apprécier le caractère et la portée, il faut en chercher l'origine.

Le principe de la renaissance religieuse n'est pas difficile à découvrir : il est dans le matérialisme et le scepticisme du siècle dernier. A Dieu ne plaise que je vienne faire le procès à une grande époque de l'esprit humain! Aussi bien, avant de dire mon avis sur la philosophie du XVIIIe siècle, je demande à la définir. Est-elle tout entière dans Helvétius, d'Holbach et Lamettrie? Évidemment non. Joignez à ces pauvres esprits des hommes déjà bien supérieurs, David Hume et Condillac, Diderot, D'Alembert, Condorcet; vous n'avez encore qu'une

certaine école et qu'un certain parti. Voltaire lui-même, malgré l'étendue et la variété de son génie, n'exprime pas tout son siècle, et j'ajoute qu'il en répudie quelques-unes des meilleures inspirations. C'est ailleurs qu'il faut les aller recueillir, dans l'auteur d'*Émile*, et mieux encore dans Montesquieu et dans Turgot; c'est aussi dans ces sages aimables d'Edimbourg et de Glasgow, Hutcheson, Adam Smith, Thomas Reid, et dans le puissant méditatif de Kœnigsberg, Emmanuel Kant. Or il est certain, et on ne peut assez le répéter, que ces grands esprits ont passé leur vie à combattre le matérialisme et le scepticisme. Comment donc n'en ont-ils pas triomphé? C'est, hélas! qu'ils avaient laissé des otages entre les mains de l'ennemi : je veux dire que, tout en détestant les conséquences de la philosophie des sens, ils n'en rejetaient pas, faute de les bien connaître, tous les principes, et il a suffi, pour corrompre les bonnes semences, de ce mauvais levain. Kant commence sa célèbre *Critique* par protester contre l'empirisme de Locke avec autant de force qu'avait pu le faire Reid, et comme Reid encore, c'est du scepticisme de Hume qu'il veut affranchir la philosophie. Allez jusqu'au bout. Son dernier mot, c'est que toute affirmation spéculative sur l'âme et sur Dieu est une hypothèse arbitraire, c'est-à-dire que la religion naturelle et la théodicée n'ont aucun solide fondement. Écoutez le vicaire savoyard lançant contre Helvétius et d'Holbach ses apostrophes véhémentes, vous croyez entendre les accens du spiritualisme le plus pur. Regardez-y de près, ce grand adversaire des encyclopédistes n'est bien souvent qu'un de leurs disciples qui s'ignore. Il a appris à leur école à nier l'idée de l'infini, à déclarer inaccessible à l'esprit humain toute existence absolue, et s'il répudie la sensation, ce n'est point à l'autorité lumineuse et précise de la raison, mais aux vagues inspirations du cœur, qu'il demande sa théodicée, — mal fidèle encore à son principe, puisqu'il aboutit à fonder sur la souveraineté du nombre, c'est-à-dire sur la force, une politique pleine de chimères, après avoir fondé sur le sentiment une morale bien chancelante.

C'est ainsi que tout se mêle dans cette époque étrange, le bien avec le mal, la vérité avec l'erreur, le doute avec la foi, la revendication légitime de réformes durables et de droits sacrés avec les rêves de l'utopie et les menaces brutales de la force, le plus noble enthousiasme pour la tolérance, l'humanité, la justice, avec des doctrines qui semblent faites tout exprès pour la tyrannie. Et de là, vers la fin du siècle, quand tous ces principes contraires, venant à fermenter ensemble, amenèrent cette explosion terrible de la révolution française, alors surtout que les idées de Montesquieu reculèrent devant les doctrines de Rousseau, dépassées à leur tour par celles de Condorcet et de Mably, et que le déisme sentimental du vicaire savoyard fut aux prises

avec le scepticisme des uns et l'athéisme déclaré des autres, de là tant d'excès lamentables, tant de scènes d'une impiété licencieuse et bouffonne, souvenirs pénibles que je voudrais écarter, mais qui obscurciront de leur ombre la grande cause de la philosophie et de 89 jusqu'au jour où, pleinement dégagée de tout alliage de violence et d'impiété, elle apparaîtra aux yeux les plus aveuglés dans sa splendeur sans tache, et deviendra pour jamais l'étoile brillante et pure de la civilisation moderne.

La période la plus orageuse de la révolution s'écoula, celle des renversemens. Quand la société put se recueillir en elle-même après la tempête, deux grandes vérités saisirent les consciences, parce qu'elles sortaient toutes vivantes du sein même des faits. La première, c'est que la raison n'est pas tout l'homme. Chose étrange! le XVIIIe siècle, qui ne croyait qu'à la puissance de l'esprit, à la force illimitée de la raison, semblait se complaire en même temps à rétrécir le cercle de leur développement légitime; mais, eût-il donné à la raison son domaine le plus étendu, elle n'est après tout que la maîtresse partie de l'homme. A côté d'elle, il y a l'imagination et le cœur, il y a l'habitude et la force de la tradition, élémens tout aussi réels de la nature humaine, tout aussi pleins de fécondité et de vie. Que la raison aspire à en prendre le gouvernement, rien de plus légitime; mais elle n'a ni le droit ni la puissance de les supprimer.

M. Hegel ne voit rien de plus beau à louer dans la constituante que le dessein de refondre la société dans un moule entièrement nouveau, et de la construire en quelque sorte *a priori*, un peu comme M. Hegel construit ses systèmes. Cet éloge m'est suspect. Dieu seul, ce me semble, a pu concevoir et faire le monde *a priori*, et je me défie des hommes, même de génie, qui se mettent à la place de Dieu. S'il faut tout dire, j'ai toujours soupçonné M. Hegel, quand il fait ce pompeux éloge de la méthode des constituans de 89, d'avoir voulu indirectement glorifier la sienne; mais, de même qu'en philosophie, la raison n'est d'aucun usage, séparée de l'expérience, on ne fait rien de bon en politique, quand on rompt en visière aux mœurs et aux traditions.

Platon raconte que lorsque son illustre aïeul, Solon, se rendit à Saïs pour consulter la sagesse égyptienne, un des prêtres les plus âgés lui dit : « O Solon, Solon, vous autres Grecs vous serez toujours des enfans; il n'y a pas de vieillards parmi vous. — Et pourquoi cela? répondit Solon. — Vous êtes tous, dit le prêtre, jeunes d'intelligence, vous ne possédez aucune vieille tradition... »

Mais voici une leçon d'une portée plus haute encore que nos pères ont reçue à la dure école des événemens : c'est que la société humaine n'a pas son dernier but en elle-même, ou, en d'autres

termes, la vie humaine ne se suffit pas. Et d'abord il est assez clair que ce monde, où l'homme s'agite, n'est pas le théâtre de la justice parfaite et de là parfaite félicité. Le mal y lutte contre le bien, la violence contre le droit; la laideur, la faiblesse et la misère s'y rencontrent avec la richesse, la force et la beauté. Ce n'est rien toutefois : adoucissez les souffrances humaines, améliorez les institutions et les lois, donnez aux sciences leur plus puissant essor et leurs plus utiles découvertes, en un mot couvrez le monde des créations de l'industrie, de la parure des arts, des bienfaits de la philanthropie, — l'homme n'est pas satisfait. Vous pouvez développer toutes ses facultés, vous ne changerez pas sa nature. La perfectibilité indéfinie, si chère au XVIIIe siècle, est un rêve. Réalisez l'utopie de Condorcet, prolongez la vie humaine pendant plusieurs siècles : vous ne ferez jamais de l'homme autre chose qu'un être fini par ses organes, infini par ses désirs et par sa raison, qui vit sur la terre et qui pense au ciel.

Là est la racine de la religion. Tant que la vie terrestre ne donnera pas le parfait bonheur, tant qu'il y aura dans l'homme, avec la raison qui médite sur les mystères de l'éternité, l'imagination qui en anticipe la connaissance, le cœur qui tressaille en présence de l'inconnu, et cette inquiétude mystérieuse et profonde qu'aucun raisonnement ne peut complétement satisfaire, — la religion sera le sentiment le plus sublime du cœur humain et le ressort le plus puissant de la vie sociale. Ce sont là des vérités de tous les temps et de tous les lieux; pour qui se reporte maintenant à la situation morale de la France après les orages de la révolution, et considère les habitudes séculaires du culte violemment interrompues, le sentiment religieux, plus indestructible encore que les habitudes, comprimé par la tyrannie, un clergé — que le scepticisme avait amolli — retrouvant au sein des persécutions les vertus de la primitive église et la sympathie des peuples, tant d'illusions évanouies, tant d'espérances trompées, tant de sang répandu, tant de deuils imprévus et irréparables; pour qui rassemble toutes ces causes, j'ose dire que ce grand mouvement de renaissance religieuse, qui a laissé sa date littéraire dans *le Génie du Christianisme* et sa date politique dans le concordat, n'a plus rien qui puisse étonner.

On se plaît à dire que les amis de la philosophie sont à la fois surpris et désespérés de ce retour universel des âmes vers la religion. D'abord, ce ne serait vraiment pas la peine d'être un peu philosophe, c'est-à-dire observateur de la nature humaine, pour être surpris en la voyant se développer suivant ses lois, aller d'un matérialisme impie à l'extrémité opposée, exagérer la défiance à l'égard de la pure spéculation après s'y être confiée sans mesure, encourager les faiblesses, les violences, les puérilités qui se couvrent du manteau de

la religion, après avoir applaudi pendant soixante ans aux railleries de l'incrédulité et aux sarcasmes de l'ironie. Mais oublions ces excès en sens contraire, et dans le mouvement religieux de notre siècle ne regardons que son principe essentiel et son développement légitime. Eh bien! j'affirme que s'il est peu digne d'un philosophe de s'étonner d'un phénomène si naturel, il le serait moins encore de s'en affliger. Pour peu, en effet, qu'on réfléchisse à cette impulsion irrésistible qui emporte les nations modernes dans les voies de la démocratie, comment ne pas comprendre que le sentiment religieux, indispensable à toute société, est devenu plus particulièrement nécessaire à la nôtre? Dans un temps et dans un pays où toutes les anciennes barrières sont renversées, où chaque individu, pouvant tout espérer, désire tout, la société a besoin, pour ne pas tomber en poussière, de ce ciment spirituel que le christianisme établit entre les âmes, et c'est pourquoi son action tutélaire sera respectée et bénie de tous, à cette seule condition de n'être intolérante ni oppressive pour personne.

Reste à expliquer maintenant que des esprits accoutumés à regarder au fond des choses se soient persuadé qu'il y a une opposition radicale entre le mouvement religieux de la société et son mouvement philosophique. Pour achever de confondre cette hypothèse, examinons quel a été depuis soixante ans le caractère de la philosophie contemporaine. L'Europe a vu naître et se développer de nos jours deux grands systèmes de spéculations philosophiques, celui de l'Allemagne et celui de la France. Je les distingue fortement l'un de l'autre, et en même temps je soutiens qu'à des titres différens et à des degrés divers ils expriment tous deux un même phénomène moral : — savoir, la renaissance du spiritualisme en philosophie.

Le mouvement germanique a parcouru toutes ses phases; on en connaît le commencement, le milieu et la fin; il est possible de l'embrasser dans son ensemble et de le juger. Je dis que c'est un mouvement d'origine spiritualiste, et j'avoue que l'assertion paraîtra contestable, si on regarde où il vient d'aboutir; mais voyons d'abord par où il a commencé. Plaçons-nous par la pensée aux premières années du XIXe siècle, au moment où disparaît Kant. En quel état laissait-il la philosophie? Il faut, pour le savoir, comparer ce qu'il avait fait avec ce qu'il avait voulu faire. Son ambition était immense. Il niait sans réserve toute la philosophie du passé. Pour lui, Aristote et Platon, Descartes et Leibnitz, n'avaient pas sur le système général des êtres des idées plus justes que celles des meilleurs astronomes avant Copernic sur le système particulier du monde physique. Kant croyait avoir découvert le vrai rapport, jusqu'à lui inconnu, de l'esprit humain avec les choses. L'esprit humain dans sa théorie était

le soleil : au lieu de tourner autour des choses, il les faisait tourner devant lui.

Telle fut l'idée première de l'entreprise philosophique de Kant. Elle devait aboutir, dans sa pensée, à terminer la lutte éternelle de l'empirisme et de l'idéalisme, des dogmatiques et des pyrrhoniens, en fixant à la fois les droits certains et les limites infranchissables de l'humaine raison. Kant avait-il atteint son but? Nullement. Dégagez en effet son système de tout ce qui n'y tient pas logiquement, ôtez les remaniemens, les correctifs et les inconséquences; quelle est la conclusion finale? c'est que l'homme, enfermé dans sa pensée comme dans une prison obscure et sans issue, ne peut tirer de ses notions les plus élevées aucune lumière sur les objets qui l'intéressent essentiellement; pas la plus faible conjecture sur l'existence de l'esprit, rien sur l'existence de la matière, rien, à plus forte raison, sur celle de Dieu, de sorte que les lois universelles et nécessaires de la raison n'ont d'autre usage que de guider la pensée dans l'exploration de l'univers sensible.

La philosophie allemande en était là vers la fin du siècle dernier; c'est dire assez qu'elle retombait, en dépit d'elle-même, sous le joug de l'empirisme et du scepticisme. L'honneur de l'y avoir arrachée se partage entre trois hommes supérieurs, Fichte, Schelling, Hegel. Ces grands esprits ont bien des différences, mais dans la variété de leurs systèmes il y a un point commun : c'est un effort généreux et puissant pour retrouver par la science ce qu'on appelle en Allemagne l'objectif et l'absolu, c'est-à-dire la certitude et Dieu.

Fichte s'attache au principe de Kant, — au sujet de la pensée, et il s'efforce de démontrer par une déduction subtile et originale que le moi ne peut pas être la seule existence, qu'elle implique non-seulement un terme opposé qui la limite et la ramène sur soi, mais aussi un principe supérieur, un principe absolu, une existence pleine et sans limite, qui explique, enfante, domine toutes les oppositions. On a pu appeler Fichte le philosophe du moi; mais il est si éloigné d'un égoïsme vulgaire, que, dans sa morale, il est stoïcien, et que sa métaphysique, de plus en plus pénétrée d'un souffle religieux, est venue aboutir au mysticisme.

C'est dans l'homme, c'est par la psychologie, que le disciple de Kant trouvait Dieu. M. Schelling, sortant brusquement de l'enceinte étroite de la philosophie critique, chercha Dieu dans l'histoire de la nature et dans celle de l'humanité. L'idée générale de son système, c'est l'analogie profonde des lois de la matière et des lois de la pensée. La nature à ses yeux n'est point l'empire d'une fatalité aveugle; elle est toute pénétrée d'intelligence, mais d'une intelligence qui ne se dégage que par degrés d'une espèce de sommeil. Et d'un autre côté, l'humanité, bien que libre, a des lois, et la vie spirituelle, en-

tée sur la vie organique, en reproduit le mouvement sur une échelle plus vaste et plus complète. Or, si l'univers et l'homme manifestent sous des formes différentes une même pensée, comment expliquer cette harmonie autrement que par une unité suprême qui se manifeste à des degrés divers dans la série infinie des existences? De là un système plein de hardiesse, où M. Schelling a répandu les trésors de son érudition de savant et de son imagination de poète, système resté toujours un peu vague, qui associe de grandes vérités à de grandes erreurs, mais qui, dans son ensemble, est tout pénétré d'une inspiration religieuse; c'est au point que l'école de Munich, dont M. Schelling est la gloire, et d'où sont sortis tant de physiciens idéalistes, tant d'artistes purs et sévères, n'a pas tardé à glisser, avec Baader et Görres, sur les pentes de la mysticité. Et maintenant, faut-il déclarer sans détour ma pensée sur le système célèbre qui a succédé en Allemagne à celui de M. Schelling? Je commencerai, afin d'être juste, par rappeler que, de l'aveu de tout le monde, la philosophie de Hegel est une des plus vastes combinaisons d'idées qui soient sorties de l'esprit humain; je ferai remarquer ensuite que son trait distinctif est de chercher en toutes choses une loi nécessaire et absolue, de sorte que confondre la théorie hégélienne avec le sensualisme, c'est une criante injustice. Cela dit, je conviendrai que le système de Hegel me paraît reposer, comme celui de Spinoza, sur une illusion trop familière aux génies doués d'une grande puissance d'abstraction : c'est que l'esprit humain est capable de reproduire en ses spéculations l'ordre universel et absolu des choses, prétention exorbitante qui ne serait légitime que si l'intelligence de Dieu et la conscience humaine pouvaient s'identifier. Et voilà comment ce système audacieux, que le génie du maître maintenait à une certaine hauteur spéculative, ayant eu le malheur de tomber dans des esprits violens et médiocres, la philosophie allemande, si pure dans Fichte, si noble dans M. Schelling, si imposante encore dans M. Hegel, s'est précipitée aux derniers excès de l'athéisme, et a soulevé contre toute philosophie la plus violente et la plus injuste réaction.

J'arrive au mouvement philosophique de la France, à celui qui nous est le mieux connu et qui nous touche de plus près. Ici la pure lumière du spiritualisme brille avec une telle évidence, que, pour la méconnaître, il ne faut certes pas un aveuglement ordinaire. On l'a pourtant niée avec intrépidité. La philosophie française a été accusée de scepticisme, et comment oublier qu'une inculpation si injuste a troublé les derniers momens et outragé la tombe à peine ouverte du noble Jouffroy? Mais le mot de scepticisme n'est pas celui qui a le plus retenti et trouvé le plus d'oreilles crédules. Cette fortune était réservée au mot panthéisme.

Scepticisme, panthéisme, nous aurions le droit de dire sans ména-

gement que ce sont là deux calomnies; mais nous aimons mieux supposer la bonne foi dans nos adversaires, et nous croyons savoir ce qui a pu tromper des esprits même sincères et excellens.

Quand on parle de la philosophie française au XIXe siècle, deux noms se présentent à l'esprit : le nom de Royer-Collard et celui de M. Cousin. Or il est d'abord parfaitement certain que Royer-Collard, si original par le tour et la qualité de son esprit, n'a pas eu en philosophie des idées originales : il n'a été, il n'a voulu être qu'un Écossais. D'un autre côté, il est également certain que M. Cousin, après avoir été initié par l'enseignement de Royer-Collard à la philosophie écossaise, s'aperçut bientôt qu'excellente pour réfuter Condillac, excellente aussi pour commencer la science, elle ne suffisait pas à tous les besoins de la pensée humaine, que sa circonspection allait jusqu'à la timidité, et que, passant du vigoureux génie de M. Royer-Collard en des esprits moins naturellement dogmatiques, elle pourrait incliner à une discrétion spéculative, à un esprit de réserve et de défiance qui n'est pas le doute, mais qui pourrait bien être la stérilité.

A ces deux faits certains, il faut en ajouter un troisième, c'est que M. Cousin est coupable d'avoir étudié avec intérêt et discuté le premier d'une manière approfondie les principaux systèmes de la philosophie allemande, celui de Kant, pour en donner une admirable réfutation, ceux de Schelling et de Hegel, pour leur emprunter des vues pleines de grandeur, les unes aussi solides que neuves et hardies, les autres plus contestables, et finalement pour s'en séparer sur les points essentiels.

Voilà le vrai; vienne maintenant l'esprit de parti avec son cortége ordinaire : la légèreté qui croit sur parole, la haine qui envenime tout, la prévention qui obscurcit le jugement et la colère qui l'aveugle; unissez toutes ces puissances conjurées, et vous verrez apparaître ce monstre formidable dont on effraie l'imagination des faibles, sous le nom de panthéisme de la philosophie française.

Pour se délivrer de ce fantôme, il eût suffi à des esprits calmes et de bonne foi de faire quelques remarques bien simples. Et d'abord, l'origine de la nouvelle philosophie française remonte plus loin que M. Cousin, plus loin que M. Royer-Collard; elle est dans un penseur moins célèbre, mais d'une originalité et d'une profondeur singulières; je veux parler de Maine de Biran. Je n'ai pas entendu dire qu'on l'ait encore accusé de panthéisme; mais si cela n'a pas été dit, cela se dira, car enfin, puisque la philosophie française est coupable, comment Maine de Biran serait-il innocent, lui qui a donné à cette philosophie la méthode qui la constitue, la méthode psychologique?

Depuis Maine de Biran, le premier principe de la philosophie française, c'est la séparation profonde des phénomènes extérieurs et des

phénomènes de conscience. Pour qui sait voir dans un germe tous ses développemens à venir, le spiritualisme est là. En effet, qui a posé les principes d'une réfutation radicale de Condillac et de Cabanis, avant que M. Royer-Collard n'engageât avec tant d'éclat contre le sensualisme sa polémique éloquente et victorieuse? C'est celui que Royer-Collard appelait son maître, c'est Maine de Biran.

Le second principe de la philosophie française, c'est que le type primitif de toute existence nous est fourni dans le sentiment de l'activité personnelle. C'est par là que Maine de Biran arrêtait à son premier pas le système qui fait sortir tout l'homme de la sensation passive, vainement transformée en intelligence et en volonté par une analyse artificielle. Par là, il rattachait le spiritualisme nouveau à celui de Leibnitz, et coupait une des racines du panthéisme, puisqu'il est logiquement impossible — à une philosophie qui pose la personnalité humaine comme un principe fondamental — de la réduire à une forme accidentelle et passagère de l'être en soi. Enfin, si la philosophie française, partie de la psychologie profonde, mais un peu étroite de Maine de Biran, a pris en un génie plus vaste un vol plus libre vers les sublimes régions, quel a été son caractère propre, son principe toujours proclamé et fermement maintenu? C'est de rester fidèle à l'observation, et, dans ses inductions les plus lointaines sur le principe mystérieux des choses, de ne jamais perdre de vue la conscience; c'est de ne s'élever de l'homme à Dieu que pour revenir sans cesse de Dieu à l'homme, de peur de se laisser séduire à cette ontologie ambitieuse et vaine qui se perd en ses abstractions, loin de l'humanité, de la nature et de la vie.

Nous croyons avoir le droit de conclure que la philosophie française est dans son origine, dans sa méthode, dans son caractère général une philosophie spiritualiste, et par conséquent qu'il n'y a rien de plus superficiel et de plus factice que cet antagonisme imaginé entre les besoins religieux et les besoins philosophiques de notre société, laquelle n'a pas apparemment deux âmes contraires, mais une seule, également avide de science et de foi. Est-ce à dire qu'il n'y ait eu, dans le développement de la philosophie française à travers le demi-siècle agité qui est derrière nous, aucun écart, aucune déviation? Nous n'entendons pas soutenir cela, et pourquoi aurait-on le moindre embarras à s'en expliquer? Une école de philosophie n'est pas une église, et je ne connais, pour un homme usant librement de sa raison, qu'un seul moyen d'être infaillible : c'est de se taire. Peut-être est-ce là le genre d'innocence que nos adversaires nous souhaiteraient; mais le conseil n'est pas assez désintéressé pour qu'on y souscrive. Pour moi, convaincu que la philosophie française est dans les grandes voies du sens commun et de la vérité, mais con-

vaincu aussi que le terrain où elle marche est glissant, entouré d'écueils et de précipices, je voudrais, avant de terminer, indiquer avec franchise quelle idée je me forme des périls de la situation présente et des besoins de l'avenir. Toute ma pensée se résumerait volontiers en un seul vœu : c'est que la philosophie française se sépare chaque jour davantage de la dernière philosophie allemande.

C'est une habitude enracinée au-delà du Rhin de considérer la philosophie comme une spéculation transcendante, se déployant dans je ne sais quelle carrière illimitée d'abstractions, et se proposant pour but, non pas des connaissances proportionnées à notre raison imparfaite, mais l'explication universelle des choses. Il faut que cette explication soit conçue *a priori*, sous peine d'empirisme; il faut qu'elle ne s'appuie pas sur la conscience, sous peine de subjectivité; il faut qu'elle embrasse l'ensemble du réel et du possible, pour être, comme ils disent, *adéquate;* il faut enfin qu'elle parte d'un principe unique et en déduise tout le reste, pour être simple, homogène, rigoureuse, en un mot scientifique.

Nous dirons en deux mots qu'imposer à la science de telles conditions, c'est de deux choses l'une, — la rendre impossible ou la condamner à l'erreur. Si l'homme, en effet, n'est que l'homme, cette science le surpasse infiniment. Pour en être capable, il faudrait que l'homme fût Dieu.

Cette illusion de l'Allemagne sur la nature de la science en a enfanté une autre touchant son objet le plus élevé, et toutes deux aboutissent aux mêmes erreurs. Suivant les disciples de Hegel, on ne construit une théodicée digne de vrais philosophes qu'à la condition d'écarter sévèrement de l'idée de la Divinité toute analogie, toute détermination empruntées à l'observation de l'univers physique et moral. Quiconque se représente Dieu comme un principe distinct de l'univers, vivant en soi de la vie de l'intelligence, de la liberté, de l'amour, est déclaré suspect de superstition et d'anthropomorphisme. Voilà donc un Dieu absolument indéterminé, un Dieu sans attributs, un Dieu dont on ne peut rien dire; mais sous cette réserve apparente se cache un immense orgueil. Ce même Dieu, si parfait qu'il semble inaccessible, si loin de nous que toute analogie le défigure, l'Allemagne prétend le saisir *a priori*, décrire exactement son essence et y trouver la clé de toutes les énigmes de l'univers.

Ces doctrines, je le dis nettement, seraient la mort du spiritualisme; mais, en vérité, il est permis de ne pas s'en effrayer à l'excès, quand on les pèse d'une main ferme et d'un esprit libre de prévention. Les métaphysiciens de l'Allemagne le prennent de très haut, je le sais, avec notre méthode psychologique, avec notre respect du sens commun et de la foi du genre humain; mais, sans discuter le

fond des choses, qu'il nous suffise d'adresser une ou deux questions à leur érudition et à leur bonne foi.

Je leur demanderai qui a mis au monde la philosophie moderne? C'est apparemment Descartes. Or l'auteur du doute méthodique était-il par hasard un esprit esclave des préjugés? Reprocherait-on un excès de timidité à l'homme qui, avec de l'étendue et du mouvement, se chargeait de faire le monde? Eh bien! ce Descartes, ce novateur intrépide, ce spéculatif audacieux, sur quel principe a-t-il établi toute sa métaphysique? Sur un fait de conscience : je pense, donc je suis. Et quel est le fondement de sa théodicée? Encore un fait de conscience : cette idée de l'être tout parfait que chacun de nous trouve au fond de soi, dans le sentiment de son imperfection et de ses limites. Où aboutit enfin cette méthode? A un Dieu profondément distinct de l'univers, à un Dieu créateur, à un Dieu intelligent et bon qui a fait l'homme, comme parle Descartes, *à son image et semblance*, et dont la contemplation, comme il dit encore, *nous fait jouir du plus grand contentement que nous soyons capables de ressentir en cette vie.*

Dira-t-on que Descartes vivait dans une société chrétienne, au siècle de la règle et de l'autorité? Je consens à reculer de deux mille ans, bien au-delà du christianisme, et je demande aux idéalistes de l'Allemagne s'ils veulent bien consentir à reconnaître Platon pour maître, Platon, le père de l'idéalisme et le type des libres génies. Or ce grand métaphysicien avait appris à l'école de Socrate que le premier pas en philosophie, c'est de confesser son ignorance, et le second, de s'étudier soi-même. Est-ce lui qui se serait flatté de saisir dans toutes les profondeurs de son essence ce principe premier dont il n'ose parler qu'en tremblant au VIe livre de la *République*, « ce Bien que toute âme poursuit, en vue duquel elle fait tout, — ce Bien dont elle soupçonne l'existence, mais avec beaucoup d'incertitudes, et dans l'impuissance de comprendre nettement ce qu'il est?... »

Et puisque le principe des choses est plein de mystères, comment se flatter d'apercevoir sans voile la génération de l'univers? Écoutez Timée : « ... J'essaie de parler des dieux et de la formation du monde, sans pouvoir vous rendre mes pensées dans un langage parfaitement exact et sans aucune contradiction. Et si mes paroles n'ont pas plus d'invraisemblance que celles des autres, il faut vous en contenter et bien vous rappeler que moi qui parle et vous qui jugez, nous sommes tous des hommes... (1). »

Si maintenant je continuais à citer le *Timée* pour y trouver l'idée que Platon s'est formée du principe de l'univers; si je décrivais ce Dieu dont l'attribut suprême est la bonté, qui fait le monde non par

(1) Platon, trad. fr., t. XI, p. 126.

nécessité, mais par amour, ce Dieu qui compose le plan de l'univers l'œil fixé sur l'exemplaire éternel de la beauté et de la justice, ce Dieu qui, en voyant s'agiter le monde fait à son image, *se réjouit, et dans sa joie veut le rendre encore plus semblable à son modèle,* je sais ce que me diraient les hégéliens, que Platon se joue et qu'il paie tribut aux préjugés du vulgaire. Mais Platon se jouait-il lorsque, dans un de ses plus sévères et de ses plus profonds dialogues, il engageait contre les *éléates* (c'étaient les hégéliens du temps) une polémique si vigoureuse, quand il démontrait que leur unité absolue, sans attribut, sans pensée, sans vie, n'est qu'un abîme de contradictions, quand il s'écriait enfin : « Mais quoi, par Jupiter! nous persuadera-t-on si facilement que, dans la réalité, le mouvement, la vie, l'âme, l'intelligence, ne conviennent pas à l'Être absolu; que cet Être ne vit ni pense, et qu'il demeure immobile, immuable, sans avoir part à l'auguste et sainte intelligence? »

Voilà le Dieu qu'enseignent Platon et Descartes, ces maîtres préférés de la philosophie française, et voilà aussi le Dieu que toute créature humaine entrevoit et adore au fond de son cœur; car enfin faites la différence si grande qu'il vous plaira entre l'intelligence d'un Leibnitz et celle du plus ignorant des hommes, — la raison leur est commune, et c'est mal s'en servir que de ne pas savoir comprendre et partager la foi des humbles d'esprit. Oui, sans doute, l'Être infini est infiniment au-dessus de toute formule et de toute image; mais ce n'est point profaner son nom que d'adorer en lui le type accompli de l'intelligence, de l'amour et de la liberté. Et dès lors l'homme n'est plus un mode nécessaire et fugitif de l'existence universelle, sorti d'un abîme et destiné à y rentrer : il est l'ouvrage d'un dessein profond et d'une Providence attentive; il a un but, un idéal; il a des devoirs et des droits, il est ferme dans la vie et tranquille dans la mort. Armée d'une telle doctrine, je ne redoute pour la philosophie ni l'ardeur industrielle de notre temps, ni son mouvement démocratique, ni son retour à la religion. Sûre d'elle-même et de son principe, qui est celui de la société nouvelle, la philosophie regarde avec calme et sans jalousie l'influence bienfaisante des sentimens et des vertus qu'inspire le christianisme. Les conquêtes de l'industrie sont à ses yeux le triomphe éclatant de l'esprit sur la matière, et dans les progrès légitimes de la bonne démocratie elle voit le mouvement ascendant des nations modernes vers un idéal de liberté, de lumière et de justice que sa mission propre est de poursuivre sans cesse pour le purifier et l'agrandir.

ÉMILE SAISSET.

L'ÉCONOMIE RURALE

EN ANGLETERRE.

III.

CONSTITUTION DE LA PROPRIÉTÉ ET DE LA CULTURE. [1]

I.

On attribue assez généralement la supériorité de l'agriculture anglaise à la grande propriété; cette opinion est vraie à certains égards, mais il ne faut pas la pousser trop loin. D'abord il n'est pas exact que la propriété soit aussi concentrée en Angleterre qu'on se l'imagine communément. Il y a sans doute dans ce pays d'immenses fortunes territoriales; mais ces fortunes, qui frappent les regards de l'étranger et même du régnicole, ne sont pas les seules. A côté des colossales possessions de la noblesse proprement dite se trouvent les domaines plus modestes de la *gentry*. Dans la séance de la chambre des communes du 19 février 1850, M. Disraëli a affirmé, sans être contredit, qu'on pouvait compter dans les trois royaumes 250,000 propriétaires fonciers. Or, comme le sol cultivé est en tout de 20 millions d'hectares, c'est une moyenne de 80 hectares par famille, et, en y ajoutant les terrains incultes, de 120. Le même orateur, en évaluant, comme nous, à 60 millions sterling ou 1,500 millions de francs le revenu net de la propriété rurale, a trouvé, à raison de 250,000 copartageans, une moyenne de 6,000 fr. de rente, soit 4,800 fr. en valeur réduite.

Il est vrai que, comme toutes les moyennes, celle-ci ne donne

(1) Voyez les livraisons des 15 janvier et 1er mars.

qu'une idée fort incomplète des faits. Parmi ces 250,000 propriétaires, il en est un certain nombre, 2,000 tout au plus, qui ont à eux seuls un tiers des terres et du revenu total, et, dans ces 2,000, il en est 50 qui ont des fortunes de princes. Quelques-uns des ducs anglais possèdent des provinces entières et ont des millions de revenu. Les autres membres de la pairie, les baronnets d'Angleterre, d'Écosse et d'Irlande, les grands propriétaires qui ne font pas partie de la noblesse, s'échelonnent à leur suite. En partageant entre ces 2,000 familles 10 millions d'hectares et 500 millions de revenu, on trouve 5,000 hectares et 250,000 francs de rente par famille.

Mais plus la part de l'aristocratie est considérable, plus celle des propriétaires du second ordre se trouve réduite. Ceux-là cependant possèdent les deux tiers du sol, et jouent conséquemment dans la constitution de la propriété anglaise un rôle deux fois plus important. Leur lot moyen tombe à 80 hectares environ, et leur revenu foncier à 4,000 francs; en appliquant à ce revenu la réduction de 20 pour 100, il n'est plus que de 3,200. Comme il y a nécessairement beaucoup d'inégalité parmi eux, on doit en conclure que les propriétés de 1,000, 2,000, 3,000 francs de rente ne sont pas aussi rares en Angleterre qu'on le croit, et c'est en effet ce qu'on trouve quand on y regarde de près.

Un autre préjugé qui repose également sur un fait vrai, mais exagéré, c'est la persuasion où l'on est généralement que la propriété foncière ne change pas de mains en Angleterre. Cependant, si la propriété y est beaucoup moins mobile que chez nous, elle est loin d'être absolument immobilisée. Ici encore c'est un fait spécial qui a été généralisé outre mesure. Certaines terres sont frappées de substitutions ou autres droits, mais le plus grand nombre est libre. Il ne faut que parcourir les immenses colonnes d'annonces des journaux quotidiens, ou entrer un moment dans un de ces offices pour les ventes des immeubles si nombreux à Londres et dans toutes les grandes villes, et on restera convaincu de ce fait, que les propriétés rurales de 50 à 500 acres, c'est-à-dire de 20 à 200 hectares, ne sont pas rares en Angleterre, qu'il s'en vend même journellement.

Dans les journaux, ces annonces sont généralement rédigées ainsi : — A vendre, une propriété de tant d'acres d'étendue louée à un fermier solide, *substantial*, avec une résidence élégante et comfortable, un bon ruisseau à truites, une belle chasse, des jardins potagers et d'agrément, à proximité d'un chemin de fer et d'une ville, dans un pays pittoresque, etc. — Dans les offices, on vous montre en outre un plan de la terre et une vue peinte assez bien faite de la maison et de ses alentours. C'est toujours un joli bâtiment presque neuf, parfaitement entretenu, avec des ornemens extérieurs d'assez mauvais

goût, mais d'une disposition intérieure simple et commode, situé au milieu d'une pelouse plus ou moins grande, avec des bouquets d'arbres à droite et à gauche, et quelques vaches qui paissent sur le premier plan. Il y a deux cent mille résidences de ce genre réparties sur la verte surface des îles britanniques.

Malgré le goût très vif des Anglais pour la possession de la terre, qui les porte tous à devenir *landlords* dès qu'ils le peuvent, le prix des propriétés rurales n'est pas plus élevé qu'en France proportionnellement au revenu. On achète généralement à raison de trente fois la rente, c'est-à-dire sur le pied d'environ 3 pour 100. Dès qu'un homme un peu enrichi dans les affaires a quelques milliers de livres sterling à mettre dans une maison de campagne, dix domaines d'une valeur de 100,000 francs à 1 million se disputent son choix. Dans un pays où l'hectare de terre vaut en moyenne 2,500 francs, il ne faut pas plus de 20 hectares pour constituer une propriété de 100,000 fr., il n'en faut pas plus de 300 pour faire 1 million, en y comprenant la valeur de l'habitation et de ses dépendances.

Assurément la terre est, en France, beaucoup plus divisée : tout le monde connaît le chiffre célèbre des onze millions et demi de cotes foncières qui semble indiquer le même nombre de propriétaires; mais tout le monde doit savoir aussi maintenant, depuis les recherches de M. Passy, à quel point ce chiffre est trompeur. Non-seulement il arrive souvent qu'un seul contribuable paie plusieurs cotes, ce qui suffit déjà pour mettre une incertitude à la place d'un fait en apparence si positif; mais les propriétés bâties des villes figurent au nombre des recensées, ce qui réduit le nombre réel des propriétés rurales à 5 ou 6 millions au plus.

Ce n'est pas tout. Le taux des cotes a bien aussi sa valeur, et de même qu'il faut écarter en Angleterre, pour connaître l'état le plus général de la propriété, ces vastes possessions de quelques grands seigneurs qui font illusion pour le reste, de même il faut en France réduire à leur rôle véritable cette multitude de petits propriétaires qui abaisse tant la moyenne. Sur onze millions et demi de cotes, cinq millions et demi sont au-dessous de 5 francs, deux millions sont de 5 à 10 francs, trois millions de 10 à 50 francs, six cent mille de 50 à 100, cinq cent mille seulement sont au-dessus de 100 fr.; c'est dans ce demi-million que réside la propriété de la plus grande partie du sol. Les onze millions de cotes au-dessous de 100 fr. peuvent s'appliquer à un tiers environ de la surface totale, ou 18 millions d'hectares; les deux autres tiers, ou 32 millions d'hectares, appartiennent à quatre cent mille propriétaires, déduction faite de ceux qui ne sont qu'urbains, ce qui donne une moyenne de 80 hectares par propriété.

Ainsi, en retranchant d'une part les très grandes propriétés et de

l'autre les très petites, qui occupent dans les deux pays un tiers environ du sol, la moyenne serait en France, pour les deux autres tiers, égale en étendue à la moyenne anglaise. Cette égalité apparente cache une disproportion, en ce que le revenu est, à surface égale, bien plus élevé en Angleterre que chez nous; mais, tout compte fait, la différence réelle n'est pas ce qu'on suppose. Il y a en France environ 100,000 propriétaires ruraux qui paient au-delà de 300 francs de contributions directes, et dont les fortunes sont égales en moyenne à celles de la masse des propriétaires anglais; 50,000 d'entre eux paient 500 francs et au-dessus. Des terres de 500, 1,000, 2,000 hectares se rencontrent encore assez souvent, et les fortunes territoriales de 25 à 100,000 fr. de rente et au-delà ne sont pas tout à fait inconnues. On peut trouver environ un millier de propriétaires par département qui rivalisent, pour l'étendue de leurs domaines, avec la seconde couche des *landlords* anglais, celle qui est de beaucoup la plus nombreuse. Ce qui est vrai, c'est que nous en avons proportionnellement moins que nos voisins, et qu'à côté des châteaux de notre *gentry* fourmille l'armée des petits propriétaires, tandis que la *gentry* anglaise a derrière elle les immenses fiefs de l'aristocratie. Dans cette mesure, mais dans cette mesure seulement, il est exact de dire que la propriété est plus concentrée en Angleterre qu'en France.

Cette concentration est favorisée par la loi de succession, qui, à défaut de testament, fait passer les immeubles du père de famille sur la tête du fils aîné, — tandis qu'en France les immeubles se divisent également entre les enfans; mais l'application de ces deux législations, si opposées en principe, n'a pas dans la pratique des effets aussi radicalement contraires. Le père de famille peut, dans les deux pays, changer par sa dernière volonté les dispositions de la loi, et il profite quelquefois de cette liberté; d'autres causes plus puissantes et plus générales agissent aussi. En France, les mariages refont en partie par la dot des filles ce que la loi de succession défait; en Angleterre, si les immeubles ne sont pas partagés, les biens meubles le sont, et dans un pays où la fortune mobilière est si considérable, cette division ne peut manquer d'exercer, par des ventes et achats, son influence sur la répartition de la propriété immobilière. Le progrès de la population, beaucoup plus rapide chez nos voisins que chez nous, est à son tour, quoi qu'on fasse, un élément de division. En fait, beaucoup de propriétés se divisent en Angleterre, et tous les jours de nouvelles résidences de campagne se construisent pour de nouveaux *country-gentlemen;* en même temps, beaucoup de propriétés se recomposent en France, et on a remarqué, dans le mouvement des cotes foncières, que les grosses s'accroissaient plus vite que les petites.

De même qu'on s'exagère en général la concentration de la propriété en Angleterre, de même on s'exagère l'influence que la grande propriété y exerce sur le développement de l'agriculture. Cette influence est réelle comme l'existence même de la concentration; mais, comme elle aussi, elle a ses limites. Qui dit grande propriété ne dit pas toujours grande culture. Les plus grandes propriétés peuvent se diviser en petites exploitations. Il importe assez peu que 10,000 hectares soient possédés par un seul, s'ils se partagent, par exemple, en 200 fermes de 50 hectares chacune. Nous verrons tout à l'heure, en traitant de la culture proprement dite, que c'est en effet ce qui arrive le plus souvent; l'influence de la grande propriété est alors à peu près nulle. Reconnaissons cependant qu'à prendre les choses dans leur ensemble, la grande propriété est favorable à la grande culture, et que sous ce rapport elle a une action directe sur une partie du sol anglais; cette action est-elle aussi féconde que l'ont cru quelques publicistes? et tout ce qui n'est pas elle est-il aussi nuisible qu'ils l'ont affirmé? Voilà la question.

Nous avons vu que dans le royaume-uni il y a en quelque sorte deux catégories de propriétés : les grandes et les moyennes. Les grandes ne s'étendant que sur un tiers du sol, et une portion de ce tiers étant divisée en petites fermes, il s'ensuit que l'action de la grande propriété ne se fait sentir que sur un quart environ. Ce quart est-il le mieux cultivé? Je ne le crois pas. Les terres immenses de l'aristocratie britannique se trouvent principalement dans les régions les moins fertiles. Le plus grand propriétaire foncier de la Grande-Bretagne, le duc de Sutherland, possède d'un seul bloc plus de 300,000 hectares dans le nord de l'Écosse, mais ces terres valent 50 francs l'hectare; un autre grand seigneur, le marquis de Breadalbane, possède dans une autre partie du même pays presque autant de terres qui ne valent guère mieux. En Angleterre, les vastes propriétés du duc de Northumberland sont situées en grande partie dans le comté de ce nom, un des plus montueux et des moins productifs; celles du duc de Devonshire, dans le comté de Derby, et ainsi de suite. C'est surtout dans de pareils terrains que la grande propriété est à sa place; elle seule peut y produire de bons effets.

Les parties les plus riches du sol britannique, les comtés de Lancaster, de Leicester, de Worcester, de Warwick, de Lincoln, sont un mélange de grandes et de moyennes propriétés. Dans le plus riche de tous, même au point de vue agricole, celui de Lancaster, c'est la moyenne et presque la petite propriété qui dominent. En somme, on peut affirmer, surtout si l'on fait entrer l'Irlande dans le calcul, que les terres les mieux cultivées des trois royaumes ne sont pas celles qui appartiennent aux plus grands propriétaires. Il y a sans doute

des exceptions éclatantes, mais telle est la règle. On peut même trouver, non pas précisément en Angleterre, mais dans une possession anglaise, l'île de Jersey et ses annexes, un pays où fleurit exclusivement la petite propriété. Les lois normandes sur la succession, qui prescrivent le partage égal des terres entre les enfans, n'ont pas cessé d'y être en vigueur. « L'effet inévitable de cette loi, dit David Low, agissant depuis plus de neuf cents ans dans les étroites limites de cette petite île, a été de réduire tout le sol du pays en petites possessions. A peine pourrait-on trouver dans l'île entière une seule propriété de 40 acres (16 hectares); beaucoup varient de 5 à 15, et le plus grand nombre a moins de 15 acres (6 hectares). » L'agriculture en est-elle plus pauvre? Non assurément. La terre ainsi divisée est cultivée comme un jardin; elle est affermée en moyenne de 4 à 5 livres sterling par acre (de 250 à 300 fr. par hectare), et, dans les environs de Saint-Hélier, jusqu'à 8 et 12 livres (de 500 à 750 francs par hectare).

Malgré ces fermages énormes, les cultivateurs vivent dans une abondance modeste sur des étendues qui seraient insuffisantes partout ailleurs pour faire subsister le laboureur le plus pauvre. Ajoutons que le sol de Jersey est granitique et maigre, et qu'il a fallu beaucoup d'industrie pour le rendre aussi productif. L'aspect de l'île a quelque chose de charmant : on dirait une forêt d'arbres fruitiers, entrecoupée de prairies et de petits champs cultivés, avec une foule d'habitations élégantes tapissées de vignes et de myrtes, et des sentiers qui serpentent sous les ombrages. David Low remarque en même temps que le morcellement du sol, qui semblerait devoir être infini à la suite de tant de générations, dans une île aussi petite et aussi populeuse, s'est limité de lui-même en vertu d'arrangemens pris dans les familles pour l'arrêter quand il devient onéreux. Cet exemple doit rassurer de plus en plus ceux qui craignent de voir le sol français tomber en poussière.

En France, il y a aussi deux catégories de propriétés, les moyennes et les petites. Les pays où la culture est le plus avancée sont en général ceux où dominent les petites. Tels sont les départemens du Nord et du Bas-Rhin, et presque tous les cantons riches des autres départemens. C'est par la division des propriétés que le progrès se manifeste habituellement chez nous. Ainsi le veut le génie national. Le même fait se reproduit dans d'autres pays, en Belgique, dans l'Allemagne rhénane, dans la Haute-Italie, et jusqu'en Norvége. Partout ailleurs qu'en Angleterre, c'est-à-dire en Espagne, en Allemagne, en Hongrie, les très grandes propriétés ont fait plus de mal que de bien à l'agriculture. Le seigneur féodal vit en général loin de ses domaines; il ne les connaît que par les revenus qu'il en re-

tire, et qui, avant d'arriver jusqu'à lui, passent par les mains d'une foule de domestiques et d'intendans, plus occupés de leurs propres affaires que de celles du maître. La terre, dépouillée sans relâche par des mains avides, ne recevant jamais les regards qui pourraient la féconder, abandonnée à des tenanciers aussi pauvres qu'ignorans, languit dans l'inculture, ou ne donne que les maigres produits qu'elle ne peut s'empêcher de livrer. En Angleterre, il n'en est pas tout à fait ainsi; beaucoup de grands seigneurs tiennent à honneur de gérer eux-mêmes leurs domaines, et de consacrer à l'amélioration du sol la plus grande partie de ce qu'ils en retirent; mais le vice essentiel des très grandes propriétés n'est pas absolument détruit, et pour ceux qui remplissent admirablement leur devoir de *landlord*, combien en est-il qui négligent leur héritage!

Est-il donc à propos, comme on l'a fait, de vanter exclusivement la grande propriété, de vouloir la transporter partout, et de proscrire la petite? Évidemment non. En ne considérant la question qu'au point de vue agricole, le seul qui doive nous occuper ici, les résultats généraux plaident beaucoup plus en faveur de la petite propriété que de la grande. Ce n'est pas d'ailleurs chose facile que de changer artificiellement la condition de la propriété dans un pays. Cette condition tient à un ensemble de causes anciennes, essentielles, qu'on ne détruit pas à volonté. Attribuer à la grande propriété en Angleterre un rôle exclusif, en faire le principal et presque le seul mobile du progrès agricole, prétendre l'imposer à des nations qui la repoussent, c'est s'exposer à se donner tort quand on peut avoir raison, et poser en principe que le développement de la culture ne peut avoir lieu qu'à la condition d'une révolution sociale impossible, ce qui est heureusement faux.

Je n'en reconnais pas moins que l'état de la propriété en Angleterre est plus favorable en général à l'agriculture que l'état de la propriété française; je n'ai voulu combattre que l'exagération.

La question a été mal posée par suite d'une confusion. Ce qui importe à la culture, ce n'est pas que la propriété soit grande, mais qu'elle soit riche, ce qui n'est pas tout à fait la même chose. La richesse est relative : on peut être pauvre avec une grande propriété et riche avec une petite. Entre les mains de mille propriétaires qui n'ont chacun que 10 hectares et qui y dépensent 1,000 fr. par hectare, la terre sera deux fois plus productive qu'entre les mains d'un homme qui possède à lui seul 10,000 hectares et qui n'y dépense que 500 fr. Tantôt c'est la grande propriété qui est la plus riche, tantôt c'est la petite, tantôt c'est la moyenne; tout dépend des circonstances. La meilleure organisation de la propriété rurale est celle qui attire vers le sol le plus de capitaux, soit parce que les détenteurs sont plus

riches relativement à l'étendue de terre qu'ils possèdent, soit parce qu'ils sont naturellement entraînés à y dépenser une plus grande partie de leurs revenus. Or il n'est pas douteux que, dans l'état actuel des choses, nos propriétaires français sont moins riches en général que les propriétaires anglais, et conséquemment moins disposés à faire des avances au sol. Les plus petits sont parmi nous ceux qui traitent le mieux la terre, et c'est une des raisons qui ont fait prendre tant de faveur à la petite propriété. En Angleterre, au contraire, si ce n'est pas précisément la très grande propriété, c'est du moins la meilleure moitié de la propriété moyenne qui peut être et qui est en effet la plus généreuse envers le sol. Les terres les mieux cultivées et les plus productives sont celles dont les possesseurs jouissent en moyenne de 1,000 livres st. de revenu. Là en effet se rencontrent habituellement à la fois et le capital, qui manque trop souvent aux propriétaires inférieurs, et le goût des améliorations agricoles, l'intelligence des intérêts ruraux, qui manquent quelquefois aux trop grands propriétaires, faute de communications suffisantes avec les champs.

Quand cet amour des intérêts ruraux se rencontre chez un très grand propriétaire, c'est la perfection. Toute l'Angleterre se souvient avec reconnaissance des immenses services que le duc de Bedford, le duc de Portland, lord Leicester, lord Spencer, lord Yarborough et plusieurs autres ont rendus à l'agriculture nationale. Dès que la volonté de faire le bien est unie à la puissance que donnent le rang le plus élevé et la plus colossale fortune, de véritables merveilles deviennent possibles. La famille de Bedford, entre autres, a doté son pays de magnifiques entreprises agricoles. Par elle, des comtés entiers ont été conquis sur les eaux de la mer, d'autres qui n'offraient que de vastes landes sont devenus riches et productifs. L'héritier de cette noble maison jouit de 100,000 livres sterling ou 2 millions et demi de revenu en biens-fonds, et il est digne, par l'usage qu'il en fait, de succéder au grand agronome, son ancêtre, dont la statue orne un des squares de Londres, appuyée sur un soc de charrue.

Il est sans doute regrettable que cet élément nous manque, et les causes qui ont détruit chez nous la très grande propriété sont plus regrettables encore que cette destruction même; mais il faut savoir se résigner aux faits irréparables, il faut éviter surtout de se grossir la gravité du mal. Les avantages de la très grande propriété peuvent être en partie remplacés par l'action de l'état, par une bonne administration des impôts locaux, par l'esprit d'association; c'est ce qui arrive déjà sur beaucoup de points. Même en Angleterre, où l'aristocratie a tant fait pour la gloire et la prospérité nationales, sous tous les rapports, ce n'est pas elle qui a le plus fait, et, si éclatans que soient ses services, ils ne doivent pas rendre injustes pour ceux

plus nombreux et plus efficaces que rend tous les jours le corps honorable de la *gentry*.

En France, où les habitudes d'économie sont plus générales qu'en Angleterre, une moyenne de 25,000 fr. de rente n'est pas nécessaire. Pour que la propriété bourgeoise soit chez nous dans de bonnes conditions, il suffit que le possesseur jouisse de 5 à 6,000 fr. de revenu au moins. Sur ce revenu, une famille de propriétaires ruraux peut vivre convenablement dans l'état actuel de nos mœurs, et mettre de côté tous les ans pour des dépenses productives. Au-dessous commencent les embarras, à moins que l'économie ne s'accroisse en proportion. Quant à la petite propriété, comme le possesseur est en même temps cultivateur, elle prospère dans des conditions beaucoup plus humbles. Une famille de paysans peut très bien vivre d'ordinaire avec un revenu de 1,200 francs, et pourvu qu'elle ait un excédant de quelques centaines de francs, la terre ne souffre pas entre ses mains, au contraire; nulle part elle n'est l'objet de soins plus assidus, nulle part elle ne rend avec plus d'usure les embrassemens affectueux qu'elle reçoit.

Il n'est pas nécessaire d'ailleurs, et c'est là une des principales causes de l'erreur où tombent les partisans exclusifs de la grande propriété, que le revenu du détenteur lui vienne tout entier de la terre elle-même. Une portion notable de ce revenu peut sortir de toute autre source, d'une fonction quelconque ou d'une rente mobilière chez le bourgeois, d'un salaire extérieur chez le paysan. Dans ce cas, plus la propriété rurale est petite relativement au revenu, plus elle peut recevoir l'infusion féconde du capital. Presque toujours la propriété n'est négligée que parce qu'elle est trop grande pour le revenu du possesseur. C'est ce qui arrive surtout quand celui-ci est endetté; dans ce cas, plus la propriété est étendue, plus sa condition est mauvaise; ce n'est plus alors qu'une fausse apparence, une illusion funeste.

Le grand fléau de la propriété, c'est la dette, non celle qui a été contractée pour faire valoir son bien et qui est presque toujours avantageuse, quoique rare, mais celle beaucoup plus commune qui porte sur le fonds lui-même, et qui laisse le propriétaire nominal sans ressources pour l'entretenir en bon état. Voilà le mal réel de la propriété française, non la division du sol proprement dite. Il se peut même que le remède à ce mal soit, dans beaucoup de cas, une plus grande division. La plupart de nos plus grands propriétaires gagneraient à posséder moins de terre et plus d'argent. En même temps, ceux qui ont au-dessous de 5 à 6,000 francs de revenu net auraient presque tous avantage à renoncer au sol, et parmi les petits, il en est un grand nombre aussi qui feraient mieux de ne plus s'acharner à

résoudre un problème insoluble. Que cette liquidation, si elle avait lieu, dût profiter à la grande, à la moyenne ou à la petite propriété, c'est ce qu'on ne pourrait dire d'avance et ce qui importe en réalité fort peu.

La dette du sol fait moins de mal en Angleterre qu'en France, non qu'elle y soit précisément moindre, elle y est au contraire supérieure, puisqu'on l'évalue à la moitié de la valeur totale, mais parce qu'elle porte en général sur des familles plus riches. L'intérêt de la dette payé, il reste encore aux propriétaires anglais un revenu net plus élevé qu'aux nôtres. L'immense quantité de valeurs mobilières qu'ils possèdent pour la plupart contribue, avec la plus grande valeur du sol, à accroître considérablement leur richesse moyenne. Cependant l'attention publique a été attirée aussi, de l'autre côté du détroit, sur les inconvéniens de la dette hypothécaire; on commence à s'en préoccuper sérieusement, et si jamais on prend des mesures pour en diminuer le poids, la révolution qui en sortira sera plutôt défavorable qu'avantageuse à la grande propriété. C'est en effet la plus grande propriété qui est la plus obérée, et une liquidation, en appelant plus largement à la possession du sol les fortunes commerciales et industrielles, diminuerait d'autant la part actuelle des fortunes exclusivement territoriales. Cette révolution a déjà commencé en Irlande, et elle y marche à grands pas, en vertu d'une législation spéciale.

Je reconnais que le droit d'aînesse est pour quelque chose dans la supériorité de richesse des propriétaires anglais, en ce qu'il empêche la division forcée des terres; mais la substitution, qu'on présente aussi comme favorable à la culture, n'a que de mauvais effets, parce qu'elle met obstacle à la libre transmission. Il est sans doute fâcheux qu'une propriété sorte des mains qui la possèdent héréditairement, et la mobilité de la propriété en France, surtout avec les lois fiscales qui grèvent chaque changement, est un de ses plus grands vices; mais ce qui est déplorable, c'est la cause qui pousse le propriétaire à vendre, ce n'est pas la vente elle-même. Dès qu'un propriétaire est endetté, appauvri, il est à désirer, pour le bien commun, que sa propriété sorte de ses mains le plus tôt possible : elle ne peut plus y prospérer. Sous ce rapport, la loi française, qui ne met que peu d'obstacles à la transmission, vaut mieux que la loi anglaise. Quant aux successions, c'est différent. La division obligatoire des immeubles est un mal réel, et le jour viendra, je l'espère, où, dans un intérêt économique, on corrigera ce qu'elle a d'excessif. De leur côté, les Anglais seront probablement conduits, par le progrès de la richesse rurale, à supprimer la substitution; ils en ont déjà beaucoup atténué dans la pratique les fâcheux embarras, et il n'est nullement impossible de s'en affranchir quand on le veut bien. Telles qu'elles sont, les qualités et les défauts des deux législations se balancent à

peu de chose près, et la supériorité du système anglais, bien que réelle, n'est pas très sensible. Ce n'est pas là la cause la plus puissante du progrès agricole.

Cette question méritait d'être posée dans ses véritables termes; elle a été obscurcie par trop de passions et de préjugés qui n'ont rien de commun avec l'économie rurale. Si jamais il doit être question en France de donner au père de famille plus de latitude dans ses dispositions testamentaires, ou de faciliter l'indivision des immeubles dans les successions *ab intestat*, on fera bien de ne pas y mêler des considérations sur la grande propriété, qui ne sont d'aucune application. Ce n'est pas la loi qui a réduit en France la grande propriété, c'est la révolution, et non-seulement tout retour artificiel à la grande propriété est impossible, mais, avec le cours qu'ont pris les choses, il serait fort douteux qu'il fût utile.

II.

La seconde cause qu'on donne généralement à la prospérité agricole de l'Angleterre, c'est la grande culture. Cette cause a, comme la première, quelque réalité; mais là encore il y a dans les esprits beaucoup d'exagérations.

Le sol britannique n'est pas plus partagé en fermes immenses qu'en immenses propriétés. Il y a sans doute de très grandes exploitations, comme il y a de très grands domaines; mais ce n'est pas la majorité. On y trouve en même temps une foule de fermes plus que modestes, qui passeraient pour telles en France même, et le nombre des petits tenanciers y est infiniment plus grand que celui des petits propriétaires. On ne compte pas moins de 200,000 fermiers dans la seule Angleterre, ce qui donne une moyenne de 60 hectares par ferme. Dans certaines parties, comme les plateaux de Wilts, de Dorset, de Lincoln et d'York, les fermes de plusieurs centaines et même de plusieurs milliers d'hectares ne sont pas rares; mais dans certaines autres, comme les districts manufacturiers en général, celles de 10 à 12 hectares sont les plus communes. Dans le comté de Chester, on en trouve beaucoup au-dessous de 10 acres ou 4 hectares. Sur ces 200,000 fermiers, la moitié environ cultivent par leurs propres bras et ceux de leur famille.

En Écosse, le nombre des fermiers dépasse 50,000. La Haute-Écosse contient des fermes de 10,000 hectares; mais dans les *lowlands*, leur étendue moyenne n'est pas plus grande qu'en Angleterre. Quant à l'Irlande, c'est un pays de petite culture si jamais il en fut. Il n'y avait pas moins de 700,000 fermiers avant 1848; la moyenne des fermes était de 7 à 8 hectares seulement, et on en comptait 300,000 au-dessous de 2 hectares.

Nous avons en France l'équivalent de l'Irlande dans nos cinq ou six millions de petites exploitations au-dessous de 7 ou 8 hectares, mais nous avons en même temps l'équivalent de la Grande-Bretagne dans les quatre ou cinq cent mille qui ont une étendue moyenne de 50 à 60. Les fermes de plusieurs centaines d'hectares ne sont pas chez nous tout à fait sans exemple; on en trouve notamment dans les environs de Paris qui présentent le plus beau et le plus complet spécimen de la grande culture. Il ne nous manque que ces fermes immenses peu nombreuses en Angleterre, qui ne se rencontrent que dans les parties les plus stériles, comme les déserts de la Haute-Écosse ou les plateaux crayeux du sud, uniquement bons à servir de pâturages à moutons. Ce n'est donc pas précisément par l'étendue des fermes que la culture anglaise l'emporte sur la nôtre. Le rapprochement est même plus grand sous ce rapport que sous celui de la propriété. La véritable supériorité de cette constitution agricole, au moins pour la Grande-Bretagne, car l'Irlande demande à être examinée à part, se manifeste par deux signes principaux : 1° l'usage à peu près universel du bail à ferme, qui fait de l'agriculture une industrie spéciale; 2° la quantité de capital que possèdent les fermiers et qu'ils ne craignent pas d'engager dans la culture.

Les avantages du bail à ferme sur les autres modes d'exploitation du sol, et en particulier sur le métayage, se font sentir dans les parties de la France où il est usité. C'est le grand principe de la division du travail appliqué à l'agriculture. Une classe particulière d'hommes voués de bonne heure au métier des champs, y consacrant leur vie entière, se forme par-là. Ces hommes ne sont pas précisément des ouvriers; ils sont plus aisés, plus éclairés, et ils portent le poids d'une responsabilité plus grande. Pour eux, la culture est une profession, avec toutes les chances de perte et de gain, et si les chances de perte sont suffisantes pour tenir leur attention éveillée, les chances de gain suffisent aussi pour exciter leur émulation. L'Angleterre est pleine de fortunes faites dans la culture; ces exemples font de cette carrière une des plus recherchées pour le profit en même temps qu'elle est une des plus agréables, des plus honorées, des plus saines pour l'esprit et pour le corps.

Les partisans exclusifs de la grande propriété ont prétendu que c'était elle qui était la cause déterminante du bail à ferme; c'est une erreur. Le bail à ferme ne se trouve pas partout où est la grande propriété, et il se rencontre où elle n'est pas. En Russie, en Espagne, en Hongrie, il y a de grands propriétaires qui ont des métayers, des paysans de corvée, et point de fermiers; en France, dans les départemens qui avoisinent Paris, c'est la propriété moyenne qui domine, et il y a des fermiers. Le bail à ferme se concilie plus aisément avec la grande propriété qu'avec toute autre, mais il est possible

avec toutes les espèces de propriété, même avec la petite. On dit que les longs baux sont nécessaires pour faire fleurir le fermage, et que la grande propriété peut seule en faire de pareils: c'est encore une erreur. Les longs baux sont utiles sans doute, mais ils ne sont pas nécessaires. En Angleterre, ils sont à peu près inconnus, ou, pour mieux dire, il arrive assez souvent qu'on n'ait pas de bail du tout. Les trois quarts des fermiers sont ce qu'on appelle *at will*, à volonté, c'est-à-dire que de part et d'autre on peut se quitter en se prévenant six mois d'avance. Je ne dis pas que ce soit là le meilleur contrat, je sais qu'il n'est praticable que dans certains cas, je sais même que dans ce moment-ci la tendance est en Angleterre à faire des baux et de longs baux; mais je dis, ce qui ne saurait être contesté, que la prospérité agricole de ce pays a été obtenue avec des fermiers qui n'avaient pour la plupart que des baux annuels.

On sait déjà quel est le capital dont ces fermiers disposent. On évaluait en Angleterre, avant 1848, à 8 liv. sterl. par acre ou 500 fr. par hectare le capital nécessaire à un bon fermier. Beaucoup sans doute n'en avaient pas autant, mais quelques-uns en avaient davantage. Tous font des avances à la terre avec une confiance absolue. Dans ce pays où l'industrie et le commerce sollicitent de tous côtés les capitaux et leur promettent une brillante rémunération, il en est un grand nombre qui aiment mieux se porter sur l'agriculture. Pendant que nos cultivateurs tondent, comme ils le disent eux-mêmes, sur un œuf, et considèrent ce qui est épargné comme le premier gagné, c'est à qui mettra en Angleterre le plus d'argent sur le sol. Cette confiance tient bien par quelque chose à la grande culture. C'est surtout par la grande culture que les dépenses considérables ont commencé, c'est elle qui donne tous les jours les plus frappans exemples de l'esprit d'industrie appliqué à l'exploitation du sol; mais la moyenne et la petite la suivent de près. Le petit fermier qui n'a que quelques milliers de francs pour patrimoine n'hésite pas plus que le grand capitaliste qui en a dix fois, cent fois davantage. Les uns et les autres se lancent en même temps, et le plus souvent sur la foi d'un simple bail annuel, dans des dépenses qui paraîtraient énormes chez nous et que des propriétaires seuls voudraient entreprendre; quand on demande de longs baux, c'est pour pouvoir se livrer avec sécurité à ces avances toujours croissantes.

On attribue généralement à la grande culture le remplacement des bœufs par les chevaux et des bras par les machines pour le travail des champs. Il en est de même des grands achats d'engrais et d'amendemens, des dépenses pour l'établissement et l'entretien des chemins et des clôtures, des travaux de nivellement, de défoncement, d'assainissement, d'irrigation, etc. Nouvelle confusion. L'usage de ces procédés perfectionnés, c'est-à-dire l'emploi intelligent du capi-

tal, est un signe de culture riche et éclairée plutôt que de grande culture. Petits et moyens fermiers en comprennent les avantages tout aussi bien que les grands, soit en Angleterre, soit partout où la culture est aussi avancée; on ne les trouve méconnus que par les cultivateurs pauvres et ignorans. Or, si la culture anglaise est riche, elle n'est pas moins éclairée et habile. Les fermiers anglais, même les plus petits, ont toute sorte de moyens de se tenir au courant des moindres progrès qui se font dans leur art. Ils mettent volontiers leurs enfans en apprentissage chez ceux d'entre eux qui se distinguent par une habileté particulière, et ils ne craignent pas de payer pour eux des pensions qui feraient reculer les nôtres bien loin. Ils tiennent de fréquens *meetings* où ils se communiquent mutuellement le résultat de leurs réflexions et de leurs expériences. Ces concours d'animaux et de charrues, que le gouvernement est obligé d'instituer et de défrayer en France, sont établis depuis longtemps sur une foule de points du royaume-uni au moyen de souscriptions particulières. Les plus grands seigneurs, à commencer par les princes du sang et par le mari même de la reine, tiennent à honneur de présider ces concours et ces assemblées agricoles, de prendre part aux discussions et de disputer les prix. Une foule de journaux spéciaux en rendent compte, et les grands journaux eux-mêmes enregistrent avec soin toutes les nouvelles qui peuvent intéresser la première des industries. Pas plus que la pauvreté, l'ignorance n'est considérée dans ce pays-là comme l'attribut de la profession agricole.

En France, la culture n'est pas une industrie à proprement parler; on y compte peu de fermiers, et la plupart de nos cultivateurs, qu'ils soient propriétaires, fermiers ou métayers, n'ont qu'un capital insuffisant. Voilà nos vrais maux. On peut, avec quelque apparence de raison, en accuser la petite propriété. Un cultivateur qui possède quelque chose aime mieux en général, chez nous, être propriétaire que fermier. C'est le contraire qui arrive en Angleterre. Il y avait autrefois beaucoup de petits propriétaires dans ce pays; ils formaient une classe importante dans l'état; on les appelait les *yeomen,* pour les distinguer des gentilshommes campagnards, qu'on appelait des *squires.* Ces *yeomen* ont disparu à peu près complétement, et il faut bien se garder de croire que ce soit une révolution violente qui les ait détruits. Ils se sont transformés volontairement, un à un, sans que le moment précis de leur disparition puisse être indiqué nulle part. Ils ont vendu leurs biens pour se faire fermiers, parce qu'ils ont trouvé qu'ils y avaient plus d'avantage, et comme ils ont presque tous réussi, la plupart de ceux qui survivent ne tarderont probablement pas à faire de même.

Pourquoi beaucoup de nos petits propriétaires ne prennent-ils pas le même parti? C'est qu'ils n'y ont pas encore un intérêt immédiat.

Les *yeomen* anglais ont, eux aussi, attendu longtemps avant de se décider. Cette transformation a besoin de circonstances favorables qui ne se sont pas encore généralement présentées, et il ne suffit pas de désirer les révolutions agricoles pour les accomplir. Aussi bien est-ce moins l'extension du bail à ferme proprement dit que celle du capital d'exploitation qui est désirable parmi nous. La supériorité du bail à ferme n'est sensible que dans le cas où les propriétaires qui cultivent par eux-mêmes n'ont pas un capital suffisant. Là où la culture est une profession pour les propriétaires et où ils possèdent tout ce qu'il leur faut, leur action vaut bien celle des fermiers : ils ont un intérêt direct, permanent, héréditaire, à l'amélioration du sol. Seulement ils ont besoin d'un double capital qui se rencontre rarement, un premier comme propriétaires, et un second comme cultivateurs. Quand cette double condition est remplie, et qu'elle vient se joindre à l'expérience traditionnelle, à l'activité qu'excitent l'esprit de famille et ce qu'on a justement appelé le démon de la propriété, il n'y a pas de mode d'exploitation qui puisse lutter contre celui-là, en même temps il n'y a pas pour un état de classe d'hommes plus morale et mieux trempée, ce qui n'est pas à dédaigner. Tout est donc dans ces deux mots : le capital et l'habileté. La grande culture sans habileté et sans capital vaut moins que la petite avec l'un et l'autre, et réciproquement. Il peut y avoir des cas où le capital et l'habileté se rencontrent surtout avec la grande culture, et d'autres où ils se rencontrent surtout avec la petite. Ces différences doivent décider.

Il viendra certainement un moment où bon nombre de petits et même de moyens propriétaires français comprendront qu'il y a avantage pour eux à sortir plus ou moins de la propriété pour s'adonner davantage à la culture. Le capital placé en terre rapportant tout au plus 2 ou 3 pour 100, et le capital placé dans la culture devant rapporter de 8 à 10, quand il est bien employé, le calcul est facile à faire. Ce jour-là disparaîtront une foule de petites et de moyennes propriétés qui sont aujourd'hui dans des conditions déplorables; mais cette révolution ne sera jamais générale, et il n'est pas utile qu'elle le soit. La petite culture est, comme la petite propriété, plus conforme à notre génie. Les capitaux étant plus divisés chez nous qu'en Angleterre, il est nécessaire, pour que le capital d'exploitation soit suffisant, que les exploitations soient plus petites. Beaucoup de nos propriétaires aimeront mieux diviser leurs propriétés que s'en séparer tout à fait, et même, en supposant la transformation complète, bien peu d'entre eux pourront réaliser assez d'argent pour exploiter convenablement de grandes fermes.

L'étendue des fermes se détermine d'ailleurs par d'autres causes, comme la nature du sol ou du climat et les espèces de cultures dominantes. La France est encore destinée par ces causes à être,

plus que l'Angleterre, un pays de petite culture. Beaucoup de ses industries agricoles exigent un grand nombre de bras et rendent la division des exploitations nécessaire. La grande ressource du pâturage est moins généralement à notre portée. Presque partout la terre de France peut répondre au travail de l'homme, et presque partout il est avantageux à la communauté que le travail de l'homme la remue avec énergie. Je connais des parties de notre pays où la petite culture est un fléau; j'en connais d'autres où c'est un bien inestimable, que la grande ne pourrait jamais suppléer.

Plaçons-nous au centre de la France, dans les montagnes du Limousin. Nous y trouvons un sol pauvre, granitique, un climat pluvieux et froid; les céréales y viennent mal et ne paient pas leurs frais de culture; toutes les cultures industrielles sont impossibles : c'est le seigle qui domine, et il ne donne que de faibles produits. Les herbes et les racines prospèrent au contraire. Les irrigations sont rendues faciles par l'abondance des sources, la qualité fécondante des eaux et les pentes du terrain; l'élève et l'engraissement des animaux peuvent se faire dans d'excellentes conditions. C'est, à peu de chose près, le sol et le climat de la plus grande partie de l'Angleterre. Tout y appelle la grande culture : malheureusement, par suite de circonstances étrangères à la question agricole, c'est la petite qui règne; elle y est nécessairement peu productive. Les céréales épuisent le sol que ne répare pas un engrais insuffisant. La main-d'œuvre est excessive pour le résultat obtenu; les bestiaux, mal nourris et exténués par le travail, ne donnent aucun profit; la rente est presque nulle, le salaire misérable.

Transportons-nous, au contraire, dans les grasses plaines de la Flandre, sur les bords du Rhin, de la Garonne, de la Charente, du Rhône; nous y retrouvons la petite culture, mais bien autrement riche et productive. Toutes les pratiques qui peuvent féconder la terre et multiplier les effets du travail y sont connues des plus petits cultivateurs et employées par eux, quelles que soient les avances qu'elles supposent. Sous leurs mains, des engrais abondans, recueillis à grands frais, renouvellent et accroissent incessamment la fertilité du sol, malgré l'activité de la production; les races de bestiaux sont supérieures, les récoltes magnifiques. Ici c'est le froment et le maïs, là c'est le tabac, le lin, le colza, la garance, ailleurs c'est la vigne, l'olivier, le prunier, le mûrier, qui demandent, pour prodiguer leurs trésors, un peuple de travailleurs industrieux. N'est-ce pas aussi à la petite culture qu'on doit la plupart des produits maraîchers obtenus à force d'argent autour de Paris?

On a vu que, même en Angleterre, elle n'a pas tout à fait cédé le terrain. Tout cependant paraît contribuer à la proscrire; elle n'a pas, comme en France, le point d'appui de la petite propriété et de la di-

vision des capitaux; elle a contre elle les théories des agronomes et le système général de culture. Depuis Arthur Young, elle est en baisse, et les progrès modernes de l'agriculture nationale ont été obtenus par des voies opposées. Elle persiste cependant, et tout porte à croire que, sur quelques points au moins, elle persistera. L'industrie des fromages, par exemple, s'en accommode parfaitement. C'est une industrie toute domestique : le soin de dix à douze vaches suffit pour occuper avec fruit une famille de cultivateurs qui se servent rarement de secours étrangers. Rien n'est charmant comme l'intérieur de ces humbles cottages, si propres, si bien tenus, où respirent la paix, le travail et la bonne conscience, et on aime à s'imaginer qu'ils ne sont pas menacés de périr.

Même dans les conditions les plus favorables à son développement, la grande culture a des bornes, posées par la nature même des choses. Les trop grandes fermes anglaises sont sujettes à des inconvéniens reconnus, à moins qu'elles ne soient exclusivement en pâtures. Dès que les céréales font partie de l'exploitation, les distances à parcourir par les hommes, les chevaux et les instrumens, même avec les moyens perfectionnés inventés de nos jours, deviennent des pertes notables de temps et de force. Un seul chef peut difficilement porter son attention sur tous les points à la fois. J'ai vu de ces fermes appartenant à des grands seigneurs, et conduites directement par leurs agens, qu'on appelle des fermes de réserve, *home farms*, et qui frappent l'imagination par leur caractère grandiose, mais où le gaspillage atteint aussi des proportions homériques. Les possesseurs attachent un orgueil héréditaire à ces gigantesques établissemens, monumens de richesse et de puissance; mais le plus souvent ils gagneraient beaucoup à les réduire pour en louer une partie à de véritables fermiers.

Si la nécessité d'employer tous les jours un capital plus considérable à la culture, pour répondre par l'accroissement de la production à l'accroissement de la consommation, doit certainement diminuer encore le nombre des petites fermes, elle ne peut manquer d'avoir aussi pour effet de réduire l'étendue des plus grandes. On commence à parler couramment en Angleterre de 1,000 francs de capital d'exploitation par hectare, et ce n'est pas trop pour les procédés nouveaux que le progrès de l'art agricole suggère tous les jours. Or, s'il est difficile à beaucoup de cultivateurs qui exploitent par eux-mêmes de fournir une pareille somme, il ne l'est pas moins, même en Angleterre, de trouver des entrepreneurs de culture qui aient un capital de plusieurs centaines de mille francs. Il est donc probable que le nombre des grandes et des petites fermes diminuera à la fois, et que les moyennes, celles de 50 à 100 hectares, 125 à 250 acres, les plus répandues déjà, se multiplieront. Cette dimension paraît la

meilleure pour le genre de culture le plus généralement adopté, mais ce n'est pas là de la grande culture, à proprement parler.

Il est probable aussi qu'en France une révolution du même genre se produira, à mesure qu'il deviendra possible de consacrer à la culture un plus grand capital. Les petites exploitations disparaîtront là où elles supposent la pauvreté, et il s'en formera de nouvelles là où elles indiquent la richesse. En somme, l'étendue moyenne pourra être, sans inconvénient, inférieure de beaucoup à la moyenne anglaise; dans l'organisation de la culture, comme dans celle de la propriété, une transformation radicale n'est pas à désirer. Encore un coup, là n'est pas la véritable question. Pourquoi la culture et la propriété sont-elles, non pas précisément plus grandes, mais plus riches en Angleterre qu'en France? Voilà ce qu'il faut rechercher.

III.

Selon moi, cette richesse agricole dérive de trois causes principales. Celle qui se présente la première, et qui peut être considérée comme le principe des deux autres, est le goût de la portion la plus opulente et la plus influente de la nation pour la vie rurale.

Ce goût ne date pas d'hier; il remonte à toutes les origines historiques, et ne fait qu'un avec le caractère national. Saxons et Normands sont également enfans des forêts. Avec le génie de l'indépendance individuelle, les races barbares dont le mélange a formé la nation anglaise avaient toutes l'instinct de la vie solitaire. Les peuples latins suivent d'autres idées et d'autres habitudes : partout où l'influence du génie romain s'est conservée, en Italie, en Espagne, et jusqu'à un certain point en France, les villes l'ont de bonne heure emporté sur les campagnes. Les campagnes romaines avaient été abandonnées aux esclaves; tout ce qui aspirait à quelque distinction affluait vers la ville. Le nom seul de campagnard, *villicus*, était un terme de mépris, et le nom de la ville se confondait avec celui de l'élégance et de la politesse, *urbanitas*. Dans les sociétés néo-latines, ces préjugés ont survécu. De nos jours encore, la campagne est pour nous, et encore plus pour les Italiens et les Espagnols, une sorte d'exil. C'est à la ville que tous veulent vivre; c'est là que sont les plaisirs de l'esprit, les belles manières, la vie en commun, les moyens de faire fortune. Chez les peuples germains, et surtout en Angleterre, ce sont les mœurs contraires qui règnent : l'Anglais est moins sociable que le Français; il a toujours en lui quelque chose des sauvages dont il est descendu; il répugne à s'enfermer dans les murs des villes, et le grand air est son élément naturel.

Quand les peuplades barbares tombèrent de tous côtés sur l'empire romain, elles se répandirent dans les campagnes, où chaque chef,

presque chaque soldat essaya de se fortifier à part. C'est de cette disposition universelle que naquit le régime féodal, et il n'est pas de pays qui ait reçu plus fortement que l'Angleterre l'empreinte de ce régime. Le premier soin des conquérans fut de s'assurer de grandes étendues de terres où ils pussent vivre sans contrainte, comme dans leurs forêts natales, ajoutant aux plaisirs de la chasse l'abondance des biens que donne la culture. Les rois barbares ne se distinguaient de leurs vassaux que par l'étendue de leurs domaines. Même en France, les rois des deux premières races n'étaient que de grands propriétaires, vivant dans de vastes fermes, aussi fiers du nombre de leur bétail et de la quantité de leurs récoltes que de la foule des hommes d'armes qui marchaient à leur voix. Le plus grand de tous, Charlemagne, n'a pas été moins remarquable comme administrateur de ses propriétés rurales que comme chef d'un immense empire.

En Angleterre, cette tendance, commune à toutes les races du Nord, se donna d'autant plus carrière, que le pays était moins peuplé, moins civilisé, moins modifié par la domination romaine. Comme il n'y avait pas de populations savantes et lettrées qui pussent lutter en faveur de la vie policée, comme les villes bretonnes n'étaient que des villages pauvres qui n'offraient rien à piller, la possession des campagnes fut seule enviée. Ces peuplades n'avaient que le sol pour tout bien, et ne pouvaient lutter que pour l'usage du sol. « Non, chantaient les poètes cambriens en se réfugiant dans les montagnes galloises contre les attaques des Saxons, nous ne céderons jamais à nos ennemis les terres fertiles qu'arrose la Wye. » A leur tour, c'est pour la défense de leurs terres que les Saxons combattirent contre les Normands, et le premier effet de la grande conquête du XIe siècle fut le partage des terres des vaincus entre les vainqueurs.

L'importance exclusive attachée par les Normands à la propriété du sol se révèle par ce monument extraordinaire du génie des conquérans, qui est resté unique, propre à l'Angleterre, et qui a exercé une si grande influence sur le développement ultérieur de ce pays. Je veux parler du relevé général des propriétés exécuté, vers 1080, par ordre de Guillaume, et qui a reçu des Saxons dépossédés le nom de *livre du dernier jugement* (*Domesday-Book*), parce qu'il consacrait définitivement l'expropriation à peu près universelle de leur race. Ce livre, conservé jusqu'à nos jours à l'échiquier, est devenu le point de départ de la propriété foncière anglaise; aujourd'hui encore il n'y a de propriété absolue, véritablement légale, que celle qui peut remonter incontestablement à cette souche commune. Aucune nation ne peut se vanter de posséder un cadastre aussi ancien, aussi détaillé, aussi authentique.

Quinze ans environ s'étaient écoulés depuis la bataille d'Hastings, quand le *Domesday-Book* fut entrepris. Les nouveaux propriétaires

s'étaient depuis plusieurs années établis sur leurs domaines, et la plupart d'entre eux s'occupaient déjà d'agriculture. Ils élevaient en grand nombre des chevaux et du bétail; *multùm agriculturæ deditus*, dit la vieille chronique en parlant de l'un d'eux, *ac in jumentorum et pecorum multitudine plurimùm delectatus*. Le travail ordonné par le roi avait pour but, non-seulement de recueillir les noms des possesseurs, mais de faire connaître avec détail le nombre des mesures de terre ou *hydes*, comme on les appelait alors, la quantité des animaux domestiques et des charrues, etc. L'enquête dura six ans, et constata un développement agricole assez avancé. Elle comprit tous les pays véritablement soumis à la domination normande, c'est-à-dire l'Angleterre entière jusqu'au-delà d'York. Les montagnes du Northumberland furent seules exceptées.

Toute l'histoire d'Angleterre au moyen âge est remplie des luttes des barons pour s'assurer la possession de leurs terres, contestée par la couronne. Une première fois, en 1101, ils obtiennent de Henri Ier un édit ainsi conçu : « Je concède en don propre à tous les chevaliers qui se défendent par le casque et l'épée la possession sans redevances des terres cultivées par leurs charrues seigneuriales, afin qu'ils se munissent d'armes et de chevaux pour notre service et la défense du royaume. » Un siècle après, en 1215, ils profitent de la faiblesse du roi Jean pour lui arracher la grande charte, qui confirme leur droit de propriété et leur donne le moyen de le défendre dans des assemblées souveraines. Forcés de s'appuyer, pour vaincre la résistance des rois, sur la population tout entière, ils avaient dû stipuler en même temps quelques droits en faveur des communes, et c'est ainsi que l'origine de la liberté politique s'est confondue en Angleterre avec la consécration de la propriété féodale.

Depuis le roi Jean jusqu'à nos jours, c'est toujours dans les campagnes que se trouve la nation véritable, la nation armée; les villes ne sont rien. Les rois eux-mêmes, cédant à l'esprit national, cherchent moins qu'ailleurs à diminuer la puissance des seigneurs féodaux. Quand Henri VIII supprime les couvens, il se croit obligé, malgré l'autorité absolue dont il jouit, de distribuer entre les nobles une partie des dépouilles des moines. C'est de là que tirent leur origine les immenses propriétés de quelques maisons. Quand sa fille Élisabeth voit les mêmes nobles sortir de leurs châteaux pour affluer à sa cour, elle les engage elle-même à revenir dans leurs terres, où ils auront plus d'importance : « Voyez, leur dit-elle, ces vaisseaux accumulés dans le port de Londres; ils y sont sans majesté, sans utilité, les voiles abattues et les flancs vides, confondus et pressés les uns contre les autres; supposez qu'ils enflent leurs voiles pour se disperser sur l'immensité des mers, chacun d'eux sera libre, puissant et superbe. » Comparaison pittoresque et vraie, mais que

Henri IV, contemporain d'Élisabeth, et son petit-fils Louis XIV n'auraient jamais faite.

Dans les révolutions du XVIIe siècle et les agitations politiques du XVIIIe, la noblesse de campagne ne cesse pas de tenir la tête; c'est elle qui fait l'établissement de 1688, qui maintient la maison de Hanovre sur le trône, qui soutient la lutte contre la révolution française; c'est elle qui forme à peu près à elle seule les deux chambres du parlement, jusqu'au moment où le bill de réforme donne une plus large place aux représentans des villes, devenues riches et populeuses; c'est encore elle qui, dans ce moment même, travaille avec énergie à maintenir sa suprématie menacée, et tient en échec les nouveaux réformateurs. Tous les grands et glorieux souvenirs de l'histoire nationale se rattachent à cette classe. De là le respect séculaire dont elle jouit; non-seulement la vie rurale est recherchée pour elle-même, pour la liberté, l'aisance, l'activité paisible, le bonheur domestique, ces biens si chers aux Anglais, mais elle donne encore la considération, l'influence, le pouvoir, tout ce que désirent les hommes quand leurs premiers besoins sont satisfaits.

A la possession des propriétés rurales se rattachent certains priviléges. Le plus riche propriétaire d'un comté est en général lord-lieutenant, titre plus honorifique qu'utile, mais qui donne à quiconque en est revêtu un reflet de l'éclat paisible et incontesté de la royauté anglaise. Les plus riches après le lord-lieutenant sont juges de paix, c'est-à-dire les premiers et presque les seuls magistrats administratifs et judiciaires, les représentans de l'autorité publique. En France, les fonctionnaires sont presque tous étrangers au département qu'ils administrent, ils ne tiennent par aucun lien aux intérêts locaux. En Angleterre, ce sont les propriétaires eux-mêmes qui sont fonctionnaires dans leur pays, et quoique la couronne les nomme en apparence, ils sont fonctionnaires par ce seul fait qu'ils sont propriétaires. Il n'y a peut-être pas d'exemple qu'une commission de juge de paix ait été refusée à un propriétaire riche et considéré.

On comprend quelle importance une pareille organisation donne à la résidence. En France, quand un propriétaire a l'ambition de jouer un rôle, il faut qu'il quitte sa terre et son manoir; en Angleterre, il faut qu'il y reste. Aussi, dans ce pays de commerce et d'industrie, tout tend vers la propriété rurale; quiconque a fait fortune achète une terre; quiconque travaille à s'enrichir n'aspire qu'à suivre un jour le même chemin. Le préjugé va si loin sous ce rapport, que, quand on a eu le malheur de naître à la ville, on le cache tant qu'on peut; tout le monde veut être né à la campagne, parce que la vie de campagne est la marque d'une origine aristocratique, et quand on n'y est pas né, on veut au moins y mourir, pour transmettre à ses enfans le noble baptême. Lisez la liste des membres de la chambre des

lords dans les publications officielles : ce n'est jamais leur adresse à Londres qui suit l'indication de leur nom, c'est leur résidence à la campagne. Le duc de Norfolk est porté comme résidant à Arundel-Castle, dans le comté de Sussex; le duc de Devonshire, à Chatsworth-Palace, dans le comté de Derby; le duc de Portland, à Welbeck-Abbey, dans le comté de Nottingham, et ainsi de suite. Chaque Anglais connaît au moins le nom de ces habitations seigneuriales aussi illustres que les noms mêmes des grandes familles qui les possèdent. Outre la magnificence qu'y déploient leurs propriétaires, quelques-unes d'entre elles ont une origine qui se lie à la gloire nationale. Le nom du duc de Marlborough est inséparable de celui de Blenheim, magnifique château donné par l'Angleterre au vainqueur de Louis XIV, et une même origine associe le manoir de Strathfield-saye au souvenir des victoires du duc de Wellington.

Il en est des membres des communes comme des lords. Quiconque possède une habitation rurale ne manque pas de l'indiquer comme sa résidence habituelle. Personne n'ignorait, par exemple, le nom de la maison de campagne de sir Robert Peel, — Drayton-Manor. L'apparence est ici parfaitement d'accord avec la réalité. Les membres des deux chambres n'ont guère à Londres qu'un pied à terre, où ils ne viennent que pour la saison du parlement. Ils passent le reste de leur temps à la campagne ou en voyage. C'est pour la campagne que chacun réserve son luxe; c'est là surtout qu'on se visite, qu'on se donne des fêtes, des rendez-vous de plaisir.

La littérature nationale, expression des mœurs et des habitudes, porte partout les traces de ce trait distinctif du génie anglais. L'Angleterre est le pays de la poésie descriptive, presque tous ses poètes ont vécu aux champs et ont chanté les champs. Même au temps où la poésie anglaise essayait de se modeler sur la nôtre, Pope célébrait la forêt de Windsor et écrivait des pastorales; si son style était peu rural, ses sujets l'étaient. Avant lui, Spencer et Shakspeare avaient eu des élans admirables de poésie champêtre; le chant de l'alouette et du rossignol retentit encore, après des siècles, dans les ravissans adieux de Juliette à Roméo. Milton, le sectaire Milton, a consacré ses plus beaux vers à la peinture du premier jardin, et au milieu des révolutions et des affaires, ses rêves le portaient vers la campagne idéale du *Paradis perdu*. Mais c'est surtout après la révolution de 1688, quand l'Angleterre, devenue libre, peut être tout à fait elle-même, que l'amour de la vie rurale pénètre profondément tous ses écrivains. Alors paraissent Gray et Thompson. Le premier dans ses élégies célèbres et entre autres dans le *Cimetière de Campagne*, le second dans son poème des *Saisons*, font résonner avec délices cette corde favorite de la lyre britannique. *Les Saisons* abondent en descriptions admirables; il suffit de citer la fenaison, la moisson, la tonte des

moutons, qui était déjà une grande affaire pour l'Angleterre au temps de Thompson, et parmi les plaisirs de la campagne la pêche de la truite. Les membres actuels du club des pêcheurs peuvent trouver dans ce petit tableau de genre tous les détails de leur art chéri. Partout on sent l'impression vive et spontanée, l'enthousiasme réel et profond pour les beautés de la nature et les joies du travail. Thompson y joint cette douce exaltation religieuse qui accompagne presque toujours la vie solitaire et laborieuse en présence du prodige éternel de la végétation. Son poème tout entier en est imprégné, surtout dans cette éloquente conclusion où il assimile le réveil de l'âme humaine après la mort au réveil de la nature après l'hiver.

Thompson chantait ainsi les charmes et les vertus de la vie champêtre vers 1730, c'est-à-dire au moment où la désertion des campagnes avait atteint en France ses dernières limites. Les grands seigneurs, attirés à la cour par Richelieu et Louis XIV, avaient fini de perdre dans les orgies de la régence tout souvenir des terres paternelles. L'agriculture, exténuée par les exigences insensées du luxe de Versailles, perdait peu à peu toute âme et toute vie, et la littérature française, occupée d'autre chose, n'avait encore consacré aux cultivateurs que cette terrible page de La Bruyère qui restera comme un cri de remords du grand siècle : « On voit certains animaux farouches, des mâles et des femelles, répandus par la campagne, noirs, livides et tout brûlés du soleil, attachés à la terre qu'ils fouillent et qu'ils remuent avec une opiniâtreté invincible; ils ont comme une voix articulée, et, quand ils se lèvent sur leurs pieds, ils montrent une face humaine, et en effet ils sont des hommes. Ils se retirent la nuit dans des tanières où ils vivent de pain noir, d'eau et de racines; ils épargnent aux autres hommes la peine de semer, de labourer et de recueillir pour vivre, et méritent ainsi de ne pas manquer de ce pain qu'ils ont semé. »

On a dit avec raison que, dans *la Henriade*, qui parut vers le même temps que *les Saisons*, il n'y avait même pas d'herbe pour les chevaux. Cet oubli complet de la nature physique s'est maintenu jusqu'au moment où l'imitation des idées anglaises fit irruption de toutes parts dans la littérature et dans la société, c'est-à-dire jusqu'aux vingt-cinq années qui précédèrent la révolution de 1789.

Les romans anglais du XVIIIe siècle touchent tous par quelque côté à la vie rurale. Pendant que la France en était aux contes de Voltaire et aux romans de Crébillon fils, l'Angleterre lisait *le Vicaire de Wakefield*, *Tom Jones* et *Clarisse*. « Le héros de cette histoire, disait Goldsmith lui-même de M. Primrose, réunit en lui les trois caractères les plus respectables de la société : il est prêtre, agriculteur et père de famille. » Cette phrase résume tout un ordre d'idées particulier à l'Angleterre protestante et agricole. Le roman tout entier n'en est que

le commentaire; c'est le tableau d'un intérieur de famille au fond d'un pauvre presbytère de campagne. Le ministre protestant, ayant une femme et des enfans, a d'autres devoirs que le prêtre catholique; il faut qu'il fasse vivre les siens, et cette nécessité le force à mêler quelques travaux temporels à ses occupations spirituelles. La ferme que M. Primrose a louée n'est pas bien grande, elle n'a que vingt acres ou huit hectares; mais elle suffit à son ambition. Il la cultive avec amour et avec fruit, aidé de son fils Moïse, pendant que sa femme, *qui n'a pas sa pareille pour le vin de groseilles*, prépare le modeste repas du ménage. Le dimanche, quand le temps est beau, la famille va s'asseoir, après l'office divin, sur un banc ombragé d'aubépine et de chèvrefeuille; on met la nappe sur un tas de foin, et on dîne gaiement en plein air, pendant que deux merles se répondent en chantant d'une haie à l'autre, et que le rouge-gorge familier vient becqueter des miettes de pain dans les belles mains des filles du vicaire. C'est au milieu d'une de ces scènes heureuses que vient tomber le cerf poursuivi par les chiens, et qu'apparaît sur son cheval de chasse le gentilhomme du manoir voisin.

Les héros des autres romans vivent tous à la campagne. M. Western, entre autres, est le type du *squire*, grand chasseur et grand buveur, tel que toutes les traditions nous l'ont conservé. A mesure qu'on se rapproche de notre temps, l'amour de la nature champêtre devient de plus en plus un lieu commun. Tous les arts s'en emparent. Les poètes ne chantent plus que les beautés du paysage anglais; les peintres ne représentent que des intérieurs de ferme. Une école spéciale, celle des lacs, s'inspire des scènes les plus agrestes. Plus la guerre déploie ses fureurs sur le continent, plus l'imagination nationale aime à se transporter, par un de ces contrastes naturels à l'homme, dans le calme et la sécurité de la vie rurale. C'est surtout quand les révolutions balaient le monde que l'âme cherche à respirer la fraîcheur de l'éternelle idylle. L'Angleterre savoure à longs traits ce bonheur; un même sentiment de protestation et de salut la ramène vers les idées conservatrices et vers les habitudes agricoles.

Écoutez, entre autres, les vers de Coleridge, qui expriment si bien cette félicité nationale, défendue par l'Océan :

O Albion! o my native isle! etc.

Fille des mers, dans tes riches vallons,
Un doux soleil éclaire tes gazons;
Sur tes coteaux aux pentes ondulées
L'écho ne dit que la voix des troupeaux;
Tout rit et dort, tes monts et tes vallées,
Sous le rempart des rochers et des eaux;
Et l'immense Océan, dans son fracas sauvage,
Ne parle que de paix à ton calme rivage.

Un homme d'esprit disait en parcourant l'Angleterre il y a quarante ans : « Je ne conseille pas aux chaumières de s'insurger ici contre les châteaux, elles seraient bien vite écrasées, car les châteaux sont vingt contre un. » Il le dirait bien plus encore aujourd'hui, car le nombre des habitations aisées s'est toujours accru. Le même observateur remarquait qu'en Angleterre « on balaie les pauvres comme des ordures, pour les mettre en tas dans un coin. » Ce mot, d'un pittoresque brutal, mais vrai, peint parfaitement l'aspect des campagnes anglaises, où la pauvreté ne paraît à peu près nulle part. On l'a balayée vers la ville, qui est le coin où on la dépose. Comme on soigne partout ailleurs les beaux quartiers des grandes cités, ainsi on soigne la campagne en Angleterre; on la nettoie de tout ce qui peut blesser l'œil et l'âme, on ne veut y trouver que des tableaux de paix et de contentement.

Quand on voyage dans l'intérieur, on est frappé à chaque pas de ce contraste entre la ville et la campagne, si opposé à celui que présentent la France et le continent en général. Les plus grandes villes, comme Birmingham, Manchester, Sheffield ou Leeds, ne sont habitées que par des ouvriers et des commerçans; leurs immenses quartiers ont pour la plupart un aspect pauvre et triste. Peu ou point de monumens, peu ou point de luxe; on n'entend que le bruit des métiers, on ne voit que des gens affairés. L'étranger comme l'habitant a hâte de sortir de cette fumée et de cette boue, pour respirer au dehors un air plus pur et pour échapper au spectacle de ce travail incessant qui ne conjure pas toujours la misère. Même à Londres, on cherche plus à travailler qu'à jouir, et c'est ce qui dépayse si fort nos bons Parisiens quand ils y vont : ils n'y retrouvent plus leurs habitudes.

Je n'ai jamais si bien senti cette différence qu'un jour où je quittai Chatsworth pour me rendre à Sheffield. Chatsworth est la plus belle de ces fastueuses résidences où les chefs de l'aristocratie anglaise déploient un luxe de roi. Un parc immense, de plusieurs lieues de tour, tout peuplé de cerfs, de daims, de moutons et de vaches qui paissent pêle-mêle, entoure de ses pelouses et de ses ombrages un palais magnifique. Des eaux jaillissantes, des cascades artificielles, des bassins ornés de statues, qui rivalisent avec les décorations célèbres de Versailles et de Saint-Cloud; une serre immense en fer et en verre, qui a servi de modèle pour le palais de l'exposition universelle, et où les arbres des tropiques forment une haute forêt; un village entier construit par le maître pour loger ses ouvriers, et composé d'élégans cottages pittoresquement groupés; une véritable rivière, la Derwent, traversant le parc avec des contours gracieux qu'on dirait dessinés par l'art, et autour de ce tableau déjà si

grand, les montagnes du Derbyshire, formant comme à souhait une ceinture de merveilleux horizons: — tout dans ce lieu respire le loisir opulent et la puissance satisfaite. Vous franchissez le faîte aride qui vous sépare du comté d'York, et vous arrivez à la ville voisine; tout change : ce ne sont que fourneaux allumés, marteaux frappant sur l'enclume, cheminées vomissant des flots épais; un peuple de forgerons noirs et ruisselans s'agitent comme des spectres au milieu de ces flammes; on dirait l'enfer à la porte du paradis.

Ce que le château du duc de Devonshire est en grand, toutes les résidences des gentilshommes campagnards le sont en petit. Il n'est pas de propriétaire un peu aisé qui ne veuille avoir son parc; le parc, diminutif de l'ancienne *forêt*, est le signe de la possession féodale, l'accessoire obligé de l'habitation. Le nombre des parcs est énorme en Angleterre, depuis ceux qui embrassent plusieurs milliers d'hectares jusqu'à ceux qui n'en comprennent que quelques-uns. Les plus grands, les plus anciens, ceux qui méritent seuls légalement le nom de *parcs*, sont marqués sur toutes les cartes. Dans ces enceintes closes, même les plus modestes, on entretient du gibier de toute espèce, on nourrit des animaux au pâturage. De sa fenêtre et de son perron, l'heureux propriétaire a sous les yeux une scène pastorale; il peut, quand il lui plaît, galoper dans ses allées ou se donner le plaisir de la chasse à quelques pas de son manoir. C'est là qu'il aime à vivre avec sa famille, loin des agitations vulgaires, imitant l'existence du grand seigneur, comme le fermier imite à son tour celle du gentilhomme.

On connaît la passion des Anglais pour les exercices qui s'allient naturellement à la vie rurale, et qu'on appelle le *sport*, l'élégance suprême. Ceux des *country gentlemen* qui ne peuvent pas avoir de meute à eux se réunissent pour en entretenir une par souscription. Le jour où doit avoir lieu la chasse à courre est indiqué d'avance dans les journaux; les souscripteurs arrivent à cheval au rendez-vous. A des époques précises de l'année, la mode appelle sur certains points de l'Angleterre ou de l'Écosse des milliers de chasseurs en habit rouge qui courent de véritables dangers pour se livrer à cet amusement. Tantôt c'est le renard qu'on va poursuivre à Melton-Mowbray, dans le comté de Leicester; tantôt ce sont les *grouses* qu'on va chercher sur les sommets les plus inaccessibles des *highlands*. Toute l'Angleterre s'en occupe; les journaux insèrent les noms des plus adroits tireurs et des plus habiles cavaliers, ainsi que le nombre des pièces tuées. Quand vient le temps des grandes chasses, le parlement vaque. Les femmes elles-mêmes préfèrent ces plaisirs à tous les autres; donnez à une jeune fille anglaise le choix entre une promenade à cheval et une soirée au bal, son choix ne sera pas douteux; elle aussi aime à franchir les haies et à courir comme le vent.

Quand on a le malheur de n'avoir pas de campagne à soi, on veut

au moins en avoir l'apparence. Toutes les villes ont des parcs publics, qui sont tout simplement de grandes prairies avec de beaux arbres. On voit à Londres des vaches et des moutons pâturer librement sur les pelouses de Green-Park et de Hyde-Park, au bruit incessant des voitures qui roulent dans Piccadilly. Celui que ses affaires entraînent sans relâche peut au moins apercevoir en passant un coin de l'Éden. Chacun cherche à se loger le plus loin possible du centre de la ville, pour être plus près des champs. L'été, on s'échappe dès qu'on peut pour visiter un ami dans sa ferme ou pour passer quelques jours en voyage dans une contrée renommée pour ses beautés naturelles. Tous les sites un peu pittoresques du pays sont parcourus tous les ans par une foule qui en jouit avec cette joie sereine et silencieuse particulière aux Anglais. Le grand bonheur est d'aller jusqu'en Écosse, pour respirer à l'aise la senteur des bruyères et rêver de la vie vagabonde des caterans de Walter Scott.

Les monarques anglais donnent les premiers l'exemple de cette prédilection universelle; ils n'habitent la ville que lorsqu'ils ne peuvent pas faire autrement. Ce qui ne fut qu'un jeu gracieux et court pour Louis XVI et Marie-Antoinette, dans la ferme artificielle de Trianon, est une douce réalité pour la reine Victoria et le prince Albert. Le prince dirige à Windsor une vraie ferme où naît et s'engraisse le plus beau bétail des trois royaumes. Ses produits gagnent ordinairement les premiers prix dans les concours. A Osborne, où elle passe la plus grande partie de l'année, la reine surveille elle-même une basse-cour dont elle est fière, et tous les journaux ont annoncé dernièrement qu'elle venait de découvrir un remède à la maladie des dindonneaux quand ils prennent le rouge. Ce qui chez nous prêterait au ridicule est pris très au sérieux par nos voisins, et ils ont cent fois raison. Heureuse et sage entre toutes la nation qui aime à voir ses princes se livrer à ces utiles délassemens!

On devine sans peine ce que peut avoir d'effets pour la richesse des campagnes ce séjour habituel des premières familles du pays. Tandis qu'en France le travail des champs sert à payer le luxe des villes, en Angleterre le travail des villes sert à payer le luxe des champs. Là se dépensent presque tous les trésors que le plus industrieux des peuples sait produire. Il en revient une bonne partie à la culture. Plus le propriétaire touche de près sa terre, plus il est disposé à l'entretenir en bon état. L'amour-propre, ce grand stimulant, est sans cesse en jeu. On ne veut pas montrer à ses voisins des bâtimens en ruines, des chemins impraticables, des attelages défectueux, des animaux chétifs, des champs négligés; on met son orgueil à des dépenses productives, comme ailleurs à des dépenses frivoles, par la contagion de l'exemple. On a une terre bien tenue, comme à Paris un bel hôtel et un riche mobilier.

L'impôt lui-même, qui est en France une machine à épuisement pour les campagnes, n'a pas du tout en Angleterre le même caractère. Tout l'impôt direct se dépense sur les lieux mêmes où il est payé. La taxe des pauvres, la dîme de l'église, sont à peine sorties des mains du cultivateur, qu'elles y rentrent par l'achat de ses denrées. Les autres taxes servent uniquement à des travaux d'intérêt local. La moitié des impôts indirects étant absorbée par le paiement de la dette publique, qui appartient en grande partie aux propriétaires du sol, il en revient encore beaucoup à la vie rurale. Quand un tiers au moins du budget français se condense à Paris et un autre tiers dans les grandes villes de province, les trois quarts des dépenses publiques se répandent en Angleterre sur les campagnes et contribuent, avec les revenus des propriétaires et fermiers, à y répandre l'abondance et la vie.

Nous sommes, hélas! bien loin de ces mœurs; espérons que nous nous en rapprocherons peu à peu. Depuis quelques années, tout semble y conspirer. L'encombrement de la classe aisée dans les villes, l'incertitude des carrières qu'on venait y chercher, l'air fiévreux qu'on y respire, tendent à rejeter vers la vie rurale les ambitions déçues et les imaginations lassées. Quiconque a de quoi vivre honorablement à la campagne est bien près de comprendre que le plus sûr, comme le plus digne, est d'y rester, et ceux qui ne le comprennent pas encore sont bien près d'y être contraints par la difficulté toujours croissante de trouver à la ville un débouché. Une circonstance nouvelle vient d'ailleurs changer complétement les conditions de la vie champêtre; le perfectionnement continu des communications, et surtout l'extension des chemins de fer, en rapprochant les distances les plus éloignées, font que le séjour habituel des champs devient conciliable avec les plaisirs de la société, l'importance politique, la culture de l'esprit et tous les agrémens de la civilisation. Là est le principe d'une révolution salutaire pour nos campagnes délaissées. Nous ne serons probablement jamais aussi ruraux que les Anglais, nos villes ne deviendront jamais autant que les leurs de simples ateliers de commerce et d'industrie; mais, pourvu qu'une portion toujours plus grande de la société aisée vienne repeupler nos manoirs déserts, ce sera toujours un bienfait.

Quant à l'impôt, il ne sera pas moins difficile de détourner le courant qui le porte vers Paris et les grandes villes; mais, si quelque chose peut atténuer cette perpétuelle aspiration, c'est la résidence à la campagne des propriétaires influens, qui défendraient un peu plus leurs intérêts, s'ils les voyaient habituellement de plus près.

LÉONCE DE LAVERGNE.

ADELINE PROTAT.

TROISIÈME PARTIE.[1]

I. — LES FINESSES D'ADELINE.

Pareil à ce conscrit bravement parti pour la bataille, et qui, revenu sain et sauf d'une chaude affaire, se laissait choir en défaillance en voyant tomber les balles restées dans son habit, l'apprenti du sabotier avait laissé voir une grande terreur, lorsque, revenu à lui, il avait compris à quel sérieux danger on venait de l'arracher. En rouvrant les yeux pour la première fois, Zéphyr avait aperçu penché sur lui le bonhomme Protat, épiant avec angoisse un souffle, un mouvement, un regard, qui vinssent le rassurer sur le sort de son apprenti. Le jeune garçon pensa que c'était son maître qui l'avait été chercher au fond de la rivière. Il voulut d'abord remercier Protat, et regarda avec une hésitation embarrassée celui qu'il croyait être son sauveur. Puis, ne sachant que dire sans doute, il enlaça le bonhomme par le cou et l'étreignit avec une fureur d'embrassement qui en disait plus long que les plus belles protestations. Protat fut touché par ce sauvage élan, qui trouvait la parole impuissante pour traduire le sentiment qui l'inspirait. Lui aussi voulait parler, mais sa langue était embarrassée. Il semblait craindre à la fois de dire trop ou de n'en pas dire assez. Il ne se sentait pas la conscience bien nette de cette tentative de suicide. La voix intérieure qui ne parle aux hommes que dans les circonstances solennelles, et qui leur parle impérieusement alors, lui demandait tout bas s'il avait bien réellement accompli le vœu fait

(1) Voyez les livraisons du 15 février et du 1er mars.

un jour au pied de l'autel, et si, en adoptant un orphelin pour conjurer le danger qui menaçait sa fille, il n'avait pas, une fois le danger conjuré, méconnu le caractère de cette adoption, en habituant l'enfant qu'il avait recueilli à ne voir en lui qu'un maître, alors que le besoin d'affection, plus fort chez cet enfant que le sentiment de la reconnaissance, le poussait à souhaiter un père. Cette pensée, qui traversa brièvement l'esprit du sabotier, eut un contre-coup dans son cœur. En tenant dans ses bras l'apprenti, dont le visage portait encore les traces des contractions causées par l'asphyxie, Protat éprouva aussi une terreur rétrospective. Il songea que Zéphyr aurait pu ne point échapper au trépas, et il vit passer devant lui comme le fantôme d'un remords qui s'enfuyait sans doute, chassé par le souffle plus régulier que le retour de la vie ramenait aux lèvres de l'apprenti. En écoutant battre dans le cœur du jeune garçon cette reconnaissance dont il doutait encore le matin, et qui ne s'était dissimulée que parce qu'il en avait comprimé les élans, au lieu de les attirer, Protat se sentit soudainement émouvoir par un tressaillement de paternité. Il appuya la tête de Zéphyr sur sa poitrine, et, appelant d'un geste Adeline, qui se trouvait près de lui, il ajouta, en frappant sur son large buste : — Viens donc, ma fille; il y a place pour deux.

Pendant la rapide minute où les deux jeunes gens se trouvèrent réunis dans les bras du sabotier, si rapprochés l'un de l'autre que leurs deux visages se touchaient presque, Lazare observa silencieusement cette scène. Cédant à un besoin familier à tous les artistes sérieux que leur préoccupation n'abandonne jamais, et qui les pousse à établir par comparaison un rapport perpétuel entre l'art et la nature, source véritable de toute inspiration, il se disait à lui-même : — Parbleu ! voilà un motif qui ferait un joli tableau, si on ne le gâtait pas en voulant trop l'arranger. C'est un sujet de Greuze, moins la recherche de naïveté. La bonne tête grisonnante du sabotier au milieu de ces deux enfans, la Madelon qui souffle le feu, accroupie dans l'âtre, ces grosses solives jaunies par la fumée, ce rustique dressoir où s'étalent les faïences joyeusement enluminées, et ce grand coup de soleil qui crève le cul du chaudron, feraient bien l'affaire d'un peintre de genre. Je suis fâché que mon ami Bonvin ne soit pas là avec une toile de douze.

Cependant, après cette minute accordée à l'étude, l'artiste donna un autre cours à ses observations, et se préoccupa de deviner quels sentimens divers animaient dans ce moment les trois personnes composant le groupe qui semblait en effet poser devant lui.

Comme toutes les franches natures qui ne sauraient sans étouffer attacher sur leur visage un masque de dissimulation, Protat laissait

voir la joie qu'il éprouvait. Zéphyr, dont la figure pâlie s'était subitement colorée au voisinage d'Adeline, regardait celle-ci avec l'extase muette d'un dévot qui voit s'animer sa madone. Pour lui, le matin encore, paria de cette maison à qui on ne parlait que le bâton à la main et le juron à la bouche, la dure main de son maître devenait caressante, et sa grosse voix lui parlait avec douceur. Bouleversé par ce brusque changement et mal remis des émotions violentes qu'il venait de traverser, sa tête était encore si faible, que le pauvre garçon ne savait pas au juste s'il était au milieu de la réalité ou bien dans un rêve; mais songe ou vérité, il se trouvait heureux ainsi, tellement heureux qu'il n'osait pas dire une parole ou faire un mouvement, tant il avait peur de déranger son bonheur. Quant à la jeune fille, sous le repos menteur de sa physionomie, Lazare, qui l'examinait avec curiosité, devinait les confuses pensées qui l'agitaient intérieurement. Adeline, en effet, n'était pas à l'heure présente dans les bras de son père. Réunie à ce garçon qui venait de risquer la mort, une fois que la compassion éveillée par l'idée du péril avait été épuisée en elle, sa pensée était retournée en arrière de cette tentative de suicide. Une seule impression lui restait, c'était l'impression que lui avait causée la découverte faite dans le sac attaché au cou de l'apprenti des objets qu'elle avait un instant cru dérobés par la mère Madelon. La servante n'avait *pas fait le coup*, c'était Zéphyr qui était coupable : telle était la seule idée dont se préoccupait alors la jeune fille, idée obsédante qui la remplissait d'inquiétude et d'alarmes. Zéphyr lui avait *volé* les souvenirs de Lazare. Comment? pourquoi? Elle ne devinait rien et ne sentait rien. Intelligente de cœur et d'esprit, troublée néanmoins par l'égoïsme de sa passion, elle ne cherchait pas les causes et ne se donnait point la peine de rapprocher entre eux toutes sortes de faits, de menus détails, qui pouvaient isolément n'avoir aucune signification, mais dont la réunion dans la circonstance aurait pu servir de fil conducteur à son incertitude. Quant à Zéphyr, si engourdi qu'il fût dans son enchantement, il ne tarda point à s'inquiéter de son côté en s'apercevant de la façon singulière avec laquelle il était regardé par Adeline. Toujours bienveillante pour lui, dans ce moment où pour la première fois il se trouvait aussi près d'elle, souffle à souffle, au lieu de cette sympathie qu'elle lui témoignait quotidiennement, elle le regardait avec une dureté d'expression qu'il ne lui avait jamais connue. Il y avait presque de la menace dans ce regard qui semblait fouiller dans son âme. Que s'était-il donc passé? C'était le père Protat, toujours brutal et grondeur, qui lui témoignait de l'amitié, et c'était Adeline, pour lui caressante et douce, qui lui montrait... Quel nom donner à cet étrange sentiment qui changeait si brusquement la jeune fille à son égard?

le pauvre garçon n'en savait rien; mais il en éprouva une souffrance plus vive encore que toutes celles qu'il avait endurées pendant sa lutte avec la mort. Tout à coup il revint en même temps de cœur et d'esprit au sentiment de la réalité; il se rappela! et le premier souvenir qui s'offrit à sa mémoire le porta à chercher autour de son cou un objet qu'il ne trouva plus. Ses idées lui revinrent alors lucides et complètes, et la disparition du petit sac lui expliqua le changement opéré dans les manières d'Adeline.

Le mouvement fait par le jeune garçon quand il avait porté la main à son cou n'avait pas échappé à la fille du sabotier. Au moment où Zéphyr retirait sa main, Adeline s'en empara vivement, et, la pressant avec dureté, elle lui dit brièvement, en se penchant à l'oreille, si bas qu'elle ne pouvait être entendue que de lui seul : — Pourquoi m'as-tu volée, Zéphyr?

Et comme elle lui disait ces deux mots avec un accent qui lui causa plus d'effet qu'un violent reproche, Zéphyr ne sut que pâlir et fermer les yeux. Il lui fallut toute sa force pour contenir un cri qu'il étouffa dans sa gorge. La main d'Adeline, cette petite main frêle, avait acquis tout à coup cette force nerveuse qui donne une puissance passagère et factice aux natures les plus délicates. Cette main mignonne serrait les doigts de l'apprenti comme s'ils eussent été pris dans des tenailles, et il sentait les ongles s'enfoncer dans sa chair. La douleur était si vive, que le cœur lui en manqua presque. En le voyant pâlir, Adeline l'avait lâché. Surexcitée un moment et inhabituée jusqu'ici aux chocs violens, la jeune fille, brisée par l'excès même de ses émotions, retomba dans une calme immobilité.

Le jeu muet de ces sentimens, que le jeune peintre tâchait d'étudier sur le visage de ceux qui les éprouvaient, avait complétement échappé au bonhomme Protat et s'était accompli en dix fois moins de temps qu'il n'en a fallu pour le raconter.

— Eh bien! s'écria tout à coup le bonhomme en dégageant Adeline et Zéphyr de l'étreinte pleine d'effusion dans laquelle il les avait confondus un moment, comment te trouves-tu, mon garçon?

Et il regarda Zéphyr, qui n'osait lever les yeux, tant il craignait de rencontrer le regard courroucé d'Adeline : celle-ci s'était retirée dans un coin avec la Madelon. Zéphyr répondit avec une contenance embarrassée qu'il se trouvait tout à fait bien.

— Et voilà tout? continua le sabotier. Tu ne dis pas seulement merci à celui qui a été te chercher dans la rivière, au risque d'y rester avec toi!

Et le sabotier, tirant Lazare par le bras, le voulut amener devant l'apprenti; mais le peintre se recula, en faisant au bonhomme un signe négatif dont Protat, après une courte hésitation, parut com-

prendre le sens, non point cependant sans que sa physionomie eût manifesté un profond étonnement.

— C'est la seconde fois que vous me sauvez, monsieur Protat, répondit Zéphyr... C'est vrai que vous avez pu croire, en voyant ma conduite, que j'avais oublié ce que vous avez fait pour moi. A compter d'aujourd'hui, vous verrez du changement, ajouta le jeune garçon. Autant j'ai été serviteur indocile et paresseux ouvrier, autant vous m'allez voir obéissant et actif, prêt à bien vouloir et disposé à bien faire. Nous ne nous étions pas bien connus, continua-t-il plus lentement et avec une demi-intention de reproche qui n'échappa point au sabotier; mais c'est ma faute, reprit vivement Zéphyr... oui, ma faute... je n'ai pas su montrer... mais on verra que je ne suis pas, comme on a pu le croire, un mauvais et un ingrat.

Et, en disant ces derniers mots, Zéphyr avait regardé Adeline isolée dans ses réflexions.

— Ne parlons plus du passé, mon garçon; d'abord tu n'es pas ici un serviteur ni un ouvrier, comme tu as cru l'être, fit le sabotier en baissant la tête; tu es à peu près comme l'enfant de la maison. Je veux que tu t'habitues à me regarder comme si j'étais ton père, et comme la confiance est le premier devoir d'un enfant et que nous voilà en famille, tu vas commencer par nous dire *en l'honneur de quel saint* tu allais te jeter dans le Loing avec des pierres aux jambes.

A ce commencement d'interrogatoire, Adeline parut se réveiller et prêta l'oreille à la réponse de Zéphyr. Une grande inquiétude se peignit sur le visage de la jeune fille. Quant à l'apprenti, il demeura tout interdit et semblait chercher une réponse qui ne venait sans doute pas. L'inquiétude d'Adeline et l'embarras de Zéphyr avaient été remarqués par l'artiste. Maître du secret de ces deux enfans, il craignit que cet interrogatoire n'arrachât au jeune garçon quelque révélation qui pût, si aveuglé qu'il était, guider le bonhomme Protat sur la cause réelle de son suicide. Dans l'espérance qu'il était peut-être temps encore de faire renoncer Adeline à sa chimère et Zéphyr à sa folie, il se décida à brouiller le jeu, pour empêcher toute autre personne que lui d'y voir clair.

— Père Protat, dit-il brusquement au sabotier, déjà carré dans son fauteuil et méditant son *instruction*, il est tard ce soir, et il fera jour demain. Quand on est revenu d'où revient Zéphyr, ça peut passer pour un bon voyage. On est fatigué, et on aime mieux dormir que causer. Laissez-le en repos pour ce soir. Vous jaserez demain, si cela vous semble nécessaire de jaser. — Allons, mon garçon, fit l'artiste en regardant l'apprenti, dis bonsoir à la compagnie, et va-t-en au lit.

— Est-ce qu'il ne soupera pas avant? dit Protat.

— Il a assez bu comme ça aujourd'hui, répliqua le peintre en riant; cependant que Madelon lui donne un bouillon, et qu'il s'endorme par là-dessus. Demain il aura meilleur appétit. Quant à nous, qui n'avons pas fait comme lui le voyage de l'autre monde, les vivres ne peuvent pas nous faire de mal, au contraire; aussi, Madelon, le souper, et vivement. En attendant qu'on le serve, je vais mener Zéphyr dans la plume, — et je vais l'enfermer, glissa-t-il à l'oreille de Protat. — Tout à l'heure je vous dirai pourquoi, ajouta l'artiste.

L'apprenti se laissa emmener par Lazare. Quand ils furent arrivés au cabinet dans lequel couchait Zéphyr, Lazare lui dit très vite : — Demain matin, avant que tout le monde soit levé, je frapperai à ta porte; habille-toi, et sois prêt; j'aurai à te parler.

— A moi? fit l'apprenti étonné.

— Oui, à toi, et je pourrai peut-être te donner des nouvelles de quelque chose que tu as perdu. — Ce n'est pas la peine de chercher, ajouta l'artiste en voyant Zéphyr, qui, tout étonné, portait machinalement la main à sa poitrine. Tu vois bien que ton petit sac n'y est pas.

— C'est vous qui l'avez trouvé? s'écria Zéphyr avec un regard presque agressif.

Lazare ne fit pas semblant d'entendre et continua : — Si demain, au premier coup, tu n'es pas sur pied, j'instruis Protat de ce qui se passe. Te voilà prévenu, dors bien.

— Ah! monsieur Lazare, dit Zéphyr, est-ce que vous croyez réellement que je vais dormir?

— Peut-être pas si bien que si on t'avait laissé dans les roseaux du Loing; mais tu dormiras. Bonsoir. Tâche de faire de jolis rêves.

Et Lazare sortit en enfermant le jeune garçon à clé. Quand il rentra dans la salle à manger, il trouva le couvert mis. Adeline et son père occupaient leur place ordinaire. Adeline était toujours aussi agitée malgré son apparence de calme. — Allons, se dit tout bas Lazare, j'ai donné un peu de tranquillité au petit Zéphyr, donnons un peu de calme à Adeline. — Et avisant un petit bout de ficelle qui sortait de la poche de la jeune fille, il lui dit très tranquillement : — Mignonne Adelinette, nous allons perdre quelque chose.

Adeline porta la main à sa poche. Elle sentit sous ses doigts quelque chose d'humide. C'était le sac qu'on avait trouvé au cou de Zéphyr; c'était ce sac qui contenait son secret, son secret, qu'elle croyait tombé entre les mains de Lazare, qu'elle n'osait plus regarder. Ces souvenirs, qu'elle pensait perdus pour elle et retournés aux mains de celui à qui elle les avait dérobés, comme une dénonciation, comme un aveu même des sentimens qu'elle éprouvait pour lui, ils ne l'avaient donc pas quittée, son secret lui appartenait donc encore! Mais tout à coup son inquiétude, un instant apaisée, lui revint plus persis-

tante. Comme un coupable qui se croit déjà libre, et à qui une dernière interrogation du juge vient rendre son épouvante, Adeline se trouva en face d'un nouveau soupçon : comment le sac était-il dans sa poche? Tout était remis en question par ce seul fait. Procédant avec minutie à leur examen, Adeline chercha à se rappeler les faits. Lazare, en trouvant le sac au cou de l'apprenti, le lui avait-il jeté de loin pour qu'elle le visitât? En l'ouvrant, et à la vue des objets qu'il contenait, elle avait poussé un cri et était tombée évanouie. Cet évanouissement rompait la chaîne de ses souvenirs. Que s'était-il passé pendant qu'elle gisait sans connaissance sur un banc du jardin? La pensée d'Adeline s'arrêtait au bord de cette lacune; mais, faisant trêve à cette nouvelle anxiété, elle poursuivit la recherche d'une conviction rassurante. Ce ne fut qu'après un formidable travail qu'elle réussit à jeter hors d'elle-même le poids qui l'oppressait. Oh! la bonne bouffée d'air qu'elle respira, quand elle se fut ainsi persuadée! De tremblante qu'elle était, comme elle devint subitement audacieuse, et se dédommagea de n'avoir point, depuis tant de longues heures, osé lever les yeux sur l'artiste, en le regardant avec cette hardiesse ingénue qui serait l'extrême effronterie, si elle n'était pas l'extrême innocence! — Étais-je folle, insensée? pensait-elle pendant que sa main serrait convulsivement dans sa poche le petit sac. Si M. Lazare avait vu ce qu'il y a dedans, est-ce qu'il n'aurait pas deviné tout de suite, en se rappelant que j'étais dans sa chambre le jour où il n'a plus retrouvé la lettre qu'il écrivait à son ami de Paris? Et s'il avait deviné, est-ce qu'il ne serait pas changé un peu dans ses manières avec moi? — Et, en faisant en sourdine toutes ces réflexions, elle pressait toujours le petit sac d'une main, et Lazare, qui entendait bruire les papiers au fond de sa poche, se disait à lui-même : — Voilà mon baume tranquille qui opère.

Adeline, en effet, complétement rassurée du côté de Lazare, commençait à s'inquiéter à propos de Zéphyr. Et, s'il faut le dire, elle se préoccupa beaucoup moins de rechercher la cause qui avait pu le pousser à la tentative de l'après-midi qu'à deviner comment il avait surpris l'existence des objets contenus dans le tiroir mystérieux et la raison qui avait pu le pousser à s'en emparer. Aucune lueur, aucune remarque, ne venaient la guider et mettre ses suppositions confuses sur une trace aboutissant à un prétexte. Elle ne pouvait croire à un sentiment d'hostilité de la part du jeune garçon à qui elle avait toujours accordé une protection bienveillante dont Zéphyr s'efforçait de se montrer reconnaissant par tous les moyens qui étaient en son pouvoir, se trouvassent-ils même en contradiction avec ses défauts les plus coutumiers. Il était vrai cependant que depuis quelque temps Zéphyr avait paru se relâcher dans ses complaisances;

mais Adeline se ressouvint que c'était elle-même qui la première, et préoccupée par le prochain retour de Lazare, s'était montrée un peu plus tiède dans ses relations avec l'apprenti. Indifférente à tout ce qui ne se rattachait pas à cette pensée qu'elle allait revoir l'artiste, elle se rappela qu'elle n'était point intervenue quelquefois avec sa sympathie ordinaire entre les fautes commises par Zéphyr et la brutalité de son père. — Serait-ce donc, se demandait Adeline, que Zéphyr m'a gardé rancune? mais comment a-t-il pu songer à se venger par un tel moyen? Comment a-t-il pu deviner?

Un détail qu'il n'est peut-être pas inutile de faire connaître, c'est que depuis son retour à Montigny la fille du sabotier avait toujours considéré et traité Zéphyr comme elle-même était traitée et considérée par Lazare, c'est-à-dire comme un enfant. On ne s'étonnera donc pas si elle n'avait point pris garde à une foule de petits faits de nature à éclairer ses doutes et à diriger ses soupçons. Familière avec l'apprenti ainsi que Lazare l'était avec elle-même, quand elle lui donnait par ci par là une petite tape amicale en passant, elle n'avait jamais remarqué que le jeune garçon tremblait et pâlissait à la fois, comme elle-même devenait pâle et tremblante lorsqu'il arrivait à Lazare de la prendre par la taille et de la faire sauter en l'embrassant. Lorsque le bonhomme Protat employait la famine comme moyen de correction avec son apprenti, plus paresseux que de coutume, si Adeline allait porter en cachette à celui-ci son souper retranché, dans le remerciement de Zéphyr elle ne voyait qu'un remerciement; mais l'accent avec lequel il lui manifestait sa reconnaissance, son regard, son geste, le peu de souci qu'il semblait avoir d'échapper à la *diète* à laquelle il avait été condamné pour ne voir qu'elle, n'entendre qu'elle; ses brusques mouvemens à son entrée, l'animation passagère qui montait à son visage, et, quand elle lui disait de sa voix douce et traînante : — Tiens, mon *mignon*, je t'apporte à souper avec du bon pain tendre; — la lueur rapide qui illuminait l'œil de l'apprenti comme une étincelle jaillissant d'un feu couvert : — ces mille symptômes trahissant le trouble intérieur éprouvé par le jeune garçon quand il se trouvait mis en contact avec la fille de son maître, échappaient toujours à Adeline, ce qui expliquera comment elle n'en avait conservé aucun souvenir. Aussi elle regrettait que Lazare eût empêché son père de poursuivre l'interrogation de Zéphyr. Que celui-ci eût avoué ou non la véritable cause qui l'avait porté à cette tentative, il aurait parlé sans doute, et, dans quelques-unes de ses réponses, elle aurait pu surprendre peut-être un indice qui l'eût aidée à pénétrer l'inexplicable mystère de sa conduite, ou qui tout au moins aurait pu servir de point de départ à son incertitude. Cependant, comme elle savait instinctivement posséder une grande in-

fluence sur l'esprit de l'apprenti, tout en reconnaissant bien que cette influence avait un peu diminué, particulièrement depuis l'époque où le retour de Lazare avait été annoncé dans la maison de Montigny, Adeline se tranquillisa encore de cet autre côté. Elle pensa qu'elle n'en aurait point pour longtemps à reconquérir le terrain perdu dans la confiance de Zéphyr, et ne douta point qu'elle parviendrait mieux que personne, et avant personne, à voir clair dans la pensée de Zéphyr, à tirer de lui tout ce qu'elle en voulait savoir. Ce fut dans cette disposition, le souper étant achevé, que la fille du sabotier se retira après avoir embrassé son père et souhaité le bonsoir au pensionnaire.

Comme elle était déjà sur le seuil de la porte, Lazare se retourna de son côté en faisant pirouetter son tabouret.

— A propos, mignonne Adeline, lui demanda l'artiste avec l'accent d'une curiosité sincère, qu'est-ce que vous avez donc trouvé dans la bourse de Zéphyr? En voilà un gaillard égoïste, qui va se noyer avec son trésor pour ne pas faire d'héritiers! ajouta Lazare en riant.

A cette question, dont elle ne pouvait comprendre le motif, Adeline resta un moment interdite.

— Une bourse! intervint le bonhomme Protat; comment! Zéphyr a de l'argent, et il allait se noyer avec!

— Comme le vieil avare du *Déluge* de Girodet, continua l'artiste.

— Qu'est-ce que vous me dites là? reprit le bonhomme, revenu à son état normal. Où diable Zéphyr a-t-il pris cet argent? Il ne l'avait pas gagné pour sûr, il est trop fainéant, le petit gredin!

— Rassurez-vous, dit Lazare, c'était de la monnaie de sauvage, de petits cailloux du Loing, qu'il s'amuse à ramasser quand ils sont d'une jolie couleur et d'une forme bizarre. C'est une manie qu'il a; il est plein de manies, ce garçon-là. L'an dernier, lorsque nous allions en course tous les deux, il s'arrêtait tous les vingt pas pour fouiller dans le sable, et quand je l'ai repêché tantôt, il avait au cou une espèce de bourse ou de sac que j'ai donné à votre fille pour qu'elle l'examinât. J'ai présumé que c'était l'écrin où Zéphyr cachait ses pierres précieuses.

— Eh bien! demanda le bonhomme Protat en interrogeant à son tour Adeline, à qui les paroles de l'artiste prouvaient une fois de plus que le jeune homme ignorait ce qu'elle avait tant craint qu'il n'eût découvert; eh bien! petiote, qu'est-ce que tu as trouvé dans le sac de Zéphyr?

— Ce que M. Lazare avait présumé, — des cailloux, répondit Adeline avec une grande assurance. Et elle ajouta, comme pour convaincre l'artiste : Ce n'est pas étonnant; *l'autre jour*, en allant changer les draps au lit de Zéphyr, la Madelon a trouvé un tas de ces petites pierres sous son traversin.

Le fait était vrai, et Adeline le citait parce que la Madelon aurait pu le confirmer. Seulement il y avait plus de six mois que cet *autre jour* était passé.

Lazare n'avait pu s'empêcher de remarquer la présence d'esprit d'Adeline, et pour la première fois il s'étonna du sang-froid, de l'intelligence dont avait fait preuve cette jeune fille, dans laquelle il n'avait vu jusqu'ici qu'un enfant.

— Bonsoir, monsieur Lazare, lui dit-elle en se retirant; bonsoir, papa.

— Bonsoir, mignonne, répondit Lazare en la suivant des yeux.

— Dors bien, petite, ajouta le sabotier en lui adressant un geste caressant.

— Soyez tranquille, dit Lazare quand Adeline eut fermé la porte derrière elle... elle dormira bien maintenant.

La réticence de ce dernier mot passa inaperçue à l'oreille du sabotier.

II. — LA DIPLOMATIE DE LAZARE.

— Ah çà! demanda tout à coup Protat à son pensionnaire en s'accoudant devant lui et en le regardant avec curiosité, pourquoi diable m'avez-vous empêché d'interroger mon apprenti?

— N'a-t-il pas été décidé, dit le peintre, que vous me l'abandonneriez entièrement pendant tout le temps que je dois rester ici?

— C'est vrai, et je ne vais pas contre, répliqua le bonhomme, mais ça n'empêche pas que j'aurais bien voulu savoir comment cette idée de se noyer lui est venue. Ça m'inquiète pour de bon... savez-vous, monsieur Lazare! Et vous, ajouta-t-il, est-ce que vous n'êtes pas curieux de savoir ça?

— Aussi curieux que vous, répondit l'artiste; mais je suis patient.

— Vous ne l'avez donc pas questionné tout à l'heure en montant là-haut avec lui?

— Je ne lui ai pas dit un mot qui rappelât les événemens de la journée. Je suis monté avec lui pour l'enfermer.

— Ah! c'est vrai, et vous m'avez même promis de me dire pourquoi vous preniez cette précaution.

— J'ai mis Zéphyr sous clé pour qu'il ne puisse communiquer avec personne et raconter ce qui s'est passé à tout le village.

— Mais tout le village le sait! s'écria le sabotier, qui trouvait la précaution inutile.

— On sait que Zéphyr a manqué se noyer, dit Lazare; mais on ignore que c'était volontairement. — Dame! continua le peintre, j'étais le seul parmi vous qui eût conservé du sang-froid; je m'en suis

servi. J'ai pensé qu'il n'était pas nécessaire que la vraie vérité fût connue, parce que chacun dans le pays se serait livré aux suppositions, et qu'il aurait pu en résulter du désagrément pour vous.

— Vous avez pensé ça, monsieur Lazare? fit le sabotier, dont le front se rembrunit tout à coup.

— Sans doute, reprit l'artiste. Ces sortes d'événemens excitent toujours des commentaires, et dans le nombre il peut s'en trouver de fâcheux.

— Fâcheux! répéta le sabotier, qui écoutait attentivement les paroles de Lazare et semblait intérieurement les assimiler à sa propre pensée; fâcheux, dites-vous?

— Vous devez bien me comprendre. Supposez que nous n'eussions pas été là pour sauver votre apprenti, et qu'on l'eût un matin tiré de l'eau une pierre aux pieds! Croyez-vous qu'on n'aurait pas jasé dru dans ce pays? Il y a des mauvaises langues partout, et ici plus qu'ailleurs, si je m'en rapporte à ce que vous m'avez raconté de vos histoires d'autrefois.

— Eh bien!... fit vivement le sabotier, qu'est-ce qu'on aurait pu dire au cas où Zéphyr serait mort?... On ne m'aurait peut-être pas accusé de l'avoir jeté à l'eau!

— Non, du moins je le crois; mais...

— Mais quoi?... s'écria Protat en frappant du poing sur la table.

— Eh parbleu! répliqua Lazare en imitant le bonhomme, un méchant drôle qui vous en aurait voulu aurait pu dire : Ce n'est pas étonnant que l'apprenti se soit noyé, quand ce ne serait que pour se sauver de son méchant maître!

— On aurait dit ça!... Mais, monsieur Lazare, savez-vous que j'aurais étranglé le premier qui se serait permis...

— C'est possible, continua tranquillement l'artiste, mais vous auriez couru le risque de vous faire étrangler vous-même par ceux qui auraient entendu ce propos. Eh bien! père Protat, ce qu'on aurait dit si Zéphyr était malheureusement mort, on le dirait de même Zéphyr vivant, si nous ne prenions pas toutes les précautions qui pussent faire croire que l'événement de tantôt était le résultat d'un accident, et non pas un suicide bel et bien prémédité. Voilà pourquoi j'ai déjà commencé à détourner les soupçons, voilà pourquoi il faut que, dans la maison, tout le monde, c'est-à-dire vous, la Madelon et votre fille, achève ce que je crois avoir heureusement commencé. J'ai fait la leçon à Madelon; d'après mon conseil, elle doit être en train de la faire à Adeline, et moi je prends actuellement la permission de vous la faire, parce qu'étant comme je suis étranger à l'événement, je puis juger les choses avec sagacité et prévoir de plus loin que vous les conséquences qu'elles pourraient avoir. Si je

vous ai fait signe de vous taire tantôt, quand vous disiez à votre apprenti que c'était moi qui l'avais secouru, c'est qu'il était nécessaire de lui laisser cette croyance que c'était à vous qu'il était redevable de ce secours. Vous avez pu voir de quelle façon il vous a montré sa reconnaissance, et vous n'avez pas oublié les promesses qu'il vous a faites sur sa conduite future. Il ne les oubliera pas, j'en suis certain, pas plus que vous n'oublierez vous-même celles que vous faisiez tantôt.

— A qui ai-je promis quelque chose, et qu'est-ce que j'ai promis? demanda le sabotier, un peu étonné ou du moins feignant de l'être.

— Cette promesse, reprit Lazare sans s'émouvoir, c'est à vous-même que vous la faisiez, quand vous avez pensé que vous n'étiez peut-être pas étranger à la tentative de Zéphyr, et que vous vous êtes senti oppressé comme par une espèce de remords qui s'est éloigné de vous à mesure que le gamin revenait à la vie. Si j'ai deviné ce qui se passait dans votre pensée, père Protat, c'est que vous avez plus de franchise que vous ne le supposez, et que si vous taisez quelquefois vos impressions, sans que vous ayez besoin de parler, qui veut les connaître peut les lire couramment dans votre physionomie. C'est précisément à cette lecture que je me livrais tantôt quand vous teniez Zéphyr entre vos bras, et c'est alors que j'ai pu comprendre que vous vous promettiez à l'avenir d'être plus patient, plus doux que par le passé avec ce pauvre garçon, dont le chagrin devait être bien lourd, puisqu'il ne se sentait pas la force de le porter plus longtemps. Était-ce bien cela? demanda Lazare en terminant.

Protat ne répondit pas à haute voix, mais il inclina deux ou trois fois la tête en signe d'assentiment. Après un court silence, relevant les yeux qu'il avait tenus baissés, il dit au peintre : — Alors, monsieur Lazare, c'est aussi votre avis que Zéphyr...

— Quoi? demanda celui-ci.

— Eh bien donc! dit le sabotier en faisant le geste d'un plongeon, que c'est à cause... enfin parce qu'il se trouvait mal à la maison?...

— Eh parbleu! en doutez-vous maintenant?... Quel autre motif lui supposeriez-vous donc?

— C'est vrai... Aussi je le ménagerai, bien vrai.

— Ce qui vous sera d'autant plus facile, reprit Lazare, rappelant avec insistance les conventions de la matinée, que, pendant deux ou trois mois qu'il va m'appartenir, je le maintiendrai dans les bonnes dispositions qu'il paraît avoir de son côté, et que je vous le rendrai parfaitement assoupli.

— Mais, demanda tout à coup le sabotier en abordant une autre idée, ne trouvez-vous pas un peu drôle que ce soit justement le jour

de votre arrivée, et après vous avoir quitté, qu'il ait été se mettre des pierres aux jambes et la tête à l'eau?

— Diable! pensa Lazare, pourquoi le bonhomme va-t-il s'aviser de me rattacher à l'événement? Me serais-je inutilement donné tant de mal pour le maintenir dans l'erreur qu'il s'était créée lui-même?

— Et puis, continua le père Protat, comment ça se fait-il que ce soit aussi précisément le jour où nous avons reçu la nouvelle de votre retour que Zéphyr est encore devenu plus maussade que de coutume? Il se trouvait là justement quand Adeline a lu votre lettre, et comme la petiote dansait de joie, il est devenu tout pâle, et sa mauvaise humeur n'a fait qu'empirer depuis ce moment-là.

— Ah çà! père Protat, fit Lazare en riant forcément, quelle manœuvre faites-vous là? Sans que personne vous en ait soufflé l'idée, vous avez imaginé que vous êtes peut-être bien pour quelque chose dans l'aventure de Zéphyr; vous en êtes même tombé d'accord avec moi, et voilà que vous essayez maintenant de vous décharger de cette responsabilité en la rejetant sur le compte de ma présence parmi vous! Voyons, est-ce raisonnable? je vous le demande. Quand je suis ici, j'emmène Zéphyr courir avec moi toute la journée; or, si paresseux qu'il puisse être, il doit encore préférer ma société à la vôtre, puisque, à part la peine qu'il a de porter mes outils, une fois que j'ai piqué mon parasol dans un coin, Zéphyr peut s'endormir à l'ombre, rêver à son aise ou ramasser des cailloux qu'on trouve sous son lit. Encore une fois, pourquoi serait-il fâché de mon retour, lorsque j'ai pour habitude de l'emmener régulièrement tous les jours à trois ou quatre lieues de votre établi de sabotier et de votre bâton, ce qui fait pour sa paresse comme sept dimanches par semaine? Mais au lieu d'être fâché de mon arrivée, il aurait dû danser de joie.

— Eh bien! oui; mais voilà précisément ce qui *m'aguiche :* c'est qu'il n'a pas dansé, au contraire; c'est Adeline qui dansait de joie, et plus elle était joyeuse, plus elle s'occupait de vous et de tout mettre en ordre là-haut, plus il était sombre.

— Aïe! aïe! pensa Lazare; voilà ses soupçons qui sonnent la *piste,* tout à l'heure ils vont sonner la *vue.*

— C'est-à-dire, reprit le bonhomme, qu'à le voir faire la grimace chaque jour qu'on parlait de vous, et Adeline en parlait du matin au soir, on aurait dit que Zéphyr était jaloux...

— A votre santé! père Protat, s'écria Lazare, et il poussa bruyamment son verre contre celui du sabotier, espérant que le bruit causé par le choc, uni à l'éclat de la voix, étoufferait la dernière parole du bonhomme, et empêcherait peut-être que ce mot, échappé machinalement, n'arrêtât sa pensée et n'y répandît une lumière soudaine; mais le sabotier, ayant vidé son verre, le posa sur la table et reprit

comme s'il n'avait pas été interrompu : — Oh! mon Dieu, oui; on aurait pu penser ça, que Zéphyr était jaloux de vous...

Ce qui rassura heureusement Lazare, c'est que le bonhomme disait cela tout simplement, et que dans son attitude, dans sa voix, dans son regard, il n'y avait aucune intention, aucune arrière-pensée. Il comprit cependant qu'en faisant une plus longue opposition à l'idée nouvelle de Protat il courrait le risque d'augmenter ses doutes et de l'engager dans un soupçon de traverse aboutissant à la vérité.

— Au fait, dit-il à Protat, vous pouvez avoir raison. Au motif que vous supposiez d'abord, il est possible que Zéphyr en ait ajouté un autre, et c'est peut-être pour ça qu'il avait mis deux pierres à ses jambes, dit Lazare en essayant de tourner la chose en plaisanterie.

— Ah! vous voyez donc bien que vous voilà de mon avis, s'écria Protat; il y a une autre raison.

— C'est plus que probable, et c'est même, j'en suis sûr, celle-là qui, avant toute autre, aura poussé Zéphyr à faire ce qu'il a fait.

— Vous croyez? continua Protat, heureux de cet aveu, qui lui causait un soulagement. Eh bien! mais quel rapport voyez-vous entre ce motif-là et la tristesse que votre arrivée a causée à Zéphyr?

— Il y revient, se dit Lazare, et tout haut il reprit : — Pas grand rapport à première vue; mais, quand on cherche, il faut chercher partout.

— Ça, c'est vrai, dit le sabotier avec un geste approbateur. Eh bien?

— Eh bien! en cherchant, voici ce que je trouve. Écoutez-moi.

— J'y suis, fit Protat, la tête appuyée sur les mains et les coudes sur la table.

— Vous savez que c'est dans quinze jours la fête de Montigny. Or, parmi les divertissemens autorisés par M. le maire, vous savez aussi qu'il y a un certain tir à l'oie qui, outre la bête devenue le prix du vainqueur, rapporte encore une grande considération à celui-ci dans tout le village.

— Parfaitement. Zéphyr, qui pendant toute l'année était si maladroit de sa main, était même très malin à ce jeu-là. Pendant trois années de suite, c'est lui qui a gagné l'oie, et le violon venait lui jouer une aubade.

— Ce qui lui donnait par-dessus le marché le droit de choisir sa danseuse.

— Et, fit le père Protat en riant, le gaillard n'était pas bête : il allait tout droit aux plus beaux brins de fille et aux plus belles toilettes, aux joues les plus roses, aux rubans les plus rouges; mais il faut être juste, quand ma fille est revenue à Montigny, Zéphyr a été poli, il lui a fait cadeau de l'oie, et il l'a invitée, comme c'était son

droit. Cependant elle était un peu pâle encore, et elle n'avait pas de rubans rouges.

— Pardi! fit Lazare en appuyant sur cette insinuation, Adeline était toujours la plus belle et la mieux mise : si elle n'avait pas de rubans, elle avait des bijoux, un bracelet.

— En or, dit Protat avec orgueil, en vrai or.

— Et des boucles d'oreilles, continua l'artiste.

— En diamans, dit Protat, en vrais diamans, et elle en a comme ça la valeur de trois arpens, prés ou vignes, dans une petite boîte rouge.

— Ce qui explique pourquoi Zéphyr tenait tant à la faire danser. Avec son bracelet, Zéphyr croyait que votre fille le faisait reluire. Il est plein d'amour-propre, ce petit bonhomme!

— Revenons à nos moutons, dit le sabotier à Lazare. Quel rapport ces histoires-là peuvent-elles avoir avec ce qui nous intéresse?

— Attendez donc! fit le peintre; tout se tient dans la vie, comme vous venez de vous le rappeler tout à l'heure. Pendant plusieurs années, c'est Zéphyr qui a remporté le prix de l'oie à la fête du pays, et chaque fois votre apprenti a joui des honneurs attachés à cette victoire. Eh bien! rappelez-vous maintenant que l'an dernier c'est un certain Lazare de votre connaissance et de la mienne qui a eu l'avantage de l'apporter triomphalement à votre tourne-broche, et que nous avons eu le plaisir de la déguster ensemble, au grand dépit et déplaisir de votre apprenti, qui, par orgueil, n'a point même voulu accepter une part de la conquête que je lui offrais en rival généreux.

— C'est parbleu vrai, fit le père Protat en joignant les mains.

— Et voilà comment vous aviez raison tout à l'heure, quand vous disiez que Zéphyr était jaloux de moi. Zéphyr, battu par moi dans le champ-clos de l'oie l'an dernier, par moi dépossédé des avantages sus-mentionnés, n'a pas subi cet échec sans rancune. Il espérait peut-être rétablir cette année sa réputation d'adresse sur le carreau à la pointe du coupe-chou municipal; mais il apprend mon retour: il se désole, c'est tout naturel. Et notez bien encore qu'en arrivant à Bourron, où vous l'aviez envoyé me joindre, j'ai commencé, — fatale imprudence! — par lui rappeler l'aventure de l'an dernier, en le prévenant que je comptais bien encore concourir cette fois-ci!

— Vous croyez que ce serait à cause de ça?...

— Écoutez donc! vous m'avez dit : Cherchons ensemble quelle raison Zéphyr avait pour être fâché de mon retour. Je vous donne celle-là, non point qu'elle soit suffisante et me paraisse peser autant que la pierre qu'il avait aux jambes; mais c'est la seule que je trouve, et c'est la seule probable. Que cela vous surprenne, je le comprends; mais moi je m'en étonne moins que vous. L'amour-propre a fait faire à des gens plus graves que Zéphyr des folies du genre de la

sienne, et pour des causes plus futiles en apparence. Une fois par an, lui chétif, mal venu, mal mené par vous et par tout le monde, une fois par an il était triomphant, flatté, recherché. Cette journée-là, c'était la seule dans l'année où il respirât avec bonheur. Ce moment d'orgueil balançait toutes les humiliations des autres jours. Arrive un étranger, un flâneur, qui, sans raison, pour se distraire, enlève à ce pauvre diable cette heure unique de contentement qu'il découpait en autant de parts qu'il y a de jours dans l'année. Eh bien! il a souffert, et souffert cruellement. Le pauvre qui n'a qu'un sou et à qui on vole son sou souffre autant et perd autant que le millionnaire à qui on vole un million. Cette malheureuse oie, si maigre et si dure, que j'ai passée, je n'ose pas dire au fil de mon sabre, car c'était une scie, — cette oie était le trésor de Zéphyr, c'était le capital annuel de sa pauvre joie, et le souvenir lui en payait la rente. Pendant toute l'année, elle charmait ses rêveries, il ne pouvait pas rencontrer une volaille sans se dire en lui-même : Voilà ma conquête future qui s'engraisse. Il comptait peut-être sur mon absence cette année; mais me voici de retour. C'est dans quinze jours la fête de Montigny : Zéphyr a perdu la tête. Et avec l'autre raison que vous avez primitivement... supposée,... supposition que j'ai partagée avec vous, celle que je vous révèle fait bien la paire, et nous avons compte.

— Bien possible, bien possible! fit le sabotier en secouant la tête.

— Ce n'est pas bien possible, c'est bien sûr qu'il faut dire, insista Lazare.

— Oui, oui, c'est comme ça que j'entends, reprit le bonhomme avec un air et un accent également convaincus.

— Ah! pensa Lazare en lui-même, j'ai eu assez de mal à le convaincre. — Et voyant que Protat s'efforçait de dissimuler un bâillement, il ajouta : En voilà encore un qui va dormir tranquille.

Cette conversation s'était prolongée assez tard; la demie de dix heures venait de sonner à l'église de Montigny. Le bonhomme Protat, qui avait laissé passer l'heure habituelle de son coucher, semblait avoir grand besoin de dormir. Quant à Lazare, s'il ne souhaitait point le repos, il désirait au moins la solitude. Le sabotier s'étant levé, l'artiste l'imita, prit au clou la clé de sa chambre, et alluma son bougeoir, où, par une précaution d'Adeline, la bougie avait remplacé la chandelle, pour laquelle la répugnance de l'artiste était connue.

Avant de se séparer, et comme s'il eût voulu se débarrasser d'une dernière inquiétude en recevant de la bouche de Lazare une dernière confirmation de sécurité, Protat dit à l'artiste : — Comme ça, monsieur Lazare, vous pensez bien que l'événement n'aura pas de suite, et que tout est fini là?

— Les précautions sont prises, et je vous les ai fait connaître, ré-

pondit le peintre. Madelon a le mot d'ordre, et Adeline l'a reçu d'elle. Vous êtes sûr de moi comme de vous : l'affaire de Zéphyr restera donc un secret entre nous; ce n'est pas lui qui parlera. En eût-il l'idée d'ailleurs, il ne le pourrait pas, puisque je l'ai enfermé.

— Bon pour ce soir... mais demain? fit Protat.

— J'ai pensé à cela. Aussi demain, et sous le prétexte d'éviter la chaleur du soleil, dès la petite pointe du jour, j'emmène Zéphyr avec moi à la Mare aux Fées, où je compte faire une étude. Les gens de Montigny ne rôdent guère de ce côté-là, et si Zéphyr était disposé à se laisser tirer les vers du nez par les curieux à propos de son bain, j'aurai toute la journée pour le détourner de cette idée-là et le disposer au contraire, si on l'interroge, à parler comme nous allons faire tous, afin que les soupçons rentrent dans leur trou; mais je crois que c'est là un luxe de précautions, et que le petit bonhomme ne songe pas à nous démentir. Il pense vous devoir la vie une seconde fois, il vous l'a dit lui-même, et le petit discours qu'il vous a adressé tantôt indique qu'il est, d'intention au moins, prêt à racheter par sa conduite future tout ce que vous étiez en droit de trouver répréhensible dans ses anciennes façons d'agir, ou plutôt de ne pas agir. De votre côté, vous êtes, je crois, disposé à lui tenir compte de tout ce qu'il fera?

— Ah! tout prêt, dit le sabotier. Je n'ai pas besoin de vous le cacher, puisque vous vous en êtes aperçu; mais tantôt, quand je l'ai tenu tout mouillé et tout froid... ça m'a donné un coup... sacrebleu! Je n'avais rien éprouvé de pareil depuis le temps où les gens d'ici m'appelaient mauvais père. Il me semblait déjà les entendre m'appeler *mauvais maître* et *bourreau d'enfans*, et puis d'ailleurs ce garçon est un peu mon enfant au fait, puisque je l'ai adopté. Aussi, voyez-vous, je n'ai pas attendu qu'il m'ait promis de se bonifier pour me promettre à moi-même de devenir meilleur.

— J'ai vu cela, fit Lazare, quand vous le teniez dans vos bras et que vous avez appelé Adeline auprès de lui... Savez-vous de quoi vous aviez l'air? continua l'artiste en étudiant fixement le visage du sabotier.

— De quoi avais-je l'air? lui demanda celui-ci.

— Vous aviez l'air de lui donner votre fille en mariage.

L'artiste avait lancé cette parole comme on jette une pierre dans un abîme pour en sonder la profondeur. Le sabotier ne se doutait pas qu'en mettant sous forme de comparaison, et brusquement, cette idée en contact avec lui, c'était tout simplement une interrogation anonyme que lui adressait l'artiste, qui, sa phrase achevée, redoubla d'attention pour lire dans les traits du bonhomme les impressions qu'elle allait éveiller dans son esprit. Protat tomba dans le piége avec toute la naïveté désirable.

— Ah! ah! ah! fit-il en ouvrant la bouche pour un immense éclat de rire; ah! ah! ah! quelle idée vous avez là! Oh! que c'est donc drôle! Ah! ajouta le sabotier en se tenant les côtes, ça fait mal de rire comme ça! mais c'est plus fort que moi, voyez-vous? Zéphyr, Adeline... Où diable allez-vous donc chercher vos comparaisons, vous autres artistes?

— Bon, pensa Lazare, voilà pour l'étonnement : je m'y attendais bien. — Et il répondit : — Nous prenons nos comparaisons dans notre métier. Il y a au Louvre un tableau intitulé : *les Accordailles*, où un honnête paysan comme vous donne sa fille en mariage à un brave garçon de l'endroit; le groupe que vous formiez tantôt avec la petiote et Zéphyr m'a rappelé ce tableau, et de là est venue naturellement ma comparaison.

— Est-ce que le père me ressemble? demanda Protat.

— C'est une bonne tête de brave homme comme la vôtre. Il a l'air de dire en regardant son gendre : J'en aimerais mieux un autre; mais puisque ma fille préfère celui-là, ma foi, ça la regarde : c'est elle qui épouse après tout, et pas moi.

— Il pense bien, ce père-là, reprit Protat; s'il y a une inclination entre les deux jeunes gens, faut jamais se mettre en travers. C'est mauvais, ça.

— Ainsi, dit Lazare avec un mouvement de vivacité aussitôt réprimé, vous ne contrarieriez pas le choix de votre fille, quel qu'il fût?

— Quel qu'il soit... fit le bonhomme en hésitant, c'est encore à savoir. Avec la brillante éducation qu'elle a reçue, vous pensez bien que ma fille ne pourra jamais penser qu'à épouser un homme très distingué.

— Enfin, poursuivit l'artiste, si Adeline vous disait un beau matin : Tu ne sais pas? il m'arrive une drôle de chose... j'ai une inclination... pour... Zéphyr?

— Oh! oh! oh! quelle farce, dit le sabotier, qui recommença à rire; — puis, redevenant insensiblement sérieux, il répondit : — Je dirais à ma fille : Va-t-en faire un tour dans ta chambre, et, pendant qu'elle irait, je prendrais Zéphyr par les oreilles et je lui... — Protat acheva sa pensée par un geste énergique.

— C'est bon, pensa Lazare; je sais ce que je voulais savoir.

— Ah çà! mais, demanda le sabotier, de quoi parlons-nous là, au fait?

— Pardi! fit Lazare, nous parlons peinture à propos d'un tableau qui est au Louvre. — Et l'artiste se mit à rire lui-même d'une façon si bruyante, que le sabotier étonné lui en demanda la raison.

— Eh! vous ne voyez donc pas que je m'amuse, et que cette idée

du mariage de votre fille avec... ce gamin... me fait étouffer de rire moi-même...

— Adeline et Zéphyr! fit Protat en se mettant à l'unisson de la gaieté du jeune homme.

— Votre fille, qui a l'air d'une dame...

— D'une grande dame... ajouta le sabotier.

— Une demoiselle qui a au moins... mille écus de dot...

— Qu'est-ce que vous dites donc là, mille écus? dit le sabotier comme humilié par cette évaluation; mais rien que de ses propres elle a dix mille francs, qui sont en train de lui faire des petits à Fontainebleau, à Nemours, à Montereau... et jusqu'à Paris... Ajoutez ce que je lui donne... et comptez...

— C'est vrai... fit Lazare; Adeline aura une quinzaine de mille francs en mariage.

— Ptch! exclama Protat. Tenez, mon cher... voilà la dot de ma fille.—Et le sabotier, avec un indéfinissable orgueil, ouvrit six fois de suite, en la refermant chaque fois, sa large main, dont il écartait les cinq doigts en éventail.

— Diable! dit le peintre, faisant à la fois claquer sa langue et ses doigts, comme s'il eût voulu flatter par ces signes d'étonnement le sentiment d'amour-propre qui avait gonflé le sabotier énumérant cette fortune. — Eh bien! ce que vous me dites là, père Protat, rend ma supposition de tout à l'heure encore plus comique. Voyez-vous votre fille, une riche héritière enfin, épousant Zéphyr! Voyez-vous d'ici l'apprenti sabotier déclarant au contrat ses économies de paresse, un sac de cailloux!... Zéphyr en marié, disant au maire : Je ne sais pas mon nom!

Le bonhomme se tordait sur la table en écoutant ce parallèle entre sa fille, belle, riche, heureusement douée, avec cet être malingre, orphelin et pauvre, avec Zéphyr réunissant dans sa chétive personne les deux plus grandes plaies sociales : sans nom et sans le sou. Ce n'était point un méchant homme que le père Protat; mais de ce tableau évoqué devant ses yeux il ne voyait qu'un côté, et ce n'était pas le côté pitoyable, c'était l'aspect grotesque.

— O vanité! pensait l'artiste en observant le sabotier; mauvaise graine qui germe en tout terrain, aussi bien dans les meilleures que dans les pires natures! Mettez un écu dans la poche d'un gueux, et il crachera sur son ombre. — Et, après cette réflexion philosophique, Lazare frappa sur le ventre du sabotier, qui fit un brusque soubresaut.

— Oh! fit Protat, je n'en peux plus!...

— C'est bon de rire comme ça, dit l'artiste; ça purge des idées noires. — Puis, comme onze heures sonnaient au même instant, ils

se séparèrent en échangeant une poignée de main, Protat pour aller dormir, Lazare pour aller rêver.

— Et maintenant, dit Lazare en se jetant tout habillé sur son lit, récapitulons. — Et il repassa brièvement dans sa mémoire tous les faits qui avaient précédé et suivi l'événement dont son retour à Montigny avait hâté la péripétie. — Si étrange que cela paraisse, pensait Lazare, il n'y a pas à douter, les faits sont là. Cette enfant m'aime. Une enfant! eh! parbleu, non, elle ne l'est plus, quoique j'aie bien de la peine à me la figurer autrement; c'est bien une fille, et une jolie fille. Adeline a dix-huit ans; elle n'est donc ni en avance, ni en retard pour aimer; elle est à l'heure. Mais pourquoi cette ingénue a-t-elle songé à moi? Ah! pourquoi? Ce n'est pas difficile à comprendre, et le bonhomme Protat me l'a expliqué lui-même tout à l'heure en me disant qu'une fille si bien élevée n'aimerait jamais qu'un homme distingué. Eh bien! il me semble que je rentre complétement dans les conditions du programme, et tous les *beaux* qui composent la fleur des pois de Montigny ne me vont pas seulement à la cheville comme distinction. Peut-être que cette *demoiselle* de village eût songé en mon absence à quelqu'un d'entre ces messieurs; mais je suis venu : *veni, vidi, vici.* C'est la première fois qu'il m'arrive de réaliser complétement la devise césarienne; il est vrai que je n'y tâchais guère, et que nous sommes à Montigny. Enfin je ne me dédis pas. Elle est jolie, cette enfant-là, et ça me fait tout de même quelque chose de savoir qu'elle m'embrasse en effigie depuis un an. Avec cela qu'elle est rusée à ajouter des ruses au dictionnaire du genre : une vraie Rosine rustique dont je suis le Lindor. Quelle idylle à promener sous les étoiles, dans ces chemins creusés comme tout exprès pour les faux pas, au milieu de cette nature favorable aux *Oarystis!* Quel charme de faire bégayer à cette innocente l'alphabet amoureux depuis A jusqu'à Y! Seulement, mon ami Lazare, interrompit brusquement l'artiste en s'apercevant qu'il ne laissait pas d'éprouver une certaine douceur à descendre la pente de cette rêverie, vous êtes un drôle. Avoir seulement cette idée-là pour le plaisir de l'avoir, c'est déjà coupable. Songez que cette petite Adeline est comme votre sœur, que vous l'avez fait danser cent fois sur vos genoux, et que vous aviez même ce matin, en partant de Paris, l'intention de lui apporter une poupée et des dragées, ce que vous avez, heureusement pour son amour-propre de grande demoiselle, complétement oublié de faire, comme vous oubliez toujours, parce que vous êtes un étourdi, tellement étourdi, mon bon ami, qu'il ne vous est pas venu à l'idée un instant que le petit cœur de cette enfant-là sautait plus fort que ses jambes quand vous la faisiez danser à la corde. Or donc je vous conjure et au besoin vous ordonne de guérir au plus tôt le mal que vous avez apporté céans, en y développant toutes

les grâces de votre personne et les agrémens de votre esprit. Eh! au fait, s'écria Lazare en faisant un saut qui fit bondir sa pantoufle au plafond, je suis encore bien bon de me donner tant de mal que ça. Cette petite ne m'aime pas sérieusement, et il n'y a aucunement péril en la demeure. Ce qu'elle éprouve pour moi, c'est l'habituelle amourette des petites filles, c'est la première fermentation de l'imagination éveillée par des lectures de romans. Je suis sûr que sa cervelle est une bibliothèque de fadaises sentimentales. Romans et rubans, c'est avec ça qu'on amuse les fillettes dans le beau monde où son père est si fier de l'avoir fait élever. Le premier joli garçon qui se présente est habillé en Galaor par l'innocent caprice d'une innocente. C'est là mon histoire avec Adeline. J'ai été trop prompt à m'alarmer, et, sans doute parce que ma vanité y trouvait son compte, je me suis trop dépêché de crier au feu — pour une étincelle. Eh bien! non, reprit Lazare après avoir secoué la tête en manière de doute, non, je ne me trompe pas, et il n'y a point de quoi rire dans tout cela. C'est mieux qu'une fantaisie passagère, ou plutôt c'est pis : Adeline m'aime pour de bon; c'est bien l'allure de la passion qui va droit devant elle, et sans savoir où elle va; tous mes souvenirs du passé, toutes mes observations d'aujourd'hui l'attestent. A cause de moi, cette enfant va souffrir beaucoup. Il faut au moins qu'elle ne souffre pas longtemps; il faut que, le jour où la porte de cette maison se refermera derrière moi, Adeline ne pleure pas mon départ et n'espère plus mon retour. Comment opérer cette conversion? Les moyens sont à trouver, et c'est en cherchant qu'on trouve.

Quant à Zéphyr, continua Lazare, j'avoue que celui-là m'étonne et m'intrigue encore davantage, non point que ce soit précisément la précocité de sa passion qui me surprenne, — on en a vu des exemples, — mais il est rare qu'à cet âge la passion procède avec ces violences. Zéphyr amoureux d'Adeline et jaloux de moi! à quinze ans! cela peut faire rire d'abord ; mais Zéphyr allant se jeter à l'eau, cela fait songer, et j'y songe. Qui diable aurait deviné cela sous cette lourde enveloppe? — Étrange, tout à fait étrange! murmurait Lazare. Heureusement, poursuivit-il, que le père Protat est déjà mieux disposé pour lui, et qu'il me l'abandonne : je pourrai étudier ce mystérieux gamin qui a les passions d'un homme, car, pour choisir un remède et l'appliquer utilement, il ne suffit pas de connaître le mal, il faut en découvrir l'origine. Oui, mais Zéphyr voudra-t-il me donner sa confiance? J'en ai besoin, et tout entière. Son bain de tantôt paraissait avoir un peu refroidi sa jalousie, il était moins farouche avec moi ce soir; mais demain sera-t-il dans les mêmes dispositions? Voudra-t-il croire à mon intérêt? Il est rusé sous son air bête. Bon, fit Lazare, j'ai un moyen de lui prouver que je suis son ami.

Et l'artiste, ayant sauté à bas de son lit, s'approcha de la table qui

était dans l'atelier, tira d'un buvard une feuille de papier à lettre sur laquelle il écrivit quelques lignes, fit sécher l'écriture à la flamme de la bougie, cacheta la lettre en hésitant un moment à choisir le pain à cacheter; puis, du ton d'un homme qui en appelle à un souvenir, il murmura tout bas : — Il était bleu. — Et la lettre fut fermée d'un cachet bleu. Ce travail achevé, Lazare s'en fut décrocher la glace qui était sur la cheminée, l'appuya sur la table où il vint s'asseoir, disposa la lumière d'une certaine façon, et commença, *d'après lui-même*, un dessin sur un feuillet d'album déjà plein de croquis. Ce travail lui prit une demi-heure.

Le dessin terminé, Lazare le mit auprès de sa lettre, et, débouclant son sac de voyage, il parut y chercher quelque chose qu'il ne put trouver sur-le-champ, sans doute à cause du désordre qui avait présidé à la confection de sa valise. Drôle de fille! murmurait le peintre en fourrageant dans son sac avec impatience; me voler mon lorgnon, et encore il était cassé! Après ça, l'amour fait relique de tout. Diable de paquet, où l'ai-je fourré? Ah! voilà! — Et il ouvrait une petite boîte dans laquelle étaient renfermés une demi-douzaine de lorgnons dits *monocles* pareils à celui qu'il portait au cou. — Dire, continua Lazare, qu'il y a des êtres qui portent ça comme un ornement! c'est bien gai d'être myope! Si on laisse tomber son lorgnon par terre, il faut en acheter un second pour retrouver le premier.— Et tout en parlant il cassait la queue d'un des monocles pris dans sa boîte. — Et maintenant, dit-il en ajoutant le lorgnon à la lettre et au portrait, avec ces trois choses-là, j'aurai le secret de Zéphyr... Oui... mais il est malin, et serait capable de ne pas les reconnaître : j'ai eu l'imprudence de me faire plus joli dans cette seconde édition de mon image que je ne l'étais dans la première; la seconde lettre est toute fraîche, l'autre était coupée par les plis. Zéphyr ne croira pas... Attends un peu, Zéphyr. — Et Lazare, ayant décacheté la lettre, la frippa légèrement, la frotta sur le carreau, dont la poussière vint adhérer au papier, et finit par la tremper dans une cuvette d'eau. Le portrait fut soumis à la même opération.

— A présent, dit Lazare en se mirant, comme on dit, dans son ouvrage, lettre et portrait sont méconnaissables, raison de plus pour que Zéphyr les reconnaisse. Résumons la situation et le plan de conduite à tenir. Me rendre indifférent à Adeline, elle ignore que je suis instruit de ce qui se passe dans son cœur et n'attribuera pas mes façons d'agir à une ruse; rendre Adeline indifférente à Zéphyr, et, tout en travaillant à rendre la paix à ces deux cœurs troublés, empêcher que Protat n'évente le secret de sa fille et celui de son apprenti; de plus, empêcher que les curieux de ce pays-ci soupçonnent un seul instant tout ce que le sabotier était en chemin de soupçonner tout à

l'heure, si je ne l'avais pas arrêté à temps. Tout orphelin et tout pauvre qu'il est, si Zéphyr, au lieu d'être plus jeune qu'Adeline, était au contraire plus vieux, il y aurait bien à manœuvrer autrement, sinon pour le présent, au moins pour l'avenir. Adeline, ne songeant plus à moi, aurait pu se retourner du côté de Zéphyr, — du bon côté; — Protat eût fait de l'opposition, mais il aurait bien fallu qu'il voulût ce qu'aurait souhaité sa fille. Malheureusement il ne faut pas songer à cela. Eh bien mais! me voilà de la besogne taillée, sur laquelle je ne comptais pas. Je croyais être venu ici pour faire du paysage, et c'est au contraire pour faire de la diplomatie. Si j'avais prévu cela, j'aurais apporté une douzaine de toiles en moins et une douzaine de cravates blanches en plus.

Minuit sonna à l'église de Montigny.

— Allons, dit Lazare en se déshabillant tout à fait, c'est moi qui dois réveiller le soleil demain matin. Il est temps de dormir.

III. — LA MARE AUX FÉES.

Le lendemain matin à la pointe du jour, Lazare sortait discrètement de sa chambre-atelier, n'emportant avec lui qu'un grand carton à dessin, son parasol et sa chaise de campagne. En passant devant la porte de Zéphyr, l'artiste y gratta légèrement pour lui dire de s'apprêter à le suivre.

— Monsieur Lazare, monsieur Lazare, murmura tout doucement Zéphyr, qui était déjà levé, ne faites pas de bruit et surtout n'ouvrez pas ma porte.

— Pourquoi ça? demanda Lazare, un peu surpris et baissant la voix.

— C'est que mamz'elle Adeline m'a *tapé* hier au soir et m'a dit au travers du mur que j'aille l'attendre au jardin ce matin. Elle veut me parler avant tout le monde. Ah! je sais bien à propos de quoi. — Et la voix de l'apprenti trahissait une crainte. — Si vous ouvrez la porte, ça va la réveiller parce que ça secoue son mur, et bien sûr elle m'empêchera d'aller avec vous.

— Il préfère venir avec moi, c'est bon signe, pensa l'artiste. Et il répondit doucement : Mais pour que tu puisses sortir, il faut bien ouvrir la porte.

— Ce n'est pas la peine, dit Zéphyr. J'ai laissé ma fenêtre ouverte exprès hier; vous me mettrez l'échelle, et je descendrai comme ça. Allez-vous-en doucement; ôtez vos souliers pour ne pas faire crier l'escalier. Je vais vous attendre à la fenêtre.

La précaution conseillée par Zéphyr était bonne, car l'escalier de bois criait et ébranlait toute la maison. Lazare retira ses chaussures,

et en descendant chaque marche il prit tant de précautions, que c'était à peine s'il se sentait descendre lui-même. Une fois dans le jardin, il trouva l'échelle, l'appliqua au mur et fit descendre l'apprenti.

— Nous allons? demanda celui-ci, qui était déjà chargé du carton et de la chaise de Lazare.

— Nous allons à la Mare aux Fées.

— Deux lieues, répliqua Zéphyr, et il fit la grimace.

— Bon, pensa Lazare, il n'a pas laissé sa paresse au fond de l'eau. Et il répondit : — Si tu n'es pas content, je t'emmène à la Mare aux Corneilles.

— Quatre lieues alors! fit Zéphyr avec un mouvement d'effroi.

— Et si tu n'es pas encore content, ajouta Lazare, nous pousserons jusqu'à Arbonne.

Zéphyr leva le nez en l'air comme s'il eût cherché à calculer les distances.

Lazare montra cinq doigts d'une main et trois de l'autre.

— Huit lieues, dit Zéphyr en laissant tomber le carton et la chaise.

— Ramasse-moi ça bien vite. Comment, tu te plains déjà, drôle, pour deux méchantes lieues?

— Oh! d'ici à la mare, fit Zéphyr, il y a bien une borne en plus.

— Mais tu n'as que le carton et la chaise à porter, ça ne pèse rien.

— Oui, mais il y a le bissac qui est lourd, le bissac, continua Zéphyr en inclinant la tête du côté de la cuisine.

Lazare ne put s'empêcher de sourire; il avait compris. L'apprenti faisait allusion au grand sac dans lequel les artistes emportent leurs provisions de vivres quand ils vont travailler dans un endroit éloigné de la forêt.

— L'appétit revient, dit Lazare en lui-même, et il ajouta en regardant l'apprenti : Tu as déjà faim?

— Déjà! répondit Zéphyr, voilà quasiment plus de trois jours que je n'ai ni mangé ni bu.

— Ah! fit Lazare, je croyais que tu avais bu hier, et un bon coup encore.

Zéphyr feignit de n'avoir pas entendu l'allusion, et se dirigea vers la salle à manger, qui ouvrait sur le jardin.

— Oh! fit Lazare en le suivant, le cri de la nature... Mais, dit-il à Zéphyr, je n'ai point prévenu Madelon que j'allais en forêt ce matin; elle n'aura point préparé le sac.

— Je vais le préparer donc, répondit Zéphyr.

— Mais les clés pour ouvrir l'armoire? Tu sais bien que Madelon les retire, dit Lazare.

— Oui, mais il y a un an Madelon a perdu une clé. Je ne sais pas comment ça se fait, dit Zéphyr en baissant la tête, mais...

— Tu l'as trouvée? dit Lazare, qui devina.

— Oui, répliqua Zéphyr en fouillant dans sa poche, d'où il retira une clé. — Dame, continua l'apprenti, quand on vous fait jeûner les trois quarts du temps... — Et ayant ouvert l'armoire, il commença à tirer un plat dans lequel restait un appétissant morceau de viande du souper de la veille.

— Brûlé, fit-il avec dépit en tournant le gigot dans tous les sens.

— C'est ta faute; la Madelon ne pouvait pas être hier à la broche et à te faire chauffer des serviettes pour te secourir.

— C'est vrai, dit Zéphyr en enveloppant le gigot dans un journal et en le glissant dans le bissac; puis il se remit à l'inventaire de l'armoire. Il amena l'un des deux brochets que l'on n'avait pas entamés la veille. Avant de le mettre dans le sac, il le flaira avec soin, et secoua la tête d'un air à demi satisfait. Il se décida à l'emporter en murmurant : — Pas frais! Enfin, avec de la sauce...

— Tu vas emporter de la sauce? fit Lazare, étonné de tous ces préparatifs; dans quoi? s'il te plaît.

— Dans ça, répondit Zéphyr avec le même laconisme. Et il se mit à verser dans une petite bouteille de l'huile et du vinaigre, en ayant soin d'ajouter le sel et le poivre, très minutieusement divisés. Ceci achevé, il mit la bouteille dans sa poche et retourna à l'armoire.

— Que cherches-tu encore? demanda Lazare.

— Vin, dit Zéphyr tranquillement, et il monta sur une chaise pour atteindre à un rayon supérieur de l'armoire, où l'on apercevait trois ou quatre bouteilles cachetées.

— Ce n'est pas le vin d'ordinaire, fit l'artiste.

L'apprenti secoua la tête, montra le cachet et murmura : — Meilleur. Puis, ayant enveloppé deux bouteilles séparément dans un torchon, pour qu'elles ne se brisassent point au choc, il les fit couler dans le grand sac, où il ajouta encore la moitié d'un pain et des couverts, ainsi que deux gobelets. Ensuite il ferma l'armoire et laissa la clé dessus.

— Tu vas donc dire à Madelon que tu as retrouvé la clé? demanda Lazare.

— Non, vous direz que c'est vous qui l'aviez emportée l'an passé.

— Pourquoi donc l'aurais-je emportée?

— Pour lui faire une niche. — Et s'étant chargé du bissac, Zéphyr sortit de la salle à manger. On était déjà sur le seuil de la porte, quand l'apprenti parut frappé d'une idée et retourna au jardin.

— Où vas-tu encore? demanda Lazare.

— Dessert, répondit Zéphyr avec son même laconisme, et il se mit en devoir de cueillir trois ou quatre beaux fruits qui pendaient à l'espalier, et dont il avait eu grand soin d'examiner le degré de ma-

turité. Il ouvrit le bissac et mit le dessert dans une double poche.

— Tu oublies le café et les liqueurs, lui dit Lazare en riant quand ils furent dehors.

Zéphyr leva les bras au ciel en ayant l'air de dire : A la guerre comme à la guerre! et il commença à cheminer.

— Quel logogriphe que cet être-là! pensait Lazare.

Lazare, ayant rejoint Zéphyr, qui marchait plus allègrement que de coutume, lui dit en plaisantant : — Mais j'y songe. Maintenant que tu as rendu la clé de l'armoire aux vivres, comment feras-tu pour t'en procurer quand le père Protat te rognera ta portion?

— Il ne me la rognera plus, répondit Zéphyr avec un accent de conviction.

— C'est selon, fit Lazare. Protat est bon homme au fond; ton accident d'hier l'a, sur le moment, rendu plus doux avec toi que tu n'étais accoutumé à le voir; mais de ton côté tu lui as promis de changer de conduite. Si tu tiens parole, ton maître te tiendra aussi compte de tes efforts; si au contraire, à peine séché de ton bain d'hier, tu reprends tes mauvaises habitudes, il est à peu près certain que Protat essaiera encore de t'en corriger, et alors gare les coups, le pain sec et le reste! Protat n'a pas la main tendre, mais tu as la tête dure.

— A quoi ça lui a-t-il servi d'être comme ça avec moi?

— Pas à grand' chose, je le veux bien, mais ce n'est pas à ta louange. Entre nous, voyons, n'est-il pas honteux pour un garçon de ton âge de n'être bon à rien? Comment, voilà je ne sais combien de temps que le bonhomme Protat essaie de t'apprendre son métier, et tu n'es pas encore en état, il le dit lui-même, de mettre une paire de sabots sur talon! C'est donc bien long et bien difficile d'apprendre à faire des sabots, hein?

— Est-ce que ça vous amuserait, vous, monsieur Lazare, d'apprendre à faire des sabots? demanda l'apprenti.

— Je ne suis pas sabotier, moi, et d'ailleurs on n'a pas un état pour s'amuser. C'est au contraire pour travailler, pour s'assurer des moyens de vivre, et acquérir plus tard, selon l'état qu'on a choisi, la fortune, ou l'aisance, ou tout au moins l'indépendance.

— Oui, murmura Zéphyr, faire ce qui vous plaît, être libre!

— Mais ce qui te plaît à toi, c'est de ne rien faire, à ce qu'il paraît, dit l'artiste. Réfléchis donc un peu que nous sommes tous au monde pour faire quelque chose, et utiliser nos bras ou notre intelligence, quand le bon Dieu a oublié de nous donner des rentes. Et d'ailleurs, si tu ne t'en doutes pas, je t'apprendrai qu'il y a beaucoup de gens riches qui travaillent...

— A s'amuser, fit Zéphyr, sans qu'il y eût pourtant dans cette parole aucune intention d'amertume ou d'envie.

— Eh! mon ami, c'est plus fatigant que tu ne crois, cette occupation-là, répliqua Lazare.

— Vous vous êtes donc bien fatigué, monsieur Lazare? demanda Zéphyr.

Cette façon de l'interroger surprit beaucoup le peintre, déjà étonné par l'interrogation elle-même. — Marchons, répondit-il très sérieusement. J'ai tout à l'heure le double de ton âge : eh bien! tel que tu me vois, à dix ans, je savais combien il fallait de jours pour gagner un écu, et j'étais déjà devenu un homme, que j'ignorais encore qu'on pût le dépenser en une heure. Or, comme je n'ai jamais été assez riche pour acheter du plaisir, ce qui est la plus chère denrée de ce monde, j'ai dû tirer mon amusement de mon propre travail, et comme j'ai beaucoup travaillé, pour ne pas dire toujours, je me suis effectivement beaucoup fatigué — en m'amusant, si c'est ce que tu veux savoir.

— Ah! vous faisiez déjà des peintures à dix ans? demanda naïvement Zéphyr.

— Je ne t'ai pas dit ça. Comme j'étais trop jeune pour travailler d'esprit, si faibles qu'ils fussent, je travaillais des membres. Tu te plains que l'état de sabotier ne soit pas amusant; celui que je faisais ne l'était guère non plus, et à la fin du jour j'étais bien aussi fatigué que pourrait l'être la roue du moulin de Montigny, si elle était une force vivante, car, moi aussi, je faisais un travail de mécanique. Mais pourquoi me demandes-tu tout ça?

— C'est pour savoir, monsieur Lazare... et puis, tenez... voulez-vous me permettre de vous demander encore quelque chose?

— Va, mon garçon, répondit l'artiste, qui étudiait sur la physionomie de l'apprenti à quel but tendaient ses questions, en même temps qu'il observait quel effet produisaient ses réponses.

— Eh bien! monsieur Lazare, continua Zéphyr, quand ça vous a ennuyé d'être *roue de moulin*, vous avez fait autre chose?

— Oui; c'est alors que j'ai commencé à faire des peintures, comme tu dis.

— Mais pour en faire, il faut qu'on vous ait appris encore?...

— J'ai d'abord commencé à m'apprendre tout seul, du moins tout ce qu'on peut apprendre sans maître.

— On peut donc apprendre quelque chose tout seul? demanda Zéphyr, feignant la niaiserie.

— Sans doute, quand on aime la chose que l'on entreprend, et qu'au désir d'apprendre on ajoute encore le goût et l'intelligence.

— C'est égal, poursuivit Zéphyr, il faut tout de même un maître.

— Oui, parce que les dispositions naturelles ont toujours besoin du secours de l'étude.

— Et il y a longtemps que vous étudiez? continua Zéphyr.

— Il y a quinze ans.

— Alors vous devez être quasiment comme maître, et parfait maître dans votre partie?

— Un apprenti, Zéphyr, un modeste apprenti. Ainsi juge un peu où tu serais, si on t'avait mis dans ma partie, toi qui en sept ou huit ans n'as point pu apprendre à faire une paire de sabots!

— Ah! fit Zéphyr en rétablissant sur son épaule l'équilibre de son fardeau d'un port plus léger que commode, il y a beau temps que je sais les faire, les sabots.

— Ah! bah! exclama Lazare en s'arrêtant au milieu du chemin.

— Mais, oui, reprit l'apprenti en s'arrêtant aussi et en examinant quel effet cette révélation venait de produire sur son compagnon.

Au même instant, ils étaient arrivés à la croix qui est au bout du *pays*. Tout droit devant eux commençait la route sablée qui traverse les *Longs-Rochers;* à gauche, le pavé qui conduit à Bourron et à Marlotte. Par ce chemin, en traversant ce dernier village, on trouvait au bout un sentier qui en se raidissant aboutit à la *Mare aux Fées*. Par les *Longs-Rochers,* route plus courte, mais rendue fatigante par les pulvérisations de grès qui ont fini par s'ensabler, on pouvait également arriver à la mare ou au *plateau,* comme on la désigne encore à cause de sa situation élevée. — Quel chemin voulez-vous prendre? demanda Zéphyr en s'arrêtant à la *croix* et en regardant Lazare, encore abasourdi par le dernier mystère que l'apprenti venait d'ajouter à tous ceux qu'il s'était donné la mission de pénétrer.

— Prenons le plus court, dit l'artiste, voulant, par cette concession faite à la paresse de son compagnon, le disposer favorablement à subir la question qu'il méditait de lui appliquer.

Zéphyr, à qui le choix de la route était abandonné, parut hésiter un instant. — Il y a du vent, dit-il en regardant un peuplier qu'une brise assez fraîche inclinait en face de lui.

— Petit vent, fit Lazare; c'est bon le matin, ça réveille. Et il ajouta en voyant que l'apprenti hésitait toujours : — Qu'est-ce que ça peut nous faire que le vent souffle d'un côté ou d'un autre? Nous ne marchons pas à la voile.

— Ça peut nous faire, répliqua tranquillement Zéphyr, que si nous prenons par-là, — et il montrait les gorges des *Longs-Rochers,* — nous aurons du sable jusqu'aux genoux, et que le vent nous en soufflera plein les yeux; mais par ici, dit-il en regardant l'autre route, c'est le plus long.

— Quand il y aurait encore deux cents pas de plus, fit Lazare impatienté.

— Eh monsieur! reprit Zéphyr, deux cents pas de plus ou de

moins, ça se sent dans les jambes et sur le dos, quand on est chargé.

— Mais, malheureux, si le bissac est lourd, c'est toi qui l'as rempli. Je ne demandais pas à emporter des vivres, puisque je comptais revenir de la mare à onze heures, pour déjeuner à la maison.

— C'est ça, fit Zéphyr, à onze heures, en plein soleil, n'est-ce pas?

— Ah ça! tu as donc peur de te faner le teint? Ah! mon ami, quand tu seras conscrit, tu feras un aussi mauvais soldat que tu fais un mauvais sabotier. Tu aimes trop tes aises, mon garçon.

— Mais je ne serai pas soldat, dit Zéphyr.

— Tu crois donc qu'on te laissera choisir ton numéro dans le sac? ou espères-tu que le père Protat t'achètera un remplaçant, si tu tombes au sort?

— Ah! le pauvre cher homme! je lui coûte déjà assez comme ça. Tenez, décidément, dit l'apprenti en détournant à gauche, prenons le pavé; ça fait qu'en passant à Marlotte, nous pourrons boire la goutte.

— Mais, dit Lazare en renouant l'entretien, tu conviens que tu coûtes gros au père Protat; ce n'est pas le tout d'en convenir; puisque tu sais ton état, ce serait bien plus honnête d'essayer de t'acquitter envers lui par ton travail. Et, si tu avais commencé plus tôt à prouver ta reconnaissance, Protat, qui t'a élevé et qui est riche, aurait pu te venir en aide quand tu tireras à la conscription.

— On se passera de lui, dit Zéphyr, et puis d'ici ce temps-là!....

— En attendant, reprit Lazare, je dois te prévenir que j'avertirai Protat, et que ce soir même il saura que tu es un excellent ouvrier.

— Il s'en apercevra bien lui-même, fit Zéphyr. Je veux, ajouta-t-il en frappant sur le pavé, qu'avant trois mois on n'entende pas sonner sur ce chemin-là une paire de sabots qui ne soit de ma façon; je veux que le père Protat n'ait pas seulement le temps de caresser sa fille ou de fumer sa pipe, tant je vais l'occuper à me débiter des frênes, des châtaigniers et des ormes. Puisqu'il faut qu'il tape, cet homme, il tapera sur du bois. Tiens donc, au fait, ça ne me fera plus de *bleus* aux épaules.

— Et la cause de ce brusque changement? demanda Lazare.

— Ah! la cause, fit Zéphyr avec un peu de tristesse, la cause... et, après une courte hésitation, il murmura entre ses dents : C'est un secret.

— Et ce secret, poursuivit Lazare, on ne peut pas le connaître, mon garçon?

— Non, monsieur, fit l'apprenti assez sèchement.

— Hé! pensa l'artiste, on dirait qu'il pousse le verrou. Puis il reprit : Mais si je te l'achetais ton secret, hein?

— Il n'est pas à vendre, monsieur, continua l'apprenti avec le même laconisme.

— Pourtant, si je t'en offrais un bon prix?

— Tenez, monsieur Lazare, reprit Zéphyr en regardant fixement son compagnon, je ne suis pas si endormi que j'en ai l'air. Vous voulez me faire jaser, je sens ça. C'est pourquoi vous m'emmenez avec vous ce matin; mais, voyez-vous bien, ajouta-t-il en se frappant le front, quand je me suis mis quelque chose là, ça y est.

— Je n'en doute pas, fit Lazare.

— Et quand ça y est, reprit Zéphyr, le diable ne me l'ôterait pas.

— Eh bien! mon pauvre Zéphyr, une drôle de chose, je m'en vais te l'ôter, ce que tu as là! dit l'artiste en se frappant le front par le même geste que venait de faire l'apprenti, et il ajouta : Je tâcherai même de t'ôter ce que tu as ici, — en se frappant la poitrine à l'endroit du cœur.

Zéphyr devint un peu pâle, et un demi-sourire railleur courut sur ses lèvres.

— Écoute, mon garçon, reprit le peintre, je suis plus ton ami que tu ne le crois. Ton secret, je le connais en partie; si je veux le savoir entièrement, ce n'est point pour te nuire. Au contraire, je t'ai proposé tout à l'heure de te l'acheter, je me suis trompé; je ne veux pas te l'acheter, je veux seulement l'échanger avec toi, et, quand tu sauras ce que je veux t'offrir en échange, je suis sûr que tu toperas au marché.

— Et qu'est-ce que vous me donnerez donc, monsieur Lazare? fit l'apprenti avec curiosité.

— Des conseils d'abord.

— Des conseils... dit Zéphyr avec méfiance, et puis encore?

— Et puis encore... ce qui est renfermé dans ce petit paquet, répondit Lazare en tirant de sa poche un papier enveloppé qu'il secoua dans sa main. Quoique tu ne m'aimes pas beaucoup, puisque tu sembles te défier de moi, j'ai découvert que tu avais mon portrait; j'ai découvert aussi que tu possédais de mon écriture, et que, pour mieux la lire sans doute et pour mieux examiner mon image, tu t'étais procuré, je ne sais comment, un petit instrument pareil à celui-ci, dit Lazare en montrant le lorgnon qui lui dansait autour du cou. Tu as donc la vue basse? acheva l'artiste.

— Et vous me rendrez tout ça! s'écria Zéphyr avec impétuosité.

— Tout est là-dedans, reprit Lazare en faisant passer rapidement le petit paquet qu'il tenait à la main devant les yeux de l'apprenti; je te le rendrai... si tu me dis tout. Tu entends bien? tout!

— Donnez! fit Zéphyr.

— Donnant, donnant, répliqua Lazare.

— C'est bon, dit l'apprenti; nous causerons quand nous aurons déjeuné.

Par une espèce de convention tacite, ils demeurèrent alors muets l'un et l'autre jusqu'à ce qu'ils fussent arrivés à leur destination. Lazare prit un côté du chemin et marcha en méditant sans doute le programme de ses interrogations, et Zéphyr suivit l'autre côté, occupé probablement à préparer les explications qu'il venait de s'engager à fournir. Au bout de trois quarts d'heure de marche, ils gravissaient, l'un suivant l'autre et tous les deux un peu essoufflés, le *raidillon* par lequel on arrive de Marlotte à la *Mare aux Fées*.

Le plateau, qui doit sans doute son nom à quelque superstition légendaire dont la tradition n'a pas été conservée, domine d'un côté toute l'étendue du pays dont nous avons donné la description au premier chapitre de ce récit. Souvent reproduit par la peinture, c'est assurément l'un des lieux les plus remarquables que renferme la forêt. Aussi, l'on comprend que tous les artistes, non-seulement y viennent, mais encore y reviennent, car à la vingtième visite on peut encore découvrir une beauté nouvelle, un aspect nouveau, dans les mille tableaux, d'un caractère différent, qui d'eux-mêmes se dessinent à l'œil, et peuvent à loisir se rattacher au tableau principal ou s'en isoler, comme dans ces merveilleux chefs-d'œuvre épiques où l'abondance des épisodes apporte de la variété sans répandre de la confusion dans la grandeur et dans la simplicité de l'ensemble. Peu de sites offrent en effet autant de variété, et surtout dans un espace aussi restreint, car le plateau se développe sur une superficie de moins de quatre hectares. De dix pas en dix pas, l'aspect se métamorphose comme par un brusque changement à vue, et d'une heure à l'autre, suivant l'élévation ou la déclinaison du soleil, le tableau se modifie, dans son ensemble et dans ses accidens, comme une toile dioramique exposée successivement aux différens jeux de la lumière. Toutes les écoles de paysage peuvent rencontrer là des sujets d'étude. A ceux qui aiment les gras pâturages normands, où les troupeaux se noient jusqu'au poitrail dans les hautes vagues d'une herbe odorante et drue, que la brise fait houler comme une onde, le plateau offrira le *dormoir* où viennent les vaches de Marlotte. A ceux qui préfèrent les lointains lumineux baignés de vapeurs violettes ou dorées, et les collines aux croupes boisées, et les vallons creux d'où s'élève un brouillard bleu, le plateau échancrera par un côté son cadre de verdure, et par une brusque échappée, après les premiers plans de la forêt, océan de cimes éternellement agité comme une mer de flots, déroulera les plaines tranquilles qui s'enfuient vers la Brie et que limite aussi loin que peut atteindre le regard la bande immobile de l'horizon. Ceux qui manient la brosse enragée de Salvator, le plateau les fera descendre par un ravineux escarpement au milieu des profondeurs solitaires de la *Gorge au Loup*, qu'il domine dans

son extrémité occidentale. Là, comme si la lutte du sol avec les élémens était encore récente, on peut suivre dans toutes les traces qu'il a laissées le passage du cataclysme qui dut ébranler des carrières et pousser devant lui les blocs arrachés de leurs entrailles, comme un ouragan soulève à son approche la poussière du chemin. En pénétrant dans cette gorge, on croirait visiter les débris de quelque Ninive inconnue. Les masses gigantesques de rochers semblent encore recevoir l'impulsion du bouleversement, et se poursuivre, s'escalader comme une armée de colosses en déroute. Les uns, inclinés dans un angle de vingt degrés, paraissent prendre un nouvel élan pour continuer leur course; les autres, penchés au bord d'un ravin dans une attitude menaçante, inquiètent le regard par leur immobilité douteuse. Les arbres, comme s'ils étaient encore tourmentés par un vent de fin du monde, se courbent avec des mouvemens qui les font ressembler à des êtres en péril et faisant des signaux de détresse; les uns agitent leurs rameaux avec des torsions et des contorsions épileptiques; les autres, comme des athlètes qui se provoquent à la lutte, avancent l'un contre l'autre une branche dont l'extrémité noueuse ressemble à un poing fermé. Les grands chênes séculaires, qui plongent peut-être leurs racines dans les limons diluviens et jadis ont fourni la moisson du gui aux faucilles druidiques, ont seuls conservé leur apparence de force et de beauté primitives. Tassés sur leurs troncs formidables, ils ressemblent à des Hercules au repos qui, ramassés sur leur torse, développent puissamment leur vigoureuse musculature.

C'est au point central du plateau que se trouve la mare, ou plutôt les deux mares formées sans doute par l'accumulation des eaux pluviales qu'ont retenues les bassins naturels creusés dans les rochers. Ce roc immense règne en partie dans toute l'étendue du plateau. Disparaissant à des profondeurs irrégulières, il reparaît à chaque pas, éventrant le sol par une brusque saillie. Aux fantastiques rayons de la lune, on se croirait encore sur quelque champ de bataille olympique où des cadavres de Titans mal enterrés pousseraient hors de terre leurs coudes ou leurs genoux monstrueux. Ce qui permet de supposer que cet endroit est situé au-dessus de quelque crypte formée par une révolution naturelle, c'est que le sabot d'un cheval ou seulement la course d'un piéton éveille des sonorités qui paraissent se prolonger souterrainement. A l'entour des deux mares, et profitant des accidens de terre végétale, ont crû les herbes aquatiques et marécageuses, où les grenouilles chassent les insectes, où les couleuvres chassent les grenouilles. Dans toutes les parties que les eaux de la double mare ne peuvent atteindre par leurs irrigations, les terrains

se couvrent à peine d'une végétation avare : gazon ras et clair-semé où la cigale ne peut se cacher à l'oiseau qui la poursuit; pâles lichens couleur de soufre, qui semblent être une maladie du sol plutôt qu'une production; créations éphémères d'une flore appauvrie; plantes maladives sans grâce et sans couleur, dont la racine est déjà morte quand la fleur commence à s'ouvrir, qui redoutent à la fois le soleil et la pluie, qu'une seule goutte d'eau noie, qu'un seul rayon dessèche. Au bord de la grande mare, deux énormes buissons, surnommés les Buissons-aux-Vipères, enchevêtrent et hérissent leurs broussailles hargneuses, mêlant aux dards envenimés des orties velues l'épine de l'églantier sauvage et les ardillons de la rose grimpante, qui va tendre sournoisement parmi les pierres les lacets de ses lianes dangereuses aux pieds nus. Terrains lépreux ou fondrières, eaux croupissantes, arbustes agités incessamment par des hôtes venimeux, — tel est l'aspect de la mare qui donne son nom à l'endroit; mais cette aridité et cette désolation même prêtent un relief puissant aux splendeurs du cadre qui les environne. Qu'une vache se détache du troupeau et vienne boire à cette eau croupie; qu'une paysanne s'agenouille au bord, pour laver son linge ou plutôt pour le salir; qu'un bûcheron vienne aiguiser sa cognée sur le roc, et ce seront autant de tableaux tout faits, que le peintre n'aura qu'à copier. Aussi la *Mare aux Fées* est-elle de préférence le lieu choisi par les artistes qui vont à Fontainebleau dans la belle saison : ceux qui habitent les confins éloignés de la forêt y viennent souvent, ceux qui résident dans les environs y viennent toujours.

Lorsque Lazare et son compagnon débouchèrent sur le plateau, le soleil commençait à cribler de flèches lumineuses les futaies des *Ventes à la Reine*, qui le bordent d'un côté, et l'on entendait, dans les profondeurs d'un chemin creux, les clochettes d'un troupeau que le vacher matinal amenait au dormoir du pays.

— Ne restons pas là, dit Lazare à Zéphyr, dans une heure tous les rapins des environs vont venir planter leur parasol autour de la mare, et le plateau aura l'air d'un carré de champignons.

Comme pour justifier les craintes qu'il venait de manifester, au même instant où Lazare achevait de parler, un groupe de jeunes gens arrivaient sur le plateau par un autre chemin. Un âne, guidé par un paysan, était chargé de chevalets, de boîtes de couleurs et de havresacs. Au milieu de ce groupe marchait un personnage qui paraissait plus âgé que ses compagnons, et à qui ceux-ci semblaient témoigner une respectueuse attention. Lazare s'aperçut de loin que le monsieur qui semblait conduire les autres portait la décoration rouge sur son paletot d'été. Le groupe passa bientôt devant Lazare, qui s'était ar-

rêté; il observa que tous les jeunes gens étaient généralement mieux mis que ne le sont les peintres pour courir la forêt : ils avaient des chaussures vernies, quelques-uns même portaient des gants.

— Quels sont ces messieurs? demanda-t-il à Zéphyr, qui s'était tourné d'un autre côté, au passage du groupe.

— C'est les *désigneux* de Marlotte, qui vont prendre leur leçon avec leur maître.

Au même instant, celui que Zéphyr désignait ainsi se retournait vers la petite troupe, et Lazare put l'entendre dire à ses élèves, auxquels il montrait l'effet produit sur le paysage : — Messieurs, il est six heures; c'est l'heure où le jaune de Naples règne dans la nature.

— Ah! fit Lazare, je veux assister à la leçon.

— Oh! monsieur, répondit Zéphyr en regardant le sac aux provisions d'une façon si piteuse...

— C'est vrai, dit le peintre, nous avons à déjeuner d'abord et à causer après. — Et ils continuèrent dans une direction opposée à celle que venaient de suivre les paysagistes.

IV. — LA CONFESSION DE ZÉPHYR.

La place où l'on devait s'arrêter fut complaisamment abandonnée par Lazare au choix de Zéphyr. Après beaucoup d'hésitation, l'apprenti sabotier finit par découvrir un lieu qui réunissait toutes les recherches de sybaritisme désirables, telles que frais ombrages au-dessus de la tête, terrain d'une inclinaison propice à la paresse et douillettement revêtu d'un épais gazon. Quand le repas fut achevé, Lazare adressa à son compagnon un avertissement amical pour l'exhorter à se montrer confiant. Avec le langage qui devait le mieux frapper l'apprenti, l'artiste lui fit comprendre qu'en s'étant fait volontairement son allié, il avait au moins le droit d'être son confident, et que pour l'avenir il était urgent qu'il fût instruit de tout ce que sa conduite renfermait de mystérieux. — Bref, lui dit-il pour conclusion, je suis déjà intervenu entre toi et ton maître, que j'ai à mon retour trouvé si mal disposé, qu'il ne parlait pas moins que de te renvoyer de la maison. — Zéphyr devint pâle à cette révélation. — Rassure-toi, reprit Lazare; j'ai ramené Protat à l'indulgence et à la patience. Le changement que tu as déjà remarqué dans ses manières n'est pas dû seulement à ton aventure d'hier; mon influence y est pour quelque chose. Tu ne peux donc raisonnablement avoir aucune prévention contre moi, qui ne t'ai donné que des preuves d'intérêt. Hier encore, continua l'artiste en montrant à l'apprenti le paquet qui renfermait le *fac simile* des *souvenirs* d'Adeline, quand j'ai trouvé ces objets sur toi, je me suis empressé de les cacher pour qu'ils ne

pussent pas te compromettre, et je les ai conservés avec l'intention de te les rendre; je te les rendrai en effet. Comme j'ai fait déjà, je continuerai à te servir dans l'esprit de ton maître; mais pas de demi-sincérité, Zéphyr, pas de dissimulation, ou bien j'agis tout autrement que je n'ai fait jusqu'ici : je déclare par exemple à ton maître qu'il n'a pas à compter sur toi. Je parlerai à Protat, non pour te défendre, mais pour reconnaître avec lui qu'il a recueilli un mauvais sujet dont la présence dans sa maison ne peut apporter que le trouble et le désordre, et ce sera seulement quand tu l'auras perdue que tu t'apercevras combien ma protection pouvait t'être utile.

Zéphyr se montra sensible encore plus aux protestations amicales de Lazare qu'à l'espèce de menace qui les terminait; mais ce qui parut, mieux que tout le reste, le convaincre et le décider à montrer toute la confiance que l'on désirait de lui, ce fut la présence des *souvenirs* que l'artiste lui mit sous les yeux, et qu'il reconnut en effet, justement parce qu'ils étaient méconnaissables.

— Et vous me les rendrez, bien sûr? demanda Zéphyr.

— Je vais faire mieux, répliqua l'artiste en lui mettant le paquet dans la main, je vais te les rendre tout de suite; mais rappelle-toi bien ce que je viens de te dire.

— Oh! monsieur Lazare, s'écria Zéphyr avec une véritable effusion, oh! que oui, que je vais tout vous dire, car j'en ai long, et ça me pèse là, ajouta-t-il en se frappant la poitrine du poing. Au fait, je peux bien parler avec vous; vous êtes mon ami, n'est-ce pas? Si vous ne l'étiez point, vous ne m'auriez pas rendu ça.

— Oui, mon garçon, je suis ton ami; je t'en ai déjà donné des preuves, et je suis tout disposé à t'en donner de nouvelles.

— Eh bien! fit Zéphyr, que je sois piqué d'un aspic, si ce n'est toute la vraie vérité que vous allez savoir!

Lazare n'eut pas besoin d'écouter longtemps pour être convaincu que Zéphyr était véridique, comme il venait de le promettre. L'animation qu'il donna à son récit, l'abondance de ses paroles, cette persistance complaisante qui l'amenait à revenir sur certains faits, son émotion, tour à tour empreinte d'attendrissement ou d'amertume, avaient effectivement le cachet de la vérité. On ne pouvait nier qu'elles vinssent d'une source sincère, les larmes échappées de ses yeux, quand ses souvenirs renouvelaient, avec les paroles qui les traduisaient, les souffrances qui les avaient pendant si longtemps fait couler dans son isolement.

Cette confession dura plus de deux heures, pleine de confusion et de répétitions. Aussi nous ne la reproduirons pas telle que la fit Zéphyr avec une vivacité d'expressions qui élevait quelquefois la rusticité du langage à la hauteur de l'éloquence; nous n'en donnerons

que le résumé succinct, dans lequel on trouvera cependant ce que voulait y trouver celui qui la provoquait, c'est-à-dire l'explication du mystérieux caractère de notre petit personnage.

On se souvient dans quelles circonstances Zéphyr avait été recueilli par le bonhomme Protat, qui, on a pu le voir assez souvent dans ce récit, laissait passer peu d'occasions sans se plaindre du méchant cadeau que lui avait fait la Providence en lui mettant sur les bras un enfant chétif et mal venu, ainsi que l'était en réalité l'abandonné qu'il avait trouvé dans la neige au milieu de la route. La beauté ou la grâce, chez les enfans comme chez les grandes personnes, est un aimant naturel qui attire la sympathie même des étrangers, même des passans. La piteuse apparence de l'orphelin lui nuisit tout d'abord dans l'esprit de son père adoptif. Dès le premier jour où il l'avait confié à une paysanne qui nourrissait et gardait les enfans, le sabotier s'était senti mortifié par la mauvaise grâce avec laquelle cette femme avait consenti à prendre ce petit monstre. Son amour-propre était froissé de l'éloignement que Zéphyr paraissait causer aux autres enfans du pays, et chaque fois qu'il lui arrivait de faire une dépense pour l'entretien de l'orphelin, en lâchant ses écus il ne manquait jamais de dire entre ses dents : — Voilà un marmot qui me coûte gros et qui ne me fait guère honneur.

Le père Protat était de cette nature d'honnêtes gens qui, à leur insu, résument tout dans un total, qu'un premier mouvement généreux pousse à faire une bonne action, mais qui, l'action faite, considèrent ensuite quel profit ils en pourront retirer. Sans qu'il s'en aperçût lui-même, il arriva que Protat traita le petit Zéphyr comme l'enfant était traité par les gens du pays, sans dureté cependant, mais aussi sans aucune attention qui pût faire établir dans les premières réflexions de l'orphelin une différence entre la maison de son père adoptif et la rue. Doué nativement d'un grand fonds de sensibilité à laquelle s'unissait une grande timidité, Zéphyr éprouvait ce besoin de caresses et de soins naturel aux enfans. Si ignorant qu'il fût de sa position, un vague pressentiment lui disait que ce n'était point l'air de la famille qu'il respirait dans cette maison. Les rares tentatives qu'il avait faites pour quêter quelque cajolerie de son père adoptif avaient été accueillies par celui-ci avec indifférence, pour ne pas dire repoussées. Aussi Zéphyr s'était-il abstenu de toute démonstration caressante, et se tenait-il dans son coin, les yeux dans les cendres quand il était au logis, les yeux au ciel quand il était dehors. Sans comprendre que c'était sa froideur qui causait le silence du petit garçon, Protat l'accusait alors du soin qu'il prenait à chercher l'isolement.

— C'est un sournois, disait-il : tout petit qu'il est, il devrait déjà

comprendre ce que je fais pour lui, et essayer de se rendre utile dans la maison, selon son âge et sa force; mais il aime mieux se vautrer dans les coins. Patience, patience!

Enfin, sans qu'il eût un seul moment la pensée de s'en préoccuper et si peu loin que les événemens fussent derrière lui, le sabotier recommençait à être avec Zéphyr ce qu'il avait été avec Adeline. Dès que l'orphelin eut l'âge, Protat le mit à l'école. — Apprenez-lui vite tout ce qu'il faut savoir pour n'être point un âne, avait dit le sabotier au *magister*, et dare, dare! que je puisse lui mettre un outil à la main. S'il ne me fait pas honneur, au moins qu'il me fasse profit; c'est bien le moins après tout ce que j'ai fait pour lui. — Et il avait ajouté : Je crains qu'il n'ait l'entendement un peu dur; mais ne vous gênez pas, vous pouvez taper.

La recommandation allait d'autant mieux à son adresse, que le *magister* de Montigny ne pratiquait point la patience comme vertu scolaire. Quand il faisait une explication à ses écoliers, si elle n'était pas comprise du premier coup, ce n'était pas lui qui la recommençait, c'était la *palette*, et il frappait comme un sourd qu'il était. Zéphyr, aussi bien doué du côté de l'intelligence qu'il l'était peu physiquement, aurait pu, sans doute, apprendre vite et bien; mais le maître d'école, habitué à l'opacité têtue des marmots confiés à ses soins, confondit de confiance le nouvel écolier avec les autres, et ne remarqua point ou ne voulut pas remarquer les heureuses dispositions de Zéphyr, il le mit au régime commun : la brutalité et les coups. L'orphelin, s'apercevant qu'il n'y avait dans le résultat aucune différence entre bien faire et ne rien faire, prit le parti de suivre la pente naturelle qui le portait à l'indolence. Un vague sentiment de justice et de fierté froissées commencèrent à développer en lui des instans de rébellion. A l'active brutalité du maître, l'écolier opposait une obstination passive; maltraité en outre par ses petits camarades, qui avaient repoussé ses avances, ses instincts d'expansion refoulés commencèrent à déposer en lui les germes d'une misanthropie qui lui donnèrent une apparence farouche. Quant à Protat, les renseignemens du maître d'école ne firent, comme on le pense, qu'augmenter encore les fâcheuses dispositions qu'il avait à l'égard de Zéphyr, et cette fois elles se montrèrent d'autant plus agressives, qu'elles semblaient puiser dans les mauvaises notes du maître d'école une apparence de justification.

— Mauvais écolier, mauvais ouvrier, avait dit Protat en retirant Zéphyr de l'école pour le mettre à son établi de sabotier; mais nous allons voir! J'aurai Zéphyr sous ma main, et ma main a son poids, ajoutait Protat avec un geste significatif. Cependant Zéphyr, éclairé sur sa situation réelle dans la maison du sabotier, comprit que c'était

chose juste qu'il aidât par son travail l'homme qui l'avait recueilli et avait eu soin de lui pendant longtemps. N'ayant pu, quoi qu'il eût fait, trouver un père véritable en lui, l'enfant le reconnut pour maître et s'efforça de le contenter comme tel, moitié par reconnaissance et moitié par un sentiment d'honorable fierté.

Protat s'aperçut que son apprenti avait bonne envie de bien faire, il lui en sut gré, mais sans le lui témoigner, sans qu'une parole ou un geste d'encouragement vînt dire au pauvre garçon : Je suis content, continue. Protat pensait intérieurement, en voyant Zéphyr actif au travail : « Il ne fait que son devoir. » Cet aveu mental fait, il croyait que tout était dit. Par exemple, s'il arrivait à Zéphyr de ne pas comprendre du premier coup une explication, mal entendue ou mal donnée quelquefois; s'il mettait un peu plus que le temps nécessaire à ébaucher un sabot; s'il enlevait un copeau de plus, qui obligeait Protat à jeter un morceau de frêne ou de châtaignier au rebut, il poussait alors des cris qui retentissaient dans toute la maison : Zéphyr le *ruinait*, Zéphyr était un ingrat, un fainéant, un bon à rien faire! et si l'apprenti essayait de se justifier doucement, la colère du maître tonnait avec plus de violence : — C'est bien fait, s'écriait-il; ça m'apprendra à recueillir dans ma maison des gueux, des mendians! Pourquoi ne l'ai-je pas laissé au coin de la borne?

Un jour, en entendant ces paroles, Zéphyr s'était levé de son établi, avait regardé son maître en face, et lui avait dit tranquillement : — Monsieur Protat, je m'en vais. — Et où vas-tu? répliqua le maître exaspéré. — Où vous m'avez pris, dit l'apprenti. — Ah! tu crois ça, que je vais te laisser partir! Ah! tu crois que tu m'auras coûté plus d'écus que tu n'es gros, que je t'aurai élevé, instruit comme *mon enfant*, et que tu n'as qu'à t'en aller en me souhaitant le bonjour! mais je suis ton maître, sais-tu? La loi me donne tous les droits sur toi, et tu ne t'en iras que lorsque je voudrai, et je ne le voudrai que lorsque tu m'auras regagné tout ce que tu m'as dépensé depuis que tu es entré dans ma maison pour mon malheur. — Zéphyr secoua la tête et se remit à la besogne.

Cependant, ces violentes scènes se reproduisant tous les jours, la colère du sabotier faisant explosion à propos du plus petit prétexte qui lui était fourni, Zéphyr commença à se montrer indifférent. Les récriminations du sabotier étaient pour ainsi dire ponctuées de coups; l'apprenti entendait les unes sans les écouter, recevait les autres sans les sentir. Ne sachant plus distinguer lui-même quand il faisait bien ou mal, ahuri par l'éternel ouragan qui grondait au-dessus de sa tête, Zéphyr tournait presque à l'idiotisme. Ce fut alors qu'Adeline revint à Montigny. Zéphyr, assez indifférent à ce retour, parut d'a-

bord étonné lorsqu'il entendit parler Adeline. C'était chose si nouvelle pour lui qu'une voix humaine qui ne fût ni aiguë, ni bruyante, ni querelleuse, que ce frais et sonore organe le surprit comme le mouvement d'une montre surprenait jadis les sauvages. Il fallut même quelque temps à la jeune fille pour apprivoiser l'apprenti, que l'habitude des mauvais traitemens et de l'isolement avait rendu farouche; mais peu à peu le charme de cette douce voix, les câlineries de ces gentilles façons, les harmonieux mouvemens de ces gestes, cette distinction de manières qui avait d'abord éveillé la curiosité du jeune garçon, attirèrent sa sympathie. Adeline, se rappelant son enfance effrayée par les brutalités paternelles, et pensant que Zéphyr l'avait peut-être remplacée, sembla, comme nous l'avons dit, prendre à tâche de faire oublier le passé à ce frère adoptif. Recueilli pour accomplir un vœu fait à cause d'elle, elle ne fut pas longtemps à deviner de quelle façon son père avait compris l'accomplissement de ce vœu, et c'est alors qu'elle avait essayé, dans les bons soins qu'elle témoignait à l'apprenti, de donner à son père une leçon de paternité adoptive. Quant à Zéphyr, son besoin d'affection, jusque-là refoulé, ayant trouvé une issue, s'y précipitait avec la violence d'un torrent qui a rompu sa digue. Sevré de caresses, ou plutôt ne les ayant jamais connues, le premier baiser qu'Adeline lui mit au front lui causa une émotion telle qu'il faillit chanceler. Il aima Adeline, amour d'enfant sans doute, mais d'enfant plus vieux que son âge, et mûri par les méditations : sentiment étrange, si l'on veut, mais dont la précocité même avait sa cause dans des souffrances précoces qui avaient avancé moralement l'heure de la virilité; amour qui faisait explosion comme un cri de reconnaissance, et dans lequel se résolvaient toutes les tendresses méconnues d'une enfance orpheline. Si Adeline était revenue trois ans plus tôt, Zéphyr, en recevant son baiser, l'aurait peut-être appelée : Ma mère; mais elle venait déjà trop tard pour qu'il l'appelât : Ma sœur. La fraternité lui semblait un sentiment trop étroit pour contenir tout ce qu'il sentait vaguement remuer dans son cœur.

Ce fut à compter de ce moment que s'opéra dans Zéphyr cette métamorphose que le bonhomme Protat avait remarquée dans son apprenti. Autant Zéphyr, avant l'arrivée d'Adeline, avait hâte de sortir de la maison, autant il était devenu, après son retour, casanier, triste, quand on l'envoyait en course, et prompt à revenir au logis. Puis tout à coup l'apprenti était retombé dans sa paresse, dans sa lenteur, dans son insouciance des remontrances, si doucement qu'elles lui fussent adressées d'ailleurs. Ce changement coïncidait avec le deuxième séjour que Lazare était venu faire à Montigny. C'était alors que l'amour d'Adeline pour le peintre avait commencé. Avec le flair

que donne la passion, l'apprenti avait deviné celle qui commençait à troubler le cœur d'Adeline, avant que celle-ci y songeât peut-être. Il avait remarqué, si doucement qu'elle lui parlât toujours, que la jeune fille trouvait à mettre une autre douceur dans ses paroles, quand elle s'adressait à Lazare. Il la voyait trembler sous l'innocent baiser du jeune homme, comme il avait lui-même pâli et tremblé sous le sien. Il s'aperçut en outre qu'Adeline s'occupait moins de lui depuis que le peintre résidait à Montigny, qu'habituée à dormir la grasse matinée, elle se levait avant tout le monde pour rencontrer Lazare avant qu'il ne partît pour l'étude. Il la voyait dans le jardin, cueillant les plus beaux fruits pour les glisser dans le bissac de l'artiste. Enfin, quand celui-ci était parti pour Paris, la tristesse d'Adeline n'avait point échappé à Zéphyr, qui, tout en haïssant Lazare, ne lui laissait rien voir de cette haine. Le jour du départ de ce dernier, l'apprenti ne l'avait pas quitté d'un instant. Après avoir mis le peintre en voiture à Bourron, Zéphyr était revenu plus joyeux à Montigny. Il pensait que, son rival parti, il allait, comme autrefois, avoir part entière aux bons soins et aux caresses de la jeune fille; mais il l'avait, au contraire, trouvée plus triste et plus indifférente à son égard. Le jour, elle passait des heures entières dans sa chambre; la nuit, à travers sa cloison, il l'entendait se relever et fouiller dans les meubles.

Ce fut alors qu'un soupçon traversa l'esprit de Zéphyr, rapide et brûlant comme une flèche de feu. Il avait fait un trou dans la porte et avait espionné Adeline; il l'avait surprise pressant sur son cœur et portant à ses lèvres des objets qu'elle prenait dans le tiroir de son petit meuble. Longtemps la jalousie l'avait porté à violer ce secret, longtemps aussi un sentiment d'honnêteté l'avait retenu; puis était arrivée tout récemment l'annonce du retour de Lazare. La joie qu'Adeline avait témoignée avait rendu Zéphyr fou de douleur et de jalousie. Pendant trois nuits, il n'avait pas dormi; pendant trois jours, il était allé errer sur les bords du Loing; trois fois il s'était attaché des pierres aux jambes en regardant l'eau. Enfin, le matin du retour de l'artiste, et avant d'aller au-devant de lui, Zéphyr avait profité du voyage qu'Adeline avait fait à Moret; il avait forcé la porte condamnée qui séparait les deux chambres; il avait trouvé la clé du meuble; il avait ouvert le tiroir et emporté les objets qu'il contenait.

— Quand j'ai été au-devant de vous, monsieur Lazare, dit Zéphyr en terminant son récit, je m'étais condamné à mort; je ne pouvais plus vivre. Le père Protat m'aurait battu avec des barres de fer rouge que je n'aurais rien senti. Oh! tenez, quand je vous ai vu sur l'impériale de la voiture au père Orson, il y a eu un moment où le timon-

nier de droite a manqué s'abattre pendant la descente, vous avez même fait un mouvement en arrière sous le cabriolet...

— C'est vrai, dit Lazare; j'ai eu peur de verser. — Eh bien! Zéphyr?

— Eh bien! monsieur Lazare, moi, j'ai fermé les yeux, j'ai joint les mains, et j'ai prié le bon Dieu.

— Ta prière m'a porté bonheur, fit l'artiste; nous n'avons pas versé.

— Ce n'est pas cette prière-là que j'avais faite, — dit Zéphyr en baissant les yeux. — Dame, reprit-il, monsieur Lazare, vous m'avez dit de tout vous dire, je vous dis tout; je n'ai pas besoin de vous dire le reste; vous savez ce qui est arrivé.

— Et tu sais que, si Protat se doutait que tu songes à sa fille, il te renverrait?

— Aussi ne le lui apprendrez-vous pas, répliqua Zéphyr. Vous m'avez dit que vous étiez mon ami.

— Mais, après les bonnes intentions que vous aviez à mon égard, je ne sais pas si je dois vous conserver mon amitié, fit l'artiste en riant.

— Oh! monsieur, dit Zéphyr, hier j'étais fou!... fou, voyez-vous! ajouta-t-il en frappant du pied.

— Et depuis hier, tu as donc laissé ta passion au fond de l'eau?

— Non, monsieur, dit Zéphyr fermement, et il ajouta en montrant son cœur : — Elle est là, toujours! Seulement, au lieu d'en mourir, j'en vivrai.

Par le récit qui venait de lui être fait et surtout dans des termes qui l'avaient souvent ému, Lazare s'était convaincu qu'il pouvait parler, avec la certitude d'être compris, à l'apprenti du sabotier. Comme il l'avait présumé la veille, ce n'était point à un enfant ni à une amourette qu'il avait affaire. Il raisonna donc l'apprenti comme il eût raisonné un ami de son âge et de sa condition, se faisant à la fois persuasif et affectueux. Zéphyr lui répondit que toutes ses remontrances, il se les était lui-même cent fois adressées.

— Mais, mon pauvre ami, lui dit Lazare, songe donc qu'Adeline est la fille la plus riche du pays, et que son père ne la donnera qu'à un homme au moins aussi riche qu'elle.

— Et vous, monsieur Lazare, êtes-vous riche?

— A peu près comme toi, répondit le peintre en allant au-devant de la crainte que l'apprenti semblait manifester dans cette interrogation. Sois tranquille, je n'épouserai pas Adeline, et toi ou moi nous sommes des gendres trop gueux pour le père Protat. Et puis je n'aime pas Adeline. — Mais ce n'est pas tout, reprit Lazare, il te reste

encore quelque chose à m'apprendre. Tu me disais en venant que tu connaissais ton état de sabotier depuis longtemps; sais-tu que ce n'est pas honnête de ta part de ne pas avoir fait profiter ton maître de ce qu'il t'avait appris, et que ta paresse était comme un vol, puisque ton travail était un moyen de t'acquitter envers lui?

— Je m'acquitterai plus tard, dit Zéphyr avec fierté.

— Temps passé, temps perdu, dit Lazare; tu as été bien longtemps paresseux pour devenir laborieux!

— Mais, dit Zéphyr, parce que je ne faisais pas de sabots, je ne restais pas à rien faire. J'ai fait comme vous, monsieur Lazare, quand vous avez quitté un état qui vous déplaisait pour en apprendre un autre. Moi aussi, j'en ai appris un tout seul, parce qu'il me plaisait, et qu'on apprend bien quand on a du goût, et qu'on a envie de réussir, comme vous me le disiez tantôt. Si je faisais semblant de ne pas savoir mon métier, c'est que ça fatiguait M. Protat, et qu'il aimait encore mieux me savoir loin de son établi qu'occupé à lui gâcher du bois. Je recevais des coups et je mangeais du pain sec, c'est vrai, mais j'étais libre deux ou trois heures par jour, et pendant ce temps-là je travaillais en cachette de tout le monde.

— Mais à quoi? à quoi? demanda Lazare.

Au moment où Zéphyr allait répondre, des abois se firent entendre auprès d'eux, et au même instant un chien, qui venait déjà de passer devant eux, se dirigeait de nouveau vers l'un des paysagistes, qui était venu, sans que Lazare et son compagnon s'en fussent aperçus, piquer son parasol à une vingtaine de pas de l'arbre sous lequel ils avaient déjeuné. Un de ses compagnons, qui se trouvait à une égale distance, mais du côté opposé, lui cria : Théodore, donne les allumettes à *Lydie*.

— Voilà! cria le paysagiste. — Et Lazare s'aperçut que son confrère mettait un objet dans la gueule du chien qui se disposait à rejoindre son maître.

— Parbleu! dit Lazare, voilà une jolie bête, et commode!

Et pour voir le chien de plus près, au moment où il passait devant eux, l'artiste lui montra l'os du gigot. Lydie parut hésiter un moment, puis se rapprocha de Lazare; mais, pour prendre l'os, la chienne fut obligée de lâcher l'objet qu'elle tenait dans la gueule. Lazare fit un geste d'admiration en ramassant le porte-allumettes que la bête avait laissé échapper.

— Ah! la charmante chose! fit-il en tournant et retournant dans ses mains ce petit meuble de bois de houx sculpté, ciselé, fouillé avec une grâce à la fois naïve et élégante. Cela vient peut-être de la Forêt-Noire.

— Ça vient de la forêt de Fontainebleau, dit Zéphyr en se levant. Si vous en voulez un pareil, venez à ma boutique;... vous n'aurez qu'à choisir... Vous en verrez bien d'autres, monsieur Lazare!..

Et voyant que Lazare demeurait tout interdit comme un homme qui ne comprend pas, Zéphyr ajouta avec une petite pointe d'orgueil : — C'est moi qui ai fait ça!

— Avec quoi?... demanda machinalement Lazare.

— Avec un couteau, du bois et de la patience... Mais ce n'est qu'un *chétit* échantillon; allons un peu à mon atelier, vous en verrez bien d'autres!

— Attends, dit Lazare, que j'aille reporter ceci au voisin.

Celui-ci accepta très gracieusement les excuses que lui présenta Lazare en lui remettant son porte-allumettes : — Vous avez là une bien jolie chose, monsieur, lui dit l'artiste.

— Oui, reprit le paysagiste; j'ai trouvé cela à Fontainebleau, chez un marchand de curiosités.

— Ça coûte cher? demanda Zéphyr.

— Assez, répondit le jeune homme; il faut faire venir cela d'Allemagne; j'ai payé cette boîte-là vingt francs.

— Eh bien! moi, monsieur Lazare, dit tout bas Zéphyr à son compagnon, je l'ai vendue vingt sous.

Comme Lazare et l'apprenti traversaient le plateau, ils aperçurent de nouveau, au milieu de ses élèves, le professeur décoré; d'une main il tenait sa montre, et de l'autre main il indiquait autour de lui le paysage rendu incandescent par l'ardeur du soleil.

— Messieurs, dit-il, il est midi; c'est l'heure où le jaune de chrôme règne dans la nature.

Au bout de trois quarts d'heure, Zéphyr amenait Lazare devant une grotte située dans la partie la plus solitaire des *Longs-Rochers*, et y faisait pénétrer l'artiste. Dans le creux d'une excavation masquée par une pierre étaient cachés une vingtaine d'objets de fantaisie en bois sculpté applicables à plusieurs usages. Lazare les examina les uns après les autres très soigneusement et très silencieusement; quand il eut achevé, il prit Zéphyr par la main et lui dit : — A l'avenir, je te défends de faire une seule paire de sabots.

— Qu'est-ce que vous voulez donc que je fasse, puisque M. Protat...?

— Il faut acheter des outils, — et faire ta fortune.

HENRY MURGER.

(*La dernière partie au prochain n°*).

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE.

14 mars 1853.

Il règne en Europe un souffle singulier qui ne saurait rien changer sans doute, du moins d'un instant à l'autre, au fond de la situation générale du continent, mais qui court à la surface, suscite les incidens, modifie incessamment l'aspect des choses, et tient les esprits en suspens par la rapidité même avec laquelle se déplacent ou se renouvellent les questions. Un jour, les symptômes d'une certaine gravité s'accumulent, les complications se multiplient et semblent prendre une intensité presque redoutable; le lendemain, ces symptômes s'évanouissent ou diminuent tout au moins; ces complications entrent dans une voie de tranquille arrangement, la paix reprend le dessus, et l'esprit public se calme. Il y a peu de temps encore, à peu de jours de distance, l'insurrection de Milan et l'odieuse tentative dont l'empereur François-Joseph a failli être victime venaient révéler le secret et opiniâtre ravage des passions révolutionnaires. Tandis que l'Autriche infligeait à la Suisse les sévérités d'un blocus pour sa participation présumée au soulèvement lombard, une démarche collective des grandes puissances continentales semblait imminente pour demander à l'Angleterre d'éteindre ce foyer permanent de propagande que la liberté de ses institutions entretient et développe. Au milieu de ces complications, déjà assez sérieuses par elles-mêmes, se réveillait, au sujet du Montenegro ou des lieux saints, cette grande et éternelle question de l'intégrité ou de la dissolution de l'empire ottoman. Ajoutez à la réalité ce que l'imagination invente si aisément; il y avait assurément de quoi ne point envisager un avenir tout prochain sans quelque anxiété. Aujourd'hui l'affaire de Milan s'assoupit au milieu des répressions et des représailles de l'Autriche. Le jeune souverain de Vienne se rétablit d'une blessure plus grave peut-être qu'elle n'a paru au premier abord. Une note officielle, en retirant la France de ce concert supposé entre les cabinets du continent pour agir auprès de la Grande-Bretagne, ôte du moins quelque gravité à cette démarche, si elle a

lieu; enfin les différends autrichiens avec la Turquie viennent de s'apaiser. Il n'y a nullement à s'y méprendre au surplus. Cela peut témoigner des tendances et des dispositions des gouvernemens. Les difficultés elles-mêmes, en ce qu'elles ont d'essentiel, ne laissent point de survivre sous plus d'un rapport. En observant de près quelques-uns des plus récens incidens, la manière dont ils naissent, dont ils sont conduits et dont ils se dénouent, peut-être pourrait-on arriver à une autre conclusion encore : c'est que les gouvernemens ne sont point, à coup sûr, sans savoir sur quel terrain ils marchent. Ils sont dominés par toutes ces grandes questions qui sont en quelque sorte dans l'air en Europe, et qui se représentent sous toutes les formes. A chaque occasion nouvelle de résolutions décisives, ils sentent ce qu'il y a au bout de ces résolutions; ils sont moins puissans pour agir que pour se neutraliser mutuellement.

Que reste-t-il donc des complications diverses qui ont un moment surgi? Il reste indubitablement vrai, au point de vue de l'ordre public européen, qu'il y a eu la préméditation, l'espérance d'un mouvement dont les ramifications étaient loin de se borner à une seule ville, à un seul pays. Il suffirait pour le prouver de cette étrange simultanéité entre l'échauffourée de Milan, l'attentat de Vienne et l'agitation qui s'est tout à coup manifestée à Pesth ou sur d'autres points. Maintenant, après l'insuccès, nous voyons se dérouler l'édifiant épisode des récriminations démagogiques, bouffonne comédie après la tragédie sanglante. Les Jupiters olympiens de la révolution se querellent et se foudroient dans leur défaite; que serait-ce donc après la victoire! Ils échangent d'assez aigres paroles enveloppées de déclamations fraternelles. Dans le fait, il y a là un curieux spécimen des procédés révolutionnaires. M. Kossuth, il y a quelque deux ans ou plus, pendant qu'il était à Kutaya, signe un manifeste quelconque. Changez la date, ajoutez ou supprimez quelques mots de circonstance, laissez cette creuse emphase qui est toujours la même : c'est le manifeste de l'insurrection de Milan. M. Kossuth, qui paraît n'avoir point été consulté sur ces transformations de son éloquence, trouve le procédé léger, à quoi M. Mazzini répond en se couvrant la tête de cendres :—Et vous aussi, mon frère, et vous aussi vous faites comme le premier bourgeois venu, comme les conservateurs et les réactionnaires; vous dites : Malheur aux vaincus!—Pour réclamer ainsi le bénéfice de cette pitié et de ce respect qui s'attachent au malheur, M. Mazzini semble oublier qu'il y a de son fait et du fait de tous les siens bien d'autres victimes, bien d'autres vaincus dans le monde auxquels le sentiment public a bien assez à faire de s'intéresser. Il y a la sécurité universelle, l'ordre social; il y a la liberté elle-même qui n'a jamais été plus vaincue que dans ces dernières années, à Vienne, à Berlin, à Paris, à Francfort et à Rome par la république mazzinienne. L'ex-triumvir romain oublie que ses triomphes sont la déroute des sociétés, et que ses défaites sont la victoire de l'ordre général, victoire parfois chèrement achetée; c'est ce qui fait que cet intérêt réclamé par M. Mazzini pour lui-même, il est permis de le réserver pour des occasions meilleures et de plus illustres victimes, et qu'il est en même temps du devoir de l'Europe de se prémunir contre ces tentatives d'où la liberté et la justice sortent chaque fois plus meurtries.

Si, d'un autre côté, au point de vue du mouvement des influences et des intérêts internationaux, l'aspect de l'Europe semble s'éclaircir; si quelques-unes des difficultés récentes semblent s'apaiser, il reste évidemment encore le germe de bien d'autres complications. Telle est, à n'en point douter, la question d'Orient, suprême pierre de touche peut-être de la paix européenne. Aujourd'hui, il est vrai, la Turquie s'est rendue à l'ultimatum de l'Autriche, porté récemment à Constantinople par le comte de Leiningen; mais on pourrait se demander combien il faudrait de soumissions de ce genre pour que l'indépendance de l'empire turc ne fût plus qu'un mot. Il y a des esprits qui pensent que les choses ont duré longtemps ainsi pour l'empire ottoman et dureront longtemps encore. C'est justement parce qu'elles ont duré beaucoup que le dénoûment doit être plus prochain; c'est justement parce qu'on a essayé de tout que le doute s'accroît et se propage sur l'intégrité et l'indépendance de la Turquie. Le vieux parti ottoman et ce qu'on a nommé le parti réformiste ont été vus à l'œuvre, et il n'est pas facile de dire s'il y a eu beaucoup moins d'impuissance et de corruption d'un côté que de l'autre. La France une fois a cru voir en Égypte un moyen de rajeunissement pour le vieil empire, et il s'est trouvé que ce n'était qu'un mirage, l'artifice puissant d'un homme énergique qui a emporté avec lui son secret. Il est peu présumable au reste que les gouvernemens de l'Europe abordent de front cette terrible et inévitable question; mais il ne serait point impossible qu'ils ne marchassent au même but d'une manière détournée, en favorisant, comme on le fait aujourd'hui, la création de principautés à demi indépendantes, semblables à celles du Montenegro. Quelle peut être dans ces complications la politique de la France? C'est une politique toute tracée, dira-t-on : elle consiste dans le maintien de l'intégrité et de l'indépendance de l'empire ottoman. Oui, c'est toujours le mot officiel qui est dans la bouche des cabinets; mais si cette indépendance arrive insensiblement à n'être plus qu'une fiction par une série de démembremens indirects, il s'ensuivra que la question aura été résolue en dehors de toute participation de notre pays. Le malheur pour la France, c'est que depuis longtemps les révolutions sont venues fausser sa politique extérieure ou la réduire à l'impuissance; elles ont créé à notre pays cette situation singulière et anormale où l'action isolée serait la plus périlleuse des tentatives, outre son impossibilité même, et où il n'est pas moins difficile de fonder une politique efficace sur des alliances vraies, sincères et durables. Et cependant plus que jamais aujourd'hui il y a pour la France une invincible nécessité de porter un regard ferme et prudent sur ces crises qui se préparent, que la sagesse peut ajourner encore, mais qui viendront infailliblement, à un instant donné, faire subir à l'équilibre de l'Europe la plus solennelle et la plus décisive des épreuves.

A travers cet ensemble de faits et d'incidens de nature à affecter la situation générale de l'Europe, chaque peuple conserve sans doute son existence individuelle; mais, même dans cette existence, il est encore plus d'un trait commun à tous les pays. Il n'est personne qui n'ait pu observer le singulier développement qu'ont pris depuis quelques années les questions religieuses. En Angleterre, ces questions se retrouvent partout dans la politique; elles ont excité plus d'une fois les passions populaires et elles les exciteront probable-

ment encore. Dans le Piémont, on sait quels sérieux et pénibles conflits se sont élevés entre l'église et le pouvoir temporel sur les points les plus délicats de la législation. Notre pays n'est point le dernier, on le pense, où se soit réveillée l'ardeur des discussions religieuses. Voici quelques années déjà que cette lutte se prolonge, passant par des alternatives diverses, alimentée par toute sorte de sujets; dans ces derniers mois particulièrement, elle a pris un degré nouveau de vivacité. Ce n'est plus même dans les journaux et sous la forme des polémiques ordinaires qu'elle s'agite, c'est dans des mandemens, dans des actes émanés de l'autorité ecclésiastique. Il semble que l'esprit de discorde se soit glissé dans l'épiscopat. Quel a été le point de départ de cette phase nouvelle? C'est l'interdiction lancée par Mgr l'archevêque de Paris sur le journal *l'Univers*. La majeure partie de l'épiscopat français, d'après tous les indices, a approuvé la mesure prise par le prélat parisien. Il y a eu cependant des dissidences, et de là est né un nouvel incident plus grave que le premier sans nul doute. Mgr l'archevêque de Paris a cru devoir déférer au saint-siége un mandement par lequel Mgr l'évêque de Moulins se constituait en quelque sorte le juge d'un acte de sa juridiction, et opposait doctrine à doctrine. Nous n'avons point le dessein, on le conçoit, d'entrer ici dans un débat de cette nature. A travers tout, c'est toujours la guerre des doctrines gallicanes et des doctrines ultramontaines; c'est la vieille lutte entre ceux qui reconnaissent et observent les traditions d'une église de France et ceux qui remonteraient aisément au-delà du concordat, au-delà même de Bossuet. En représentant dans cette mêlée l'intérêt gallican, Mgr l'archevêque de Paris ne faisait rien que de simple et de naturel. Chose étrange cependant, et comme il est vrai que l'air de notre temps exerce partout son influence! N'est-il point remarquable que M. Sibour cède justement lui-même à cette ardeur de polémique qu'il reproche à M. de Dreux-Brézé? N'est-il point bizarre que sa correspondance avec Rome arrive au public français avant de parvenir au saint-siége? Maintenant tous ces incidens sont portés devant le souverain pontife; quelques-unes des personnes qui ont figuré dans ces polémiques ont même été déjà reçues, assure-t-on, par Pie IX, qui aurait gardé une attitude de réserve dont il ne se départira pas probablement. Et dans le fait, quelle décision pourrait-on lui demander? Il est infiniment présumable qu'il répondra aux uns et aux autres par ce mot que citait récemment un prélat : *Pax vobis!* C'est la meilleure réponse qu'il puisse faire, il nous semble. N'y a-t-il pas en effet dans ces déchiremens quelque chose de nature à affaiblir l'action de l'église elle-même? Il pourrait bien, au surplus, ressortir de tout ceci une moralité : c'est que, si les journalistes n'ont point à se transformer en docteurs et en évêques, les évêques et les ecclésiastiques doivent à leur tour le moins possible se faire journalistes, c'est qu'en un mot chacun doit rester à sa place et à son rôle. Il arrive trop souvent que les journalistes sont d'assez mauvais évêques sans que les abbés soient de très bons journalistes.

Tels sont les déplacemens qui s'opèrent parfois dans le mouvement de la vie. L'agitation est aujourd'hui dans les sphères religieuses; elle est bein loin, on le sait, d'être à un égal degré dans les régions politiques. Ici au contraire la paix règne, les polémiques sont rares, les conflits de pouvoirs ne sont guère possibles. Tandis que le corps législatif, réuni déjà depuis un mois,

poursuit une session dont les alimens n'ont pas été nombreux jusqu'ici, le gouvernement continue à agir, à administrer, à appliquer ses idées dans les divers services publics; il nomme des sénateurs, il institue par un décret une exposition universelle de l'industrie pour 1855; il s'occupe surtout du budget, qui vient d'être élaboré et discuté par le conseil d'état sous les yeux même de l'empereur, avant d'être soumis au corps législatif. Il ne faut pas s'étonner que l'intérêt, se détachant des luttes politiques, se reporte vers les affaires matérielles et financières. En définitive, c'est le dernier ordre de questions auxquelles un pays cesse de s'intéresser; c'est celui où il éprouve toujours le besoin de voir clair. Un budget n'est-il point, à vrai dire, le livre de la fortune publique? Chacun de ces chiffres qu'il contient ne va-t-il pas toucher aux plus intimes ressorts de l'existence nationale? Le prochain budget d'ailleurs, à ce qu'il paraît, doit atteindre un but depuis longtemps poursuivi sans succès : il doit réaliser pour 1854 l'équilibre entre les recettes et les dépenses. Ainsi du moins l'annonce une communication officielle. Certes on ne saurait demander mieux, à la condition qu'aucun intérêt considérable n'en souffre, et que rien ne vienne déranger cet équilibre souhaité. Dans tous les cas, on peut toujours y voir l'influence du retour vers l'ordre et vers la sécurité. La communication dont nous parlions disait qu'il était dans l'intention de l'empereur que le budget fût désormais une vérité. A la bonne heure, que cet équilibre existe en effet, qu'il soit une vérité mieux que cette charte dont les révolutions seules ont fait un mensonge, et le résultat sera d'autant plus remarquable, qu'il coïncidera avec le maintien des réductions opérées dans plusieurs impôts depuis quelques années : réduction de l'impôt du sel et de la taxe des lettres, réduction de 27 millions sur la propriété foncière, abandon du dixième appartenant à l'état dans le produit des octrois. Dans leur ensemble, ces réductions ne s'élevaient à rien moins qu'à 96 millions. L'état a retrouvé un peu plus de 50 millions par le remaniement de l'impôt des boissons et de certains impôts indirects, par l'augmentation de certains droits d'enregistrement. Il reste donc pour le pays un dégrèvement réel de près de 45 millions. Le gouvernement a le soin de multiplier les exposés où se retrouvent les élémens de notre situation financière, et il n'a pas tort assurément. Les discussions prochaines du corps législatif ne feront sans nul doute qu'éclairer de lumières nouvelles ce progrès dans les finances publiques.

Si le gouvernement voulait répondre à un désir, à un besoin du pays, il n'en pouvait rencontrer un plus réel et plus vif que celui de voir s'accomplir des améliorations de ce genre. Ce n'est pas qu'il n'y en ait bien d'autres également légitimes qui doivent être le souci d'une administration juste et vigilante; mais comment arrivera-t-elle à les découvrir pour les satisfaire? Là est la question. Peu après le 2 décembre, on s'en souvient, le chef de l'état, en créant le ministère de la police, avait attaché au nouveau ministère des inspecteurs-généraux dont les attributions étaient peut-être un peu difficiles à définir. Ces nouveaux fonctionnaires, outre une mission de sécurité publique, étaient chargés d'une sorte d'enquête permanente sur les besoins, les intérêts, les tendances des populations; mais il était aisé de voir qu'ils pouvaient n'être qu'une superfétation ou un embarras, leur action risquait de se

confondre avec celle des préfets ou de s'en trop séparer. Il faut bien que quelques-uns de ces inconvéniens se soient manifestés, puisqu'un décret vient de supprimer les inspecteurs-généraux, en ne laissant subsister que des commissaires départementaux placés sous les ordres des préfets. Cela suffit bien d'ailleurs. Il est seulement à souhaiter que cette vaste et vigoureuse surveillance organisée dans le pays fasse moins sentir ce qu'il y a en elle d'étroit et de vexatoire que ce qu'elle a d'utile et de salutaire. On ne pourrait se plaindre certainement qu'elle s'appliquât à purger le pays de ces influences occultes qui vont ravager les âmes simples dans les campagnes. Nous tenons, quant à nous, pour une juste et morale mesure celle qui vient d'interdire la circulation par le colportage de tous ces récits de procès criminels et de causes prétendues célèbres. N'admire-t-on point en effet quelle saine et substantielle nourriture peuvent trouver des intelligences ignorantes dans toutes ces perversités? Nous ne savons même jusqu'à quel point est utile la publicité donnée par la presse aux causes criminelles, du moins dans tous leurs détails. C'est là après tout un goût de décadence que ce besoin de voir à nu les hontes, les scandales, les infamies secrètes de la vie sociale, ce penchant à s'intéresser aux meurtres romanesques. Il y a eu cependant un jour où les savans artifices d'une empoisonneuse ont réussi à tenir l'attention universelle en suspens, tandis que l'Europe était sur le point de s'enflammer! Et qu'a-t-il fallu en 1848, si l'on s'en souvient, pour balancer l'intérêt de cette seconde et minutieuse profanation de la publicité imprimée au corps vierge d'une jeune fille, pour secouer l'opinion occupée à épier les gestes et les pâleurs d'un accusé? Il n'a fallu rien moins qu'une révolution : digne réveil d'un plaisir de bas empire!

Voilà donc avec quel genre de récits prétend lutter une certaine littérature qui se dit populaire, parce qu'elle se vend bon marché, — plus encore qu'elle ne vaut. Heureusement ce n'est point là qu'il faut chercher les véritables symptômes littéraires, et, quelle que soit l'incertitude qui se fasse parfois sentir, l'esprit conserve un domaine inaccessible à de telles influences. Il vit par lui-même et pour lui-même. Nous parlions l'autre jour des tendances qui se dégagent du chaos contemporain, des écoles qui tendent à se former, des talens nouveaux qui s'élèvent et mûrissent. Soit, entrons donc dans cette région des tentatives nouvelles. Aussi bien il est on ne peut plus vrai qu'il existe une littérature différente de celle d'il y a vingt ans. Fît-elle les mêmes choses, elle les fait d'une autre manière. On la voit tour à tour s'inspirer de la réalité, de la fantaisie ou du bon sens; elle réunit même parfois la finesse d'une observation pénétrante et une certaine grâce idéale de l'imagination, et ce qui prouve que ce sont là des qualités qui conservent encore leur attrait et leur empire, c'est le succès obtenu par les *Scènes et Proverbes* de M. Octave Feuillet, qui viennent d'être publiés de nouveau. M. Feuillet est une de ces rares natures auxquelles la vulgarité répugne, et qui portent dans les choses littéraires une distinction charmante. Il a su être original dans ses proverbes après M. Alfred de Musset. Si *la Crise, le Pour et le Contre, la Clé d'or,* sont des fruits cueillis au même arbre que *le Caprice,* ils gardent du moins leur propre et intime saveur. Ce qu'il y a de singulier, c'est qu'aucun théâtre n'ait songé encore à transporter sur la scène quelques-unes de ces esquisses où une

juste et délicate moralité s'enveloppe d'esprit et de bonne grâce. N'y aurait-il point là une épreuve des plus curieuses et qui serait certainement favorable à l'auteur? Le public y trouverait de son côté une de ces fêtes du bon goût auxquelles ne l'ont point accoutumé les mille inventions vulgaires dont la scène se remplit tous les jours. C'est donc un succès légitime et consacré aujourd'hui que celui des *Scènes et Proverbes*, — succès qui indique à M. Feuillet la voie qu'il doit suivre : il n'a qu'à demeurer fidèle à son talent et à écouter cette ingénieuse et délicate inspiration qui fait l'attrait et la vie de ses élégantes études.

Quant à M. Champfleury, qui apparaît au pôle littéraire opposé et dont le talent assurément n'est point ordinaire, c'est un réaliste d'instinct et de système; c'est là son malheur. Le réalisme, qu'est-ce autre chose en définitive que l'absence complète de l'art? Ceux qui ont fait cette belle découverte dans la littérature, comme dans la peinture, ne remarquent point que tel détail observé dans un paysage ou dans la vie peut exister bien réellement et n'être point vrai cependant dans un sens général, parce qu'il n'est qu'une étrangeté, une bizarrerie, une discordance. Or le but essentiel de l'art, c'est de rechercher et de reproduire une certaine vérité générale dans la nature physique comme dans la nature morale, dans la combinaison des lignes comme dans la combinaison des sentimens et des caractères. Qu'importe que l'être auquel l'imagination rend la vie ait existé ou non, s'il est vrai humainement, moralement, dans les conditions où il se trouve placé? Maintenant que dirons-nous des *Contes du Printemps* de M. Champfleury et des *Aventures de mademoiselle Mariette?* C'est une étude faite sur le vif de ce monde interlope peuplé d'artistes au chapeau pointu et de femmes qui pratiquent le communisme sans l'avoir inventé. M. Champfleury est très certainement persuadé que ce qui fait l'intérêt de son histoire, c'est ce monde qu'il peint et le soin qu'il met à reproduire la réalité nue et sans voiles, comme il dit. Il se trompe singulièrement cependant. La vérité est que, pour s'intéresser aux aventures de Mlle Mariette, il faut surmonter un certain dégoût. Le côté remarquable de cette étude, c'est qu'il y a réellement, en dépit de tout, une rare faculté d'observation. Gérard et Mariette peuvent être des héros très authentiques de la Bohême; mais on sent en même temps, à travers toute cette corruption, palpiter en eux quelque chose de vrai et d'humain. Pour être un si bon réaliste d'ailleurs, il est toute une face de cette histoire de la Bohême que M. Champfleury ne peint pas, et qui nous était révélée l'autre jour par ce navrant récit qu'on a pu lire. C'étaient deux pauvres jeunes gens envoyés peut-être à Paris pour faire des études sérieuses. Ils écrivaient ou ils faisaient de l'art, eux aussi. Chaque soir, ils allaient s'établir dans un café; ils y trouvaient un abri contre le froid, ils buvaient un peu d'eau-de-vie et dévoraient à la dérobée cette râpure qu'on répand sur les tables de jeu : c'était là toute leur nourriture! Un jour, le maître du lieu s'aperçoit de ce triste manége, et, touché de leur détresse, il les engage à prendre part à son repas. Il les engage une seconde fois, puis ils ne reviennent pas, honteux d'avoir été découverts, — et quand on se met à leur recherche, on les trouve l'un et l'autre sur un grabat achevant de mourir de misère et d'inanition. Si l'histoire n'est point vraie, elle n'en a pas moins son prix. Voilà bien aussi de la

réalité, et qui a de plus le mérite de jeter un jour sinistre sur toute une région de la vie littéraire, de cette Bohême où la pauvreté n'est pas toujours aussi gaie et aussi facile à supporter que dans les romans de M. Champfleury! Misère ou non, au surplus, ce n'est point là, à coup sûr, une atmosphère où le talent puisse trouver un aliment salutaire et fortifiant.

Savez-vous où le talent peut gagner? C'est quand il se mêle au monde, quand il ne borne point son horizon à ces régions malsaines, quand il se retrempe dans l'action. Il est rare que l'action, dans ce qu'elle a de plus viril, n'exerce point une influence heureuse sur l'esprit, même sur l'esprit appliqué aux choses littéraires; elle lui donne une allure plus nette, plus précise et plus ferme. Le talent de M. de Molènes a certainement grandi dans une épreuve de ce genre. Les révolutions ont parfois d'étranges résultats; il semble qu'elles viennent mettre chacun en demeure de recommencer une nouvelle vie. Quand vint 1848, M. de Molènes était simplement un écrivain; la révolution en fit un soldat, un volontaire de la garde mobile, de cette garde dont il a retracé l'existence avec une mâle et poétique vigueur, après avoir eu sa part dans les luttes de juin et avoir été gravement blessé. Bientôt la garde mobile perdit la faveur publique, et alors M. de Molènes embrassait la véritable carrière du soldat; il entrait dans l'armée, où il est encore. Les *Caractères et récits du temps* ne sont autre chose que le fruit de cette phase nouvelle de son talent retrempé dans la vie active. Et en effet, dans beaucoup de ces pages, dans bien des analyses de passions féminines ne sent-on pas comme une main hardie et cavalière? Il passe à chaque instant comme une vision de la vie militaire; on a pu lire ici la plupart de ces esquisses : *la Garde mobile, la Comédienne, la Légende mondaine, les Soirées du Bordj.* Ce qui fait le mérite de ces récits, c'est encore l'observation, mais l'observation appliquée à un certain monde, à une certaine espèce de natures élégantes et fières, nerveuses et ardentes. L'auteur a certainement des types qui n'appartiennent qu'à lui, et où on retrouve un mélange singulier de passion, de poésie, d'ironie, de voluptueuses ardeurs. C'est un monde tout à la fois plein de réalité et de fantaisie. Poursuivons encore ce domaine, où l'observation se mêle à la fantaisie capricieuse. C'est une chose à observer : depuis quelque temps, la nouvelle fleurit avec une merveilleuse abondance. Tout prend la forme de la nouvelle et se plie à ce cadre léger et facile. D'un côté, ce sont *les Sorcières blondes*, de M. Emmanuel de Lerne; de l'autre, ce sont *les Femmes de vingt-cinq ans*, de M. Xavier Aubryet, et ce qu'il y a de particulier, c'est qu'aucun de ces livres n'est sans talent. Ce qui manque, c'est la vive originalité, cette originalité qui se retrouve après tout dans M. Champfleury. Il serait difficile de classer avec précision *les Sorcières blondes* aussi bien que *les Femmes de vingt-cinq ans.* L'un de ces recueils est empreint d'une certaine distinction élégante; l'autre est une lointaine et subtile imitation de l'analyse de Balzac : ce n'est point du réalisme, ce n'est point tout à fait de la fantaisie; mais il y a encore plus loin de là à l'école du bon sens, qui avait l'autre soir sa fête à l'Odéon par la représentation de la comédie nouvelle de M. Ponsard.

Nul écrivain n'est assurément plus digne que l'auteur de *Lucrèce* d'intéresser les esprits sérieux à ses tentatives. Aussi n'est-ce point sans une curio-

sité singulière qu'on voyait la toile se lever sur ce tableau nouveau de la vie humaine que M. Ponsard a essayé sous le titre de *l'Honneur et l'Argent*. Lorsque le bruit s'est répandu que l'auteur d'*Ulysse* travaillait à une comédie, il a pu, certes, très légitimement s'élever un doute assez grave, doute fondé sur la nature même du talent du poète, sur les habitudes de son esprit, sur ce qu'il a essayé, sur ce qu'il a fait jusqu'ici. Avec la meilleure volonté du monde, en effet, après *Lucrèce* comme après le poème d'*Homère*, après *Charlotte Corday* comme après *Horace et Lydie*, on ne saurait trouver dans M. Ponsard l'invention, la verve, le don de vive observation, le trait rapide et ferme, et moins encore cette libre et puissante humeur qui élève un Molière au-dessus de tous les génies, et pourtant ne faudrait-il point tout cela pour tenter la forte et saisissante comédie du XIXe siècle? Toutes ces qualités ne seraient-elles pas nécessaires surtout là où la nouveauté est loin d'être dans le sujet? L'honneur et l'argent! c'est une vieille histoire, c'est le contraste éternel entre l'existence laborieuse et difficile et les honneurs facilement acquis, entre la probité indigente et le vice fastueux, entre les insolens dédains de la richesse et les pudeurs de la pauvreté, entre l'instinct qui nous dit d'aller là où le bien nous appelle, et l'instinct qui nous pousse là où sont le luxe, la fortune, l'influence, le pouvoir, et avec eux l'hommage universel. Quelque vieille que soit cette histoire, nous ne disons point qu'elle n'ait sa nouveauté et son à-propos. De tous les dieux en honneur de notre temps, l'argent est assurément celui qui a le plus de sectateurs; mais enfin cette histoire, il faut la rajeunir, la rendre plus saisissante par la forme, par les caractères, par l'action. Or l'action est justement ce qui manque le plus à la comédie de M. Ponsard. C'est ce qui fait qu'on ne sait pas trop parfois ce que sont ces personnages qui s'agitent, d'où ils viennent et où ils vont. Les effets les plus saillans naissent moins de l'action elle-même que d'un laborieux artifice. Tenez, il y a là un homme d'état, il n'a point d'autre nom : c'est un type, sans doute; à quel propos vient-il? — Pour offrir au héros de la pièce, tombé dans la misère, une place d'expéditionnaire! On ne saurait certainement employer de plus grands moyens pour amener un petit effet. En réalité, l'œuvre nouvelle de M. Ponsard est moins encore une comédie qu'une satire dialoguée, qui tombe parfois dans l'épître morale. C'est un cadre commode où l'auteur développe sous ses faces diverses l'idée de ce contraste perpétuel de l'honneur et de l'argent. Il y a sans nul doute dans les développemens de M. Ponsard des traits heureux, des accens élevés, une certaine verve d'honnêteté contre toutes les capitulations intéressées de la conscience, contre la mollesse des âmes que l'appât du bien-être corrompt; mais en ceci même, par malheur, M. Ponsard ne s'élève point au-dessus du niveau d'une nature peu inventive par elle-même. Il va souvent droit contre l'écueil habituel de son talent, le lieu commun. M. Ponsard, il faut le dire d'ailleurs, porte en ce genre une certaine naïveté qui lui fait remplir ses ouvrages d'une foule de vérités qu'on est à coup sûr charmé de retrouver, mais qu'on connaissait depuis longtemps. *L'Honneur et l'Argent* contient une infinité de ces vérités trop vraies et auxquelles la poésie de l'auteur n'ajoute aucun attrait nouveau. Que si on compare au surplus *l'Honneur et l'Argent* à bien d'autres comédies contemporaines, l'œuvre de M. Ponsard est assurément supérieure,

tout en étant loin de réaliser encore l'idée d'une comédie originale et puissante. — Chose étrange cependant! nous en étions tout à l'heure à l'état de l'Europe, aux luttes du monde religieux, et nous voici au théâtre, à ses tentatives, à ses popularités éphémères. N'est-ce point là la vie sociale dans sa diversité, embrassant tous les intérêts, s'étendant à toutes les préoccupations, passant d'une impression à l'autre, faisant sans cesse marcher ensemble les plaisirs intellectuels et l'observation de tous ces pays qui ont aussi, comme la France, leur existence et leurs intérêts propres?

Le mouvement général suit son cours en effet : il ne change point dans son essence, la forme seule varie. Chaque pays a son rôle et son attitude dans cette mêlée contemporaine. Un des traits les plus caractéristiques peut-être de la situation actuelle de l'Angleterre, c'est la discussion qui a eu lieu dans le parlement au sujet de l'intervention possible des gouvernemens de l'Europe auprès du cabinet anglais pour réclamer des mesures contre les réfugiés. Lord Aberdeen dans la chambre des lords, lord Palmerston dans la chambre des communes ont eu à répondre sur ce point à des interpellations parlementaires. Le fond des déclarations des deux ministres est le même sans doute; mais c'est la réponse de lord Palmerston qui est, on le pense bien, la plus nette et la plus décisive. Cette réponse, facilement prévue, c'est que l'Angleterre n'avait aucune mesure à prendre contre les réfugiés, qu'elle n'avait point à s'occuper de la sécurité intérieure des autres états. Aucune loi d'ailleurs ne permettrait ces mesures, et le cabinet anglais n'est nullement dans l'intention de réclamer du parlement de nouveaux moyens d'action contre les réfugiés. Le seul correctif apporté par lord Palmerston dans sa déclaration, c'est que les réfugiés, à leur tour, ne doivent point abuser de la libérale hospitalité qui leur est offerte, et qu'il est de leur honneur de ne point faire du sol britannique un foyer de permanentes hostilités contre les alliés de l'Angleterre. Depuis quelque temps déjà, au reste, l'opinion publique s'était émue de cette question. L'inviolabilité du droit d'asile est un de ces priviléges dont le peuple anglais est jaloux. Et ici, qu'on le remarque, l'intervention de la presse et de la tribune, de l'opinion publique en un mot dans les affaires de diplomatie, est souvent périlleuse; elle risque de nuire aux intérêts qu'elle prétend servir; elle refroidit les relations des cabinets et embarrasse leur action. N'admire-t-on pas cependant ce que l'opinion publique, avertie et éclairée, peut prêter de force, quand elle se tient, en quelque sorte, derrière un gouvernement et lui sert de permanent auxiliaire! L'Angleterre a réalisé plus d'une fois ce rare et puissant phénomène, qui est dans ses habitudes. Maintenant quelle sera la décision de l'Autriche en présence de ces fins de non-recevoir opposées par anticipation à ses réclamations? S'arrêtera-t-elle, ou poursuivra-t-elle la démarche diplomatique dont on lui prête la pensée? Dans tous les cas, on sait déjà la réponse. Tel est donc, vis-à-vis de l'Angleterre, l'état de la question en ce qui concerne les réclamations possibles de l'Autriche.

Mais ce n'est point, on le sait, le seul côté par où cette triste échauffourée de Milan ait soulevé des difficultés; il vient même d'en surgir une nouvelle qui n'est pas la moins grave peut-être. Après la dernière tentative qui a ensanglanté la Lombardie, au milieu du calme de la masse des populations, on a pu se demander si la modération n'était pas, pour le gouvernement autri-

chien, le meilleur moyen de pacification. Malheureusement l'Autriche est comme conquérante en Lombardie; elle sent bien que dans tout soulèvement il y a quelque chose de plus qu'une émeute ordinaire : il y a le péril permanent d'une explosion de l'instinct national; de là ce besoin ardent de détruire tous les élémens de résistance, d'atteindre et de frapper tout ce qui peut lui créer un danger, et dans cette voie les rigueurs engendrent les rigueurs. Aux sévères mesures que l'Autriche a déjà prises, elle vient d'en ajouter une, bien faite pour tendre encore plus cette situation critique : elle vient de mettre sous le sequestre les biens de tous les émigrés lombards répandus aujourd'hui soit dans les autres pays de l'Italie, soit dans le reste de l'Europe. Mais c'est ici que s'élève une complication nouvelle. Beaucoup de ces réfugiés, et les plus éminens, notamment le comte Borromeo, le duc de Litta, sont aujourd'hui sujets sardes; ils sont sous la protection du gouvernement piémontais, et ne sont plus même émigrés, à vrai dire. Le cabinet de Turin peut-il laisser violer dans leur personne les priviléges de la nationalité piémontaise? Il y a là, on le comprend, une des questions les plus délicates, non point qu'elle soit douteuse en droit, mais en raison de la situation réciproque de l'Autriche et du Piémont en Italie. C'est ainsi que le gouvernement de Turin, après avoir agi avec une énergique loyauté dans l'affaire de Milan, se trouve engagé dans une complication inattendue. Déjà on a dit qu'il s'était adressé à l'Angleterre comme puissance médiatrice. Ce ne serait peut-être pas en ce moment le meilleur moyen d'arriver à un facile dénoûment. Cela suffit dans tous les cas pour faire sentir une fois de plus combien de périlleux élémens peuvent se retrouver dans les relations de l'Autriche et du Piémont. Quant à la Suisse, le blocus du Tessin n'a point cessé, et rien ne démontre que les mesures rigoureuses qui semblent être dans la pensée du gouvernement autrichien ne doivent, jusqu'au bout, recevoir leur exécution. Le conseil fédéral a espéré un moment désarmer l'Autriche en prescrivant l'internement de tous les réfugiés; mais cela n'a point suffi, et la question se trouve aujourd'hui plus compliquée que jamais. Le conseil fédéral a essayé, après une vaine tentative de conciliation, de protester tant contre le blocus du Tessin que contre l'expulsion de ses nationaux de la Lombardie, il a même distribué une somme de 10,000 francs aux expulsés tessinois, comme pour confirmer ses protestations; mais cela évidemment ne résout rien. La question reste entière. Aujourd'hui c'est aux gouvernemens européens, et particulièrement à l'Angleterre et à la France, que le conseil fédéral fait appel, assure-t-on. La Suisse a par malheur réussi à se rendre suspecte, depuis que les gouvernemens révolutionnaires l'ont en quelque sorte subjuguée, et c'est ce sentiment de défiance qui est indubitablement le plus efficace auxiliaire de l'Autriche.

L'Espagne est heureusement à l'abri de ces agitations où se trouve engagée jusqu'à un certain point la paix, ou du moins les bons rapports de plusieurs pays; mais elle en a qui lui sont propres. La crise où elle est entrée depuis quelque temps n'est point arrivée à son terme; elle continue au contraire. Il est seulement permis d'espérer aujourd'hui qu'une politique ferme et modérée à la fois réussira à ôter à la situation du pays ce qu'elle a eu un moment de critique et de périlleux. Des élections ont eu lieu récemment, comme on sait, et la majorité qui en est sortie en faveur du ministère n'est point douteuse.

Les oppositions réunies dans le congrès ne forment point un corps assez compacte pour tenir en échec le cabinet. Elles ne dépassent point d'ailleurs, dans leur ensemble, le chiffre de quatre-vingts voix, et ce qu'on a pu remarquer, c'est la défaite électorale de quelques-uns des membres les plus éminens du parti progressiste, de M. Olozaga, de M. Escosura notamment. Par contre, le ministre de l'intérieur de l'ancien cabinet, M. Bertran de Lis, a également échoué dans les élections. C'est, à ce qu'il paraît, une chose passée en usage, que cette mésaventure des ministres de l'intérieur quand ils quittent le pouvoir. Déjà, il y a deux ans, après la retraite du cabinet Narvaez, dont il faisait partie, M. le comte de San-Luis avait subi le même sort, et il est aujourd'hui rentré au congrès. C'est le 1er mars que se sont réunies les chambres, et la session est maintenant en pleine activité. Le premier acte du congrès a été la nomination à la présidence de M. Martinez de la Rosa, qui était le candidat du ministère, et qui d'ailleurs a réuni à peu près l'unanimité des voix. Aujourd'hui le congrès est absorbé par le lent et ingrat travail de la vérification des pouvoirs. Chose étrange, quelque vivacité qui éclate parfois dans ces discussions, ce n'est point cependant au congrès qu'ont eu lieu jusqu'ici les débats les plus ardens et les plus animés, c'est dans le sénat. Le sénat semble être plus particulièrement le foyer d'une opposition active et impatiente, et c'est pour cela probablement que le cabinet a pris soin de nommer un certain nombre de nouveaux sénateurs qui viendront heureusement rétablir l'équilibre. Déjà deux graves discussions ont eu lieu au sénat, l'une au sujet d'une proposition de M. Peña-Aguayo, touchant le dernier décret sur la presse, l'autre à l'occasion d'une réclamation adressée à la haute chambre par le maréchal Narvaez sur les mesures dont il a été récemment l'objet. La première de ces discussions a été résolue dans un sens favorable au ministère; l'autre a amené simplement, avec l'adhésion du gouvernement, la nomination d'une commission chargée d'approfondir la question. Dans tous ces débats, au surplus, on peut le remarquer, il y a de la part des oppositions une certaine impatience ardente et mal contenue, un penchant perpétuel à multiplier les discussions irritantes. Il semble que les partis sont sous l'obsession de ces projets de réformes constitutionnelles dont il a été si souvent question. Ces projets, en effet, paraissent devoir être prochainement présentés. Les principales modifications, assure-t-on, doivent consister dans la prérogative accordée à la reine de nommer des sénateurs héréditaires, et dans un changement de la loi électorale, qui étendrait le droit d'élection dans la classe des propriétaires et le restreindrait dans les autres classes. Il est aisé de voir que, même dans ces conditions nouvelles, le régime constitutionnel subsisterait tout entier. Le meilleur moyen, au reste, de recommander ce genre de gouvernement et de le préserver de tout danger, ce n'est point de consumer des séances entières, comme semblent vouloir le faire les oppositions de l'Espagne, en stériles débats, tels que celui de savoir comment il faut introduire une interpellation; c'est de le pratiquer avec modération, avec prudence, et surtout avec un esprit de juste et féconde conciliation.

Au milieu des alternatives de notre temps et des chances diverses des régimes politiques, on pourrait se demander, sans trop de prétention, s'il n'est point des pays qui, par leur caractère, semblent plus spécialement propres à cette vie constitutionnelle que l'Espagne travaille péniblement à main-

tenir et à régulariser chez elle. La Hollande serait assurément un de ces pays. Les chambres de La Haye poursuivent leurs travaux sérieux et pratiques. Un nouveau projet sur le régime des pauvres vient d'être soumis à la seconde chambre par le ministre de l'intérieur. La charité individuelle ou particulière ne tombe pas sous le régime de la loi, qui est appelée seulement à régir les institutions destinées à secourir les pauvres d'une manière permanente au nom de l'état. La loi nouvelle ne s'applique à aucune des manifestations isolées ou collectives de la charité privée, non plus qu'aux institutions de secours d'une communion religieuse ayant pour but de venir en aide aux pauvres de cette communion. Ces institutions ont leur administration propre. Le projet actuel, qui s'applique aux maisons de charité dirigées par l'état, les provinces et les communes, tend moins au reste à instituer de nouvelles règles qu'à réunir en une seule loi des dispositions jusqu'ici éparses. Il ne crée rien véritablement; mais il donne plus de force et d'unité à la surveillance publique, et il permet au gouvernement, d'après les communications qui devront lui être faites par les administrations de charité, de constater avec exactitude l'état du paupérisme dans le pays.

Ce n'est pas d'ailleurs sur ce seul point que le gouvernement fait un utile et fructueux appel à la statistique et à la publicité. Les documens sur les finances, sur le commerce, se succèdent et témoignent tous d'un progrès remarquable. D'après l'une de ces publications, les recettes de l'état en 1852 se sont élevées au-dessus de celles de 1851 et ont dépassé de 1,943,000 florins les prévisions budgétaires, résultat d'autant plus notable qu'il coïncide avec des dégrèvemens d'impôts qui ont eu lieu dans la même période. Le commerce, depuis trois années surtout, est dans la même voie d'agrandissement régulier. Tout vient ainsi attester un mouvement matériel qui ne peut nécessairement que s'accroître et recevoir une impulsion nouvelle des plans que médite en ce moment même l'esprit d'entreprise. Il s'agite, en effet, en Hollande, divers projets qui ont tous pour but d'étendre les relations du commerce. L'un, qui s'est produit à Rotterdam, a pour objet de multiplier et d'activer les communications par la vapeur avec l'Angleterre et la France, la Baltique, Copenhague et Saint-Pétersbourg, la Méditerranée et les Indes. A Amsterdam, une commission vient d'élaborer un projet pour rapprocher cette capitale de l'Océan par un canal à travers les dunes jusqu'à Wyck, où seraient exécutés de grands travaux hydrauliques, et où un port de mer serait établi. Bien que ce projet grandiose ne soit encore que sur le papier, on voit comment dans ce pays les idées prennent une direction d'utilité publique, et tendent à s'élever au niveau des progrès contemporains de toutes les nations commerciales et industrielles. Ne sont-ce pas là les signes de ce développement modéré et paisible qui semble si bien dans le caractère néerlandais? D'un autre côté, le gouvernement vient de mener à bonne fin une négociation d'un assez sérieux intérêt : il vient de conclure un nouveau traité avec la Société de Commerce au sujet de la dette de dix millions de florins contractée par l'état envers cette société et de la vente de produits coloniaux. L'intérêt de la dette est diminué. Le bénéfice de la société sur la vente des produits dont elle a le monopole sera de 2 1/2 pour 100 au lieu de 2 3/4. En 1855, cet intérêt ne sera plus que de 2 pour 100. En outre, une grande quantité de produits coloniaux devra être vendue aux Indes même, ce qui

amènera nécessairement une plus grande affluence de capitaux à Java. C'est la solution d'une question qui était depuis longtemps pendante.

La Hollande, qui n'est pas seulement un pays d'industrie et de commerce, vient de perdre coup sur coup quelques-uns de ses hommes politiques et de ses écrivains les plus distingués. C'est d'abord M. Van Lennep, poète octogénaire qui, pendant un demi-siècle, avait été professeur de littérature ancienne à l'athénée de La Haye. Poète latin, poète national d'une rare élégance, doué d'un patriotisme éclairé, d'un esprit religieux et plein de tolérance, Van Lennep a exercé longtemps une réelle influence. Son *Chant des Dunes* marque dans la poésie hollandaise moderne. Ses recherches archéologiques et linguistiques lui assignent une place parmi les savans de son pays, où il a contribué à propager l'amour des études classiques. Un autre de ces hommes éminens que la Hollande a récemment perdus, c'est M. le baron Van Doorn. M. Van Doorn avait été gouverneur des Flandres avant la révolution belge, et il avait su jusqu'au dernier moment maintenir l'autorité hollandaise. Il fut depuis successivement ministre de l'intérieur et vice-président du conseil d'état. Ce n'est qu'en 1848 qu'on lui enleva ces dernières fonctions par un acte qui entre peu dans les habitudes hollandaises, et le roi, pour lui témoigner sa confiance, le nomma grand maréchal de sa maison. M. Van Doorn joignait à une grande activité dans les affaires un goût remarquable pour les sciences et les lettres; c'est à ce dernier titre qu'il était un des curateurs de l'université de Leyde.

La Turquie vient de traverser une crise délicate, malheureusement elle n'en est pas sortie à son avantage. L'Autriche a pris une revanche de l'échec qu'elle avait éprouvé dans l'affaire des réfugiés hongrois. Il y avait longtemps que cette puissance cherchait à se relever d'une humiliation qui lui tenait au cœur; les fautes de la Turquie sont venues à propos lui en fournir l'occasion. Il faut convenir, en effet, que, parmi les exigences récemment formulées à Constantinople par le comte de Leiningen, toutes n'étaient pas sans fondement. Sans doute, l'Autriche a profité de la circonstance pour articuler des griefs d'une légitimité au moins contestable; mais, sur d'autres points, la Turquie avait des torts graves, et elle s'était ainsi exposée à voir la diplomatie autrichienne blessée répondre à quelques dénis de justice par des réclamations exorbitantes. Les entraves imposées par Omer-Pacha au commerce autrichien en Bosnie, la présence de réfugiés hongrois et polonais dans l'armée ottomane lancée contre le Montenegro, enfin cette expédition elle-même, qui était de nature à créer quelque agitation sur les frontières de l'Autriche, donnaient assurément quelque apparence de raison à la plupart des représentations portées à Constantinople par le comte de Leiningen. Il nous paraît, à la vérité, beaucoup plus difficile de justifier les prétentions de l'Autriche sur les deux petits ports de Kleck et de Sotorino, dont elle réclame la possession, ou du moins dont elle voudrait régler l'usage, dans le cas où ils resteraient aux mains de la Turquie. Ces ports ont toujours passé, jusqu'à présent, pour être la propriété incontestée de la Porte-Ottomane. Cette situation est assurément gênante pour l'Autriche, car ces deux ports coupent en deux points différens le territoire de la province autrichienne de Dalmatie. C'est une anomalie, sans nul doute, et l'on conçoit sans peine que l'Autriche cherche à y remédier. Cette anomalie cependant est un fait consacré par les traités, et qui ne peut

être l'objet d'un *ultimatum*. L'Autriche peut ouvrir des négociations pour acquérir la possession de Kleck et de Sotorino, nécessaire à ses communications avec l'extrémité de la Dalmatie, et c'est ce qu'elle paraît avoir essayé de faire à d'autres époques; mais aucune considération de droit des gens ne l'autorise à sommer la Porte de renoncer à une possession sur laquelle il ne s'était élevé aucune incertitude jusqu'à ce jour. Quelle a été, à cet égard, la réponse de la Porte aux injonctions du cabinet autrichien? C'est ce qui reste encore incertain après les explications données par la presse autrichienne sur le résultat de la mission extraordinaire du comte de Leiningen. Il n'est pas douteux toutefois que la Turquie n'ait cédé sur tous les autres points, et notamment sur l'expédition du Montenegro. C'est cette expédition fâcheuse qui a évidemment fourni à l'Autriche ses meilleurs prétextes, et la Turquie doit comprendre aujourd'hui pourquoi ceux qui lui souhaitent de la stabilité et de l'avenir s'alarmaient de cette guerre si imprudemment entreprise. Encore n'est-elle pas au bout de tous les chagrins que la guerre du Montenegro lui vaudra. Voici que la Russie va venir à son tour réclamer non plus seulement la suspension des hostilités, mais l'indépendance des Monténégrins. Tel semble du moins être le principal objet de la mission du prince Menschikof à Constantinople. Voilà des difficultés d'où la Turquie est loin d'être sortie, et qu'elle eût évitées avec plus de prévoyance.

Il y a ceci d'étrange et de saisissant dans cette revue des choses contemporaines, que, pour peu qu'on ne se contente pas d'observer autour de soi et qu'on étende le regard au loin, il y a toujours à faire la part des révolutions. Quand ce n'est pas en Europe, c'est au-delà des mers; quand ce n'est pas nous qui imitons le Mexique, c'est le Mexique qui nous imite. Les révolutions mexicaines passent en peu de temps par bien des phases, qui ne conduisent toutes malheureusement qu'à un résultat, la décomposition du pays. On a vu déjà que le président, le général Arista, avait donné sa démission et avait été remplacé par M. Cevallos, qui a fait un coup d'état en supprimant le congrès. M. Cevallos, à son tour, n'a pas duré longtemps. A peine l'un des chefs de l'insurrection, le général Uraga, a-t-il été arrivé à Mexico, que M. Cevallos, déjà discrédité et impuissant, a été obligé d'abdiquer le pouvoir au profit d'un dictateur provisoire, le général Lombardine; maintenant c'est le général Santa-Anna qu'on attend. Des députations sont parties de la Vera-Cruz pour aller le chercher à New-York. Santa-Anna est d'habitude l'homme des situations extrêmes au Mexique. Le malheur est que quand il a le pouvoir depuis six mois, il ne sait plus qu'en faire. Sa dernière dictature n'a pas laissé de bons souvenirs; elle date de 1846, de la guerre avec les États-Unis, et on sait comment cette guerre se termina. Santa-Anna aurait beaucoup à faire pour être plus heureux cette fois. Bien des esprits, nous le savons, au-delà de l'Atlantique et en Europe, trouvent qu'il n'y a qu'un remède à cette incommensurable anarchie : c'est la création d'une monarchie au Mexique. Oui, sans doute, la monarchie eût été une ancre, une garantie de stabilité et de durée pour ce monde hispano-américain, si on eût tenté de l'y établir à l'issue de la guerre de l'indépendance : la meilleure preuve, c'est que le Brésil, qui s'est trouvé dans ces conditions, est parvenu à s'asseoir sur des bases solides et fortes; mais, depuis plus de trente ans, les anciennes colonies espagnoles, la plupart, du moins, sont en proie aux bouleversemens, aux révolu-

tions, à la dissolution. Entre le moment où la monarchie eût été possible et raisonnable — et aujourd'hui, il y a un intervalle pendant lequel les esprits se sont désaccoutumés de toute autorité, de toute règle, de tout frein. Au Brésil, au contraire, il n'y a eu nulle interruption, nul interrègne, entre la royauté ancienne et la royauté nouvelle. C'est ce qui fait que le Brésil prospère, paisible et calme, sous le juste et libéral gouvernement d'un souverain intelligent; c'est ce qui fait que, indépendamment de l'immensité de son territoire, il jouit d'une supériorité réelle, comme état régulier, dans l'Amérique du Sud. Depuis trois ans, le Brésil a eu moins de changemens de ministères qu'il n'y a eu de révolutions au Mexique ou dans la République Argentine, par exemple.

Nous laissions, il y a peu de jours encore, la guerre allumée entre le général Urquiza et le nouveau gouvernement formé à Buenos-Ayres à la suite du mouvement révolutionnaire opéré au mois de septembre. Maintenant c'est au sein même de ce gouvernement que la discorde a éclaté. Les rues de Buenos-Ayres ont été ensanglantées au point que les résidens étrangers ont dû s'armer pour leur sûreté. Le gouverneur de la province, le docteur Valentin Alsina, s'est vu contraint de donner sa démission, et a été remplacé par le général Pinto, président de la salle des représentans. Les chefs de l'insurrection n'étaient autres que le ministre de la guerre lui-même, le général José-Maria Florès, et le colonel Lagos. C'est le 1er décembre qu'a éclaté ce nouveau mouvement. Le général Florès était sorti de Buenos-Ayres pour organiser des forces qui devaient aller rejoindre le général Paz, envoyé contre Urquiza. La réalité est qu'il se mettait à la tête de ces forces pour proclamer la déchéance du gouvernement et assiéger la ville de Buenos-Ayres. Les conditions posées par lui se résumaient en ceci : envoi de députés au congrès de Santa-Fé, éloignement de tout emploi public, pendant un an, du docteur Alsina et du colonel Mitre, ministre de l'intérieur et des affaires étrangères; déclarer glorieux, comme d'habitude, le soulèvement du 1er décembre, payer les frais du soulèvement par-dessus tout, renouveler par moitié la chambre des représentans et élire un nouveau gouverneur. Les négociations engagées dans ces termes entre les chefs insurgés et les autorités restées à Buenos-Ayres n'ont en définitive abouti à rien, et divers combats livrés aux environs de la ville ne semblent pas avoir eu plus de résultat jusqu'ici. Que peut-il maintenant sortir de ces complications nouvelles, qui ne sont qu'un accès nouveau d'anarchie ajouté aux accès précédens? Nul ne saurait le dire. Ce qui semble le plus probable, c'est que toute cette impuissance et ces violens déchiremens pourraient bien rendre des chances au général Urquiza.

Il s'en faut, en effet, que le général Urquiza fût aussi près de sa ruine qu'on le disait. Les nouvelles qui le représentaient comme vaincu et désarmé par les généraux Madariaga et Hornoz venaient de Buenos-Ayres. Voici cependant que le jour vient du côté opposé. D'après d'autres témoignages et d'autres journaux de l'Amérique, ce n'est point Urquiza qui aurait été battu, c'est lui, au contraire, qui aurait dispersé les forces de Madariaga et Hornoz, lesquels se seraient enfuis, l'un vers Corrientes, l'autre vers Buenos-Ayres. Le général Paz lui-même, envoyé contre Urquiza, aurait complétement échoué dans sa mission. En même temps, le congrès général, réuni à Santa-Fé le 20 novembre, sanctionnait la politique du directeur provisoire. Cette poli-

tique, au reste, est loin d'avoir été malhabile depuis quelques mois. Urquiza semble s'être proposé d'éloigner la guerre civile, d'empêcher la révolution de s'étendre aux autres provinces, et d'abandonner Buenos-Ayres à son propre sort. Il paraît avoir voulu laisser la révolution de Buenos-Ayres se consumer, s'épuiser, se dévorer elle-même. C'est ce qui est arrivé à peu près. L'insurrection du 1er décembre, si elle réussit, ne peut avoir d'autre résultat que de rattacher Buenos-Ayres à d'autres provinces, et de favoriser la politique du général Urquiza. D'ailleurs, ce pouvoir d'Urquiza régularisé était sans doute à l'origine la meilleure condition pour ce malheureux pays. A l'abri de cette autorité nouvelle, on eût pu travailler sérieusement, activement, au développement matériel de ces contrées; on eût pu suivre la voie tracée par l'intelligente mesure qui avait déjà ouvert au commerce les rivières argentines. Aujourd'hui cela est plus difficile, car toute autorité qui s'élèvera à Buenos-Ayres se trouvera au milieu de partis divisés, déchirés, envenimés. C'est ainsi que chaque révolution vient retarder encore malheureusement la civilisation de ces pays, qui attendent le travail de l'homme, et à qui on donne sans cesse le sang versé dans les guerres civiles. CH. DE MAZADE.

ASTRONOMIE DESCRIPTIVE.[1]

L'astronomie, ainsi que plusieurs des sciences d'observation qui sont susceptibles d'applications mathématiques, peut être étudiée ou exposée à trois degrés divers de difficulté. D'abord on peut faire connaître, ou pour ainsi dire raconter les résultats de cette belle science en exigeant du lecteur une confiance aveugle dans les calculs et les observations des savans. C'est proprement alors la science descriptive, qui enregistre toutes les conquêtes de l'esprit humain et connaît l'univers par ouï-dire. Suivant le précepte d'Horace, celui qui entreprend cette exposition difficile doit avoir principalement pour but la clarté du sujet qu'il veut développer, et *abandonner les objets sur lesquels il désespère de jeter de l'éclat*. Sous ce point de vue, les célèbres leçons de M. Arago et le *Cosmos* de M. de Humboldt sont des modèles parfaits. Une seconde manière bien plus sérieuse d'étudier l'astronomie exige l'emploi des formules mathématiques, en général assez simples, au moyen desquelles les astronomes praticiens enchaînent les observations pour en déduire les lois des mouvemens célestes. Ici on peut vérifier soi-même, en partant des observations consignées dans les registres des grands établissemens, toutes les déductions précédemment admises, et même tirer de ces observations les conséquences nouvelles qui auraient échappé à ceux qui les premiers ont eu ces registres à leur disposition. L'astronomie est tout entière dans cette union de calculs suffisamment élevés pour utiliser les données de l'expérience avec les observations portées par la sagacité, l'habileté et la persévérance des astronomes au plus haut point de précision qu'il soit donné à l'homme d'atteindre.

Le troisième degré d'études astronomiques est pour ainsi dire tout à fait

(1) Voyez un premier article, l'*Astronomie en* 1852 *et* 1853, dans la *Revue* du 15 janvier.

mathématique. Les Newton, les d'Alembert, les Lagrange, les Laplace sont partis des lois établies par la méthode précédente, et dans leurs calculs transcendans ils ont embrassé l'état passé, présent et futur du monde, pesé la stabilité de son organisation, reconnu les actions mutuelles de tous les corps célestes, déterminé leurs formes, et enfin prédit leur avenir, toujours vérifié jusqu'ici par l'observation directe. Quant aux brillans résultats de ces hautes spéculations par rapport au but que la puissance créatrice paraît avoir voulu atteindre dans le balancement de toutes les causes de perturbation qui agissent sans cesse dans notre système solaire, rien ne peut surpasser métaphysiquement, aussi bien que mathématiquement, ces chefs-d'œuvre de l'esprit humain, aussi accessibles à l'intelligence de celui qui en lit l'exposition qu'ils étaient pour ainsi dire introuvables pour tout autre que le génie mathématique qui les a tirés des mystères de la nature.

A ce point de vue, les conquêtes de l'astronomie mathématique la plus transcendante rentrent dans le domaine de la science d'exposition pure et simple, que j'appellerai *astronomie descriptive;* celle-ci est la seule qui puisse être mise sous les yeux des gens du monde, et quand Ptolémée, à la fin d'une longue vie consacrée à la science des astres, grava dans le temple de Sérapis, à Canope, les principaux résultats de ses longues recherches, il énonça *descriptivement* les élémens du système du monde. Si, pour les esprits orgueilleux, la science perd de son prix en devenant accessible à tous par le sacrifice qu'elle fait de ses théories transcendantes, la considération d'utilité publique, actuellement si bien appréciée, doit encourager, ou, si l'on veut, excuser ceux qui visent à une exposition élémentaire des vérités scientifiques. Aux mécontens qui demandent l'impossible, c'est-à-dire d'étudier à fond, sans le secours des mathématiques, la science la plus mathématique de toutes, il faut dire comme Euclide au tyran de Syracuse : Étudiez les théories comme elles sont; il n'y a point ici de chemin privilégié pour les rois !

Quelques assertions, quelques idées émises par nous dans cette *Revue* (1) ont suscité des questions importantes à traiter, — et d'abord la coopération des amateurs d'astronomie aux progrès de la science. Plus tard peut-être nous traiterons avec détail ce sujet si fécond en belles conséquences. Contentons-nous ici de quelques indications rapides. Voici donc les observations qu'on peut recommander à la curiosité des amateurs : — vérifier à l'œil nu le nombre des étoiles visibles et leur éclat relatif, — bien établir la couleur de celles qui ne sont pas blanches, — observer les étoiles variables d'éclat et leur période de variation, — découvrir de nouvelles étoiles variables par des comparaisons suivies, — faire les mêmes observations avec une petite lorgnette d'opéra grossissant deux ou trois fois, — faire la même revue avec une bonne lunette de voyage comme celle que nous avons décrite dans un premier article sur l'*astronomie*, — observer la scintillation d'après la théorie de M. Arago dans les diverses circonstances atmosphériques, — voir l'influence de l'illumination du ciel, — trouver les comètes dans les localités où le ciel est très pur, en

(1) Livraison du 15 janvier. — La première occultation de l'étoile du Scorpion, que nous annoncions dans cette livraison, aura lieu dans la nuit du 28 au 29 mars, de minuit 44 minutes à une heure 50 minutes, temps de Paris.

passant en revue avec un chercheur tout le ciel occidental le soir, et le ciel oriental le matin, — compter et observer les étoiles filantes pour déterminer les variations horaires de leur nombre, — noter l'apparition des aurores boréales et leur effet sur l'aiguille aimantée, — suivre les apparitions de la lumière zodiacale au printemps et à l'automne, et son étendue dans le ciel, — même chose pour la voie lactée afin d'avoir la mesure de la transparence de l'atmosphère, — observer et photographier les taches du soleil et les divers accidens de sa surface, — comparer entre elles avec précision les diverses étoiles, quant à leur éclat, au moyen des procédés exacts de M. Arago, — en supposant l'observateur en possession d'une lunette suffisamment forte, faire la géographie de la lune, — observer les taches, les phases et les particularités physiques des planètes, — étudier en détail diverses parties de la voie lactée, et compter les étoiles dans chaque espace qu'embrasse le champ de la lunette pour connaître leur distribution jusqu'à un certain ordre de grandeur, — voir passer les ombres des satellites sur les planètes et en tirer des résultats divers, — suivre le mouvement des taches de ces planètes et la chute des neiges aux deux pôles de Mars, — observer les curieuses variations de l'anneau de Saturne, — veiller à la réapparition des comètes périodiques (celle de Brorsen a passé sans être aperçue, en 1851, et a été ajournée à 1857); — en général, suivre toutes les observations qui n'entrent pas dans le plan régulier des travaux des grands observatoires, surtout si l'on peut porter des lunettes à de grandes hauteurs où l'atmosphère opposerait moins d'obstacles à la vision parfaite des corps célestes.

Enfin, si l'on suppose un amateur en possession d'un seul bel instrument spécial, comme cela a lieu dans les observatoires privés d'Angleterre, il pourra pousser plus loin qu'aucun autre astronome la partie de la science pour laquelle il aura installé son instrument spécial; mais le prix toujours très élevé d'un pareil instrument, et surtout le zèle et la persévérance qu'il faut avoir pour l'utiliser, ne permettent pas d'espérer que le nombre des travailleurs bénévoles soit de longtemps au niveau des besoins de la science. Là cependant est une perspective certaine de gloire pour l'amateur habile, d'utilité pour la science et d'honneur pour notre pays.

Passons à une réclamation en faveur des comètes qui a été faite à l'occasion de ce qui a été dit sur le peu d'influence physique des comètes sur la terre. On nous accuse d'avoir trop déprécié ces astres curieux. Réparation d'honneur, pourvu qu'il soit bien constaté qu'ils ne peuvent exercer aucune action ici-bas, et que la terre, dût-elle traverser une comète tout au travers, ne s'en apercevrait pas plus que si elle traversait un nuage qui serait cent mille millions de fois plus léger que notre atmosphère, et qui ne pourrait pas plus se faire jour au travers de notre air que le souffle d'un soufflet ordinaire ne pourrait traverser une enclume.

Certainement, lorsque Newton appliqua les lois de l'attraction aux comètes, lorsque lui et Halley trouvèrent la forme de l'orbite de ces corps, ce fut une belle vérification de la plus grande découverte de l'esprit humain; — lorsque, en 1838 et en 1848, la comète de Encke nous donna la mesure de Mercure, dont la masse était inconnue jusque-là, ce fut un beau résultat scientifique; mais le monde non-astronomique s'en émut-il? En 1835, la belle comète de Halley, qui revient tous les soixante-seize ans, fit-elle grande sensation? Évi-

demment non. On ne pouvait engager les gens du monde à sacrifier, sur le Pont-des-Arts, quelques minutes pour regarder ce bel astre suspendu au-dessus de l'occident, astre dont ils savaient le retour prédit par les calculateurs, dont ils n'attendaient ni bien ni mal, et qui ne parlait pas même à l'instinct naturel de curiosité inhérent à tous les esprits. Mais remontons la chaîne historique des vingt-cinq apparitions de cette comète, depuis 1835 jusqu'à l'an 13 avant notre ère, en suivant les auteurs européens et les observateurs chinois qui nous ont transmis de si précieux documens. Ces réapparitions, constatées par Halley, M. Laugier et M. Hind, font pour nous un beau tableau scientifique; mais que signifiait pour les contemporains l'apparition de cette même comète en 1456? (Je cite exprès les paroles de M. Hind et non celles de Laplace, dont on a contesté la précision rigoureuse.) « Cette comète fut vue en juin, et elle est décrite par les historiens de l'époque comme immense, terrible, d'une étendue démesurée, traînant à sa suite une queue qui couvrait deux signes célestes, c'est-à-dire soixante degrés; elle fut regardée avec la même terreur par les Turcs sous les ordres de Mahomet II et par l'armée chrétienne, les uns et les autres considérant la comète comme un présage de défaite et un signe de la colère céleste. »

Remontons à l'apparition de la même comète en 1066. Tout le monde sait que c'est l'année de la conquête de l'Angleterre par les Normands, et c'est de cette année que la dynastie actuelle date son avénement à la royauté d'Angleterre. Le fameux duc de Normandie, Guillaume le Conquérant (*William the Conqueror* placé en tête de tous les almanachs anglais), avait rassemblé des hommes d'armes français et flamands, lesquels étaient d'acier pour entamer les Anglais, qui étaient de fer; mais un de ses plus puissans auxiliaires, ce fut la comète qui porte maintenant le nom de Halley. Elle fut considérée en Angleterre comme le pronostic de la victoire des Normands, et inspira une terreur universelle qui contribua à la soumission du pays après la bataille d'Hastings, comme elle avait servi à décourager les Anglais avant la bataille. La comète est représentée sur la fameuse tapisserie de Bayeux, ouvrage de la reine Mathilde, femme du conquérant. Voilà des occasions où les préjugés donnaient une véritable importance aux comètes. Toutefois, après la brillante comète de 1811, qui inspira encore au peuple quelques craintes superstitieuses, les comètes, autrement que pour les savans, sont tombées dans le pire discrédit, l'indifférence.

Je saisis l'occasion de rectifier une assertion qui, je le crains, n'aura pas troublé beaucoup le calme d'âme des lecteurs de cette *Revue*. J'ai dit que la grande comète qui met à peu près trois cents ans dans sa course, qui avait paru la dernière fois en 1556, *et qui devait reparaître en* 1848, *manquait depuis lors au rendez-vous*. On peut se tranquilliser. Nous aurons la comète, mais en temps convenable. D'abord établissons qu'il ne s'agit pas d'une de ces petites comètes visibles seulement au télescope, dont la première moitié de ce siècle nous a déjà donné quatre-vingts et les dix dernières années seules trente-huit. Combien pensez-vous qu'il y ait de comètes dans le ciel? demandait-on à Képler. Il répondit : Autant que de poissons dans la mer, *sicut pisces in oceano*. La comète de 1556 et de 1264 est une des plus grandes dont les historiens européens et chinois fassent mention. Elle a été vue en 975, en 683, en l'an 104, et toujours avec un éclat extraordinaire. Reconnue comme

périodique par Dunthorne, calculée par lui et par Pingré, elle était annoncée partout comme devant reparaître en 1848. Je substitue à mes inquiétudes sur *la perte* de cette belle comète les inquiétudes de sir John Herschel, qui ont bien une autre autorité. Voici comment il s'exprime dans son admirable ouvrage anglais intitulé *Esquisses d'astronomie* (*Outlines of Astronomy*), dont la préface est datée de 1849 : « Une autre grande comète dont le retour dans l'année 1848 a été considéré comme hautement probable par plusieurs éminentes autorités dans le département de l'astronomie est celle de 1556, qui, par la terreur qu'inspirait son aspect, détermina, suivant quelques historiens, l'abdication de l'empereur Charles-Quint..... Quoique, au moment où ces lignes sont écrites, une telle comète n'ait point encore été observée, il faut attendre au moins qu'une seconde année s'écoule avant de prononcer que le retour de cette comète est une chose désespérée. »

Cependant 1849, 1850, 1851 et 1852 s'étaient écoulés, et la comète, cette grande comète, ne reparaissait pas! En voici enfin des nouvelles que je prends dans l'excellent traité de M. Hind que je viens de recevoir : nous les devons à un savant calculateur de Middelbourg, dans la Zélande, M. Bomme, qui semble avoir résolu la question dans toute sa rigueur. Inquiet comme tous les astronomes de la non-arrivée de la comète, M. Bomme a repris *tous* les calculs et évalué *toutes* les actions de *toutes* les planètes sur cette comète de trois cents ans de révolution. Mois par mois, semaine par semaine, et jour par jour quand cela était nécessaire, M. Bomme, aidé du travail préparatoire de M. Hind, avec une patience tout à fait hollandaise, et surtout avec une de ces *passions froides* que l'on dit les plus énergiques de toutes, a calculé, *au prix d'une vaste dépense de temps et de travail*, toute la marche de la comète. Le résultat, complétement rassurant, de ce beau travail donne l'arrivée de cet astre en août 1858, avec une incertitude de deux ans en plus ou en moins, en sorte que de 1856 à 1860 nous aurons la grande comète qui a fait mourir le pape Urbain IV en 1264 et *fait* abdiquer Charles-Quint en 1556! A part toute idée relative aux progrès de l'esprit humain, quelle admirable science que celle des astres, et quels nobles travaux que ceux dont le travail de M. Bomme est un type! « Si l'astronomie, a dit avec raison M. Arago, assigne inévitablement à l'homme une place imperceptible dans le monde matériel, elle lui décerne, d'autre part, une place immense dans le monde des idées (1). »

Quoique mon dessein ne soit pas de sortir des limites de la science proprement dite, je ne puis m'empêcher de remarquer combien, au point de vue de nos idées actuelles, nous jugeons mal les événemens qui se sont produits sous l'influence d'autres opinions tout à fait opposées. On s'excuse maintenant de prêter aux hommes des anciens temps des croyances dont la futilité fait rougir notre siècle plus éclairé. On a voulu faire du pape Calixte III, qui en 1456 *conjura la comète et les Turcs*, un profond politique qui mettait en œuvre les moyens qu'il avait à sa disposition pour arrêter devant Belgrade les progrès du conquérant de Constantinople. Nous n'avons aucun motif de ne pas admettre la sincère persuasion de ce pape au sujet des pernicieuses influences des comètes dont personne ne doutait alors, pas plus qu'on n'en doutait, même un siècle plus tard, du temps de Charles-Quint. Devant Bel-

(1) *Annuaire du Bureau des Longitudes* pour 1853, p. 388.

grade, dans la sanglante mêlée de vingt-quatre heures prolongée pendant deux jours, et qui coûta quarante mille hommes à Mahomet II, des moines désarmés, le crucifix à la main, bravaient le danger pour encourager les combattans chrétiens, en répétant à haute voix l'exorcisme et l'anathème lancés par le pape sur la comète et sur les musulmans. C'est à la même époque, pour la même cause et par le même pape *frappé de terreur* (*territus Calixtus papa*), que fut établi l'usage encore subsistant de sonner les cloches au milieu du jour pour la prière dite *Angélus de midi*. Il n'y avait pour les comètes pas plus de sceptiques parmi les chefs de nations que parmi les plus humbles hommes dans tous les peuples de cette époque.

Et de même un siècle plus tard, en 1556, Charles-Quint ne douta nullement que la grande comète que nous attendons maintenant de 1856 à 1860, et qui était une comète de premier ordre, n'adressât ses menaces à celui qui tenait le premier rang parmi les souverains. *Voilà donc*, dit-il dans un vers latin, *mes destinées qui m'appellent par ces présages!*

His ergo indiciis me mea fata vocant.

Il cessa d'être souverain, pour éviter ainsi la fatalité qui s'adressait à une tête couronnée et qui devait *ou pouvait* épargner un homme sans autorité. C'est donc à tort que Képler l'accuse de s'être trompé sur les pronostics de cette comète, parce qu'il y survécut plus de deux ans : son abdication fut la suite du préjugé alors universel. « Voilà bientôt deux ans que votre père a abdiqué, disait-on à Philippe II, son fils. — Voilà bientôt deux ans qu'il s'en repent, » répondit-il. Il n'y a pas à douter que la comète ne l'ait fait descendre du trône.

Ce sont les théories astronomiques de Newton, de Halley et de leurs successeurs qui ont véritablement détruit l'empire imaginaire des comètes. Elles nous ont montré ces astres assujettis à des mouvemens réguliers, calculables d'avance, et aussi infaillibles que le lever et le coucher du soleil. Ces théories ont fait ce que n'avaient pu faire tous les raisonnemens des philosophes, des moralistes et des théologiens. Sénèque, avec les pythagoriciens, admettait comme nous que les mouvemens des comètes n'avaient rien de fortuit. *La postérité*, dit-il, *s'étonnera que nous ayons méconnu des vérités si palpables!* Belles paroles qui, pendant seize siècles, ne furent point entendues! En fait de superstititions cométaires, nous sommes la postérité, non point du siècle de Sénèque, mais seulement du siècle qui a précédé Newton.

J'aurais bien des choses à ajouter, si je voulais suivre toutes les questions et les demandes qui m'ont été adressées de vive voix ou par écrit; mais ce n'est pas la dernière fois que j'aurai à m'occuper ici d'astronomie et de géographie physique. Voici un fait qui n'est pas moins étonnant, quoique reproduit tous les jours; il répondra à une question sur le télégraphe électrique dont j'ai dit un mot dans un article précédent. Avant-hier un de mes amis entre au bureau de la poste télégraphique. Il écrit à Marseille; il reçoit une réponse. *Il était resté dix-sept minutes dans le bureau de poste!* Voilà la science usuelle en 1853.

BABINET, de l'Institut.

V. DE MARS.

TABLE DES MATIÈRES DU PREMIER VOLUME.

SECONDE SÉRIE DE LA NOUVELLE PÉRIODE. — JANVIER. — FÉVRIER. — MARS 1853.

PROMENADE EN AMÉRIQUE. — LES HOMMES ET LES CHOSES AUX ÉTATS-UNIS. — I. — Premières Impressions, par M. J.-J. AMPÈRE. 5

SOUVENIRS D'UNE STATION DANS LES MERS DE L'INDO-CHINE. — La Domination hollandaise dans l'Archipel indien, par M. le capitaine de vaisseau E. JURIEN DE LA GRAVIÈRE. 38

HISTOIRE ET STATISTIQUE MORALE DE LA PRESSE AU XIXe SIÈCLE. — II. — La Presse anglaise, son organisation intellectuelle et commerciale, par M. CUCHEVAL-CLARIGNY. 69

LA GUERRE DE CHINE D'APRÈS LES DOCUMENS CHINOIS, par M. LAVOLLÉE. 106

BEAUX-ARTS. — La Chapelle de l'Eucharistie à Notre-Dame-de-Lorette, par M. GUSTAVE PLANCHE. 125

BEAUMARCHAIS, SA VIE, SES ÉCRITS ET SON TEMPS, D'APRÈS DES PAPIERS DE FAMILLE INÉDITS. — Procès de Goëzman, par M. L. DE LOMÉNIE. 142

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE. — HISTOIRE POLITIQUE ET LITTÉRAIRE. 180

REVUE MUSICALE. — *Marco Spada*, de M. Auber, par M. P. SCUDO. 195

BURKE, SA VIE ET SES ÉCRITS, première partie, par M. CHARLES DE RÉMUSAT, de l'Académie Française. 209

L'ÉCONOMIE RURALE EN ANGLETERRE. — I. — Les Animaux domestiques, par M. L. DE LAVERGNE. 262

PROMENADE EN AMÉRIQUE. — LES HOMMES ET LES CHOSES AUX ÉTATS-UNIS. — II. — La Nouvelle-Angleterre et la Nouvelle-France, par M. J.-J. AMPÈRE, de l'Académie Française. 292

DU MOUVEMENT INTELLECTUEL PARMI LES POPULATIONS OUVRIÈRES EN FRANCE. — Les Ouvriers de la Loire, par M. AUDIGANNE. 320

SOUVENIRS DE LA SORBONNE EN 1825. — Démosthènes et le général Foy, par M. VILLEMAIN, de l'Académie Française. 346

L'ASTRONOMIE EN 1852 et 1853, par M. BABINET, de l'Institut. 376

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE. — HISTOIRE POLITIQUE ET LITTÉRAIRE. 388

PAYSAGES, POÉSIES, par M. CHARLES REYNAUD. 405

SOUVENIRS D'UNE STATION DANS LES MERS DE L'INDO-CHINE. — Célèbes et les Hollandais à Menado et Macassar, par M. E. JURIEN DE LA GRAVIÈRE. 409

BURKE, SA VIE ET SES ÉCRITS, dernière partie, par M. CHARLES DE RÉMUSAT, de l'Académie Française. 435

MOBY DICK, LA CHASSE A LA BALEINE, par M. E.-D. FORGUES. 491

MOUVEMENT LITTÉRAIRE DE L'ALLEMAGNE. — I. — Le Roman et les Romanciers allemands, par M. SAINT-RENÉ TAILLANDIER. 516

CARACTÈRES ET RÉCITS DU TEMPS. — Les Solitudes de Sidi-Pontrailles, par M. Paul de Molènes. 543
PROMENADE EN AMÉRIQUE. — LES HOMMES ET LES CHOSES AUX ÉTATS-UNIS. — III. — Les Lacs et les nouvelles Villes de l'ouest, par M. Ampère. 568
CHRONIQUE DE LA QUINZAINE. — HISTOIRE POLITIQUE ET LITTÉRAIRE. 591
LE NOUVEAU PRÉSIDENT DES ÉTATS-UNIS. — LE GÉNÉRAL FRANKLIN PIERCE, par M. Émile Montégut. 605
POÈTES ANGLAIS DU DIX-NEUVIÈME SIÈCLE. — Thomas Moore, sa Vie et ses Mémoires, par M. Eugène Forcade. 617
SOUVENIRS D'UNE STATION DANS LES MERS DE L'INDO-CHINE. — *La Bayonnaise* à Batavia et la vie coloniale des Hollandais, par M. le capitaine de vaisseau E. Jurien de La Gravière. 649
LE CAMP DU MARÉCHAL RADETZKY, SOUVENIRS ET PORTRAITS, par M. H. Blaze de Bury. 667
DES NOUVELLES VOIES MARITIMES POUR LA FRANCE. — Les Paquebots transatlantiques, par M. Charles Lavollée. 708
PROMENADE EN AMÉRIQUE. — LES HOMMES ET LES CHOSES AUX ÉTATS-UNIS. — IV. — La Reine de l'ouest et les Antiquités de l'Ohio, par M. J.-J. Ampère, de l'Académie Française. 737
ADELINE PROTAT, première partie, par M. Henry Murger. 756
CHRONIQUE DE LA QUINZAINE. — HISTOIRE POLITIQUE ET LITTÉRAIRE. 790
REVUE MUSICALE, par M. P. Scudo. 804
LE PÈRE VENTURA ET LA PHILOSOPHIE, par M. Charles de Rémusat. . . 817
ADELINE PROTAT, seconde partie, par M. Henry Murger. 859
L'ÉCONOMIE RURALE EN ANGLETERRE. — II. — Les Cultures anglaises comparées à celles de la France, par M. Léonce de Lavergne. 903
BEAUMARCHAIS, SA VIE, SES ÉCRITS ET SON TEMPS. — VI. — Histoire de ses Missions secrètes, Beaumarchais et le chevalier d'Éon, par M. Louis de Lomenie 931
SOUVENIRS D'UNE STATION DANS LES MERS DE L'INDO-CHINE. — Les Régences javanaises, par M. le capitaine de vaisseau E. Jurien de La Gravière. 971
LA CHASSE EN AFRIQUE, par M. le général E. Daumas. 1001
CHRONIQUE DE LA QUINZAINE. — HISTOIRE POLITIQUE ET LITTÉRAIRE. 1012
PROMENADE EN AMÉRIQUE. — V. — New-York, par M. J.-J. Ampère. . . . 1025
LA MONARCHIE DE 1830, première partie, par M. L. de Carné. 1056
UN ROMAN PROTESTANT ET UN ROMAN CATHOLIQUE EN ANLETERRE, par M. Eugène Forcade. 1084
LA PHILOSOPHIE SPIRITUALISTE ET LA RENAISSANCE RELIGIEUSE, par M. Émile Saisset. 1115
L'ÉCONOMIE RURALE EN ANGLETERRE. — II. — La Constitution de la Propriété et de la Culture, par M. Léonce de Lavergne. 1130
ADELINE PROTAT, troisième partie, par M. Henry Murger. 1158
CHRONIQUE DE LA QUINZAINE. — HISTOIRE POLITIQUE ET LITTÉRAIRE. 1201
SCIENCES. — ASTRONOMIE DESCRIPTIVE, par M. Babinet, de l'Institut. . 1217

FIN DE LA TABLE.